

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°315

JUIN 2011

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : L'AKP REMPORTE LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES**
- **SYRIE : LES PARTIS KURDES ENTRE CONFLIT POLITIQUE ET CONFLIT DES GÉNÉRATIONS**
- **KURDISTAN D'IRAK : UN ENSEMBLE DE RÉFORMES ADOPTÉES EN RÉPONSE À LA CONTESTATION SOCIALE**
- **CULTURE : GHAZAL SOTOUDEH EXPOSE À NEW YORK**

---

## **TURQUIE : L'AKP REMPORTE LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES**

**L**e 3 mars 2011, le parlement turc avait approuvé à l'unanimité la date du 12 juin pour la tenue des élections législatives. L'année dernière, une loi avait été votée qui apportait certaines modifications au dispositif électoral, dans un souci de s'aligner sur les normes européennes : l'âge minimum requis des candidats à la députation est passé de 30 à 25 ans ; les urnes, jusqu'ici en bois, ont été remplacées par des urnes en plastique, transparentes et incassables ; le modèle des bulletins de vote a changé et les enveloppes ont une couleur différente selon le type d'élections. Alors que dans les précédentes campagnes, toutes activités militantes devaient ces-

ser à la nuit, une prolongation de 2 heures après le coucher du soleil a été décrétée.

Une des réformes les plus notables est que l'usage d'une langue autre que le turc n'est plus pénalisé lors des campagnes électorales ce qui, bien sûr, est un geste en direction de l'électorat kurde. La loi prévoit également une peine de 3 à 5 ans de prison pour tout agissement en vue d'empêcher un citoyen de voter mais l'efficacité de cet article et son application réelle dans des régions éloignées des métropoles et en butte aux pouvoirs locaux reste à démontrer.

Le nombre des députés a également été modifié selon les don-

nées fournies par le dernier recensement. La mégapole d'Istanbul disposera ainsi de 15 sièges parlementaires supplémentaires, de 3 à Ankara, de 2 à Izmir et d'un député pour les provinces d'Antalya, Diyarbakir, Van et Şirnak.

Sans surprise, le Premier Ministre et son parti, l'AKP, ont remporté une troisième victoire aux législatives, ce qui fait de Recep Tayip Erdogan le premier chef de gouvernement turc à remporter 3 élections parlementaires de suite en augmentant à chaque fois son score. Par ailleurs, le règlement interne de l'AKP limite à trois le nombre de mandats parlementaires à ses membres. Pour 73 d'entre eux, ce

---

sera donc leur dernière victoire électorale.

Quatre partis vont donc siéger à la Grande Assemblée nationale turque : Le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, qui va pouvoir former un nouveau gouvernement en ayant obtenu un peu plus de 50% des voix ; le Parti républicain du peuple (CHP), le Parti du mouvement nationaliste (MHP) et le parti pro-kurde pour la Paix et la démocratie (BDP).

N'ayant pas, cependant, avec 327 députés, obtenu les deux-tiers des sièges qui lui auraient permis de modifier la constitution de 1982 sans référendum, l'AKP manque également à 3 voix près, du nombre de sièges nécessaires pour proposer des changements constitutionnels par référendum il se voit obligé de prévoir de futures alliances parlementaires pour imposer d'autres réformes.

Le second parti au parlement est le CHP, Parti républicain du peuple, dont la ligne oscille entre une gauche laïque et kémaliste et un populisme nationaliste la rapprochant des mouvements d'extrême-droite, surtout sous la direction de son ancien président, le très controversé Deniz Baykal. Avec la nomination à ce poste de Kemal Kılıçdaroğlu, qui a fait campagne sur le thème de « l'ouverture » en direction des Kurdes, le parti remonte à 25.9 % et 135 sièges, tandis que le MHP, parti d'extrême-droite obtient 13%, ce qui lui permet de passer la barre des 10% de voix nécessaires pour siéger au parlement avec 53 sièges.

Ce même seuil empêchant régulièrement les députés des partis pro-kurdes d'obtenir des sièges, cette fois, les candidats du BDP avaient choisi de se présenter en « indépendants » pour ne pas être soumis à cette règle. C'est

ainsi que Leyla Zana a effectué son retour en tant que député, vingt ans après son éviction de cet même parlement. Autre fait marquant dans les candidatures pro-BDP : l'élection à Mardin d'Erol Dora, un député chrétien syriaque, le premier élu de sa communauté depuis l'avènement de la république turque.

La représentation féminine est passée de 46 à 78 femmes élues, dont 44 appartiennent à l'AKP, 20 au CHP, 3 au MHP et 11 pour le BDP.

Le bon score du BDP (passé de 20 à 36 sièges), qui aurait pu amorcer un début de dialogue politique autour de la question kurde en Turquie, en lui permettant d'avoir une représentation parlementaire de poids, n'a pas empêché un de ses élus, Hatip Dicle, de voir son élection annulée par décision du Haut Conseil des élections, sous prétexte d'une condamnation antérieure de 20 mois de prison pour « propagande terroriste ».

Hatip Dicle est actuellement en détention préventive pour une autre affaire et cette élection devait lui octroyer une immunité parlementaire. Mais le Haut Conseil des élections a justifié sa décision en arguant que la condamnation avait été maintenue par la Cour d'appel seulement quatre jours avant les élections, après la confirmation des listes de candidats pour le scrutin.

Hatip Dicle, âgé de 57 ans, avait fait partie des premiers élus d'un parti kurde à remporter un siège au parlement, en 1991. Il avait été arrêté en 1994 après l'interdiction de leur parti « pour liens avec le PKK », et a passé 10 ans en prison. En 2010, il a de nouveau été emprisonné, dans le cadre d'une enquête portant sur des « branches urbaines du PKK ».

Son siège, du fait de son statut d'indépendant, n'est pas revenu à un candidat BDP mais à Oya Eronat, de l'AKP. Réagissant rapidement, les élus issus du BDP ont décidé de boycotter le parlement. Par ailleurs, cinq autres élus du BDP sont toujours derrière les barreaux en attente de leur jugement.

Dans le même temps deux députés du CHP, le journaliste Mustafa Balbay et le professeur Mehmet Haberal restent en détention en temps que suspects dans l'affaire Ergenekon, malgré les appels de leur parti à leur libération.

Un député du MHP, le général à la retraite Engin Alan, est de même accusé d'avoir pris part à une tentative de subversion et a été élu alors qu'il est toujours emprisonné.

L'annonce de l'annulation du mandat de Hatip Dicle a déclenché immédiatement une vague de protestations dans les villes kurdes et de l'ouest du pays. Près de 2.000 personnes ont ainsi participé à un sit-in à Diyarbakir. À Istanbul, un millier de manifestants se sont heurtés aux forces de l'ordre.

Le Congrès pour une société démocratique (DTK), plateforme d'associations et de mouvements kurdes, a appelé les 35 élus issus du BDP à boycotter le Parlement :

« Les députés doivent déclarer leur position ouvertement, conformément à leur précédente décision de ne pas aller au Parlement si même un seul d'entre eux est manquant. »

Le président du DTK, Ahmet Türk, a parlé d'une « décision visant à mener la Turquie au chaos (...) pour pousser notre peuple vers un climat de conflit. L'Etat, le gouvernement et la jus-

tice essaient de bloquer nos efforts pour créer un socle politique démocratique en vue d'une résolution du conflit kurde, qui dure depuis 1984 en Turquie.» (Agence Anatolie).

Le 23 juin, les 35 élus du BDP annonçaient leur décision de ne pas siéger, tant que Hatip Dicle ne sera pas réintégré dans son mandat : « Nous n'irons pas au Parlement tant que le gouvernement et le Parlement n'auront pas pris de mesures concrètes pour remédier à cette injustice et offrir des opportunités pour une résolution en ouvrant la voie à des politiques démocratiques », a déclaré le député Sefarettin Elçi, lors d'une conférence de presse tenue à Diyarbakir.

Le 26 juin, un tribunal turc rejetait également les demandes de libération de deux députés kurdes élus, Gulser Yildirim et Ibrahim Ayhan, accusés de faire partie de la branche « urbaine » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Sur les trente-

six militants kurdes élus aux législatives, trois restent donc emprisonnés, la justice turque refusant d'accorder l'immunité parlementaire en ce qui concerne les accusations de « terrorisme ».

Le 29 juin, la première séance de tout nouveau parlement et le serment des élus ont donc été boycottés à la fois par le CHP et le BDP, les élus kurdes réclamant la libération des députés emprisonnés et la réintégration de Hatip Dicle, tandis que le président du CHP, Kemal Kiliçdaroglu déclarait refuser la prestation de serment tant que deux de ses députés, eux aussi emprisonnés, ne seraient pas à même d'y participer.

#### Résultats des législatives par parti :

**Parti pour la justice et le développement (AKP) :** 21 442 528 voix soit 49,83 %, 327 sièges (perd 14 sièges).  
**Parti républicain du peuple (CHP) :** 11 131 371 voix, soit 25,98 %, 135 sièges (gagne 23 sièges)

**Parti du Mouvement nationaliste (MHP) :** 5 580 415 voix, soit 13,01 %, 53 sièges (en perd 18).

**Indépendants (BDP) :** 2,819,917 voix, soit 6.57 %, 35 (36) sièges (gagne 8 sièges).

#### Résultats dans les provinces à majorité ou forte population kurde :

##### Provinces remportées par l'AKP :

Gaziantep : 61.85% ; Adiyaman : 67.38% ; Urfa : 64.80% ; Malatya : 68.48% ; Erzincan : 57.39% ; Elazig : 67.35% ; Bingöl : 67.5% ; Agri : 47.54% ; Bitlis : 50.62% ; Siirt : 48.09%.

##### Provinces remportées par les indépendants issus du BDP :

Diyarbakir : 62.08% ; Mardin : 61.11% ; Şirnak : 72.87% ; Batman : 51.84% ; Van : 49.64% ; Hakkari : 79.87% Muş (44.34 %).

##### Province remportée par le CHP :

Tunceli : 56.21%.

## SYRIE :

### LES PARTIS KURDES ENTRE CONFLIT POLITIQUE ET CONFLIT DES GÉNÉRATIONS

**L**a répression sanglante des manifestations n'a pas cessé en Syrie, provoquant un afflux de réfugiés à la frontière turque en début de mois. Dans le même temps, le gouvernement syrien relâchait plus de 450 prisonniers politiques, dont des Kurdes.

Cela n'a pas empêché les manifestations de se poursuivre. Dans les régions kurdes, plus de 8000 personnes ont défilé le 3 juin, dont 3000 dans la seule ville de Qamichlo, portant des drapeaux syriens, réclamant la chute du président Bachar Al Assad et clamant leur soutien à la ville de Jisr al Choughour, dans l'ouest du

pays, où avait lieu au même moment une opération militaire de répression, ainsi qu'à la ville de Deraa, au sud du pays, qui a subi les plus dures exactions de la part des forces de l'ordre.

Dans la ville kurde d'Amude, plus de 4000 personnes ont aussi manifesté, ainsi que 1000 à Ras al Ayn, entonnant les mêmes slogans de soutien à la ville de Jisr al Choughour et brandissant des banderoles interpellant le président syrien : « Bashar, sors de nos vies ».

50 figures de l'opposition syrienne ont par ailleurs envoyé une déclaration à l'agence Reuters, annonçant la formation d'un gouvernement de salut national.

Parmi les signataires figurait l'opposant politique kurde Mashal Temo.

Mais parallèlement aux vétérans des partis politiques kurdes syriens, des mouvements de jeunesse, plus ou moins organisés, se font jour et donnent le sentiment d'avoir leur propre calendrier, voire de mener le jeu plus avant que leurs aînés, qu'ils n'hésitent pas à critiquer. Ainsi, Ciwan Yusuf, porte-parole de la Coalition de Jeunesse Sawa a déclaré que la « faiblesse » des partis politiques kurdes – dont certains auraient tenté de dissuader les jeunes de prendre part aux manifestations – a été un des facteurs propices à l'éclosion de

multiples mouvements de jeunesse kurdes.

Dans un entretien accordé au journal kurde Rudaw, Ciwan Yûsuf mentionne quatre groupes militants de jeunes Kurdes pour la seule ville de Qamishlo : les Jeunesses révolutionnaires, la Société civile Cizre, l'Accord des jeunes Kurdes et Sawa : « Ces groupes étaient déjà actifs dans le passé, surtout dans le domaine de la culture. Mais quand la révolution a commencé en Syrie, nous avons fait un pas en avant et avons même changé notre nom pour la Coalition Sawa de la Jeunesse. »

Les jeunes Kurdes de Syrie attendaient, semblent-ils, depuis longtemps, une occasion de manifester au grand jour, mais par peur des représailles du régime, se cantonnaient à des actions culturelles. Aujourd'hui, leur impatience de passer à une action politique les pousse à utiliser leurs propres associations et mouvements au lieu de se rallier aux partis politiques, qu'ils jugent trop hésitants et manquant de coordination : « Nous savions tous qu'un jour la Syrie pourrait changer. C'est pourquoi nous avons déjà formé des groupes organisés. »

Jusqu'ici, en effet, les partis kurdes syriens n'ont pas adopté de ligne politique claire et unanime sur les révoltes syriennes. Selon les accusations de Ciwan Yûsuf, ils ont même tenté de freiner les actions des mouvements de jeunesse : « Pour nous, à Sawa, il était clair dès le début que nous sommes une partie de ce processus politique et de ce mouvement de rue, tout en n'appartenant à aucun mouvement politique. Mais les partis politiques s'opposent les uns aux autres et divisent nos mouvements. Ils nous soutiennent dans leurs communiqués officiels

mais leurs actes prouvent tout le contraire. » Seuls quelques partis kurdes seraient en phase avec ces mouvements de jeunesse : le Parti de la liberté, l'Union des partis kurdes et le mouvement du Futur. « Ceux-là ont participé aux manifestations avec nous, ils travaillent avec nous et depuis le début leur attitude envers nous est bien meilleure que celle des autres partis. »

D'autres mouvements de jeunes Kurdes sont actifs non seulement dans le reste des villes kurdes, à Amude, Afrin, mais aussi Damas et Alep. Barzan Bahram, un écrivain kurde de Syrie, confirme le rôle prépondérant qu'a joué la jeunesse kurde par rapport à ses aînés : « Depuis le début de la révolution syrienne, les jeunes travaillent étroitement tous ensemble. Ils veulent s'unir et parler au nom des Kurdes de Syrie. » Barzan Bahram reconnaît lui aussi que les partis kurdes de Syrie ont tendance à vouloir diviser les rangs des jeunes activistes en fonction de leurs propres désaccords politiques, mais minimise les effets de cette rivalité : « La principale raison (de ce manque de cohésion) est la dictature du régime syrien. Malgré cela, nous travaillons très bien ensemble. »

Cependant, les tiraillements se font toujours sentir entre les différentes factions, surtout quand il s'agit de prendre part à des actions concrètes. Fawzi Shingar, un autre leader kurde, fondateur du parti Wifaq, reconnaît, confirmant ainsi les propos de Ciwan Yûsuf, que des efforts avaient été faits pour unifier les douze partis kurdes dans un front commun, mais « après que les forces de sécurité syriennes ont empiré la situation, des partis kurdes comme le Parti de la Liberté, l'Union des partis kurdes de Syrie et le mouvement du Futur, ont rejoint les manifestants et ont

rallié leur volonté de renverser le régime.

Le même se dit méfiant envers les tentatives de pourparlers du régime et de son invitation lancée aux partis kurdes. Selon lui, une telle rencontre ne peut avoir lieu tant que certaines conditions ne seront pas remplies : « Ils doivent retirer tous les tanks des rues et les responsables syriens doivent venir s'excuser à la télévision auprès de tout le peuple syrien pour tous ceux qu'ils ont fait mourir. Ils doivent aussi expliquer où en sont leurs propositions de réformes et ce qu'ils ont réalisé jusque-là. Cela fait 45 ans que le régime parle de réformes mais rien n'a été fait. »

Selon Fawzi Shingar, la jeunesse kurde qui manifeste dans les rues a, désormais, plus d'influence sur le cours des événements que les partis politiques traditionnels : « Les autres partis et nous-mêmes avons participé aux manifestations, mais eux qui ont commencé et qui continuent aujourd'hui sont les jeunes. Je crois aussi que les partis politiques kurdes cesseront bientôt d'être politiquement divisés. À la fin, ils entonneront tous les mêmes slogans. »

Paradoxalement, il se peut que ce soit la politisation de longue date de la communauté kurde en Syrie, et l'habitude d'agir dans le cadre de mouvements organisés, qui paralyse son action par rapport aux révoltes spontanées et sans leaders réels de la « rue arabe » : « Les partis ne sont pas capables de contrôler la situation et la population ne peut agir séparément de ces partis. Ceux qui sont actifs actuellement agissent au hasard, sans avoir rien planifié et jusqu'ici, la politique du gouvernement a été d'observer une certaine neutralité dans les régions kurdes, afin de ne pas avoir à les attaquer. »

La réticence des partis kurdes à se radicaliser s'explique aussi par le fait qu'ils ne croient pas à un effondrement rapide du régime, contrairement à ce qui s'est produit en Tunisie et en Égypte. « Le régime résistera. L'État syrien soutient le Baath depuis 45 ans. Mais nous espérons que la situation ne devienne pas aussi violente qu'en Lybie. Nous espérons que le régime laisse un conseil provisoire gouverner le pays pour 6 mois, jusqu'à ce que des élections aient lieu pour élire un nouveau président et un nouveau parlement. »

Une autre raison d'hésiter à engager une résistance violente est l'inertie de la communauté internationale qui n'a, jusqu'ici, que « condamné » verbalement la Syrie pour la répression sanglante des manifestations.

Quant à l'influence ou l'action des partis kurdes hors de la Syrie, comme celle du PKK ou les partis du Kurdistan d'Irak, elles ne peuvent être que limitées et dépendent de leur propre agenda et alliances politiques. Abdullah Öcalan, dont le parti a longtemps bénéficié de la protection syrienne, a appelé les leaders kurdes de Syrie à négocier avec le gouvernement. De même le parti de Massoud Barzani, président du Kurdistan d'Irak, est tenu par des relations diplomatiques complexes et tendues avec ses voisins, et ne peut guère aller plus loin qu'à un appel à l'apaisement et à la démocratie.

Mais la réticence ou la « prudence » des activistes politiques plus âgés peut s'expliquer par des années d'expériences décevantes ou négatives dès que, dans l'histoire kurde, il a fallu compter sur la solidarité des mouvements arabes et leur reconnaissance de la spécificité kurde. Les partis politiques craignent que les revendications des Kurdes ne soient pas pris en compte ou

oubliées par le reste des opposants syriens ; d'où une impression de confusion et d'hésitation dans les prises de paroles et les décisions de l'opposition kurde.

Ainsi, la conférence tenue à Antalya, en Turquie, par des représentants de l'opposition syrienne, politiciens, intellectuels, journalistes, a parfois été annoncée comme boycottée par les partis kurdes, en raison de la politique turque concernant ses propres Kurdes, alors que certains représentants ou militants éminents de ces mêmes partis ont indiqué qu'ils se rendraient tout de même à Antalya, mais en leur nom propre. Mais les mêmes partis kurdes se sont plaint de n'avoir pas été invités, ni que leur propre déclaration et revendication ait été prise en compte par la plate-forme d'opposition. D'autres voix avaient critiqué le fait que les Kurdes ne soient pas d'emblée qualifiés de « second groupe ethnique en Syrie ».

Mais selon Fawzi Shingar, le problème majeur est l'absence d'unité des voix kurdes, qui affaiblit leur poids au sein des groupes politiques dissidents en Syrie : « Le problème avec nous, les Kurdes, est que nous n'avons toujours pas d'agenda commun. Nous n'avons aucun papier à présenter à l'opposition syrienne pas plus qu'au gouvernement... Il est capital que les partis et les intellectuels kurdes entament des discussions et forment un conseil. Sinon, nous aurons des problèmes. »

Mais certains observateurs, comme le professeur Radhwan Badini, lui-même Kurde originaire de Syrie et qui enseigne à l'université de Salaheddin d'Erbil, juge que cette rencontre d'Antalya est, malgré tout, un pas « historique », puisque dans une déclaration finale, les droits

des Kurdes, comme ceux des Assyriens ont été ouvertement évoqués comme « égaux » à celui des Arabes. Abu Sabir, un leader du Parti uni démocratique kurde, a reconnu dans un entretien à Rudaw, que le fait que l'Union des partis kurdes de Syrie n'ait pas été invitée à la conférence l'avait rendu suspicieux sur les intentions des mouvements arabes syriens, mais que la déclaration qui a clos la conférence l'avait convaincu.

À l'issue de cette conférence, les différents groupes d'opposition ont formé un comité consultatif et ont appelé le président syrien à démissionner immédiatement et à céder ses pouvoirs à son vice-président, jusqu'à ce qu'une assemblée soit constituée pour garantir une transition démocratique. Ce comité consultatif, qui veut représenter toutes les composantes religieuses et ethniques de la Syrie, compte 31 membres et 4 de ses sièges sont réservés aux Kurdes.

Quant au gouvernement syrien, il tente toujours, dans sa politique des promesses et des petits gestes, de dissuader ou d'empêcher une coalition kurde qui se joindrait aux mouvements arabes. Selon le journal turc Milliyet, Bachar Al Assad aurait invité les représentants de douze partis kurdes, dont le PKK, pour des pourparlers qui ne concerneraient que les revendications des Kurdes syriens, avec une promesse de réforme et d'amnistie des prisonniers politiques. Le journal Milliyet affirmait que les partis kurdes avaient accepté cette rencontre, ce qui a été formellement démenti le 9 juin par les intéressés, comme l'a annoncé le journal Al-Arabiya.

L'Union démocratique des partis kurdes a ainsi confirmé l'invitation mais a démenti

qu'elle a été acceptée. Après une réunion des partis kurdes à Qamishlo, ces derniers ont rejeté la rencontre, considérant que les

circonstances n'étaient pas « favorables » à de telles négociations. Par ailleurs, elle demande un cessez-le-feu bilatéral, le

retrait de l'armée des villes syriennes, et qu'une autonomie des régions kurdes soit accordée, avec une administration séparée.

---

## KURDISTAN D'IRAK : UN ENSEMBLE DE RÉFORMES ADOPTÉES EN RÉPONSE À LA CONTESTATION SOCIALE

**L**e parlement du Kurdistan vient de voter un ensemble de lois ou d'amendements, dans un climat de contestations politiques et sociales et de demandes de réformes né des manifestations de Suleimanieh au printemps dernier. Parmi les lois nouvellement votées, celle condamnant l'excision a été saluée par de nombreuses ONG, kurdes ou internationales.

Depuis qu'en 2007 et 2008, des enquêtes de terrain, conduites par des équipes allemandes et kurdes (WADI) avaient conclu à un pourcentage de près de 77% d'excision dans certaines régions du Kurdistan d'Irak (principalement celles de Suleimanieh et de Germiyan), de nombreuses campagnes avaient été lancées, avec l'appui du gouvernement de la Région du Kurdistan, pour informer la population des méfaits de cette pratique. Les autorités religieuses locales avaient aussi été fortement incitées à la condamner.

La loi prévoit maintenant des peines d'emprisonnement allant de 3 à 6 ans de prison et une amende d'un million de dinars irakiens pour toute personne incitant à l'excision, ainsi que des peines de 5 à 6 ans de prison et 5 millions de dinars d'amende pour les personnes la pratiquant et 3 ans d'interdiction d'exercer la médecine au cas où du personnel médical serait reconnu coupable.

La même loi interdit dorénavant l'usage de la dot, les mariages

forcés, les mariages arrangés lorsque l'âge de la jeune fille et celui du mari sont disproportionnés, ainsi que la prostitution forcée (la légalité même de la prostitution étant débattue au sein des milieux politiques et associatifs kurdes).

Mais si les ONG saluent cette interdiction, son application et son efficacité sur le terrain restent encore à démontrer. Le ministre de la Santé, Taher Hawrami a déclaré que les autorités lanceraient une campagne d'affichage pour informer sur les nouvelles dispositions législatives, en ajoutant que les cercles religieux devaient s'impliquer davantage pour faire reculer l'excision : « Les gens ont besoin d'une meilleure compréhension de la religion pour abandonner cette pratique. »

D'autres questions liées à la situation des femmes et à l'évolution des mœurs restent en suspens, comme la protection sociale des divorcées, souvent sans ressource et dépendant alors totalement de leur famille, comme l'explique Payman Abdul Karim, un député : « Quand une femme est divorcée, elle n'a nulle part où aller et est souvent maltraitée. »

D'autres réformes qui vont être proposées au Parlement sont une réponse assez large aux manifestations du printemps dernier dans la province de Suleimanieh, qui avaient laissé s'exprimer une vague de contestation sociale et politique, parfois meurtrière. Le président Massoud Barzani avait

alors promis un ensemble de réformes qui aplaniraient les inégalités sociales et une forme de népotisme reproché à une classe politique trop souvent compromise avec les milieux d'affaires.

Le plan de réformes, prévu pour être mis en place le 15 juillet, va de mesures visant à améliorer la santé publique, l'alimentation, l'énergie, les infrastructures routières, le logement à une plus grande transparence dans les marchés publiques, notamment la vente de terrains à bas prix pour des projets d'investissement : ces terrains acquis à bas prix auraient été détournés de leur destination et revendus avec une plus-value conséquente. Sans attendre ces mesures, le président Barzani, qui supervise les projets agraires a déjà mis fin à 118 contrats et réclame la restitution de plus de 10 000 ares de terres.

Dans un premier temps, ce plan de réformes n'avait semblé être prévu que pour les provinces de Duhok et d'Erbil, ce qui avait suscité des critiques parmi la population de Suleimanieh. Il est possible que l'implantation de telles réformes et la restitution de terres ou de bâtiments soient plus délicate à imposer, de la part de Massoud Barzani, dans une province tenue par l'UPK et où, de surcroît, l'opposition ne porte guère le PDK dans son cœur. Cependant, un représentant de la commission anti-corruption a affirmé que les enquêtes se poursuivaient, et que

près de 10 000 ares seraient réclamées dans la province de Suleimanieh. La commission d'enquête doit aussi examiner un projet d'hôtel et un autre concernant un établissement hospitalier, dans la ville même de Suleimanieh. Les directeurs de plusieurs bureaux gouvernementaux de la ville ont confirmé au journal Rudaw qu'ils avaient déjà fait l'objet d'inspection de la part de cette commission. Le chef du département de tourisme de Suleimanieh a indiqué que deux projets avaient déjà été annulés et que 70 étaient actuellement examinés. Pour sa part, Muhammad Hadji, directeur du bureau des contrats de la municipalité de Suleimanieh a fait état de 60 projets « en cours d'examen ». Les projets non avalisés par la commission sont tous annulés.

Des projets pour encourager le tourisme doivent aussi voir le jour. Sur la question de la corruption, une commission parlementaire doit également présenter un projet de loi visant à garantir une plus grande transparence dans les budgets, les marchés publics et la législation.

La mise en place d'un fonds de solidarité sociale voit aussi le jour, visant à assurer la subsistance des chômeurs, des personnes à faible revenu ou bien invalides. Quant au secteur de la Santé publique, il doit faire l'objet d'une profonde réorganisation.

La Justice est aussi un secteur très critiqué par l'opinion publique, qui lui reproche d'être sous l'influence des partis au pouvoir. De nouvelles lois

devraient donner plus d'indépendance aux juges et de moyens pour juger les dossiers de corruption.

D'autres mesures semblent plus anecdotiques, mais vont dans le sens d'une plus grande proximité des membres du gouvernement ou du Parlement avec la population. Ainsi, le 14 juin, un décret présidentiel a interdit de rouler dans des véhicules aux vitres teintées et a imposé à tous les membres du gouvernement ainsi qu'aux députés de mettre leurs voitures en conformité avec cette nouvelle réglementation, « afin que tous les passagers d'une voiture soient visibles ». Les responsables et membres des partis politiques ont été également invités à s'y conformer, de même que les simples citoyens, policiers et agents de circulation.

---

## CULTURE : GHAZAL SOTOUDEH EXPOSE À NEW YORK

**J**usqu'au 14 juillet, « Notes from Afghanistan », une exposition des photos de Ghazal Sotoudeh se tient à la Galerie Murlot de New York, exposition qui tournera peut-être ensuite à Londres et Paris.

Ghazal Sotoudeh est née à Téhéran en 1981, d'un père kurde emprisonné et exécuté par le régime des mollahs. Elle a fui l'Iran en 1983, dans les bras de sa mère et sur un cheval, et a grandi à Paris. Interrogée sur son histoire et la question de ses origines, Ghazal Sotoudeh répond à une interview de Scott Bohlinger sur le site Iranian.com. Elle y raconte ainsi comment elle est venue à la photo, en faisant la connaissance de Reza, alors qu'elle travaillait pour un cabinet d'avocats, après avoir étudié le piano, la littérature, la philosophie, et finalement le droit.

« Je travaillais comme stagiaire

dans un cabinet d'avocats il y a 8 ans. Un jour, j'ai vu un dossier avec le nom de mon père dessus. Cela m'a causé un choc, parce que mon père a été exécuté alors que ma mère et moi fuyions le pays, 2 ans après la révolution. J'avais 3 ans et je ne l'ai jamais connu. C'était très étrange.

Je me retrouvais là, 20 ans après, dans ce cabinet français d'avocats, avec le prénom de mon père dansant sur un dossier jaune. J'ai questionné la secrétaire sur ce dossier et elle a répondu : "Oh, c'est juste un photographe iranien." Et ce fut tout !

Je suis rentrée chez moi et j'ai téléphoné à ma mère pour raconter ce que je pensais être une histoire incroyable : "Hé, tu sais, il y a un photographe avec le nom de Papa et il vit à Paris !" Et alors, elle a dit : "Je pense qu'il était aussi avec nous en prison !" (ma mère était une prisonnière poli-

tique sous le régime du Shah, de 1977 à 1979, tandis que mon père a été détenu de 1973 à 1979. Elle avait 17 ans quand elle a été arrêtée). » Je me suis dit : « La vie est bizarre, comme toujours. » Mais là encore, ce fut tout.

Deux mois plus tard, par une journée ensoleillée, je me promenais par hasard avec mon petit cousin au parc du Luxembourg et je ne savais pas que ce photographe faisait actuellement la clôture de son exposition itinérante. J'étais très timide et intimidée, mais je ne pouvais pas prétendre ne pas le connaître. Il était là, à signer des autographes ; je me suis alors approchée et me suis présentée. Je lui ai finalement demandé s'il connaissait mon père. Ses yeux se sont mis à briller et c'est comme ça que j'ai commencé à travailler avec lui.

Questionnée sur sa triple identité, iranienne, kurde, française, et

les sentiments que cela lui inspire dans son travail, Ghazal Sotoudeh s'explique :

« Je sens seulement que j'ai de la chance en dépit de toutes les difficultés qu'il y a à concilier tous les fils de ces identités. C'est très difficile de grandir en tant qu'iranienne à Paris, très difficile d'être considérée comme une iranienne en Iran... En plus de cela, mon beau-père est kurde, et il a ainsi ajouté à mon identité mêlée de belles histoires venues de son propre bagage culturel. Il m'a fallu quelques efforts pour me sentir bien avec tout ça, mais finalement, je vois combien je suis chanceuse de pouvoir discerner ce qui est bon ou mauvais dans la culture occidentale et non occidentale.

Les Kurdes, en Iran, ont été, dans le passé, une force incroyable contre les dictatures (celle du

Shah et l'actuelle) et ils le sont toujours. Ce qui est intéressant, c'est que c'est la seule minorité "ethnique" dans ce cas-là. Bien sûr, c'est lié à leur situation géographique, totalement écartelée entre cinq pays, et étant capables de nouer des alliances avec les Kurdes de l'autre côté des frontières, ils ont eu un formidable potentiel de déstabilisation du gouvernement central de Téhéran. Même si, parfois, c'est ce combat contre le régime qui a amené les leaders politiques kurdes à se trouver des amis du mauvais côté, les Kurdes d'Iran ont combattu le régime avec un dévouement incroyable et beaucoup de dignité. Je suis très fière du passé de ma famille, mais je me sens aussi très attristé par la façon dont la politique a détruit chacun de ses membres à jamais,

et je ne parle pas seulement des morts.

Mes tantes ont été les premières femmes exécutées en Iran, sur les ordres de Khalkhali. C'étaient des infirmières, pas du tout engagées politiquement, seulement et simplement des infirmières. Je sais que beaucoup de Kurdes d'Iran ont, d'une façon ou d'une autre, les mêmes histoires dans leurs armoires. C'est pourquoi ils restent une force d'opposition importante : parce qu'ils ont eu beaucoup de pertes au combat et qu'ils ne l'ont jamais oublié et ne pourront jamais l'oublier. Un autre point intéressant est que chaque Kurde d'Iran se sent avant tout iranien. Mais cela ne les empêche pas de se battre vraiment pour la préservation de leur héritage culturel, et surtout pour enseigner le kurde à l'école. »

---

A quelques jours des législatives du 12 juin, dont l'un des enjeux principaux est la question kurde, *Milliyet* prend le pouls de la grande ville kurde de Diyarbakir.

*Milliyet* (extraits) Istanbul

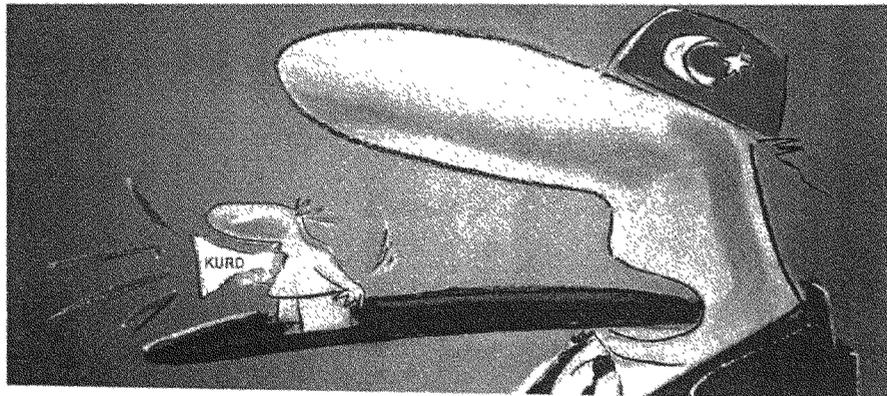
**D**e passage à la foire du livre de Diyarbakir, où je dédicaçais mon dernier livre, j'ai eu l'occasion de rencontrer des jeunes passionnés de lecture. Lorsque je leur ai demandé leurs prénoms, ils m'ont répondu : "Berfin, Tekoshin, Helin, Berivan, Nazdar, Ruken, Dengin..." [prénoms kurdes, auparavant interdits]. Certains m'ont alors mis leurs cartes d'identité sous les yeux afin que je puisse écrire correctement leurs prénoms, d'autres me l'ont épilé. J'ai ainsi fait connaissance avec les "nouveaux prénoms" kurdes. Ce n'est pas la première fois que je venais à la foire du livre de Diyarbakir. Mais, les années précédentes, ceux qui portaient un prénom kurde ne venaient pas ou alors donnaient un prénom turc. Les jeunes que j'ai rencontrés cette année appartiennent à une génération qui, pour la première fois, décline fièrement ses prénoms tout en faisant la queue pour recueillir la dédicace d'un romancier écrivant en turc.

### Les Kurdes n'ont plus peur

Voilà pour l'aspect réjouissant. L'autre aspect, plus inquiétant, m'a été rappelé par la candidate indépendante - soutenue par le BDP [Parti pour la paix et la démocratie, prokurde] - Leyla Zana [élue députée en 1991 et emprisonnée de 1994 à 2004], avec qui j'ai pu m'entretenir. "La nouvelle génération d'enfants kurdes n'a plus peur. Elle a grandi dans un contexte de lutte entre Kurdes et Turcs", explique-t-elle. "L'Etat a intérêt à trouver rapidement une solution à la question kurde avec des gens comme nous. Sinon, il sera très compliqué de faire la paix avec cette génération qui monte. Il ne faut pas laisser passer cette occasion." Un haut responsable de la police que j'ai rencontré sur place confirme à sa façon les propos de Leyla Zana. "Malgré tout ce qui a pu se passer, la majorité des Kurdes est encore opposée à l'idée de séparation. Si un référendum devait être organisé aujourd'hui, l'option séparatiste ne l'emporterait pas. Mais d'ici deux ans la situation pourrait bien changer." Et ce même responsable ajoute que l'action consistant, cette semaine, à fermer toutes les devantures des commerces de Diyarbakir en solidarité avec les militants du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste] tués lors d'affrontements avec l'armée turque ne s'est même pas faite sous la pression du PKK, mais de façon spontanée.

Leyla Zana était d'ailleurs de retour d'une énième cérémonie de funérailles

# Le Kurdistan turc retient son souffle



↑ Dessin de Balaban, Luxembourg

[d'un militant du PKK]... Pourtant, la ville était calme, comme si elle s'était habituée à cette situation. Le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir [BDP], explique que les dernières obsèques [auxquelles ont assisté des dizaines de milliers de personnes] étaient les plus importantes depuis vingt ans. "Je n'ai jamais vu une population aussi déterminée et qui craint aussi peu la mort". Et fait remarquer que, lors de ces fameuses funérailles, l'armée s'est tenue sagement à l'écart, ce qui constitue en soi un fait nouveau. Le parti prokurde BDP estime d'ailleurs que, désormais, les militaires ne sont plus un obstacle à la résolution de la question kurde. Serafettin Elçi [ancien ministre et candidat indépendant soutenu par le BDP pour les élections du 12 juin] va même plus loin en expliquant que les services de renseignement turcs (MIT) sont les plus réceptifs à l'idée d'une solution négociée de la question kurde. Abdullah Öcalan [le leader emprisonné du PKK] a d'ailleurs souligné la "bonne volonté" de ses interlocuteurs officiels [des pourparlers discrets sont actuellement en cours]. Öcalan accuse pourtant le Premier ministre Erdogan de s'enfermer de plus en plus dans un discours nationaliste turc.

### Une nouvelle Constitution

S'agit-il là de la part d'Erdogan d'une tactique pour prendre des voix au Parti de l'action nationaliste [MHP, extrême droite], ou bien le Premier ministre croit-il vraiment que "la question kurde est réglée", comme il l'a déclaré pendant cette campagne électorale ? S'il croit en une solution politique à la question kurde, pourquoi n'a-t-il pas placé les personnalités kurdes les plus en vue de son parti en tête des listes électorales AKP dans la région ? Ne risque-t-il pas, à l'instar de ce qui s'est passé après les élections municipales de 2009 [arrestations dans les milieux kurdes], de s'en

prendre à la mouvance kurde dès le lendemain des élections du 12 juin prochain ?

Malgré une méfiance croissante vis-à-vis de l'AKP, la plupart des personnes rencontrées pensent néanmoins que la posture turco-nationaliste d'Erdogan n'est sans doute que passagère. Un proche du Premier ministre explique que "pendant une campagne électorale, on peut dire n'importe quoi. Cela ne signifie pas que l'ouverture kurde" [lancée par le gouvernement en 2009] soit terminée. Elle est juste en suspens". Öcalan avait décrété un cessez-le-feu unilatéral du PKK jusqu'au 15 juin. Il a ensuite précisé qu'un engagement du Premier ministre à trouver une solution serait suffisant. Beaucoup, ici, pensent qu'Erdogan tiendra un discours dans ce sens dès le lendemain des élections. Selon Serafettin Elçi, "Erdogan peut rentrer dans l'Histoire, non pas en construisant un canal qui va couper Istanbul en deux, mais en résolvant la question kurde". "Le dénouement viendra de la nouvelle Constitution", ajoute-t-il. Il évoque aussi en trois points les attentes des Kurdes par rapport à cette nouvelle Constitution qui devrait être débattue après les élections. "Il s'agit de la promesse d'une Constitution pluraliste dans laquelle l'accent n'est plus mis sur l'identité turque, la levée de tous les interdits relatifs à la langue maternelle et une réorganisation administrative donnant plus de pouvoir aux collectivités locales".

Si le reste du pays retient son souffle dans l'attente du 12 juin, jour du scrutin, dans le sud-est, par contre, tout le monde est suspendu à la date du 15 juin, jour où est censé s'achever le cessez-le-feu du PKK. Dans ces conditions, le discours que pourrait tenir le Premier ministre le soir même des élections marquerait le début d'une nouvelle ère où l'on verrait la nouvelle assemblée nationale se pencher sérieusement sur la résolution du problème numéro un de la Turquie. **Can Dündar**

## Isolé, le président syrien Bachar Al-Assad décrète l'amnistie générale

Beyrouth  
Correspondante

Une nouvelle a été annoncée à la télévision syrienne, mardi 31 mai, au soir d'une journée de répression ordinaire : le président syrien, Bachar Al-Assad, a émis un décret accordant une amnistie générale pour tous les crimes politiques commis avant cette date.

Cette mesure inclut l'appartenance à la confrérie des Frères musulmans (jusqu'à présent passible de la peine de mort) ainsi qu'à tout autre mouvement politique. Dans plusieurs cas, détaillés par l'agence de presse officielle Sana, il s'agit de commutation ou de réduction de peines.

Depuis plus de deux mois de contestations en Syrie, ce n'est pas la première fois que Damas annonce une décision allant dans le sens des revendications des foules qui manifestent. Le 16 avril, le président Al-Assad avait décrété la fin de l'état d'urgence, en vigueur

depuis l'arrivée au pouvoir du parti Baas en 1963. Il avait plus tard promis de libérer les manifestants emprisonnés et le pardon à ceux qui viendraient se livrer à la police. Dans les faits, ces mesures n'ont mis fin ni à la répression brutale, ni aux vagues d'emprisonnement massives, ni aux manifestations.

D'après le décompte dressé par les organisations des droits de l'homme syriennes, plus de 10 000 Syriens ont été emprisonnés depuis le début de la contestation, pour avoir manifesté ou après avoir été pris dans des rafles dans les villes insurgées, tandis qu'au moins 1100 civils ont été tués par les forces de sécurité.

### Pression populaire

Les précédentes concessions du régime syrien ont été annoncées à des moments où ce dernier semblait encore disposer d'une marge de manœuvre, pour contenir la vague de protestation. Le contexte est aujourd'hui différent. Le pou-

voir de Damas est soumis à une pression populaire qui ne faiblit pas et à une pression croissante de la communauté internationale. Beaucoup estiment désormais que le régime syrien est incapable de se réformer. Le président lui-même est d'ailleurs directement visé par des sanctions américaines et européennes.

L'annonce d'une amnistie générale intervient en outre alors que s'organise durant trois jours à Antalya, dans le sud de la Turquie, une réunion de l'opposition syrienne – tous courants et confessions confondus – pour soutenir le mouvement de contestation et réclamer le départ du président Assad.

Des voix se sont déjà élevées d'Antalya, qualifiant d'« insuffisante » et de « tardive » cette amnistie.

La position du gouvernement syrien, qui ne s'est pour l'instant « engagé dans aucun effort de réforme », est de moins en moins « tenable », a réagi la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton. « Je crains

qu'il ne soit trop tard », a pour sa part déclaré le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, qui a appelé à un « changement de cap plus clair, plus ambitieux, plus audacieux » de la part des autorités de Damas.

Le Quai d'Orsay avait précédemment condamné « la violence aveugle et brutale » des forces de sécurité syriennes, se disant « consterné » par « les témoignages crédibles faisant état de tortures pratiquées dans les prisons (...) contre les manifestants pacifiques ». A été pris en exemple le sort d'Hamezh Al-Khatib, manifestant de 13 ans, torturé et tué par les forces de sécurité à Deraa, selon les militants syriens qui lui ont dédié une page Facebook. D'après la télévision officielle syrienne, qui a assuré pouvoir dévoiler « les circonstances véridiques » de la mort du jeune garçon, ce dernier aurait été la victime « des groupes terroristes ayant pour dessein d'attenter à la fois à des membres des forces de sécurité et à des citoyens ». ■

Cécile Hennion



3 juin 2011

## L'opposition syrienne exige le départ «immédiat» de Bachar el-Assad

Réunis au sud de la Turquie, 300 représentants de toutes les factions réclament la chute du régime.

Par RFI

Antalya, en Turquie, les opposants au régime syrien se réunissaient pour envisager le combat politique. Ils ont exigé une démission immédiate du président Bachar el-Assad et appelé à des élections libres en Syrie. Ils ont également élu un conseil consultatif chargé de « venir en aide » à la résistance non violente, d'organiser la mobilisation internationale, les poursuites judiciaires contre le régime syrien ainsi que le soutien financier.

Sur quelque 350 participants à la réunion d'Antalya très peu avaient pu faire le voyage depuis la Syrie. Pour la plupart, c'est la diaspora qui a fourni l'essentiel du contingent de cette réunion fondatrice.

L'essentiel des forces politiques était représenté : les Frères musulmans, les Kurdes, les tribus, les jeunes, les hommes d'affaires, les militants des droits



L'opposition syrienne réunie à Antalya, en Turquie, exige le départ immédiat de Bachar el-Assad.

de l'homme. L'assemblée a désigné, parmi ces groupes constitués, un conseil consultatif de 31 membres. Tous sont des exilés. Les missions de ce conseil sont nombreuses, à la mesure des défis qui s'imposent à l'opposition syrienne. Il faut notamment fournir une aide juridique et matériel aux compatriotes.

Mais, pour l'essentiel, son rôle sera de continuer à briser le blocus médiatique et tenter de contourner l'impasse diplomatique. Ce conseil veut surtout soute-

nir et relayer la parole des manifestants qui, depuis des semaines, affrontent la répression féroce du régime de Damas. Le communiqué final proclame son soutien aux revendications d'en finir avec le régime et de lui substituer une transition de type parlementaire.

Jeudi 2 juin au soir, il pesait sur cette opposition la très lourde charge d'être à la hauteur de ses responsabilités. Vue la situation intérieure, ce conseil consultatif sait qu'on attend beaucoup de lui.

Le Monde  
3 juin 2011

# L'opposition syrienne tente de s'organiser

**Antalya (Turquie)**  
Envoyé spécial

**L**iberté ! Liberté ! » Sous les palmiers du jardin d'un luxueux hôtel, dans la station balnéaire d'Antalya, dans le sud de la Turquie, plusieurs dizaines de Syriens improvisent une manifestation, poing ou index levé, sous les regards interloqués des touristes russes ou britanniques. Les slogans, hostiles au régime de Damas et à son chef, Bachar Al-Assad, sont les mêmes que ceux qui ébranlent la Syrie depuis plus de deux mois. Cette fois, sans risque d'arrestation ou de répression brutale.

Antalya accueille depuis mardi 31 mai une conférence inédite qui rassemble plus de 300 figures de l'opposition syrienne. La plupart vivent en exil, aux Etats-Unis, en Europe... Mais une cinquantaine d'entre eux sont aussi venus directement de Syrie. De la région kurde, de Damas, et même de Deraa, dans le sud du pays, l'épicentre de la révolte syrienne. Certains activistes envisagent de rentrer sitôt la rencontre terminée.

## « Système mafieux »

« C'est une réunion organisée dans le but de soutenir les manifestations et de dénoncer la violence, précise Ammar Qurrabi, directeur du Centre national des droits de l'homme et expatrié au Caire depuis deux mois. Nous avons des Kurdes, des Frères musulmans, des membres des différents partis d'opposition en exil, des écrivains, des journalistes... C'est la première fois que nous sommes capables de réunir tout ce monde, malheureusement grâce au sang versé en Syrie. »

Les organisateurs préfèrent rester dans l'ombre et refusent de donner des interviews. Mais les frères Ali et Wassim Sanqar jouent un rôle-clé en finançant la réunion. Cette puissante famille d'hommes d'affaires était l'une des plus influentes du pays, active notamment dans l'automobile et la construction. Jusqu'à une passe d'armes avec Rami Makhoulf, le cousin du président, Bachar Al-Assad, qui a voulu faire main basse sur leur licence de distribution de véhicules Mercedes.

M. Makhoulf, l'une des personnalités visées par les sanctions amé-



Des participants à la conférence des opposants syriens, réunis mercredi 1<sup>er</sup> juin à Antalya, en Turquie. ADEM ALTAN/AFP



ricaines, contrôle environ 60 % de l'économie syrienne, grâce à des participations dans de nombreuses compagnies. « C'est un système mafieux lié au pouvoir, comme il en existait en Tunisie. Makhoulf tient tout. Une grande compagnie du Golfe avec laquelle je travaillais a abandonné ses projets en Syrie après avoir été menacée par Makhoulf », raconte Adib Chichakly, un homme d'affaires et petit-fils d'un ancien président syrien dans les années 1950. « La communauté des businessmen réalise doucement la nécessité de soutenir le peuple syrien », souligne Ammar Abdulhamid, membre d'une fondation basée à Washington.

Dans le huis clos de l'Hôtel

Falez, les débats politiques ont souvent tourné à la cacophonie. Le dialogue entre les tendances très diverses de l'opposition syrienne s'est avéré délicat. « Les Frères musulmans et les partis kurdes tentent de récupérer le mouvement », grommelle un participant.

« C'est très positif, veut pourtant croire Abd Razak Eid, signataire en exil de la Déclaration de Damas, une pétition de l'opposition de 2004. Cette conférence délivre deux messages. Un aux jeunes Syriens qui font la révolution pour leur dire que toutes les couleurs de la société syrienne sont derrière eux. Et un autre à la communauté internationale qui a l'habitude de dire que la Syrie n'est pas prête au changement. »

Les divergences se font jour aussi entre les opposants en exil et ceux qui ont participé de l'intérieur à la révolution, comme Taha, étudiant damascène de 25 ans, plus à l'aise sur Facebook qu'au milieu de ces débats politiques interminables.

Pour Abd Razak Eid, il n'est pas question de créer un comité transitoire, comme en Libye. « On ne veut pas parler de l'après-Bachar, ne pas donner l'impression de vouloir profiter de la situation pour satisfaire

## La Turquie, parrain discret de l'opposition syrienne

En permettant à l'opposition syrienne de se réunir sur son territoire, à Antalya, le gouvernement turc a autorisé ce que d'autres pays de la région (Jordanie, Liban) avaient refusé. Début avril, une conférence, plus restreinte, s'était déjà tenue en Turquie, à Istanbul. « Il s'agissait surtout des groupes proches des Frères musulmans », analyse un observateur. Cette fois, toutes les sensibilités de l'opposition ont été conviées.

La Turquie a hébergé et formé des opposants au régime de Bachar Al-Assad, malgré l'alliance stratégique entre les deux pays. C'est aussi à Istanbul, en 2008, que les Frères musulmans syriens avaient tenu congrès.

des ambitions politiques », décrypte Lyad, réfugié aux Etats-Unis.

## Le modèle turc

« Ce que nous voulons, c'est un Etat démocratique. Le meilleur modèle, ce serait la Turquie d'Erdoğan », déclare pour sa part le

cheikh Bandar Al-Mafarah, l'un des quinze chefs de tribu bédouine également présents à Antalya. « Nous représentons 7 millions de Syriens », précise ce petit homme en costume traditionnel.

La première, et la seule, mesure concrète prise par l'opposition syrienne a été de fonder des comités

tés pour organiser la résistance non violente, la mobilisation internationale, les poursuites judiciaires contre le pouvoir de Bachar Al-Assad, le soutien financier. « Les gens mettent leur vie en danger pour assurer l'avenir de la Syrie. Notre devoir est de leur apporter un soutien politique et logistique »,

souligne Molham Al-Drobi, membre de la direction des Frères musulmans syriens et porte-parole de la confrérie à la réunion d'Antalya. « Nous essayons d'apporter un soutien logistique, d'équiper les activistes de caméras, pour documenter les crimes commis par le régime afin de les montrer à la com-

munauté internationale », ajoute-t-il. Une dizaine de téléphones satellitaires ont déjà été envoyés dans différentes villes du pays. ■

Guillaume Perrier

Le Monde  
7 juin 2011

# Hama, « ville martyre » de 1982, rejoint à son tour la révolte syrienne

Deux cortèges de manifestants défilaient quand les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur la foule. Dans les années 1980, la répression qui s'était abattue sur la ville avait fait 20 000 morts

Beyrouth  
Correspondante

En Syrie, Internet n'est pas seulement un moyen de communication – à peu près sécurisé – dont se servent les cyberdissidents, c'est aussi et surtout à travers des vidéos amateurs postées sur YouTube, le seul lien qui demeure entre les manifestants et l'extérieur depuis que les médias étrangers ont été bannis du pays. En coupant, vendredi 3 juin au matin pendant vingt-quatre heures, toutes les connections Internet, le régime du président Bachar Al-Assad a presque réussi à isoler la Syrie du reste du monde.

Seuls quelques rares témoignages, invérifiables, ont laissé penser que les manifestations avaient gagné la ville d'Hama, à 210 kilomètres au nord de Damas. « A Hama, les forces de sécurité tirent à balles réelles sur les manifestants. Des témoins oculaires confirment au moins 15 morts et 200 blessés. Les tirs se poursuivent », indiquait, en milieu d'après-midi, un bulletin d'information des Comités de coordination locale de Syrie, l'un des groupes cybermilitants les mieux organisés. Il aura fallu attendre le retour d'Internet et des vidéos, samedi matin, pour évaluer l'ampleur du mouvement et la violence de la répression dont Hama a été le théâtre.

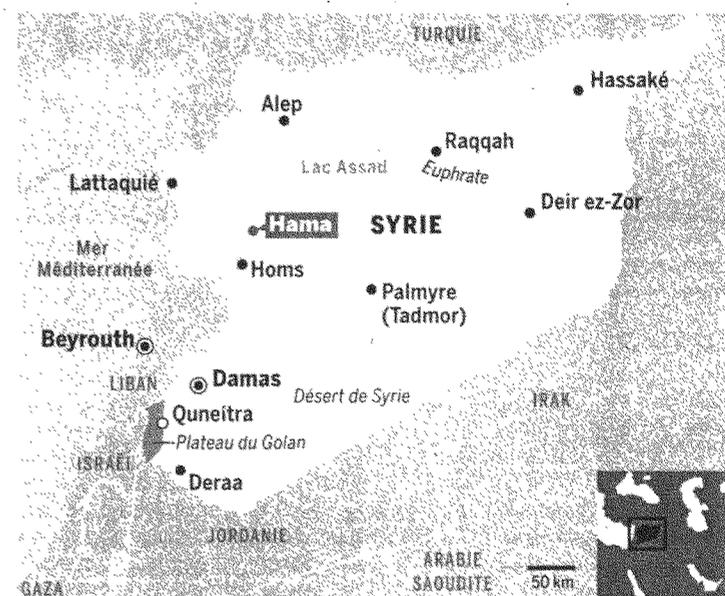
Des images ne laissant aucun doute sur le lieu où elles ont été filmées montrent les avenues d'Hama envahies par la foule : des hommes jeunes, visages parfois camouflés par des masques chirurgicaux ou des keffieh, marchent en rangs serrés et scandent « le peuple veut la chute du régime ». Il y a eu, d'après ces vidéos, deux cortèges :

l'un parti du quartier du Souk, l'autre du quartier Hader, avec l'objectif probable d'établir une jonction sur l'une des places du centre-ville. La réponse des autorités est arrivée sans sommation. Une pluie de balles, filmée du cœur même du cortège, s'est abattue sur les manifestants que l'on voit tomber à terre, frappés à la tête ou à l'abdomen.

Des scènes de panique ont également été filmées : corps inanimés chargés à la hâte sur des Mobyettes, traînés sur le sol où le sang a formé des flaques. Des tireurs, dont des hommes en civil encadrés des forces de sécurité, casques antiémeute baissés, prennent le temps de viser. Puis des scènes de colère : des pneus en flammes, des attaques à jets de pierres contre des bâtiments officiels, la fumée des gaz lacrymogènes. Quarante-huit manifestants sont morts par balles à Hama vendredi, d'après les organisations des droits de l'homme. Dimanche 5 juin, le bilan pourrait atteindre entre soixante et soixante-dix morts selon ces sources.

## Quasi-insurrection

De ces vidéos, il ressort que la mobilisation n'a jamais été aussi forte que ce vendredi. Cette journée, consacrée par les opposants aux 71 « enfants de la liberté » tués depuis le début de la révolte, d'après leur récent décompte, venait clore une semaine meurtrière (100 morts recensés par les organisations des droits de l'homme). L'émotion et la colère suscitée par les images du corps mutilé d'Hamza Al-Khatib, 13 ans, torturé à mort selon les opposants, laissaient présager de grandes manifestations. Mais personne n'avait envisagé qu'Hama allait massivement s'engager dans le mouvement. De ces



vidéos, il ressort aussi que cette ville est en état de quasi-insurrection. Cela pourrait être, d'après plusieurs observateurs, un tournant dans le mouvement de contestation.

Car Hama n'est pas une ville syrienne comme les autres. La répression féroce qui avait suivi l'insurrection islamiste de 1982 contre Hafez Al-Assad a coûté la vie à 20 000 de ses habitants. « Il n'y a jamais eu de travail sur la mémoire autour du drame d'Hama. Dans l'imaginaire collectif, elle est restée un symbole très fort et une « ville martyre », note un opposant syrien sous le couvert de l'anonymat. Lors de la manifestation de vendredi, les forces de sécurité n'ont pas seulement tiré sur des jeunes d'Hama, ils ont tiré sur des jeunes qui ont tous un grand-père enterré dans une fosse commune d'Hama. Rouvrir la plaie d'Hama est très dangereux pour le régime et particulièrement

stupide au moment il est en train de jouer sa survie. »

Une fois n'est pas coutume, les forces de sécurité se sont retirées de la ville avant les funérailles de samedi. Les habitants ont par ailleurs annoncé avoir commencé une grève générale de trois jours en signe de deuil.

Sur Internet, on parle de nouveau du « massacre d'Hama », accolé à une nouvelle date. Il ne s'agit plus de 1982, mais du « massacre d'Hama du 3 juin 2011 ». ■

Cécile Hennion

# Syrian Opposition Meets in Turkey

By NOUR MALAS

**ANTALYA, Turkey** — Syrian opposition activists meeting here offered a glimpse of the challenges ahead, trying to pave a political future as Syrian President Bashar al-Assad relies increasingly on violence in order to cling to power.

The meeting represented a first instance of cooperation among historically disparate opposition groups and personalities since Syria's protests began in mid-March.

But common histories of exile among Syrians living in Europe, the U.S., Australia, New Zealand, as well as elsewhere in the Middle East, were overwhelmed by differing visions on how to push the opposition movement forward.

The conference, which gathered some of Syria's traditional opposition activists as well as younger people involved in recent street protests, took place as Mr. Assad's security forces continued their crackdown on protests.

An assault on al-Rastan and Talbeeseh, two towns several miles north of the city of Homs, continued into its fourth day on Wednesday, activists and residents in Homs said. Eighteen people were killed in al-Rastan on Tuesday, according to human-rights monitors.

Eight people were shot dead in Hiraq, a city in the south which is under siege, including an 11-year-old girl. Rights groups estimate the death toll from Syria's uprising at near 1,000.

Syrian security officials also tried to disrupt the conference taking place in this Turkish city some 280 miles from the Syrian border. In Antalya, activists said a handful of pro-regime supporters flown in from Syria harassed people as they arrived at the airport. The pro-regime group tried to enter the conference hotel on Wednesday, activists said, but were held back by Turkish police.

Molham al-Drobi, a representative for Syria's Muslim Brotherhood at the conference, said a general amnesty for political prisoners announced Tuesday that would apparently lead to the release of thousands of imprisoned Brotherhood members was meant to "intercept and overshadow" the confe-

*Syrian opposition activists walk past a poster of President Bashar al-Assad with his face crossed off during the opening session of a three-day meeting in Turkey to discuss democratic change. The writing on poster reads: "The blood of the martyrs will make this throne unbearable for you. Get out!"*



rence.

One area of agreement among the 200 opposition members in attendance was the need to improve logistical support for street protesters—and pressure for greater international diplomatic support—which could eventually oust Mr. Assad.

But there was no consensus on a political process to start to plan for a transition away from Mr. Assad's authoritarian rule.

Several young activists said they almost pulled out of the conference late Tuesday because they weren't consulted on the formation of a 31-person committee to eventually lead the implementation of a support strategy for the protest movement. But others said it was significant enough that so many opposition activists were meeting face-to-face for the first time in this uprising, with one activist calling it a "getting-acquainted party."

"The platform for us is agreed upon: to bring down the regime," said Ammar Abdulhamid, a Washington-based activist. "Every single person here is in consensus on this," he said, sitting in the corner of a hotel lobby where men huddled, women planned a fast in solidarity with their relatives in Syria, and children ran around wearing "Free Syria" caps and pins. Chiefs of Syria's large Bedouin tribes roamed in traditional robes. "We know it's a logistical nightmare," Mr. Abdulhamid said. "But there seems to be a consensus."

Those who flew in from Syria are risking permanent exile to ensure that the catalysts of the uprising take part in the dialogue on how to break the three-month stalemate between protesters and the regime.

"There are broad parameters we have—

anything [opposition groups abroad] organize in terms of support along those lines is OK, anything that violates it is not," said Ahmad al-Raad, one of two young men at the meeting who helped to administer the Syrian Revolution group on Facebook. Those include that the demonstrations remain peaceful; a rejection of external military intervention; and rejection of any political dialogue before violence against protesters halts and tens of thousands of detainees are released.

Human Rights Watch on Wednesday released a report on Deraa, the southern cradle of Syria's protests, in which it condemned Syria for "crimes against humanity" and urged the United Nations Security Council to take responsibility for holding accountable people involved in the crackdown.

Activists in touch with Western diplomats here say they received assurances the U.N. Security Council will meet Thursday to pass a resolution condemning the regime's violence and urging it to allow human-rights inspectors. They said they expect Russia to abstain from using its veto.

A more complicated scene developed overnight at the hotel as both Kurds and members of the exiled Muslim Brotherhood turned up in larger numbers than expected after an earlier decision by both groups not to join the conference. Some 65 Kurds at the meeting made Syria's ethnic Kurdish community, the largest anti-regime constituency currently in Syria, the best-represented here. There appeared to be divisions among the Kurds on their positions, while Syria's Brotherhood—about 40 of its members attended—deliberated all day on whether its members in attendance officially represented the party. □

# Of Blood, Oil and Kurdistan

Joost R. Hiltermann

As US troops are primed to leave Iraq and the situation in Iraq's disputed territories remains unresolved, the likelihood of escalating tensions along the so-called trigger line increases. While communication and cooperation between Iraqi army and Kurdish regional guard forces has improved, they continue to face off across this unmarked line of control, which meanders through an elongated territory that is rich in ethnic diversity and, by twist of nature, oil, stretching from the Syrian to the Iranian border. Their tenuous relationship could come unglued when the US presence in their midst changes from military to civilian at the end of this year.

Last month, in the latest reminder of how explosive the situation remains, bombs killed scores in Kirkuk, the city and governorate at the core of the conflict. Kirkuk's ethnic communities each have contending claims to the area's status: the Kurds wish to attach it to the adjacent Kurdistan region; the Turkomans would like for it to become a stand-alone region under neither Baghdad's nor Erbil's control; and the Arabs mostly favor the status quo—a province directly under Baghdad's rule. In pressing their claims, demographics—who has the right to live and vote in Kirkuk—have become the principal battleground. Had oil been absent from the equation, the status question would have become a good deal less incendiary; the significance of the area's ethnic makeup and numbers would largely have faded; and there would have been no need for the deployment of rival security forces.

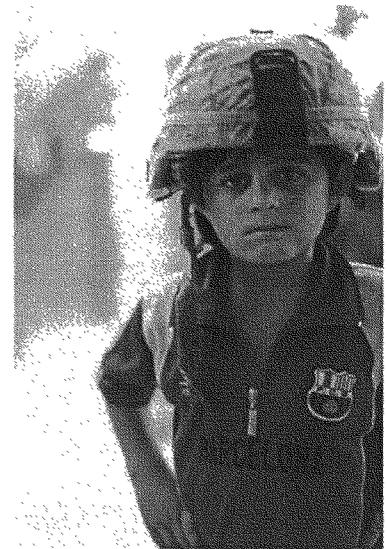
The US military presence has succeeded in keeping the lid on tensions that never cease to boil just beneath the surface. It is for this reason that Kirkuki politicians of all stripes have called for an extension of the US troop presence in Iraq, but so far the Maliki government has given no indication it is prepared to face the likely political fallout from supporting such a call and negotiating a new status-of-forces agreement. Lacking mutual trust, suspecting each other's motives, and manipulated by more powerful forces outside Kirkuk, these politicians have been unable to come to a basic agreement even over how to govern the area, regardless of its status. Provincial elections have been postponed indefinitely,

while the process envisioned under Art. 140 of the Iraqi constitution, which addresses the disputed territories, has stalled: most property disputes have yet to be settled; the census has suffered repeated delays; and no one is even talking seriously about a status referendum. The only positive development was the appointment last month of a Turkoman as Kirkuk's provincial council chairman, which removed a dispute between the previous (Kurdish) chairman and the (also Kurdish) governor, while providing greater ethnic diversity at the leadership level.

The situation cries out for international mediation, and the United Nations has indeed put out feelers to determine whether it could play a meaningful role in getting talks started and outlining a roadmap. Yet progress is slow, reflecting the fragility of the ruling coalition in Baghdad and the complexity of the issues involved. Very little is likely to happen before US troops pull out, and all sides are now starting to prepare for that eventuality.

The Kurds have been the first to move, citing security concerns. During the Eid al-Adha, the feast of sacrifice, in late 2010, they deployed Asaesh security personnel throughout Kirkuk city, angering Arabs and Turkomans. In February, they sent troops to the city's southern gateway, violating a security arrangement with their Iraqi and US partners in the so-called combined security mechanism, a system of joint checkpoints and patrols that has served to keep the peace. Kurdish leaders claim they obtained a green light from Prime Minister Nouri al-Maliki, but it's more likely that Maliki, caught flatfooted and worried about widespread demonstrations molded on the Egyptian and Tunisian examples, was in no position to resist the move. Following US pressure, the Kurdish forces withdrew a month later.

The Kurds' military assertiveness has been widely interpreted as an attempt to probe their adversaries' resolve. Perhaps they feel heartened by the result, but they would be wrong to interpret Maliki's passiveness in February as a potential willingness to acquiesce in a Kurdish takeover of Kirkuk once US troops are no longer there to ease the Kurds back out. No Arab leader in Iraq could hope to survive politically if he is seen to surrender Kirkuk to the Kurds, and inversely Kurdish leaders would lose all their



credibility if they failed to stand up to an Iraqi army bid to drive the Kurds out of Kirkuk. This means that if the current standoff persists, unilateral moves, by either side, will without doubt trigger armed conflict once the US security blanket is removed.

There is no peaceful alternative to negotiations leading to a sustainable consensus-based compromise on the status of Kirkuk. While this process gets underway, the shadow of the big questions—status, security, demographics, oil—can be reduced if leaders in Baghdad, Erbil, and Kirkuk were to focus on local, pragmatic solutions. Rather than addressing the status question head-on, they should work to improve governance and development, and let results serve to build trust, which could then allow for progress on status. To remove the weight of demographics, the sides should agree that any solution to the status question should be the result of negotiations and not of an ethnically-based referendum. In the absence of a federal hydrocarbons law, Baghdad and Erbil should seek a deal to share both the management and the revenue of the area's oil wealth. And a local police force needs to be built up as a viable, and ethnically diverse, alternative to the presence of federal military and Kurdish regional guard troops.

By working together to improve people's daily lives, Kirkuk's leaders may help the city in recovering something it lost a long time ago but that older generations still recall with evident nostalgia, the pre-1960s notion of ta'ayush, or peaceful ethnic coexistence, and in making it the foundation of a lasting peace.

# Turkish Leader Courts Kurds Before Key Vote



Mustafa Ozer/Agence France-  
Presse/Getty Images  
Turkish Prime Minister  
Recep Tayyip Erdogan  
delivered a speech  
during a campaign  
meeting in the sou-  
theastern Turkish city  
of Diyarbakir  
Wednesday.

By MARC CHAMPION

**DIYARBAKIR, Turkey—** Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan on Wednesday pulled out all the stops—from appeals to Islam to the promise of major local construction projects—in a push for Kurdish votes ahead of national elections on June 12.

As police and protesters armed with Molotov cocktails skirmished in nearby streets, Mr. Erdogan told a campaign rally in Diyarbakir not to vote for the mam Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, because they "have nothing to do with religion" and were trying to prolong Kurdish troubles to stay relevant.

He also promised to build a major dam, an airport terminal, a football stadium, new hospitals and highways for the city, if he wins a third term in office, as opinion polls suggest is likely.

While few parliamentary seats are likely to change hands in Kurdish areas, the stakes in the election are high, explaining a hard-fought campaign marred by violence, politicians and analysts said.

The two sides are jostling for position after the elections, when Turkey is set to redraft its constitution, creating a rare opportunity for Kurds to secure more language rights and political autonomy, these people said. Many Turks see Kurdish demands for autonomy as a first step toward secession.

"Tayyip Erdogan wants a high percentage of votes from Kurds...so he can say Kurds don't have demands, so he can say he represents the Kurds" in the constitutional debate, said Altan

Tan, a candidate for parliament backed by the BDP.

At the same time, many Kurds have lost patience with what they say are the government's stalled reform promises.

If a new constitution fails to address Kurdish concerns, the result would be renewed struggle through civil disobedience, he said.

On Wednesday, Murat Karayilan, the military leader of the Kurdish Workers' Party, or PKK, called the June elections a "referendum on (Kurdish) democratic autonomy," the Kurdish Firat news agency reported. "To vote for the [Kurdish] bloc is to vote for an autonomous Kurdistan."

The U.S. and European Union, as well as Turkey, list the PKK as a terrorist organization.

In Turkey's two previous national elections, close to half of Diyarbakir voted for Mr. Erdogan and his party, seeing him as a fellow underdog willing to take on the militarized state that waged a long and bloody war against Kurdish separatists since 1984, leaving some 40,000 people dead.

On Wednesday, Mr. Erdogan recalled his suffering at the hands of the state in the late 1990s. "I am your brother who was imprisoned for reading a poem," he told the crowd.

But this election is looking different, says Mehmet Emin Aktar, head of the Diyarbakir bar association.

As the government has control over once-hostile courts and other institutions, Kurds have been angered by crackdowns such as at the 2009 arrests of 153 Kurdish figures, including mayors, who are accused of colluding with the PKK.

Meanwhile, even the traditionally nationalist Republican People's Party—which held its first election rally in Diyarbakir for nine years this week—has appeared to take a more conciliatory approach to Kurdish issues than the AKP.

Mr. Erdogan's decision to appeal to Turkish nationalist voters by declaring there was no longer a Kurdish problem wasn't well received among Kurds, said Valiap Coskun, general-secretary of DISA, an independent think tank in Diyarbakir, while a series of events hardened attitudes further.

Over the past two months, Turkey's election commission tried to disqualify several Kurdish election candidates; the army launched two major operations against Kurdish PKK militants, killing 19; and some 500 Kurdish protesters ended up in jail.

On the same day as protesters clashed with police at a funeral for the PKK dead in Diyarbakir last month, a PKK unit attacked the police escort for Mr. Erdogan's election-campaign convoy near the Black Sea coast, killing a policeman.

"These (Turkish) military operations make the BDP stronger, and the PKK attacks create a wave of nationalism across Turkey," said Mr. Coskun, predicting the AKP would lose some Kurdish votes this year.

On Wednesday, Mr. Erdogan appeared to blame the BDP for another attack on his convoy, this time by rock-throwing protesters on Tuesday, in which one of his security team was injured and a protester died of a heart attack while being tear-gassed.

"They put stones in childrens' hands. They are a gang, a group of bandits, terrorists! They are hiding behind the children and ask for your votes," he said.

The AKP's most popular candidate for Diyarbakir, Galip Ensarioglu, said he was confident the AKP would gain rather than lose votes, helped by its promise of a more liberal constitution and the promise of projects.

"This region has a polarized vote. Those who seem to be promoting Kurdish rights just became more aggressive when they got scared the AKP would gain votes," he said.

-Ayla Albayrak  
contributed to this article.

# Unrest in Syria inspires Kurdish activism

By Chris Zambelis

As the momentum of opposition demonstrations targeting Syrian President Bashar al-Assad gains in the face of an increasingly violent crackdown by the state, questions are emerging as to the survivability of a regime widely considered to be among the most autocratic in the region.

Like others in the Arab world toiling under decades of authoritarianism, Syrians are protesting against the absence of democratic freedoms, the disregard for human rights and the corruption pervading their society. As legitimate grievances engendered over time define a discourse of dissent, underserved segments of Syrian society, including persecuted ethnic minorities such as the sizeable Kurdish community, are also finding their voices.

Encompassing all corners of the country, the unrest in Syria has reached the northern and northeastern provinces where most of the country's ethnic Kurdish minority population reside, particularly in Aleppo, al-Raqqah, and, especially, al-Hasakah province, which borders Kurdish-dominated regions of Turkey and Iraq. Kurdish neighborhoods and towns across other parts of Syria are also witnessing displays of dissent.

The specter of Kurdish nationalism continues to haunt governments in the region that rule over restive Kurdish populations, namely Turkey, Iraq and Iran, as well as Syria. Initially, there was little evidence to indicate that Syrian Kurds were expressing their grievances amid the current uprising through an ethno-nationalist lens analogous to the calls for autonomy or independence by Kurds in Turkey and Iran, which are experiencing Kurdish insurgencies, or Iraq, where Kurds enjoy a quasi-independent status guaranteed through Iraq's federalization.

Most Syrian Kurds appear to be venting their ire against the state as Syrians, not as Kurds. At a rally in the town of al-Amouda, in al-Hasakah province, protestors chanted "God, Syria, freedom, and that's it", a play on a popular Ba'athist chant, "God, Syria, Assad, and that's it". Protestors also carried Syrian flags and banners reading "Respect for the heroes of freedom" and "We are all Syria".

Yet there have been instances where Kurdish grievances were articulated through a Kurdish nationalist discourse. At a March 20 rally during celebrations marking the festival of Nowruz (Persian New Year) that is traditionally commemorated by Syrian Kurds (though repressed by authorities) in the largely Kurdish city of al-Qamishli (also in al-Hasakah province), demonstrators brandished Kurdish flags while leading chants of "long live Kurdistan".

Given these trends, the manner in which political instability in Syria impacts the position and expectations of Syrian Kurds and, more broadly, the larger question of Kurdish nationalism in the Middle East, warrants closer examination.

## WESTERN KURDISTAN

The Middle East is in the throes of a reinvigorated Kurdish nationalism following the establishment of what, in essence, represents a semi-independent Kurdish state that emerged under the auspices of the Kurdish Regional Government (KRG) in northern Iraq.

Depending on the political leanings of the sources, demographic data regarding Kurdish minorities are often heavily politicized as many as 30 million Kurds live as marginalized ethnic minorities who experience social, cultural, linguistic, and political discrimination in a transnational territory spread over Turkey, Iraq, Iran, and Syria or, as Kurdish nationalists like to call

it, "Greater Kurdistan".

In this context, the territory occupied by Syrian Kurds is considered "Western Kurdistan" or "Syrian Kurdistan". The Kurdish population in Syria is estimated to number between 1.5 to 2 million out of a total of around 22 million Syrians, making it the largest non-Arab minority in one of the region's most ethnically and religiously diverse countries.

Kurds in Syria are forbidden to use the Kurdish language in education and other official venues. Other expressions of Kurdish identity are either prohibited or strongly circumscribed to satisfy the regime. Kurds also are among the poorest communities in Syria and influential Kurdish figures are subject to arbitrary arrest and torture. Most Syrian Kurds are Sunni Muslims, but the community includes significant numbers of Alawites, Shiites, Christians and adherents of other smaller sects. Syrian Kurds also share ties with familial and tribal networks that extend over the borders into Turkey and Iraq, as well as a sense of transnational Kurdish identity.

Tensions between the Syrian state and the Kurdish community, while modest in scale compared with the experiences of Turkey, Iraq, and Iran in terms of the amount of bloodshed over the years, are nevertheless real. A series of incidents in recent years is illustrative of the hostilities simmering below the surface in Syrian society in regard to the position of the Kurdish minority.

For example, in March 2004 a heated exchange between rival Kurdish and Arab football fans in al-Qamishli took on political overtones as Kurds reportedly brandished Kurdish flags and chanted slogans praising then US president George W Bush and Iraqi Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani. Subsequent clashes between the fans prompted a heavy-handed crackdown by

security forces that left 36 dead and hundreds injured, most of them Kurds.

The incident prompted Kurds to organize across Syria, leading to further clashes between Kurds and the security forces and attacks by Kurds against symbols of the state. This period of hostilities represented the largest display of domestic disorder witnessed in Syria in decades. Less dramatic displays of unrest among Kurds have also prompted clashes with Syrian security forces in Kurdish neighborhoods of major urban centers such as Damascus and Aleppo.

## A QUESTION OF CITIZENSHIP

Kurdish immigrants from neighboring Turkey made their way to Syria from the 1920s to the 1950s to escape poverty and seek out the fertile but uncultivated farmland available in al-Hasakah province. In 1962, Syrian authorities revoked the citizenship of 120,000 Kurds in al-Hasakah on the grounds they were not born there.

The rise of Arab nationalism also placed Kurds in a difficult position in relation to the authorities in Damascus, with Kurds being viewed as a threat to Syrian unity and sovereignty. [1] Known locally as al-ajanib ("the foreigners"), the Kurds in Syria lacking citizenship number as high as 300,000. Treated as foreigners by the state, Kurds lacking citizenship are forbidden to own property, enroll in state universities, work in public sector jobs, or obtain a Syrian passport to travel abroad.

Some tens of thousands among this community, known as al-maktoumeen ("the hidden"), lack even basic identification cards, making it impossible to receive health care and other services available even to the Kurds who lack citizenship.

Seizing the opportunity to vent their frustrations amid the upheaval, Syrian Kurds remain

in the forefront of anti-government demonstrations. Syrian Kurds in Lebanon (a popular destination for Syrian guest workers) have taken to the streets of Beirut and other cities in a show of solidarity with their fellow Kurds back home. In an effort to mollify Kurdish protestors, President al-Assad issued a decree on April 7 granting Syrian nationality to Kurds lacking the required credentials. In a related move designed to curry favor with the Kurdish community, 48 Kurdish political prisoners were also released from prison after being detained for over a year for political activities.

In spite of the regime's systematic efforts to suppress Kurdish identity in Syria, until the late 1990s the regional geopolitics of the time dictated that Damascus support Kurdish nationalism against Turkey. Syria provided extensive operational and logistical support for the Partiya Karkeren Kurdistan (Kurdistan Workers' Party - PKK), a militant group that has oscillated between calls for independence and autonomy for Turkish Kurds.

Much has been said of the friendly shift in Syrian-Turkish relations in recent years. At one point, however, these countries had a contentious relationship. Territorial disputes stemming from Syria's claim for Turkey's southern Hatay Province as well as disagreements over Turkey's water usage (the construction of a network of dams along the upper Euphrates River reduced Syria's

access to vital water resources) characterized relations between Syria and Turkey for decades. Turkey's alliance with Israel, Syria's regional archrival, was also behind Syrian support for the PKK.

Syria's support for the PKK was such that Damascus turned a blind eye to the group's recruitment of thousands of Syrian Kurds. With little regard for the plight of Syrian Kurds or their attachment to Syria, PKK leader Abdullah Ocalan boldly suggested that Syrian Kurds would consider moving back to Turkey,

presumably after the establishment of an independent state, or at least, an autonomous Kurdish region within Turkey.

This position meshed perfectly with Syria's policy of highlighting the "foreignness" of many of its Kurds in its efforts to suppress Kurdish identity. [2] Tensions reached their peak when Turkey threatened to invade Syria in 1998 over the latter's support for the PKK. The marked improvement in relations between the former rivals is best seen in the development of bilateral security relations. Having abandoned its support for the PKK, Damascus is now actively cooperating with Turkey to root out the group.

In a recent example of Syrian-Turkish cooperation, Syrian authorities extradited two PKK members wanted for alleged involvement in militant activities to Turkey in May. At least 125 alleged members of the PKK have been handed over to Turkey by Syria since 1998.

#### **A spillover effect**

Facing a steady rise in attacks by the PKK, Turkey has expressed concerns over the deterioration of order in Syria, especially in its Kurdish regions, and the potential impact on the PKK and the trajectory of Kurdish nationalism more broadly.

While Turkey was able to count on Syria to work to prevent its territory from being used by PKK guerillas in operations against Turkey, the ongoing turmoil gripping Syria is preoccupying Damascus with far more pressing matters. Making matters worse for Turkey, the unrest in Syria has occurred against the backdrop of threats issued by the PKK to sow chaos across Turkey through a campaign of violence, terrorism, and public unrest in the run-up to general elections scheduled for June 12.

There is evidence that the PKK is exploiting the tumult in Syria to bolster its operations. On April 1, Turkish forces clashed with PKK guerillas in southern Hatay province, killing seven militants. Turkish forces also

seized a cache of arms and explosives, including rifles, rocket launchers, grenades, and plastic explosives. The guerillas reportedly infiltrated the border from neighboring Syria.

Turkish authorities also claim to have foiled two other attempts by the PKK to infiltrate the border from Syria in January and February. Furthermore, the PKK was implicated in an attack against the security convoy accompanying Prime Minister Recep Tayyip Erdogan in the northern city of Kastamonu on May 1, which left one dead and two wounded. An explosion at a bus stop in Istanbul on May 26, which left eight injured, was also blamed on the PKK.

In addition to the Syrian crisis potentially strengthening the PKK's capacity to operate within Turkey by providing a staging area and logistical hub for planning and mounting attacks, Turkey is also wary of the impression that an emboldened Syrian Kurdish community could leave on its own Kurdish population amid a renewed push by Kurdish nationalists to ramp up the pressure on Ankara.

The PKK is watching events in Syria closely. Lamenting the loss of its onetime ally due to Syria's rapprochement with Turkey, PKK founding member Cemil Bayik referred to Syria as a "province" of Turkey in a statement published on the PKK's official website. Most recently, the PKK has called on Syria to negotiate with the Kurds. Murat Karayilan, the group's acting commander, proposed that Syria provide autonomy for its Kurdish community and recognize Kurdish identity, while adding: "If Kurds revolt [in Syria] it would have much more effect" than the revolts in the Arab community."

In light of the threat posed by the PKK, a lesser but nevertheless pressing concern for Turkey stems from the prospect of al-Qaeda-style militants exploiting the instability in Syria to mount attacks against Turkey. Turkish authorities recently announced they had uncovered a plot by al-Qaeda to attack

southeastern Turkey's Incirlik Air Force Base, a major hub for US and Turkish air forces. Authorities suggested the attacks were to have been executed by two Syrian militants.

#### **Conclusion**

As the protests and counter-protests persist across Syria, Kurds appear determined to continue to agitate for greater rights as both Syrians and Kurds. Overtures by the state aimed at appeasing Kurdish anger are not likely to have much of an impact.

With the PKK having upped the ante in its campaign against Ankara while demonstrating a growing interest in the plight of Kurds in Syria during the current turmoil, events in Turkey may also come to shape the course of events for Kurds in Syria. Syria's Kurds have not yet opted for organized violent resistance to achieve their goals, even while participating in militant actions involving Kurds outside of Syria. However, while there is no evidence to suggest that Kurds in Syria are prepared to take up arms along the lines of their kin in Turkey, Iraq, and Iran, the further breakdown of order in Syria coupled with harsher crackdowns and greater militancy in neighboring Kurdish communities may prompt a recalibration of Kurdish activist strategy in Syria.

*Chris Zambelis is an author and researcher with Helios Global, Inc, a risk management group based in the Washington, DC area. The opinions expressed here are the author's alone and do not necessarily reflect the position of Helios Global, Inc.*

#### **Notes**

1. David McDowall, *A Modern History of the Kurds* (London: I.B. Tauris, 2004), p. 473-74.
2. *Ibid*, p. 479-80.

*(This article first appeared in The Jamestown Foundation.)*

# Syrians defy government forces

CAIRO

## 40 are reported killed in Hama; Web shutdown fails to stop mobilization

BY LIAM STACK AND KATHERINE ZOEPEF

Protesters in Syria poured into the streets Friday in some of the largest anti-government demonstrations yet despite the shutdown of much of the country's Internet network, which has been crucial to demonstrators' ability to mobilize and a major source of information for those outside Syria.

The worst violence Friday appeared to be in the city of Hama, where at least 40 protesters were killed in a continuation of a brutal government crackdown nationwide, according to local activists. That report could not be immediately confirmed.

The demonstrations Friday against the authoritarian rule of President Bashar al-Assad were fueled in part by escalating anger over the torture and killing of a 13-year-old boy from the southern region of Dara'a. The boy, Hamza Ali al-Khateeb, has become a symbol of government oppression after a video of his mutilated body was circulated on YouTube. On Friday, protesters in dozens of cities dedicated their marches to him and other children killed during the uprising.

"We won't forgive, we will kill the child killer," chanted protesters in Homs, a center of dissent, according to a witness who gave his name as Mohamed. "We will continue until your end."

The Internet shutdown severely disrupted the flow of YouTube videos and Facebook and Twitter posts that have al-



BURHAN OZBILICI/THE ASSOCIATED PRESS

Demonstrators against the government of President Bashar al-Assad on Friday outside the Syrian Embassy in Ankara. The banner in Turkish reads, "Assad get out!"

lowed protesters and others to keep track of demonstrations since foreign press is banned and state media is heavily controlled. Government Web sites, including those for the Ministry of Oil and the state broadcaster, remained online.

Phone service was also heavily disrupted across the country, and for the past several days, rights activists have reported that water and electricity had been off in a string of besieged towns in central and southern Syria.

Oula Abdulhamid, a Syrian activist who helped organize a conference of the Syrian opposition in Turkey this week, said the few protest videos posted Friday were the work of activists who had crossed Syria's borders.

"In some of the areas on the borders they're using Jordanian lines and Lebanese lines," Ms. Abdulhamid said. "They're crossing the borders and going to Internet cafes. They're doing

such hard work just to get a few videos out. They're risking their lives."

Egypt and Libya had earlier shut off the Internet in an attempt to crush youth-led and social-media-driven popular uprisings against their authoritarian rule.

Activists in various Syrian cities reported that people had come out despite their fears after weeks of government suppression that has left more than 1,000 dead and included virtual blockades of several defiant cities.

"The situation is so tense here," said Sheikh Nawaf al-Bashir, an activist in Deir al-Zour in eastern Syria. He said that by mid-afternoon, four people there had been wounded, including one child, and eight army units appeared headed toward the city center.

"Heavy gunfire is heard all around," said Mr. Bashir. "I am afraid of a clash between the army and the protesters."

## Explosion in mosque in Iraq kills at least 17

BAGHDAD

### Attack is carried out in fortified area of Tikrit, hometown of Hussein

BY MICHAEL S. SCHMIDT AND OMAR AL-JAWOSHY

An explosion ripped through a mosque full of worshipers north of Baghdad on

Herald INTERNATIONAL Tribune JUNE 4-5, 2011

Friday, killing at least 17, including the mosque's imam, and wounding 47, an Iraqi security official said.

The attack occurred in Tikrit, the hometown of Saddam Hussein, around 1 p.m. during Friday Prayer.

The details of the attack were not immediately clear. The security official said that an explosive device had been detonated inside the mosque, causing its dome to collapse onto the worshipers, and that another bomb exploded less than a minute later near the mosque's entrance. But Hussein al-Shatub, a member of the local provincial council who was at the mosque, said that there was only one explosion and that it came from a suicide bomber.

Tikrit, a predominately Sunni city and the capital of Salahuddin Province, remains one of the more violent cities in the country. Just two months ago, gunmen wearing police uniforms and suicide vests stormed the provincial council

office there, killing at least 45 people and wounding nearly 100.

Friday's attack raised more questions about the security situation in the city. The mosque is in a heavily fortified section of the city where many of the province's military and political leaders live.

"I don't know how they were able to put these explosive devices in such a secure area," said Mr. Shatub, who said he was standing at the gate to the mosque at the time of the attack. "I was at the main gate of mosque on my way to pray when the explosion occurred. I started evacuating injured people to the hospital. It was a huge explosion."

Mr. Shatub blamed Al Qaeda in Mesopotamia, which claimed responsibility for the attack on the provincial council office two months ago.

"They want to show the world they exist and did this as revenge for Osama bin Laden's death," he said.

# Le corps mutilé de Hamza Al-Khatib est devenu un emblème de la révolte syrienne

L'opposition a dédié sa journée de mobilisation du 3 juin aux « enfants » victimes de la répression du régime de Bachar Al-Assad. Selon elle, Hamza Al-Khatib, 13 ans, a été torturé à mort

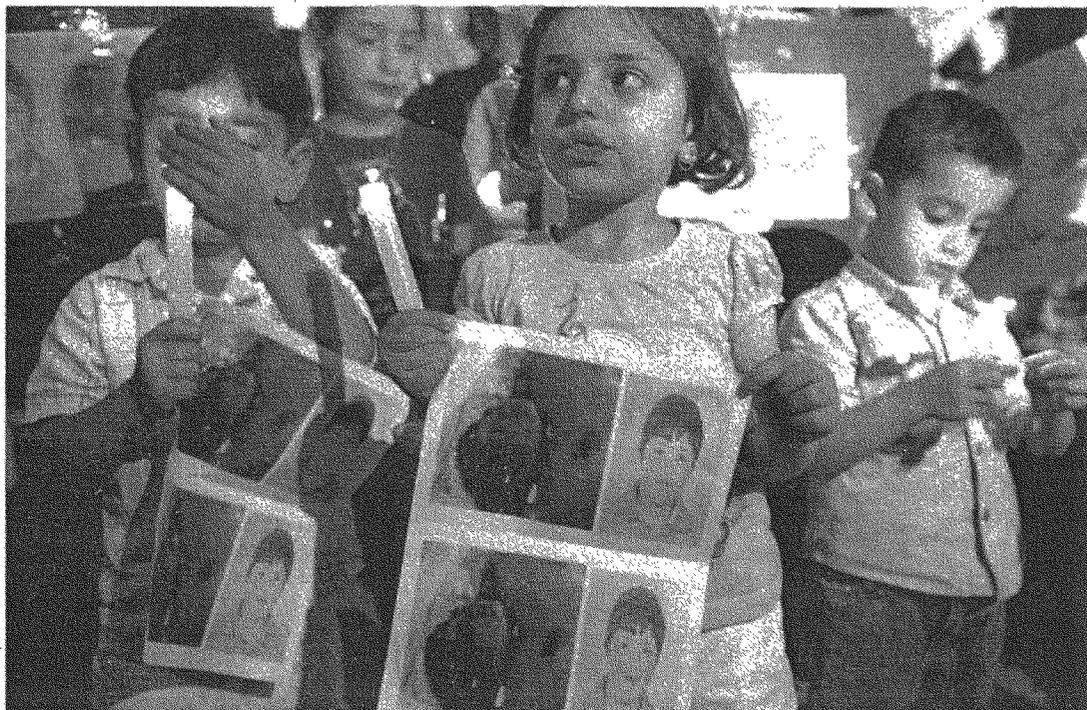
## Beyrouth

Correspondante

Parmi les cyberactivistes syriens qui, chaque vendredi, appellent aux manifestations contre le régime de Bachar Al-Assad, beaucoup veulent croire qu'un petit garçon prénommé Hamza pourra faire toute la différence. Dans les dizaines de pages Web qui lui sont consacrées, il est comparé au Tunisien Mohamed Bouazizi, qui s'était immolé par le feu, à l'Égyptien Khaled Saïd, mort torturé dans une geôle d'Alexandrie, ou à l'Iranienne Neda Agha-Soltan, morte d'un tir des services de sécurité à Téhéran : trois destins tragiques qui ont, chacun dans leur pays, enflammé les foules en incarnant l'esprit de la révolte.

Le Syrien Hamza Al-Khatib a connu une mort tout aussi dramatique. Plus choquante, peut-être, parce qu'il n'avait que 13 ans. Selon sa famille, il avait « disparu » le 29 avril lors d'une manifestation, à une dizaine de kilomètres à l'est de Deraa, alors occupée par l'armée syrienne. Sa dépouille a été rendue à sa famille le 25 mai. Depuis, une vidéo montrant son corps mutilé a fait le tour du Web. Visage tuméfié, hématomes sur les jambes, une blessure par balle sur chacun de ses bras, le coup brisé, le sexe coupé. « Regardez, voilà les réformes promises par Bachar », dit un homme non identifié qui pointe chacune des plaies devant la caméra.

Au-delà du choc des images, aucun expert indépendant n'a pu examiner le corps et il est impossible d'affirmer quelle est la cause exacte de sa mort. Les activistes des droits de l'homme sont convaincus qu'Hamza a été torturé à mort dans une prison syrienne. Signe que les autorités de Damas se sont inquiétées des répercussions de telles images, un programme diffusé à la télévision officielle a donné, mardi 31 mai, sa version de « la vraie histoire d'Hamza Al-Khatib ». Selon cette version, Hamza était un jeune « d'une vingtaine d'années » qui s'est laissé embrigader par des « imams appelant au djihad ». Il



Des enfants syriens réfugiés avec leurs familles au Liban arborent l'image de Hamza, lors d'une manifestation contre le régime syrien à Beyrouth, mercredi 1<sup>er</sup> juin. JAMAL SAIDI/REUTERS

serait mort le jour des manifestations dans des échanges de tirs avec des soldats et il a été rendu aux siens un mois plus tard, le temps de l'identifier. Les mutilations seraient explicables par la « décomposition » du corps.

## Des pages sur Facebook

Pour sa famille, interrogée par la chaîne qatarie Al-Jazira, Hamza est né le 24 octobre 1997 à Jeza, village agricole du Hauran. Il avait 19 frères et sœurs (de deux mères différentes), aimait élever des pigeons et se baigner dans le fleuve. Mais avec la récente sécheresse, le fleuve s'était tari. Il n'était « pas intéressé par la politique » mais avait accompagné famille et amis pour les manifestations du 29 avril, baptisé « journée pour mettre fin au siège de Deraa ». Selon les activistes des droits de l'homme, plus de 200 manifestants ont été tués ce jour-là par des tirs de l'armée, aux portes de la ville.

Un portrait d'Hamza souriant en polo bleu, que l'on croirait pris

sur un banc d'écolier, a été brandi lors de ses funérailles, elles aussi visibles sur des vidéos postées sur YouTube. « Il a été tué parce qu'il demandait la liberté », dit dans l'une d'entre elles la voix d'un invisible cameraman. Depuis, d'autres images en provenance d'Homs, d'Hama, d'Idlib ou d'Alep, où des foules ont scandé « Hamza » ou exhibé sa photo, montrent qu'il a dépassé le statut de « martyr » pour devenir une icône de la révolte. Des dizaines de pages Facebook ont été créées à sa mémoire, dont « Nous sommes tous l'enfant martyr Hamza Al-Khatib », en arabe, qui comptait plus de 70 730 adeptes jeudi 2 juin.

Les cyberactivistes syriens ont recensé 25 enfants et adolescents de moins de 18 ans « victimes de la violence sanglante du régime syrien ». Le plus jeune, Tamam Hamzeh Sayadi, tué par balles le 6 mai près d'Homs, alors qu'il se trouvait dans la voiture de ses parents, avait 5 ans. Le cas de Majd Ibrahim Al-Rafi, fillette de 7 ans,

tuée par balles près de Deraa, le 26 avril, avait déjà ému sans toutefois susciter une émotion comparable à celle qu'a déclenchée la mort d'Hamza. Vendredi 3 juin, une nouvelle journée de mobilisations en Syrie leur a été dédiée par les cyberactivistes : ce sera la « journée d'Hamza et des enfants de la liberté ». ■

Cécile Hennion

## Interpellations de Kurdes du PKK: manifestation à Evry

Environ 1.500 personnes ont participé dimanche à une marche à Arnouville (Val-d'Oise) pour demander la libération de Kurdes interpellés samedi en Ile-de-France, une intervention menée dans le cadre d'une enquête anti-terroriste, qui avait été suivie d'échauffourées. De 14h à 16h, les manifestants ont défilé calmement dans le quartier de la gare RER, derrière une banderole noire portant la mention: "Non à la répression contre les Kurdes de France", a constaté un journaliste de l'AFP. Certains brandissaient des drapeaux à l'effigie du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie. D'autres portaient des pancartes avec des inscriptions telles que "Le PKK n'est pas une organisation terroriste" ou "Non aux arrestations". Sept personnes ont été interpellées pour des jets de projectiles sur les forces de l'ordre et des dégradations en marge de la manifestation, a précisé à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Pierre-Henry Brandet. Par ailleurs, avant la marche, des cocktails molotov avaient été retrouvés sous deux camionnettes stationnées devant la Maison culturelle kurde, a-t-il ajouté. Le député-



De violents heurts ont opposé les forces de l'ordre à des membres de la communauté kurde à Arnouville.

maire (PS) de Sarcelles (Val-d'Oise), François Pupponi, et le maire (PS) de Villiers-le-Bel, Didier Vaillant, qui ont participé à la marche, ont appelé au calme. Un hélicoptère de la police a survolé le secteur pendant toute la durée de la marche. Les manifestants se sont ensuite rassemblés devant la Maison culturelle kurde d'Arnouville où une perquisition avait été menée samedi en fin de matinée.

Cinq personnes --trois à Arnouville et deux à Evry-- ont été interpellées samedi lors d'une intervention menées dans le cadre "d'une enquête diligentée depuis plusieurs mois par la sous-direction anti-terroriste (SDAT) sur instruction du parquet anti-terroriste de Paris", a indiqué dimanche le porte-parole du

ministère de l'Intérieur. Trois "cadres importants" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en France figurent parmi ces personnes, a ajouté M. Brandet. A l'origine de la procédure figure "des plaintes pour extorsion de fonds qui devaient servir au financement d'activités terroristes menées par le PKK", a-t-il expliqué. A la suite de ces interpellations, des affrontements ont éclaté samedi en milieu de journée entre manifestants et forces de l'ordre. Des voitures de police avaient été caillassées et du mobilier urbain brûlé.



## Pétrole: DNO enfin payé pour ses exportations depuis le Kurdistan irakien

OSLO, 6 juin 2011 (AFP)

LE GROUPE PÉTROLIER norvégien DNO, un des premiers étrangers autorisés à opérer en Irak après la chute de Saddam Hussein, a enfin reçu le premier paiement pour ses exportations de brut depuis le Kurdistan irakien, a-t-il annoncé lundi.

"Un paiement d'un montant de 103,7 millions de dollars au profit de DNO a été approuvé par le KRG (gouvernement régional du Kurdistan, ndlr) pour les exportations de pétrole brut de février et mars, et la compagnie peut confirmer que cette somme a maintenant été déposée sur son compte", a indiqué DNO.

La rémunération de DNO, qui avait longtemps suspendu ses exportations faute d'être payé, a été rendue possible par un "accord provisoire sur la répartition des recettes" début mai entre le gouvernement irakien et les

autorités kurdes.

Dans la foulée, Bagdad avait transféré 243 millions de dollars destinés au paiement des compagnies pétrolières opérant au Kurdistan.

"Ce premier paiement pour les exportations de pétrole brut est une nouvelle étape importante pour les relations qu'entretient DNO avec la région du Kurdistan irakien", a estimé le groupe dans un communiqué.

Présent au Kurdistan irakien depuis 2004, DNO a connu une histoire mouvementée dans cette province autonome en raison d'un long désaccord entre le gouvernement central irakien et le KRG sur la légalité des licences de prospection accordées par ce dernier et sur le partage des revenus pétroliers.

Le groupe norvégien avait commencé à exporter du pétrole pompé sur le gisement Tawke en juin 2009 mais avait suspendu ses exportations quelques mois plus tard faute d'avoir été payé, vendant à la place le brut sur le marché local à un prix nettement inférieur.

Les exportations ont repris en février cette année dans l'anticipation d'un règlement de l'épineuse question.

# Turquie: les Kurdes se battent pour une meilleure représentation au parlement

De Sibel UTKU (AFP)

**DIYARBAKIR** — Les nationalistes kurdes pourraient augmenter leur représentation au parlement turc, au terme d'une campagne active pour les élections législatives, dimanche prochain, cependant que dans les montagnes, les rebelles maintiennent la pression sur Ankara.

A Diyarbakir, la plus grande ville du sud-est du pays, où les Kurdes sont majoritaires, les chants de cette communauté résonnent dans les rues où l'on peut voir partout des affiches électorales rédigées en langue kurde.

Les jeunes ne font pas mystère de leur sympathie pour le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'Ankara qualifie de "terroriste".

La région a connu des changements, inspirés par l'Union européenne à laquelle la Turquie souhaite adhérer. On est loin du climat des années 1990, où le sang coulait chaque jour et où l'expression de toute identité kurde était un crime.

Mais les militants kurdes font monter les enchères: ils veulent des négociations pour mettre fin à 26 ans de conflit, réclament une autonomie régionale, l'éducation en kurde et une amnistie pour le PKK.

"On est à un point de non retour... Notre peuple a surmonté sa peur", explique la députée Emine Ayna, candidate à sa réélection à Diyarbakir, entourée de supporters qui crient des slogans à la gloire du PKK.

"Nous voulons un règlement politique. Mieux, nous voulons entraîner le PKK dans l'arène politique", dit-elle, précisant qu'il faut sortir de prison le leader du mouvement, Abdullah Öcalan.

Emine Ayna fait partie des 30 candidats, qui selon les sondages, devraient entrer au parlement le 12 juin, avec le soutien du parti pro-kurde BDP (Parti de la paix et de la démocratie). Ils sont 20 actuellement.

Ces candidats kurdes se présentent en indépendants pour contourner le



Une femme kurde brandit un foulard aux couleurs kurdes traditionnelles le 11 mai 2011 à Silvan pour accueillir Leyla Zana, candidate kurde aux élections législatives en Turquie (AFP, Adem Altan)

seuil national de 10 % imposé aux partis pour entrer au parlement.

Parmi eux, Leyla Zana, qui devrait retrouver les bancs du parlement après une première apparition qui avait fait sensation en 1991: elle avait prononcé quelques mots en kurde -un message de paix- en prêtant serment. Privée de ses droits, elle avait ensuite passé dix ans en prison.

Depuis mars, le BDP qui refuse la mainmise du gouvernement sur la religion musulmane, pratique la "désobéissance civile" et recommande les prières hors des mosquées tenues par le gouvernement. Les manifestations de rues sont souvent émaillées de violences.

Et la violence armée s'est accrue: l'armée multiplie les opérations contre le PKK, et des attaques visent la police, en dépit d'un cessez-le-feu décrété par le PKK.

Öcalan, qui reste le chef de la rébellion derrière ses barreaux, a menacé du pire si les négociations ne renouaient pas.

Des discussions secrètes avec lui avaient démarré après l'annonce en 2009 d'une "ouverture démocratique" qui devait octroyer plus de droits aux 12 à 15 millions de Kurdes, sur 73

millions d'habitants. Un espoir était né de mettre fin à un conflit qui a fait au moins 45.000 morts.

Mais l'initiative a fait long feu, le gouvernement redoutant de se voir accusé de brader l'unité nationale. Des centaines de personnes ont été arrêtées, dont de nombreux élus. Six d'entre eux sont candidats aux législatives.

Candidat à un troisième mandat et favori des sondages, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, dont le parti est issu de la mouvance islamiste, a lancé récemment qu'"il n'y a plus de problème kurde".

Et le ministre de l'Agriculture, Mehdi Eker, un des 60 députés kurdes du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, accuse le BDP d'incitation à la violence en lien avec le PKK.

"Quel compromis est possible, quand dans les montagnes, des hommes armés vous menacent ? Nous sommes ouverts à toutes les exigences démocratiques mais personne ne peut accepter de légitimer le terrorisme", dit-il.

ARRESTATIONS

# Les Kurdes dénoncent une « chasse aux sorcières »

ARNOUVILLE (VAL-D'OISE) ET ÉVRY (ESSONNE)

La communauté kurde d'Ile-de-France a manifesté à nouveau hier dans le Val-d'Oise et dans l'Essonne. Cette fois, dans un calme relatif. La veille, l'interpellation par la police de cinq militants de la cause kurde, dont trois activistes du PKK, le Parti des travailleurs kurdes, considéré comme un mouvement terroriste par l'Union européenne, avait entraîné de violentes émeutes à Arnouville (Val-d'Oise) et à Evry (Essonne). Hier après-midi, l'heure était à la démonstration de force pacifique visant à déplacer la polémique sur le terrain politique. « Non à la répression contre les Kurdes de France », proclamait ainsi une banderole derrière laquelle 2 000 personnes ont défilé à Arnouville, parmi lesquelles les maires PS

de Sarcelles et de Villiers-le-Bel. « L'intervention de samedi aurait pu se faire gentiment. Mais la police a provoqué tout le monde », a martelé Maxime Tosun, le président de l'association kurde d'Arnouville, exhibant des photos de personnes blessées par des tirs de flash-balls. Un strict service d'ordre encadrait les manifestants, pendant que les forces de l'ordre se tenaient à distance. En fin de cortège, de brefs incidents ont éclaté, se soldant par huit interpellations.

### Un chef du PKK arrêté

Pendant ce temps-là, la même scène se jouait à Evry, où environ 500 personnes prenaient position dans le quartier des Pyramides. Drapeaux kurdes au vent, la foule a dénoncé les perquisitions de la veille. « La France veut assimiler le PKK à du terrorisme ! » clamait un slogan. De fait, c'est dans le cadre « d'une enquête

diligente depuis plusieurs mois par la sous-direction antiterroriste (Sdat) que la police est intervenue, a rappelé hier Pierre-Henry Brandet, le porte-parole du ministère de l'Intérieur. Cette opération a été effectuée sur instruction du parquet antiterroriste de Paris. « A l'origine de cette enquête, précise-t-il, « des plaintes déposées pour extorsion de fonds », qui devaient servir « au financement d'activités terroristes menées par le PKK ». A l'inverse, les militants de la cause kurde voient dans cette action une « chasse aux sorcières » visant à donner des gages d'amitié à la Turquie, où se dérouleront dans dix jours les élections législatives. « La coopération entre la France et la Turquie se solde souvent par le sacrifice des Kurdes pour des intérêts politiques et économiques », dénonce ainsi Maxime Azadi, un blogueur militant. Parmi les personnes interpellées sa-

medi figure notamment Nadim Seven, considéré comme l'un des chefs du PKK en Europe. Un homme en cavale ? « Il est sous contrôle judiciaire dans le cadre d'un autre dossier, et pointe trois fois par semaine au commissariat, rappelle son avocat, M<sup>e</sup> Jean-Louis Malterre. Les policiers l'auraient convoqué, il y serait allé. Ils ont voulu jouer la carte de la provocation. » « L'intervention policière était justifiée par des nécessités opérationnelles », a rétorqué Pierre-Henry Brandet. Au total, de source pro-Kurdes, 160 personnes auraient été arrêtées ces cinq dernières années.

MARIE D'ORNELLAS, NICOLAS JACQUARD ET FRÉDÉRIC NAIZOT

LE FIGARO

vendredi 10 juin 2011

## Ahmet Insel: « Le parti au pouvoir a cassé le système de castes kémalistes »

PROFESSEUR d'économie à l'université de Galatasaray, Ahmet Insel analyse l'évolution de l'AKP.

LE FIGARO. - Comment l'AKP a-t-il évolué depuis son arrivée au pouvoir en 2002 ?

Ahmet INSEL. - À sa fondation, c'était un parti en rupture avec l'islam politique traditionnel. Cette sortie historique de l'islam politique lui donnait un caractère réformiste. D'autant que la perspective européenne était favorable. Pour asseoir sa légitimité, le parti a recruté bien au-delà de sa base électorale en jouant l'ouverture.

Cet élan ne s'est-il pas tassé ?

Au fur et à mesure, le parti a perdu sa dynamique réformatrice, elle s'est épuisée. L'AKP a désormais atteint un rythme de croisière, se contentant

de gérer son électorat conservateur. Il garde cependant la main sur l'élan réformateur, car ce dernier est totalement bloqué dans les deux principaux partis de l'opposition.

Les références conservatrices et à la religion semblent se multiplier ces derniers mois, notamment de la part du premier ministre Erdogan... Ces déclarations sont-elles plus explicites ou sont-elles plus visibles car le discours

sur le changement est passé à l'arrière-plan ? J'ai l'impression qu'il s'agit de la seconde option. Ainsi, on n'assiste pas tellement à des velléités législatives conservatrices. Alors qu'en 2004, la tentative de pénalisation de l'adultère s'adressait clairement aux conservateurs. Aujourd'hui, c'est comme si les valeurs conservatrices étaient naturellement reconnues et qu'il devenait donc inutile de passer par la loi pour les protéger.

Outre la perte d'appétit pour les réformes démocratiques, n'assiste-t-on pas

à des dérives autoritaires, là encore chez Erdogan ?

L'AKP est un parti de chef. Sans Erdogan, il éclaterait. C'est à la fois la force et la faiblesse du premier ministre. Il montre de plus en plus de tendances autoritaires. Il a un vertige du pouvoir. Mais, en Turquie, la structure du pouvoir, mis en place par les militaires, pousse vers l'autocratie. Sous l'AKP, l'armée a perdu le pouvoir, mais on revient à un État policier.

« L'AKP est un parti de chef. Sans Erdogan, il éclaterait. »

« C'est à la fois la force et la faiblesse du premier ministre »

AHMET INSEL

Justement, Erdogan milite pour l'établissement d'un régime présidentiel. N'y a-t-il pas un risque ?

Sans frein, un tel régime porte en lui un risque de « poutinisation ». Il existe tout de même en Turquie des contre-pouvoirs : la presse, l'opinion publique, un système électoral fiable...

Quelles sont donc les clefs du succès de l'AKP ?

Bien sûr, l'AKP a bénéficié d'une bonne conjoncture économique internationale lors de son arrivée au pouvoir. Mais il n'a pas gaspillé cet avantage et a discipliné les finances publiques. Surtout, le parti a cassé le système de castes kémalistes qui existait en Turquie. En ouvrant une université dans chaque province, par exemple, le message est clair : l'ascension sociale est désormais possible pour tous. L'AKP a une dimension égalitaire.

Des rumeurs de corruption circulent cependant...

Dans les années 1990, la corruption se doublait d'une incompétence. L'argent disparaissait entièrement dans les poches des partis. Maintenant, il y a du clientélisme. Mais, en contrepartie, la population obtient la construction d'hôpitaux, l'entretien des routes, le ramassage des ordures... Le travail est fait. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L. MD.

## Turkey's religious affairs authority criticizes recitation of adhan in Kurdish

TODAYS ZAMAN

The president of the Religious Affairs Directorate on Tuesday expressed strong criticism of the pro-Kurdish Peace and Democracy Party's (BDP) decision to have the call to prayer (adhan) recited in Kurdish, saying reciting the adhan in any language other than its original Arabic is unacceptable.

It is explicitly impossible to regard a translation of the adhan into another language or dialect as an adhan that reflects the shared faith and consciousness of Muslims, Mehmet Grmez said in a statement on Tuesday.

The BDP, as part of a civil disobedience campaign it launched recently,

had the adhan recited in Kurdish for the first time in municipalities it runs, the Star daily reported on Tuesday.

The adhan was recited in Kurdish in the Democratic Solution and Peace Tent set up by a local branch of the BDP before the Friday prayer on May 20. The branch represents Anlıurfa Suru district, a BDP municipality.

Grmez stressed that the adhan is a symbol of shared faith and a sign of freedom and independence that binds all Muslims.

Grmez cited a painful experience in the history of Turkey with respect to the adhan and said the public found this unacceptable.

Grmez was referring to the single-party period when the adhan was

recited in Turkish. The Republican People's Party (CHP) was in power at the time. The Directorate of Religious Affairs, acting on an order from the government, issued a circular in 1932 that stayed in effect through 1950 and made it mandatory to recite the call to prayer in Turkish.

The call to prayer was recited in Arabic again after the Democrat Party (DP) won the 1950 general elections, which also marked the end of the single-party period.

Grmez said the state then saw how sensitive the Turkish public was with respect to the recitation of the adhan in its original Arabic and rectified its mistake.

REUTERS

## Mobile technology, broadband flourish in Iraq Kurdish zone

ARBIL, Iraq - June 16 2011 - (Reuters) By Namu Abdulla

LIKE MANY young people hungry for change in the Middle East, 21-year-old student Meran Mubarak is embracing social media as fast as telecommunications advances allow in his Iraqi Kurdistan homeland.

He is lucky to live in Iraq's Kurdish zone, the prosperous northern territory whose semi-autonomous status and relative stability in the war-battered nation has allowed 3G mobile technology and faster Internet services to flourish far beyond what most Iraqis can expect.

"I am connected to Facebook and Twitter almost 24/7," said Mubarak, using the latest version of Apple's iPhone on the network of local provider Korek Telecom.

While the 2003 U.S.-led invasion that toppled Saddam Hussein opened up the mobile phone industry and Internet access in Iraq, communication lines outside the Kurdish zone are still patchy.

But the Kurdish region was freed from Saddam's grip over a decade before 2003, and manages its own telecoms sector.

It has enjoyed virtual independence under Western protection since the end of the first Gulf War in 1991, attracting foreign investors as a relatively safe haven compared to the rest of Iraq, where gun and bomb attacks and assassinations occur daily.

The Kurdish telecoms industry, along with other investment sectors including oil, has boomed and avoided problems like military jamming as it has largely been spared the sectarian violence and insurgency that has afflicted the rest of Iraq.

Outside Kurdistan, poor data services and jamming of mobile phone frequencies by the military to prevent insurgents from detonating bombs remain a common complaint among Iraqis.

"The situation of telecommunications is very good in Kurdistan," said Hameed Akrawi, vice president of Korek Telecom, a mobile phone firm established in Arbil in 2001.

"We have more experience than the rest of Iraq, because we had freedom (earlier)."

### FAST CONNECTIONS

In the Iraqi Kurdish city of Arbil, which boasts smart shopping malls and Western-style coffee shops, citizens and visitors are able to use Mobitel's 3G mobile phones and connect to the Internet using Wi-Fi.

Mobile phones were first introduced to the Kurdish region in 1999 when AsiaCell was established as the first phone company in Sulaimaniya. It has a customer base of 8.5 million users throughout Iraq.

Korek, owned by a nephew of Kurdistan president Masoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), was established in 2001 in the region and has 3 million customers, while Kuwait's Zain started operations in the zone last October.

All three firms secured \$1.25 billion (776 million pound) licences each to operate in Iraq in 2007.

However, as in the rest of Iraq, companies operating in the Kurdish region also complain about a monopoly over fibre optic cables.

Allai Newroz Telecom, which introduced a fibre optic network to the Kurdish area in 2009, has a four-year renewable contract with the Kurdistan Regional Government and provides services in Arbil, Sulaimaniya and Dahuk.

Its network has become so overloaded that each separate neighbourhood coverage hub, catering in theory for 1,500 customers was often crowded with around 6,000 users, said Fateh Esmael, public relations director for Allai Newroz Telecom.

Telecoms companies say a lack of cooperation between Iraq's telecoms regulator, the Communications and Media Commission (CMC) and the Kurdish authorities is also hampering their work.

"The lack of fast broadband Internet has hindered Iraq's economic progress," said Diar Ahuned, chief executive of AsiaCell.

"CMC has no say here (in Kurdistan) ... There is chaos in the telecoms field in Iraq," he added.

But even though Internet download times are much faster in the Kurdish zone than in the rest of Iraq, they are still not speedy enough for tech-hungry young people like Mubarak.

"The Internet doesn't download fast enough. But I can still open e-mails and use Facebook," the university student said.

# For Kurds In Turkey, Autonomy In Music

DIYARBAKIR, Turkey

**A** BALEFUL love song wafted from the Vizyon Muzik Market. Not so long ago playing Kurdish music over a loudspeaker into the streets here might have provoked the Turkish police. Just speaking the names of certain Kurdish singers at one time could have landed a Kurd in prison.

These days hundreds of CDs featuring Kurdish pop singers fill one of the long walls in the small, shoebox-shaped Vizyon Muzik. The discs face a few dozen Turkish ones. Abdulvahap Ciftci, the 25-year-old Kurd who runs the

**MICHAEL  
KIMMELMAN**

**ABROAD**

place, told me one sunny morning not long ago that customers buy some 250 Kurdish albums a week. "And maybe I sell one Turkish album," he calculated, wagging a

single finger, slowly. "Maybe." Turkey is holding elections in a few days. For months pro-Kurdish activists have been staging rallies that during recent weeks have increasingly turned into violent confrontations with the police in this heavily Kurdish region of the southeast. Capitalizing on the Arab Spring and the general state of turmoil in that part of the world, as well as on Turkey's vocal support for Egyptian reformers, the Kurds here have been looking toward elections to press longstanding claims for broader parliamentary representation and more freedoms, political and cultural.

Not that there's ever much difference between politics and culture for this country's Kurds. Since the 1920s, when Turkey started forcibly assimilating its Kurds, roughly 20 percent of the population, in a struggle to forge a nation-state



out of the broken remnants of the Ottoman Empire, they have resisted. Since the mid-1980s tens of thousands on both sides have died. This must now be the world's longest bloody conflict.

In March a Turkish movie, "Press," opened in Istanbul, recounting the torture and killing of dozens of investigative journalists working for Ozgur Gundem, a newspaper here at the epicenter of the Kurdish struggle. More than 75 of its employees were killed from 1992 to 1994, when the paper was shut down by the government. Only just recently it went back into print. Still, the movie's 38-year-old director, Sedat Yilmaz, told me recently, the police wanted to make sure he used fake copies of Ozgur Gundem, not real ones.

"It is now at least possible to talk about issues a little more openly," Mr. Yilmaz said. We spoke over a din at the film's opening in a basement theater in Istanbul, amid a crush of young Turks engulfed, as usual, in a thick nimbus of blue cigarette smoke. "The best way to do this is through films and plays and music, which is finally starting to happen." At the Istanbul International film festival in April "Press" won the Turk-

ish equivalent of an Oscar for its exploration of human rights abuses.

But change comes slowly, incrementally, if at all here. Concessions by the government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan in 2009 made way for the first Kurdish national television station, and the government also permitted the teaching of Kurdish language classes in private universities (but not public ones). Token gestures, they made front-page headlines: first because they were signals to the outside world that a democratic state run by

an Islamic leader will not automatically become xenophobic or tribalist, and second because even small steps toward acknowledging Kurdish culture can provoke political firestorms inside the country. Turkish nationalists raised a ruckus. Nationalists regard even the most basic Kurdish demand — that their language also be allowed in grade schools and at official settings where Kurds are involved — as treason.

Turkish Kurds respond that increased cultural freedom only encourages their loyalty to the Turkish state. But in this deeply patriotic country, where sentiments are old and entrenched, Mr. Erdogan's government, guarding its tenuous majority in Parliament on the verge of the elections, has assumed a more and more hawkish line lately. The arrests of large numbers of Kurdish political activists have fed the Kurds' concern that the government never really had true democracy in mind for them but just cooked up some window dressing for Western consumption. Recent clashes in this city between the police and hundreds of protesters attending the funerals of separatist militants proved how fragile the peace is in the region.

That said, Mr. Yilmaz, the filmmaker, wasn't the only one I found to express cautious hope. "The changes are meaningful but still not sufficient," is how Burhan Senatar, a Turkish professor at Bilgi University in Istanbul, long involved in Kurdish relations, described the climate in light of gestures like the state-run television station and private university language instruction.

"If you asked Turks today whether, in the abstract, people should be able to speak their mother tongue, most of them would say, of course, no problem," he said.

"But with Kurdish, fear clouds the picture. Language is the biggest Kurdish demand because language equals identity. It's the root of any culture, and many Kurds, having had their language repressed, no longer even know the basics of Kurdish grammar. So the debate has inevitably turned to language. To have cultural demands beyond language you need qualified people to write plays and make art, and during the 1980s you had so many Kurdish people tortured that they didn't have time to think about cultural questions, which means there's still a long way to go."

And more hurdles keep cropping up: among them, armed elements in the Kurdistan Workers Party, who have lately threatened Kurds who might cooperate with the state-approved Kurdish television station. On the other side I found researchers looking into bilingual education in Turkey — a seemingly harmless baby step toward, someday, perhaps, allowing Kurdish to be taught in bilingual grade schools — saying they must run a gantlet of skittish Turkish state bureaucrats prone to censorship just to win approval to speak publicly about what they learn.

"With the state banning Kurdish in public schools, the trend is that in a few decades we could lose our language altogether," Gulden Kisanak, co-chairwoman of the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, which is widely perceived as the political wing of the Kurdistan Workers Party, explained when I found her one evening in her office, exhausted after a long day campaigning outside Diyarbakir. She had been delivering political speeches in Kurdish, a crime in Turkey for which she can't be prosecuted only because she is a sitting member of Parliament.

"That's why our leading political demand is really a cultural demand: the use of our mother tongue. In our estimation, assimilation is a human rights violation," she said. "It's a natural part of urbanization too, and Turkish urbanization has steadily threatened Kurdish culture, our music, our lullabies and fairy tales, which, coming from our villages, used to be how we transferred our heritage to new generations."

But that's not the whole story. There are now more Kurdish-language books to be found in bookstores here. I visited with a theater troupe that stages productions in Kurdish in Diyarbakir. Ms. Kisanak's party also sponsors Kurdish acting and vocal groups across the region.

And Kurdish music, including Dengbej, the traditional Kurdish sung-speech, is everywhere. Back at Vizyon Muzik, Mr. Ciftci told me how his brother started a recording business for Kurdish singers during

### *A political push against forced assimilation through language is really a cultural demand.*

the mid-1990s. The Turkish culture ministry wouldn't grant licenses to distribute al-



**A new generation of Kurds is at the forefront of a cultural revival. At left, young Kurds at**

**a commemoration last month; above, the Kurdish musician Mehmet Atli, right, in Istanbul.**

bums of Kurdish music, so his brother had to copy tapes one by one, on the sly, using an old tape recorder and cassettes he smuggled from Iraq. He went to prison several times.

During the past decade the situation improved. The family company, Asanlar Music Production, now has some 160 Kurdish artists under contract. The government continues, sometimes capriciously, it seems to Mr. Ciftci, to deny licenses to albums.

Songs about revolution and the Kurdistan Workers Party are illegal, and he said he fears the police may only be more likely to crack down in light of violent attacks last month by the party, among them the ambush of Mr. Erdogan's election campaign convoy in the Black Sea region, where a police officer was killed. Such acts swing Turkish public opinion against the Kurds, despite constant reminders that the party, listed as a terror organization by the European Union and the United States, and Kurds are not one.

"But compared to the past, we're better off," Mr. Ciftci insisted. "Eighty percent of

our identity as Kurds is in our music. If you are Kurdish today, even if you don't speak the language, you can hear a song in Kurdish, and your soul roars. It makes you feel part of a struggle." At that moment, over the loudspeaker in the street, a Kurdish singer named Dengbej Arif was crooning a love song. "If only once I could touch your hands, look into your eyes, listen to your sweet voice," Mr. Ciftci translated the lyrics.

At the Diyarbakir Institute for Political and Social Research, Nurcan Baysal and Dilan Bozgan, researchers in their 30s, said that like many Kurds of their generation they never learned their own mother tongue because it was stigmatized in schools. But they grew up hearing it in

Kurdish music. Ms. Bozgan said her own young children don't want to learn Kurdish because their Turkish classmates and teachers tell them Turkish is the only language that really matters, and after that, English. "If you don't give prestige to a culture," she lamented, "people won't value it, and it will die." But conversely, when a culture does gain prestige, it can incite a revolution. Turkey's Kurds look to revivals of Corsican, Catalan and other formerly oppressed European languages as examples of cultural change leading to political upheavals.

Ms. Bozgan then echoed Mr. Ciftci's thought that music is special to Kurds in this regard, having for centuries passed along Kurdish history and tradition, through Dengbej but also, more recently, through Kurdish music that has assimilated elements of jazz, pop and rap. "Music was for a long time the only semi-free zone for Kurds to express themselves in their own language in Turkey and also a kind of therapy," she elaborated. "When my grandmother is alone, I hear her singing about her past."

Ms. Baysal nodded. She has a grandmother too, she said, who sings at home. "My grandmother, who turned 100 lately, doesn't speak a word of Turkish, and I don't know Kurdish. If you lose a language, you can lose your family, because you lose your link to the past. But when I ask my grandmother about her life 100 years ago she starts singing. It's how we communicate.

"I put my hand on her knee," she said. "She sings. I may not be able to understand the words. But I can understand the feelings."

# EU Energy Deal Sparks New Tensions Between Baghdad and Erbil

By SALAM SAADI / RUDAW

New tensions are emerging between Baghdad and Erbil over oil and natural gas, four years after disputes over oil contracts strained relations between the two governments.

Abdulkarim Liebi replaced Hussein Shahrستاني as Oil Minister in 2010, and his decision to compensate oil companies that operate in the Kurdistan region was seen as a step forward in solving the ongoing political crisis. But recent events have called into question Baghdad's commitment to mending relations.

On May 25, Shahrستاني, now Iraqi Deputy Prime Minister, struck a strategic energy deal with the European Union in Brussels for Iraq to join the Southern Gas Corridor project. Signed by Shahrستاني and EU Commissioner for Energy Guenther Oettinger, the agreement is part of a protocol signed between Iraq and the EU in Baghdad in January 2010.

Southern Gas Corridor is a project to supply energy to Europe from Southeast Asia, southern Caucasia and the Middle East. The Nabucco Pipeline in Kurdistan is an important element of the project, which is expected to supply Europe with 30 billion cubic meters of natural gas per year.

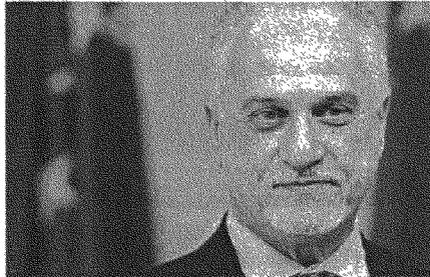
The project is expected to provide Europe with 45 to 90 billion cubic meters of natural gas annually and aims to reduce EU's reliance on Russian gas, which is transported through the Ukraine. Until 2020 around 12 percent of Europe's need for energy will be met.

In August 2010, the German RWE company signed an agreement with the Kurdistan Regional Government to produce gas in the Kurdish region and carry the residue of the local use to Europe via the Nabucco pipeline. The plan was due to finish by 2014 and cost around 8 billion euros. But Iraq's Oil Ministry rejected the deal, declaring that the Kurdistan region has no authority to export gas.

What upsets the Kurdish officials most is that Shahrستاني's agreement with the EU obliges the Europeans to comply with Iraq's oil and gas law, and requires that any oil and gas contract or drilling in Iraq must comply with federal law.

In an interview last month with Rudaw, Shahrستاني said he would sign the agreement with the EU but maintained that Kurdistan would not be a part of it.

"Connecting the Kurdistan region to that project—a European project—is impossible, because this gas is Iraqi gas and Iraqi oil and gas is only exported by the Iraqi national oil company. It's not



like any province or a region can just go ahead and export its oil and gas as they wish."

He also said that even if the Kurdistan authorities manage to export oil or gas, other countries have been warned not to purchase it.

Shahrستاني said Iraq needs the gas for domestic power plants that the government is planning to build. The central government, however, did not provide fuel for the Kurdistan region in 2007, when Erbil's 750 megawatt power plant faced a severe shortage. As a result, oil was purchased from abroad until the region's own gas was developed.

One oil expert who asked to remain anonymous maintained that Erbil and Turkey were also upset by Shahrستاني's deal in Brussels.

"(He) wants to shove Kurdistan aside," said the observer, who closely monitors Kurdistan's oil policies.

In Shahrستاني's interview with Rudaw, the Deputy Prime Minister said he was committed to safeguarding Kurdistan's interests. By signing this new deal, however, he is ensuring that the central government remains in full control of all oil and gas deals.

"This act is unconstitutional and it is against Iraq's oil and gas law," the observer said. "It also contradicts the principle of power sharing that requires the federal government and the Kurdistan region make these decisions together. There is no mention of the Kurdistan Regional Government (in the deal)."

Iraq's draft oil law clearly mentions that every region acts based on its interests. But Shahrستاني told Rudaw that the situation is now different and the oil draft must be amended and resent to parliament.

Muhammad Ali Zeni, an oil expert and consultant, maintained in an article in *Almustaqbal Alarabi* magazine that when he was oil minister, Shahrستاني never sent oil contracts to the Iraqi government.

He argued that Parliament should no longer accept such actions, and criticized the delayed vote on Iraq's oil and gas law.

"Passing a new law will open new doors to regulations for the national oil

company and restructuring the ministry of oil," Zeni wrote.

Rudaw has learned that the Kurdistan Regional Government (KRG) has expressed its concerns to the EU about the agreement with Shahrستاني, calling the deal "secret and contradictory to Iraq's federal laws".

The oil observer who spoke to Rudaw believes that the EU may have been deceived by Shahrستاني.

"They don't know the reality of Iraq," he said. "Shahrستاني isn't Iraq's oil minister. He has signed this agreement with the title deputy prime minister for energy affairs. There is no such title in Iraq. He is acting minister of electricity, but has no links with oil whatsoever."

Kurdistan region officials have asked Maliki to explain the deal in an effort to determine whether it reflects the federal government's policies. They are also inquiring with the EU as to whether they signed the agreement unknowingly or not.

It seems that even Maliki may be under pressure from Shahrستاني, who has close ties with the Grand Ayatollah Ali al-Sistani. Shahrستاني, who has ambitions of becoming prime minister, has backed Maliki into a corner, in essence demanding: "Are you with me or against me?"

The Kurds also intend to ask Maliki the same question, but the answer may not be to their liking.

It is not yet clear whether this new agreement will be sent to Parliament, but analysts believe it is unlikely given that Iraq's original oil legislation is still stalled.

The EU's decision may well have been made out of ignorance or it was intentional. In either case, it is obvious that they have taken a clear stance on Iraq's sensitive domestic issues.

Shahrستاني's agreement with the EU implies that oil and gas are federal issues, which directly contradicts the constitution that was approved by the Iraqi people in 2005.

According to the constitution when there is a dispute between the federal and regional governments, regional laws can trump federal legislation. In the absence of a current oil and gas law, the deal with EU is likely based on the outdated 1967 natural resources laws – even though Shahrستاني has consistently criticized the Kurdistan region for signing contracts based on its 2007 oil law.

Shahrستاني praises oil contracts signed under his term as minister of oil as Iraq's most successful deals, arguing that he allowed companies to develop oil fields without becoming shareholders

unlike those in the Kurdistan region.

Kurdistan's authorities defend their contracts, noting that companies are responsible for investing in oil exploration. Thus if a company does not find any oil, the Kurdistan government does not lose anything.

Zeni maintains that Iraq's oil contracts, some of which are valid for 25 years, will cost Iraq up to 75 billion dollars between 2017 and 2030.

The observer believes that the agree-

ment will not last and if it does, it will harm the Nabucco pipeline.

"If [Baghdad] finds a way to transport gas to Europe, we wish them good luck," said the observer, indicating that the Kurdistan region would not let such a plan materialize. "The Europeans have forgotten that the gas and oil is in Kurdistan and not in Baghdad. So it's not going to happen if we're against it."

Dr. Ali Hussein Balo, an oil expert, believes that Iraq won't be able to export

gas for another five years because the country first needs to supply its own demands. The Kurdistan region, however, can export gas much sooner.

"The Kurdistan region now provides gas for its power plants. If they work on producing more natural gas, it will be able to export in less than two years."

Hurriyet  
DailyNews.com



june 5, 2011

## The Kurdish issue before the elections

Hurriyet Daily News  
OPINION — C.CEM OGUZ

While Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers Party, or PKK, loves to assert at every available opportunity that separation from Turkey has never been on his agenda, the PKK has actually gradually come to realize that it cannot win on its own against the Turkish state.

Undeniably, the decisive moment during this process was the major mistake Ocalan made during the Turkish Armed Forces 1992 military operation into northern Iraq.

In those days, his self-confidence was so high he ordered a conventional warfare attack against the advancing Turkish troops. The aftermath of this decision was a fatal blow to the PKK. The number of casualties was so high that Ocalan, in order to save face, launched accusations at PKK commanders on the ground that they had not obeyed his orders. Some of them were even tried in ways that draw parallels to those in Stalinist Russia.

The year 1992 was indeed the turning point. With the doctrinal change of the Turkish Armed Forces, the PKK was dealt a rapidly increasing number of military blows. Ocalan quickly adjusted to this situation, setting his main goal as one of forcing the Turkish state into recognition of the PKK in some form. Particularly subsequent to his imprisonment, he designed PKK terror acts in such a way as to accelerate the Turkish state's willingness to negotiate with a Kurdish identity. For the realization of this goal, he needed to challenge the traditional ideological tenets of the Kemalist state.

However, the rise to power of the Justice and Development Party, or AKP, seems to have been an unexpected development for Ocalan. Obviously, at first he welcomed it because the reform-minded AKP, in its European Union membership bid, launched a major transformation of the state, which has gone hand-in-hand with its tolerant, as well as reformative approach, to the Kurdish issue.

Nonetheless, Ocalan soon realized the AKP had started to loom as his greatest danger. The July 2007 elections, in which the AKP doubled its vote in pre-dominantly Kurdish-populated eastern and southeastern cities, demonstrated that the

AKP had made important inroads among the Kurdish electorate. Undoubtedly, this phenomenon was seen by Ocalan as an increasingly threatening impact on the political base of the Peace and Democracy Party, or BDP, as well as the PKK.

The reasons behind the AKP's success in this area are very simple: Throughout the republican era, the majority of the Kurdish electorate has always been conservative. One of the founding aims of the PKK was a political and social revolution to eradicate the traditional feudal structure among Kurds, something which they indeed managed to accomplish to a certain extent. For instance, the relative emancipation of women is one outcome of efforts in that regard.

Yet the PKK has never managed to sever the ties of Kurdish citizens to religion. Sects such as the Naqshbandi order are still very influential in the region. It is precisely for this reason that Ocalan has changed tack again, best exemplified by ^erafettin Elçi's BDP candidacy. Despite his past connections to the Republican People's Party, or CHP, Elçi is known as someone who personifies conservatism among Kurdish politicians. Most experts say that due to his strong ties to the Barzani movement in Iraq, Elçi's candidacy is a well-planned part of the PKK's pan-Kurdist agenda. But I strongly believe it is merely a conjectural cooptation aimed against the AKP government. Suffice to say that Ocalan still sees the Iraqi Kurdish movement as being both backward and a rival to the PKK.

Under these circumstances, Ocalan, as evident in several declarations by his attorneys recently, intends to heighten tensions. This will do more than just help him consolidate the ranks of his followers in the southeast. Further polarization, he obviously thinks, will more importantly help the BDP win the votes of moderate Kurds in the west. In order to further advance the Kurdish cause, however, I am pretty sure Ocalan is fully aware that he needs at present the political, strategic and tactical support of the Turkish left more than ever. It is precisely for this reason that I find the inclusion of leftist names such as Sırrı Sureyya Onder on BDP lists more interesting, and obviously long-lasting, than that of Elçi.

This being said I do not believe Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan has decided yet what to do next. Apparently, he is waiting to see what percentage of the vote his party will receive in the elections. This will allow him to determine his next step. Not only in the Kurdish issue, but also the shape of the new Constitution he is planning.

A la veille des législatives du 12 juin, et au lendemain des révoltes arabes, les signaux qui proviennent d'Ankara sont ambigus : si l'économie prospère, les tendances hégémoniques du parti islamique au pouvoir inquiètent

# Où va la démocratie turque ?

**L**a Turquie vote, le 12 juin, pour renouveler les 550 députés de son Assemblée nationale. Le scrutin est donné comme bouclé : crédité d'une large avance dans les sondages, le Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP), au pouvoir depuis 2002, devrait à nouveau remporter une large victoire électorale.

L'inconnue porte sur l'ampleur de cette victoire et sur ses conséquences. Porté par ses succès économiques, l'AKP a jusqu'ici rallié à sa cause une audience disparate autour de l'idée d'approfondissement démocratique. Mais le blocage de l'alternance, dans un contexte de tensions régionales croissantes, entraîne aujourd'hui quelques interrogations sur l'avenir du régime turc.

Depuis 2002, les scrutins se succèdent en Turquie à un rythme rapide. Pas une année sans vote, cela semble être devenu la devise : élections locales (2009), législatives (les dernières en 2007), référendums (le dernier en septembre 2010), bientôt une présidentielle (en 2012 ou en 2013, pour la première fois au suffrage universel). L'enchaînement des scrutins est certes un indicateur démocratique, mais il révèle aussi un certain mode de gestion du pouvoir : encore une fois, la campagne électorale a été largement dominée par la personnalité du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, qui retrempe sa popularité dans ces processus quasi plébiscitaires.

Le premier ministre tire, en effet, des urnes une légitimité qui n'allait pas de soi. La création de son parti, en 2001, est le début d'une *success story* que personne ne se serait risqué à prévoir. L'accession de l'AKP aux affaires, en 2002, ouvre ensuite une ère de continuité politique paradoxale : la domination d'un parti permet l'application d'un agenda de réformes tous azimuts, qui s'accompagne d'une profonde remise en cause des repères sociopolitiques hérités de Mustafa Kemal Atatürk.

Issu d'une généalogie islamiste, l'AKP défie d'emblée les référents idéologiques classiques. Prenant à contre-pied les observateurs, il commence par inscrire son action dans la perspective européenne et combat les blocages qui freinent l'entrée de la Turquie dans la communauté des grandes nations occidentales.

Pour conforter son électorat, l'AKP doit se rendre utile à tous, et ce pragmatisme calculé permet des avancées démocrati-



## Dorothee Schmid

Docteur en science politique

Responsable du programme « Turquie contemporaine » à l'Institut français des relations internationales (IFRI), Dorothee Schmid a longtemps travaillé sur les politiques européennes en Méditerranée et au Moyen-Orient. Elle dirige actuellement un ouvrage collectif sur le rôle de la Turquie dans le monde arabe, à paraître à la rentrée (CNRS éditions). (PHOTO: DR)

ques majeures : fin des interférences de l'armée dans la vie politique, ouverture du dossier kurde, début de prise de conscience sur la question arménienne.

Ces audaces accumulées ont largement désorienté l'opposition, poussant le vieux parti kémaliste CHP (Cumhuriyet Halk Partisi) dans ses retranchements conservateurs, reléguant les partis kurdes dans une marginalité provincialiste et les ultranationalistes du MHP (Milliyetçi Hareket Par-

tisi - Parti d'action nationaliste) à leur archaïsme.

Face à ces partis vieillissants, l'AKP s'est imposé dans un premier temps comme une incarnation de la modernité, alliant professionnalisme et efficacité. Il affronte encore aujourd'hui ces mêmes forces politiques, dont il a réussi pendant près de dix ans à capter l'électorat. Mais sa pratique du pouvoir a beaucoup évolué : la dynamique s'est crispée et la tentation hégémonique se précise.

Le seuil de représentativité de 10 % fixé par la loi électorale turque est impitoyable et risque encore une fois de caricaturer la représentation au Parlement. Le MHP pourrait notamment en faire les frais : victime d'une sombre campagne de dénonciation d'affaires de mœurs, la plupart de ses cadres ont dû démissionner face à l'opprobre public. La diffusion d'enregistrements des débats sexuels des leaders des partis d'opposition semble d'ailleurs devenue en Turquie un sport national, depuis que la méthode a fait ses preuves pour se débarrasser de Deniz Baykal, le précédent leader du CHP.

Une telle « méthode » de campagne trahit au passage un retour diffus de l'ordre moral en Turquie. La démonétisation rapide du kémalisme, idéologie dont le progressisme peut être en soi discuté dans le

contexte du XXI<sup>e</sup> siècle, laisse finalement un vide. En jouant avec les références isla-

miques, l'AKP a réintroduit le religieux dans le champ politique turc ; il lui a également redonné une visibilité sociale, en l'instaurant comme critère de respectabilité. Bigoterie et conscience communautaire progressent : la reconnaissance des minorités, présentée comme une avancée démocratique vers un mieux-vivre ensemble, paraît plutôt renvoyer à un imaginaire néo-ottoman, où l'ordonnancement hiérarchique des millets (les nations sous l'Empire, définies par la religion) consacre encore la domination du musulman.

La vieille garde séculariste recule aujourd'hui devant l'évidence majoritaire : la société turque est encore largement imprégnée de religion et ce retour de l'islam satisfait également une pulsion d'affirmation identitaire, notamment face à une Europe qui snobe désormais les Turcs. Le ciment de l'identité islamique, déjà utilisé par Atatürk lui-même, gomme à nouveau la diversité religieuse, ethnique, culturelle du pays : si les Kurdes n'existaient pas dans le système kémaliste (tous turcs), ils sont encore aujourd'hui appréhendés par l'AKP via un élément réducteur de leur identité (tous musulmans).

Pour nos vieilles démocraties de plus en plus abstentionnistes, le niveau de l'excitation préélectorale en Turquie peut surprendre. Les partis se sont lancés dans une surenchère qui révèle indéniablement quelques sursauts du côté de l'opposition. Sous la houlette de son nouveau leader, Kemal Kılıçdaroğlu, le CHP poursuit son effort de reconstruction et tente de se redéfinir comme parti social-démocrate. Tous les partis demandent une nouvelle constitution pour remplacer celle de 1980, héri-

tée des militaires, et clore définitivement l'ère des coups d'Etat.

Mais la violence des débats révèle la difficulté à accoucher d'un nouvel ordre : le registre nationaliste domine, et la campagne a été émaillée d'incidents, notamment en pays kurde. Le parti prokurde BDP (Baris ve Demokrasi Partisi - Parti de la paix et de la démocratie), contraint de présenter ses candidats en indépendants pour s'assurer l'accès au Parlement malgré le seuil des 10 %, est prêt à l'affrontement. En toile de fond, la poursuite des grands procès impliquant l'armée donne une impression de règlements de comptes opaques.

Jusqu'à ces derniers mois, le système politique turc pouvait être décrit comme une sorte de démocratie concurrentielle : une variété de pouvoirs, exécutif, juges, armée, médias, confréries, étaient engagés dans une compétition souvent violente pour faire prévaloir des agendas parfois très éloignés, garantissant finalement une succession d'équilibres à court terme.

Aujourd'hui la domestication de l'armée, la réforme du pouvoir judiciaire vont tous dans le sens d'un renforcement de l'exécutif. L'AKP a longtemps gouverné avec une culture d'opposition, se sentant menacé alors même qu'il exerçait le pouvoir, dans un pays où il n'est pas si difficile de faire disparaître des partis politiques « gênants » : il n'est pas passé loin de la dissolution, en 2008, et un parti kurde a encore été interdit en 2009. Mais l'équipe au pouvoir assume désormais son statut de maître du jeu. L'AKP a su s'approprier les institutions au point d'avoir les moyens de verrouiller le champ politique.

Aujourd'hui, certains indicateurs pourraient annoncer un resserrement du régime. Le modèle du parti dominant revient en force : les faiblesses chroniques du CHP, tant sur le plan de l'organisation que des idées, éloignent toute perspective d'alternance.

Dans ces conditions, le premier ministre semble travaillé par une tentation hégémonique. Il a plusieurs fois annoncé son intention de réformer le régime dans un sens présidentiel pour asseoir définitivement son autorité. Impitoyable à l'égard des critiques, il affirme un style de plus en plus autoritaire : après quelques arrestations spectaculaires de journalistes d'opposition, accusés de comploter contre l'Etat, un climat d'autocensure s'installe dans le pays.

Tout questionnement sur la nature du régime turc doit prendre en compte des déterminants externes lourds. Vus de Turquie, les succès diplomatiques du ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, figurent à l'actif du bilan. Le redéploiement régional opéré sous sa conduite a permis d'autonomiser une diplomatie turque alignée sur l'Occident depuis la guerre froide. La Turquie s'impose dans son voisinage - Balkans, Moyen-Orient, Caucase - comme *soft power* [pouvoir discret] bienveillant, capable d'assurer un leadership

## Majorité stable, opposition de plus en plus morcelée

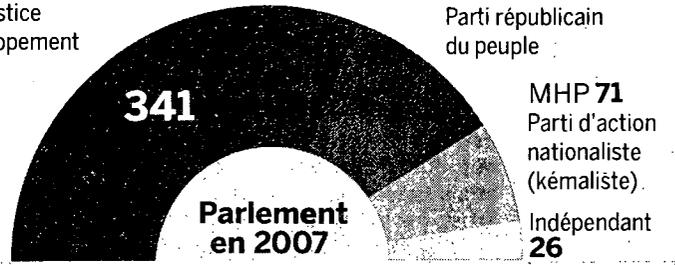
RÉSULTATS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN 2002 ET 2007  
en nombre de sièges

**AKP**  
Parti de la justice  
et du développement

**CHP 112**  
Parti républicain  
du peuple

**MHP 71**  
Parti d'action  
nationaliste  
(kémaliste).

Indépendant  
**26**



en pourcentage de votants

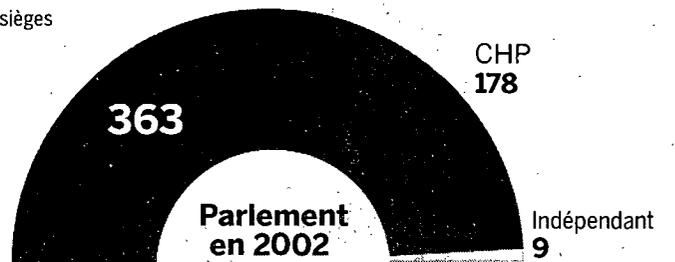


en nombre de sièges

**AKP**

**CHP**  
**178**

Indépendant  
**9**



en pourcentage de votants



SOURCE : TURKISH STATISTICAL INSTITUTE

## Ce retour de l'islam satisfait également une pulsion d'affirmation identitaire face à une Europe qui snobe désormais les Turcs

sur des dossiers difficiles : les Turcs défendent la voie diplomatique sur le dossier iranien et s'opposent à Israël sur la question palestinienne.

Américains et Européens s'inquiètent de ces choix sur lesquels ils n'ont pas de prise, et qui annoncent peut-être le succès d'un paradigme alternatif, de plus en plus islamisant, de compréhension des relations internationales. La stature internationale de leur pays rassure au contraire les Turcs dans leur quête identitaire. Le débat sur un éventuel « modèle turc » pour les révolutions arabes les valorise mais de façon ambiguë, les renvoyant implicitement dans le camp oriental.

Le « printemps arabe » a, en réalité, surpris les Turcs comme tout le monde, et il les affecte plus directement, car il les place brusquement face à des responsabilités politiques nouvelles. Le malaise est perceptible : après avoir hésité sur l'Égypte et cherché un moyen terme sur la Libye, le gouvernement turc se débat aujourd'hui sans succès pour apaiser la crise en Syrie, pays avec lequel les relations étaient particulièrement étroites ces dernières années.

Impératifs économiques, complexité des relations tissées avec les régimes arabes, absence de moyens de pression crédibles : l'efficacité et la prétendue cohérence éthique du modèle davutoğluien sont mises à mal.

Or la fascination pour l'exemple turc est ambivalente au Moyen-Orient : pour certains, la Turquie est un exemple de transition démocratique séculariste, pour d'autres, elle a permis l'avènement d'un modèle de gestion islamique durable. Il reviendra au prochain gouvernement turc de trancher cette ambiguïté, en stabilisant un modèle politique encore incertain, sous l'œil attentif de ses alliés. ■

Le Monde  
Mercredi 8 juin 2011

## Cinéma

# Divorces entre classes sociales à Téhéran

Ours d'or à Berlin, « Une séparation » peint avec sensibilité deux couples pris dans le carcan de la société iranienne

### Une séparation

Pour relativiser les lectures faites par les uns et les autres de son film, *Une séparation*, Asghar Farhadi raconte volontiers une histoire. Un éléphant se retrouve au milieu d'une pièce pleine de gens et plongée dans l'obscurité. Tout le monde est invité à le toucher pour deviner de quoi il s'agit. Celui qui touche une patte a l'impression d'avoir affaire à la colonne d'un temple, celui qui palpe une oreille pensera à une feuille d'arbre tropical, celui qui touche sa trompe vous dira qu'il s'agit d'un saxophone. « Si on allume la lumière, tout le monde s'accorde pourtant sur le fait que c'est un éléphant. »

Ils ont tous tort, et en même temps ils ont tous raison. Chacun juge en fonction de ses critères personnels, et planent toujours suffisamment d'ombres pour que le regard que l'on porte sur le monde reste partiel, subjectif, engagé. Qui peut se targuer de pouvoir proclamer la vérité, hormis un deus ex machina orchestrant l'évidence du jour après avoir joué des incertitudes de la nuit ?

Certainement pas Asghar Farhadi, dont le film s'articule autour de faits que le scénario laisse longtemps et à dessein irrésolus. A deux reprises, les personnages d'*Une séparation* se retrouvent devant un juge et plaident à tour de rôle le bien-fondé de leur démarche. Le spectateur est invité à occuper la place de cet arbitre judiciaire et à prendre parti pour l'un puis pour l'autre. La force du film est dans sa capacité à le faire douter, lui faire plusieurs fois changer de camp au fur et à mesure que se déroule l'intrigue.

Ces deux situations soulignent l'ambiguïté du titre. Lorsque, d'abord, une femme vient réclamer un divorce et le droit d'amener sa fille de 11 ans, arrangement que son époux Nader lui refuse, il apparaît que la séparation est d'ordre conjugal. La justice déboute l'épouse qui part habiter seule



Le film observe (et dénonce) une cascade de mensonges et de petits arrangements. MEMENTO FILMS

ailleurs. Mais, d'un affrontement privé, Asghar Farhadi saute à un conflit social, donnant à son propos une portée beaucoup plus générale, éminemment politique.

Incapable de s'occuper de son vieux père atteint de la maladie d'Alzheimer, Nader doit engager une aide-soignante. Il embauche une mère de famille dans le besoin, qui accepte ce job sans l'accord de son mari, chômeur dépressif, violent, conservateur. Cette femme, Hodjat, qui vient remplir sa tâche flanquée de sa gamine, est d'abord confrontée à un dilemme : le vieillard se pissait dessus, elle doit le changer, le laver, lui ôter son pantalon, ce qui, en regard de ses convictions religieuses et des usages qu'elles impliquent, constitue un péché.

Hodjat commet une faute : elle laisse un moment le vieux sans surveillance. Licenciée, elle revient sonner chez son employeur pour être payée de ses heures de travail. Nader, prétextant qu'elle a manqué à ses devoirs, refuse de la dédommager, la repousse sur le palier. Elle tombe dans l'escalier. Elle dépose une plainte. Nader, dit-elle, l'aurait violentée et aurait provoqué une fausse couche.

C'est là que l'on se retrouve devant un juge, une seconde fois.

Pour démêler l'imbrroglio. Nader savait-il qu'elle était enceinte, comme elle l'affirme ? Impossible, clame-t-il, de percevoir une grossesse chez cette femme vêtue d'un tchador. A-t-il réellement provoqué la mort de ce bébé de quatre mois et demi ? Il est menacé de prison...

Dès lors, de quelle « séparation » s'agit-il ? Du divorce, ô combien prégnant, entre classe aisée et classe populaire, entre traditions (superstitions, règles islamiques) et modernité (bourgeoisie, désirs d'émancipation). La femme séparée, revenue soutenir un mari dont elle espère un retour de flamme conjugale, paye la caution qui évite à Nader de se retrouver derrière les barreaux. Elle va tenter de négocier avec la femme voilée qui, de son côté, se débat entre mari revanchard et fidélité aux préceptes du Coran.

Le film observe (et dénonce) une cascade de mensonges et de petits arrangements. Dépeignant ces conflits exacerbés dans un pays où, détails symboliques de la vie quotidienne, les ordures se déversent dans les escaliers et les employés des stations-service ne rendent pas la monnaie, prenant soin de montrer que ces déchirements claniques se déroulent sous les yeux des enfants effarés,

le film se clôt dans l'incertitude du dénouement.

Ours d'or 2011 à Berlin, *Une séparation* fonctionne sur le schéma énigmatique de *La Fête du feu*, où Asghar Farhadi imposait à une femme de ménage un rôle de témoin dans une dispute entre ses patrons, la femme soupçonnant son mari de la tromper avec la voisine d'en face. Les juges d'*Une séparation*, comme l'employée de *La Fête du feu*, sont otages d'un suspense, invités comme nous à adopter un point de vue, puis le point de vue inverse. Asghar Farhadi use des théâtres intimes pour distiller l'idée qu'en Iran le mensonge et la manipulation se pratiquent à tous les niveaux, que les comportements que l'on y impose méritent d'être débattus, contestés. ■

Jean-Luc Douin

Film iranien d'Asghar Farhadi. Avec Leila Hatami, Peyman Moadi, Shahab Hosseini, Sareh Bayat, Babak Karimi (2h 03). Les deux précédents films d'Asghar Farhadi, *La Fête du feu* et *A propos d'Elly*, ressortent sur les écrans le 6 juillet.

# La Syrie, à huis clos, sombre dans la violence

D'importants renforts ont été envoyés hier dans le nord du pays où, après trois mois de crise, des militaires auraient fait défection.

**DELPHINE MINOUI**  
CORRESPONDANTE AU MOYEN-ORIENT

**PROCHE-ORIENT** Que s'est-il vraiment passé à Jisr al-Choughour ? Alors qu'hier, des troupes du régime syrien étaient dépêchées en renfort vers cette localité du Nord-Ouest où 120 membres des forces de sécurité ont été tués lundi dans des conditions obscures, le ministre de l'Information a évoqué le « *dévoir national de rétablissement de la sécurité* ».

La veille au soir, la télévision d'État, acquise au pouvoir, avait pointé du doigt des « *bandes armées* », les accusant d'avoir tendu une embuscade aux policiers. Toujours selon la chaîne nationale, qui s'est gardée de diffuser des images de la ville endeuillée, « *les agresseurs ont mutilé certains des corps et les ont jetés dans une rivière* ».

« *Mensonge !* », s'emporte un dissident syrien, contacté par courriel à Damas, qui conteste cette version officielle. Pour lui, comme pour de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme, le doute n'est pas permis. Il s'agit d'une mutinerie interne aux forces de l'ordre syriennes, symbole d'une « *fissure croissante* » au sein de l'appareil répressif. D'après ses informations, également invérifiables à cause des restrictions imposées à la presse, des policiers et des soldats appartenant à la majorité sunnite auraient refusé de tirer sur les manifestants, s'opposant ainsi aux ordres de leur hiérarchie, qui est composée principalement de musulmans alaouites - branche de l'islam chiïte dont est issu le président Bachar el-Assad. Leur insurrection aurait alors été écrasée dans le sang.

## Risque de chaos généralisé

Un habitant joint au téléphone par l'agence de presse Reuters raconte : « *Des agents du renseignement militaire et de la police ont pris la ville d'assaut lundi. Des snipers ont commencé à tirer sur ceux qui osaient s'aventurer dans les rues. Il y a des corps dans les rues. Une centaine de policiers et de soldats ont fait défection et se sont tenus à nos côtés.* » C'est alors, d'après le défenseur des droits de l'homme Wissam Tarif, interrogé également par Reuters, que des combats auraient opposé les forces loyalistes aux militaires ayant rejoint le camp des opposants au régime de Damas. « *Une unité ou une division de l'armée est arrivée dans le sec-*

*teur dans la matinée (de lundi). Il semble qu'une autre soit arrivée (dans l'après-midi) pour mater cette défection* », précise-t-il, sur la base de témoignages d'habitants de Jisr al-Choughour.

Détail important : cette ville, située sur la route reliant la cité portuaire de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne, à Alep, la deuxième ville de Syrie, se trouve à quelques kilomètres seulement de la frontière turque. « *Une raison de plus, pour le pouvoir, d'y faire taire toute tentative d'insurrection afin d'éviter la création d'un front antirégime qui pourrait se constituer une base arrière en Turquie* », remarque le dissident de Damas.

En l'absence de médias internationaux - interdits de séjour en Syrie -, ces différentes versions restent difficilement vérifiables. Le sanglant épisode de Jisr al-Choughour illustre néanmoins le risque d'un chaos généralisé dans ce pays où la

spirale infernale des accrochages entre forces progouvernementales et opposants a déjà causé la mort de plus de mille civils en douze semaines.

Il renforce également la thèse selon laquelle la violence de la répression serait en train de créer un fossé au sein de l'armée. Hier, la chaîne satellitaire en langue arabe al-Jezira a diffusé une interview - non datée - d'un homme en uniforme kaki se présentant comme un ex-lieutenant syrien, dans laquelle il appelle ouvertement ses camarades à suivre son exemple. « *J'ai rejoint l'armée dans le but de protéger le peuple (...) contre l'ennemi israélien* », dit Abdoulrazzak Mohamed Tlas. Avant d'ajouter : « *Après les crimes dont nous avons été témoins à Deraa et dans toute la Syrie, je ne peux rester dans l'armée syrienne.* » ■



De haut en bas : des photos non datées extraites de vidéos diffusées sur Internet montrent un policier et un militaire qui auraient été tués lundi. Ci-contre : un lieutenant syrien présenté comme déserteur interviewé par al-Jezira. AP, AL-JEZIRA

# Can the Kurds Tip the Scales in Syria?

By Hugh Macleod & Annasofie Flamand

**B**EIRUT, Lebanon and **H**HASSAKE, Syria - For 24-year-old Azad, a poet and political activist from Amouda, in northeast Syria, it was a single word, cried from streets on the other side of the country, that cut through the tangle of ethnic and political division that has defined Kurdish identity in Syria for generations.

"When people from Daraa shouted for freedom, not for pan-Arab unity, not for liberating Palestine or for unity with Egypt and Lebanon as in the past, it pushed young Kurds in Syria to feel the same as them," he said.

"What happened in Daraa has increased my national pride. Now, I feel more Syrian than ever."

Stateless and suppressed under four decades of Baath Party rule and unconvinced by recent concessions to them by President Bashar al-Assad, a debate is raging among Syria's Kurds, the largest ethnic minority. The argument is over whether to throw their full weight behind the campaign to topple the regime, a weight opposition organizers hope could prove a tipping point.

On Thursday, Al Arabiya TV reported that Kurdish political parties rejected Assad's invitation to meet, due to pressure from the "Kurdish street." Last Saturday, 12 of Syria's outlawed Kurdish parties had accepted the unprecedented invitation to meet with the president to discuss ways out of Syria's escalating crisis.

The rejection followed the killing of at least 25 protestors in the northwest Syrian town of Jisr al-Shughur on Saturday. After the killings, a military assault on the town on Monday resulted in the deaths of 120 security personnel, according to Syria's state-controlled media, a sharp escalation in the deaths of security forces.

Several residents of the town near the border with Turkey said the deaths of security personnel had occurred after



Syrian Kurds hold a huge Syrian flag "Azadi" means Freedom in Kurdish, during a pro-democracy demonstration in Qamishlo, Syrian Kurdistan. Photo: AFP

some soldiers refused to open fire on civilians and were then attacked by loyalist troops. Activists, though, have conceded there may be individual cases of residents taking up arms to defend themselves.

Thousands of terrified families fled their homes after the state media warned the military response against Jisr al-Shughur, a town of 50,000, would be "decisive." Tanks and troops massing around the town were also reported. By Thursday, the U.N. refugee agency, UNHCR, reported at least 1,000 Syrians had crossed the border into Turkey in the last 24 hours.

"Kurdish parties are still looking for more favorable circumstances for such a meeting [with Assad]," said a statement from the Kurdish Yakiti party, on behalf of the 12 parties who rejected Assad's offer.

## Foreigners at home

Numbering around 1.7 million, or about 8 percent of the population, Kurds in Syria have long suffered marginalization under the Baath Party. Founded on autocratic rule and an ideology that recognises only Arabs as citizens the Baath regime is fearful of Kurdish demands for greater autonomy, given the successful self-rule of Kurds in neighboring Iraq.

In 1962, a year before the Baath Party seized power in a military coup, 120,000 Kurds in Syria's north-eastern Hassake, bordering Turkey and Iraq, had their citizenship taken away from them on the grounds that they had not been born in Syria.

"I did two years national service in the army and then my elder brother told me that I had no Syrian nationality," said Firharad, a grandfather of 20 from a remote village near Malkiah, 60 km north-east of Hassake.

The old man broke into tears when recalling the hardships of a life spent without official papers and limited access to state-run health and education, desperate that his grandchildren would not have to repeat the experience.

"I spent my life without education, without a proper job," he recalled. "Sometimes I got temporary work in the state sector, but I would always have to move to another job. I tried to go to Europe and the Gulf to work, but I couldn't get a passport," said Firharad.

Two years ago, his wife died after she was refused heart surgery in the state-run Assad University Hospital in Damascus. The rejection came on the grounds she was not a Syrian citizen.

After attempting to create an 'Arab belt' in northern Syria by expropriating Kurdish land and gifting it to Arabs in the 1970s, the regime initiated a policy of repressing Kurdish identity.

Kurdish language and books were banned from schools, celebrations such as Nowruz, the traditional Kurdish New Year, were prohibited, and Kurdish political leaders were routinely imprisoned.

The long-term policy of dispossession and discrimination against Kurds in Syria has left them among the poorest

communities in the country, with poverty levels doubling from 40 percent to 80 percent in just three years from 2005, according to a 2008 human rights report by the British Foreign Office.

Much of that drastic decline was the result a sustained drought in northeast Syria which has decimated local Kurdish communities, driving tens of thousands off their land and into urban centers.

For Azad, the uprising against the repression of the Assad regime represents an opportunity to regain a heritage threatened with extinction.

"I want to sing in the Kurdish language at a Kurdish wedding party," he said. "Why should I be afraid to do that? Why should I expect security will arrest me on charges of 'splitting Syria and joining a foreign state'? I want to write in my mother tongue, so I can express my feelings and what is in my heart."

### **Political machinations**

But Azad's revolutionary zeal has yet to be embraced by leaders of Syria's 16 notoriously fractious Kurdish political parties.

Though with plenty of good reasons to protest, the Kurdish population, which remains controlled by its political rather than tribal leaders, has yet to turn out en masse.

Every Friday several thousand Kurds protest in Qamishli, Amouda, Hassake and surrounding towns and villages, but the crowds have yet to swell the mass rallies witnessed in Sunni Arab majority cities such as Baniyas, Homs and Daraa.

"For now we have made no decision to demonstrate in large numbers," said the leader of the Kurdish party considered the most radical in Syria, who asked not to give his or the party's name.

"If we are seen to lead big demonstrations the regime will say, 'Look, the Kurds are demanding to split from Syria and establish their own state.' Then the Arab tribes will confront us."

But the reluctance of Kurds, yet, to throw their full weight behind the protest movement can also be explained by the regime's apparently successful combination of swift but minor concessions

made against the backdrop of years of increased repression, a dark harbinger of what might lie ahead should the national uprising fail to topple the existing power.

For the Kurds of Syria have already had their intifada: Days of rioting and mass anti-regime protests in and around Qamishli in March 2004, following a brawl between Arab and Kurdish football fans, that led to security forces killing at least 36, mainly Kurdish residents.

What followed that unrest was five years of systematic repression. Even as Assad pledged to restore Kurdish citizenship following decisions at the June 2005 Baath Party conference, a leading Kurdish cleric Skeikh Mohammed Khaznawi was being tortured to death and security forces were rounding up almost all Kurdish political leaders.

In a November 2009 report Human Rights Watch documented the arrest of 15 prominent Kurdish leaders since the 2004 uprising. Of a total of 30 Kurdish detainees interviewed, 12 said they had suffered torture. Many were called in for questioning repeatedly and banned from travelling outside Syria.

"So many Kurdish leaders are in detention that they think it's too dangerous now to protest. They have not cast off their inhibitions," said Robert Lowe, an expert on Syrian Kurds and Manager of the Middle East Center at the London School of Economics.

"Most of the 16 parties have someone in detention or awaiting trial. They know what will happen to them if they protest and think it's probably not worth it."

Syria's repression of Kurds has also been bolstered by its strengthened relationship with Turkey over the past five years, where an estimated 15 million to 20 million Kurds routinely complain of discrimination and where a decades-old separatist war by PKK Kurdish rebels has cost more than 40,000 lives.

While Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan urged Egypt's former President Hosni Mubarak to step down, from President Assad he has demanded only an increase in reforms. These statements come despite Turkey playing host to two meetings of representatives of the Syrian opposition in the past two months.

### **Carrots after stick**

The heavy stick of arrests and repression has been complemented with some small carrots more recently: In March Kurds were allowed to celebrate Nowrouz unhindered by security forces. On April 7, President Assad decreed a restoration of citizenship to the Kurds, though it has yet to be fully implemented.

Kurdish protesters have also faced a markedly less brutal response from security forces, which have not opened fire on them as they have on protesters elsewhere in the country.

So far, to the detriment of the wider protest movement, the regime's tactics appear to be working.

"I see no need to make demonstrations which could lead to violence," said a Kurdish tribal leader, close to the delegation of Kurdish and Arab tribal leaders that met with Assad on April 5.

"We have to remember what happened in 2004, when many schools, health-care centers and agriculture centers were destroyed. Our demands are simple and there is no need to destroy our country to get simple things."

Azad, the poet, agrees. His demand is simple too; that single word, one which may have lost its luster on older generations in the regime's torture dungeons, but which yet shines bright for the young.

"We began a new era and we will not be divided from our Arab brothers," said Azad. "We will increase our demonstrations until not only the Kurds, but all Syrians, have their freedom. We are all Syrians in the end."



8 JUIN 2011

CINÉMA

CRITIQUE

# L'ÉVÉNEMENT

## ★ UNE SÉPARATION

ASGHAR FARHADI

*Autour d'un drame familial construit avec brio, deux couples, l'un moderne, l'autre traditionnel, s'entre-déchirent. Deux faces d'une société bloquée par ses tabous. L'Iran tel qu'on ne le voit jamais.*

Le cinéma iranien a longtemps été allégorique. Par tradition culturelle, pour échapper à la censure. Abbas Kiarostami et Moshen Makhmalbaf, les deux maîtres locaux, ont tourné des films fables, dont l'apparente simplicité masquait un regard perçant sur l'Iran des mollahs. Asghar Farhadi appartient à la génération suivante, et s'il ausculte lui aussi les métamorphoses de son pays, c'est désormais sans détour : dans *Une séparation*, son cinquième film – le précédent, *A propos d'Elly*, a connu un beau succès en France –, les personnages sont définis socialement, et ils doivent se débrouiller avec les problèmes, les tabous, les espoirs de leur milieu. Ils sont les miroirs d'un pays où la difficulté de vivre et les contradictions d'une société divisée finissent par monter les uns contre les autres. Jusqu'à une possible réconciliation, ou une inéluctable implosion ?

Simin appartient à une classe moyenne urbaine de plus en plus occidentalisée. Elle est prof d'anglais, veut quitter Nader,

employé de banque, et partir au Canada. Il refuse qu'elle emmène leur fille de 10 ans. Première scène magistrale où, devant un juge – qu'on ne voit jamais, les personnages sont face caméra –, la demande de divorce de l'épouse est rejetée. « *Tous les enfants qui vivent dans ce pays sont sans avenir ?* » interroge, presque menaçant, l'homme de loi. Le film trouve d'emblée le ton : des affrontements verbaux qui sont autant de plaidoyers désespérés, une caméra aux aguets qui capte ce qui semble des bribes de réalité, un peu à la manière des frères Dardenne.

L'enchaînement des événements est fatal : resté seul, Nader cherche quelqu'un pour surveiller son père impotent, atteint de la maladie d'Alzheimer. Il engage Razieh, une jeune femme très pieuse, d'un milieu plus modeste. Étonnante scène où elle doit appeler au téléphone un conseiller religieux pour s'assurer que changer le vieillard n'est pas un péché. Elle rajuste son tchador (un geste qui, dans le film, devient comme un rituel du

passage du dedans au dehors) et enfle des gants en caoutchouc... Un jour, Nader trouve son père, laissé sans surveillance, au pied du lit. Se dispute avec l'employée, qui tombe au cours de l'empoignade. La voilà à l'hôpital : elle a perdu son enfant... Nader savait-il qu'elle était enceinte ? Est-il responsable de sa fausse couche et, selon la loi iranienne, coupable de meurtre ?

D'une précision diabolique, le scénario oppose deux couples, celui, aisé (reformé provisoirement), qui crie son innocence et celui, modeste, qui réclame justice. Deux couples, ou plutôt deux maris : la place attribuée à la femme dans la société iranienne survalorise le rôle de l'homme, presque malgré lui. Nader se défend par la force du raisonnement. C'est ce qu'il enseigne à sa fille : toujours croire à la raison plus qu'au dogme, contester l'autorité du professeur si celui-ci se trompe. Plus impulsif, carrément sanguin, l'époux de l'employée incarne, lui, une tradition fondée sur la religion. A la loi civile, il est prêt à substituer le *diyya*, cette loi du

talion islamique qui peut effacer un crime contre une indemnité financière. Coexistence de deux philosophies radicalement différentes...

En fait, les deux hommes sont tous deux prisonniers d'un système de pensée qui les conduit à l'intolérance. Ce que la mise en scène rend formidablement : l'appartement de Nader, où se situe une bonne partie de l'action, est comme un labyrinthe, une prison où il s'agit en vain ; les lieux publics (tribunal, hôpital, école) ne sont que les théâtres d'interminables joutes oratoires, où la violence physique n'est jamais loin. « *Mon problème, c'est que je ne sais pas parler comme lui* », hurle l'homme de condition modeste, dépassé par la rhétorique de son adversaire. Mais le mensonge va mettre à mal chez l'un l'obsession de la vérité, chez l'autre la nécessité de la vertu. Personne n'a tout à fait raison...

Asghar Farhadi vient du théâtre, ce qui se sent à la fois dans sa maîtrise du langage et dans la précision de sa direction d'acteurs, tous exceptionnels.

CINÉMA

# EMENT



VENU DU THÉÂTRE, LE JEUNE ASGHAR FARHADI EXCELLE DANS LA DIRECTION D'ACTEURS. SAREH BAYAT (LA PIEUSE RAZIEH) EST EXCEPTIONNELLE.

Son talent est de rendre passionnants les cas de conscience de ses personnages, l'enchevêtrement quasi kafkaïen qui les lie, les oppose et les mène à marche forcée vers le conflit. Mais ce cinéaste du verbe croit aussi aux vertus du silence : trois personnages observent, presque muets, le drame qui se

noue. Le vieil homme, qu'on trimbale comme un poids mort et dont on ne sait exactement ce qu'il perçoit. La fille de Nader, préadolescente, qui voit son père s'embourber dans son jusqu'au-boutisme ; et la fillette du couple modeste qui observe, placide, les adultes se déchirer. Si le vieillard est l'Iran d'hier,

sans voix, les fillettes sont-elles l'Iran de demain, les yeux grands ouverts sur le présent ? Elles font équipe, le temps d'une courte partie de baby-foot, mais le dénouement les laisse éloignées, prêtes à s'affronter quand elles seront adultes... *La Séparation de Nader et Simin*, dit le titre original en farsi. Le titre fran-

çais vise plus large : s'il y a séparation, c'est bien entre les membres d'un même corps social en crise. **AURÉLIEN FERENCZI** | (*Jodaeiye Nader az Simin*). Iranien (2h03) | Scénario : Asghar Farhadi | Avec Leila Hatami, Peyman Moadi, Shahab Hosseini. **LIRE** aussi le portrait du réalisateur Asghar Farhadi page 36.

TÉLÉRAMA 3204 | 8 JUIN 2011

# Législatives en Turquie : l'AKP face à un ultimatum kurde

Alors que le parti islamo-conservateur devrait remporter le scrutin de dimanche, la minorité veut faire de la question de son statut un enjeu de campagne.

Par **RAGIP DURAN**

Correspondant à Istanbul

Ce sont des propos sonnante comme un ultimatum pour l'AKP, le parti islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis neuf ans. «Si le gouvernement ne fait pas un geste significatif après le 15 juin, je ne donnerai pas une seconde chance à l'AKP et la guerre reprendra», a menacé par l'intermédiaire de ses avocats Abdullah Ocalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), du fond de sa prison de l'île d'Imrali, au large d'Istanbul.

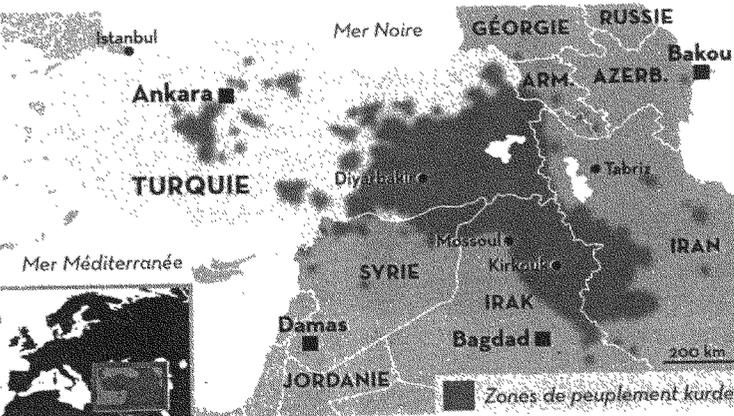
**PROMESSES OUBLIÉES.** Condamné à perpétuité après son arrestation en 1999, le chef de la guérilla séparatiste kurde revient sur le devant

de la scène avec cet ultimatum expirant trois jours après les élections législatives, qui devraient être remportées pour la troisième fois par Erdogan. Pour faire le plein de voix, le Premier ministre flatte depuis plusieurs mois les franges les plus nationalistes de l'opinion, entendant au passage les promesses «d'ouverture kurde» avancées il y a deux ans. Lesquelles ont été oubliées depuis, au grand dam de quelque 15 millions de Kurdes de Turquie. Ceux-ci disposent désormais de chaînes de télévision dans leur langue et de droits culturels croissants, mais toute forme d'autonomie locale leur est toujours interdite. Alors que les accrochages se font de plus en plus fréquents entre l'armée et la guérilla dans les montagnes du Sud-Est, beaucoup craignent que ne se rallume un conflit qui a fait 40 000 morts depuis 1984, début de la lutte armée du PKK.

«La question kurde est au cœur de ce scrutin», reconnaît Okay Gönensin, éditorialiste du quotidien libéral *Vatan*. Celle-ci focalise en effet tous

les débats. Surtout après que le Premier ministre eut martelé début mai : «Il n'y a plus de problème kurde.» Un mois plus tard, sa tournée dans le sud-est du pays, zone à majorité kurde, a été un dur rappel à la réalité. Accueilli à coups de pierres dans certaines villes, notamment à Batman, Erdogan a le plus souvent parlé, comme à Diyarbakir, la capitale locale, devant des places quasi vides. A Hakkari, il a emprunté des rues dont les magasins avaient baissé leur rideau de fer. Pour l'écouter, il n'y avait à chaque fois que quelques centaines de fonctionnaires, protégés par des milliers de policiers.

En revanche, pour la première fois depuis vingt ans, la principale force de l'opposition de gauche, le Parti républicain du peuple (CHP) a repris pied dans le pays kurde avec son nouveau leader, Kemal Kılıçdaoglu, qui a abandonné le discours traditionnellement jacobin des héritiers de Mustafa Kemal. «Nos frères kurdes doivent librement exprimer leur identité ethnique. Les prisonniers politiques, dont les maires et dirigeants de parti, doivent être libérés», a martelé le nouvel espoir de la gauche. Lui-même kurde, il affiche son soutien au projet «d'autonomie démocratique» prôné par le Parti pour



## REPÈRES

# 15

C'est, en millions, le nombre de Kurdes de Turquie. Ils vivent principalement dans le sud-est du pays.

la paix et la démocratie (BDP), principale formation kurde et vitrine politique du PKK. Sans convaincre. «Le CHP croit que le problème kurde peut se résoudre avec des investissements économiques dans la région», observe Ahmet Türk, ancien président d'un parti kurde interdit.

**«PLUS PEÛR.»** Les Kurdes voteront massivement pour le BDP. Mais la loi électorale impose un seuil minimum de 10% des voix à l'échelle nationale. Alors, le mouvement fait des alliances ou présente des candidats indépendants. «Les Kurdes ne sont plus dupes. Nous avons fait des avances à l'AKP. Mais au lieu de respecter les droits des Kurdes et de favoriser la solution pacifique, l'AKP s'est transformé en un parti de l'Etat encourageant les opérations militaires et politiques contre les Kurdes», estime Leyla Zana, la passionaria des Kurdes de Turquie, qui devrait revenir au Parlement vingt ans après en avoir été chassée sous les huées. En 1991, lors de son investiture, elle avait prononcé quelques mots en langue kurde, alors interdite à la Chambre. Accusée de liens avec le PKK, torturée et emprisonnée douze ans, elle opère actuellement son retour en politique, sillonnant tout le sud-est et

s'adressant en kurde aux foules qui l'acclament. «Je n'ai jamais cessé de croire au combat démocratique», rappelle-t-elle.

Dans le Parlement sortant, les indépendants sous la bannière du BDP étaient 21. Cette fois, ils devraient être entre 30 et 35, dont quelques-uns très connus, par exemple Ertugrul Kürkçü, ancien leader du mouvement de Mai 68, ou Sirri Süreyya Onder, cinéaste populaire. Une fois à la Chambre, ils auront fort à faire pour tenter de désamorcer les tensions. «La nouvelle génération d'enfants kurdes n'a plus peur», expliquait récemment Leyla Zana au quotidien *Milliyet*, soulignant qu'«avec des gens comme nous, l'Etat a intérêt à trouver rapidement une solution pour la question kurde. Autrement, il sera très difficile de faire la paix avec cette nouvelle génération».

# La communauté religieuse de Fethullah Gülen a infiltré la police, la justice et l'AKP, le parti au pouvoir en Turquie. De quoi peser sur les élections du 12 juin

## Turquie : la confrérie de l'ombre

Istanbul  
Correspondance

**F**idèle à ses méthodes, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a monopolisé la campagne électorale, occupé les écrans de télévision et sillonné la Turquie au pas de charge, assurant deux à trois meetings par jour. Après les élections législatives du 12 juin, le leader turc devrait rester aux commandes du pays pour quatre années supplémentaires. Mais dans l'ombre, un puissant lobby socioreligieux, la communauté de Fethullah Gülen, pèse de tout son poids pour assurer la reconduction au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP). « *Tous leurs leaders et leurs membres sont sur le terrain, organisent des manifestations et travaillent pour l'AKP pendant cette campagne. Ils travaillent peut-être plus que le parti lui-même* », s'étonne le journaliste et universitaire Mehmet Altan, fin connaisseur des rouages de la confrérie religieuse. L'appui de ce secte musulmane est décisif.

Fondé par l'imam turc Fethullah Gülen, le mouvement compterait environ 3 millions de membres dans les pays turcophones et quelque 10 millions de sympathisants. Une centaine d'entre eux figureraient parmi les députés sortants. Soupçonné d'avoir infiltré la bureaucratie turque, de contrôler la police et une partie de l'appareil judiciaire, la confrérie étend patiemment son influence dans les cercles de pouvoir.

Parmi les candidats à un siège de député, rares sont les membres ouvertement déclarés de la communauté. « *Il y en a deux qui sont très proches de Fethullah Gülen* », mentionne Cemal Usak, dirigeant de la fondation des écrivains et des journalistes, l'organe de la confrérie chargé des relations extérieures. İlhan İsbilen, 65 ans, candidat AKP en bonne position à Izmir, est l'un des compagnons de la première heure.

En septième position sur la liste de la première circonscription d'Istanbul, conduite par Recep Tayyip Erdogan, Muhammed Cetin est lui

aussi assuré d'être élu. Cet enseignant de 48 ans, qui vit sa première campagne électorale, a suivi le parcours typique du « güleniste » modèle. Après des études en Angleterre, il a enseigné en Asie centrale et au lycée Fatih d'Istanbul, dans des établissements de la confrérie, qui s'organise autour de ses écoles, présentes dans 120 pays à travers le monde. Muhammed Cetin a ensuite dirigé, de 2003 à 2008, l'Institut de dialogue interreligieux implanté aux Etats-Unis, une fondation paravent. Chroniqueur pour le journal Zaman, la vitrine médiatique du mouvement, il est également l'auteur d'un ouvrage hagiographique, *Service civique sans frontières*, qui décrit le réseau Gülen comme un mouvement d'entraide socioreligieux.

Bien qu'elle s'en défende, la confrérie, née dans les années 1970 autour des prêches de l'imam turc Fethullah Gülen, issue du courant Nourdjou et modelée par les idées du penseur Said Nursi, prospère depuis vingt ans dans les coulisses du pouvoir politique. L'Etat turc, quelle que soit la couleur du parti majoritaire, a utilisé, dès le début des années 1990, les réseaux de ces « missionnaires de la turcité », actifs dans les pays d'Asie centrale nouvellement indépendants.

Le social-démocrate Bülent Ecevit, plusieurs fois premier ministre, s'était lié d'amitié avec Fethullah Gülen. Puissant, organisé, élitiste et opaque, le réseau musulman a rapidement attiré les soupçons de l'armée et de ses subordonnés. Et une procédure judiciaire ouverte contre Gülen, en 1999, l'a finalement obligé à s'exiler aux Etats-Unis, où il réside toujours.

En son absence, les disciples de « hodja efendi » ont renforcé la confrérie, investie dans l'industrie, la banque, les médias, l'humanitaire, les universités, les hôpitaux... Depuis 2003, le pouvoir à Ankara est occupé par l'AKP, un parti frère. Et la menace des militaires a été éloignée. Une spectaculaire série de procès contre des officiers de haut rang accusés de complots contre le gouverne-



Le leader religieux turc Fethullah Gülen, en exil dans sa résidence des montagnes Poconos, aux Etats-Unis.

ment, dont l'affaire Ergenekon, a été appuyée par le journal Zaman et la chaîne Samanyolu (Voie lactée), et offre aujourd'hui une revanche à Gülen.

Sur le plan économique, depuis 2004, la forte croissance turque a largement profité aux petits patrons de province, ceux-là mêmes qui forment le tissu du mouvement religieux et financent ses écoles dans le monde entier. Depuis 2005, les gülenistes ont formé leur propre patronat : la confédération des entrepreneurs turcs (Tüskon). Elle compte 30 000 membres, dont 30 des 200 plus grandes entreprises du pays, et les réseaux commerciaux de ses hommes d'affaires sont incontournables.

La Tüskon supervise, par exemple, toutes les visites à l'étranger du président Abdullah Gül et du ministre de l'économie Ali Babacan. Dans les pays qu'ils visitent, un détour par l'école turque du réseau Gülen est toujours prévu au programme.

La très active diplomatie turque a elle aussi été guidée par les idées de la confrérie. « *Le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, est proche du mouvement et, quand on regarde certaines orientations de la politique étrangère, on voit qu'elle se superpose avec les*

*intérêts de la communauté de Gülen. Mais aujourd'hui c'est plus Gülen qui court-circuite le gouvernement que l'inverse* », souligne Gareth Jenkins, analyste basé en Turquie.

Enfin, depuis plus de dix ans, le mouvement socioreligieux poursuit une stratégie d'entrisme au sein des institutions-clés du pays : les corps de fonctionnaires territoriaux, les enseignants, les imams... « *Les services secrets et surtout la police sont tombés sous leur contrôle* », estime M. Jenkins. Mais l'arrestation, en mars, de deux journalistes turcs, Ahmet Sik et Nedim Sener, qui enquêtaient sur les liens

L'Etat turc, quelle que soit la couleur du parti majoritaire, a utilisé, dès le début des années 1990, les réseaux de ces « missionnaires de la turcité »

entre les fidèles de Fethullah Gülen et la police, a jeté une ombre sur la communauté, soupçonnée d'avoir cherché à faire taire les auteurs. Un ancien commissaire divisionnaire, Hanefi Avci, a lui

aussi dénoncé l'infiltration de la police par Gülen, avant d'être accusé de collusion avec un groupe terroriste. « C'est Frankenstein. On a créé un monstre », résume un intellectuel stambouliote.

Malgré le soutien affiché de la communauté de Fethullah Gülen

à l'AKP, paradoxalement, les relations avec M. Erdogan demeurent houleuses. Les têtes pensantes de la confrérie jugent le premier ministre peu fiable. « Il ne s'entend pas avec eux », confirme Mehmet Altan. « Erdogan est porté sur les

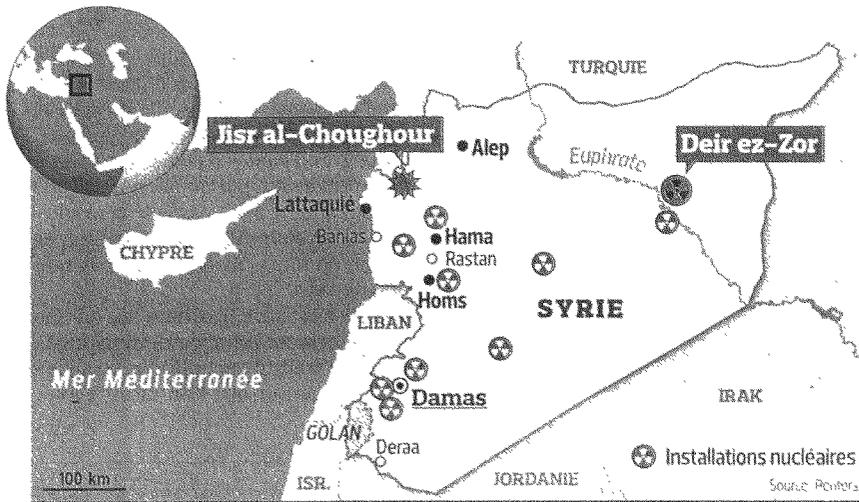
conflits, recherche le pouvoir, tandis que les gülenistes promeuvent le dialogue, au moins dans leur discours, et calculent les effets à plus long terme », ajoute Gareth Jenkins. Le bras droit de Fethullah Gülen, Hüseyin Gülerce, a écrit

dans *Zaman* qu'il soutenait l'AKP, tout en souhaitant qu'il obtienne moins de 330 sièges, une majorité relative qui l'obligerait à composer avec l'opposition pour réformer la Constitution ■

Guillaume Perrier

**LE FIGARO** mercredi 8 juin 2011

## Les activités nucléaires illicites de Damas mises à nu



ISABELLE LASSERRE

EN MATIÈRE de prolifération nucléaire, l'Iran, une fois n'est pas coutume, devrait cette semaine se faire voler la vedette par la Syrie. Les pays occidentaux veulent en effet sanctionner Damas, qu'ils soupçonnent de mener des activités nucléaires illicites, en proposant à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), réunie depuis lundi à Vienne, de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette nouvelle fronde contre la Syrie, emmenée par les États-Unis et qui vise à obtenir un « constat de violation », puis une résolution, s'appuie sur un récent rapport de l'AIEA, qui affirme que le site clandestin de Deir ez-Zor, détruit par l'aviation israélienne dans le désert syrien en septembre 2007, était « très probablement » un réacteur nucléaire.

C'est la première évaluation officielle rendue publique par l'agence de l'ONU depuis le début de son enquête sur Deir ez-Zor en 2008. Les soupçons de l'AIEA concernent également trois autres sites connectés au réacteur principal dont l'un près de Damas, probablement liés à un programme nucléaire militaire clandestin. Selon le chef de l'AIEA, le Japonais Yukiya Amano, certaines activités « pourraient avoir continué jusqu'à récemment ».

À l'époque, en 2007, le raid israélien n'avait provoqué aucune réaction des

pays arabes. Pas même un laconique communiqué de protestation de la Ligue arabe... Le seul pays à s'être insurgé contre le raid israélien fut la Corée du Nord, le parrain nucléaire de la Syrie.

Après des mois de forcing auprès de Damas, des inspecteurs de l'AIEA avaient réussi à effectuer une unique visite, en 2008, sur les lieux du bombardement. Entre-temps, les autorités syriennes avaient complètement nettoyé la zone et tenté d'en dissimuler les restes en construisant une nouvelle structure par-dessus. Mais les inspecteurs avaient néanmoins découvert des particules d'uranium anthropogéniques, c'est-à-dire d'origine humaine et non naturelle.

« À l'époque, ce fut une surprise. Personne ne pensait que le programme nucléaire syrien était aussi avancé », commente Camille Grand, le directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). La filière nord-coréenne semble à

### Le réacteur détruit par l'aviation israélienne en 2007 ressemblait à celui de Yongbyon, en Corée du Nord

peu près avérée. Selon le rapport de l'AIEA, le réacteur détruit par l'aviation israélienne ressemblait d'ailleurs com-

me un frère à celui de Yongbyon, en Corée du Nord. Mais une participation des ingénieurs nucléaires iraniens ainsi que de savants irakiens ayant travaillé pour Saddam Hussein n'est pas exclue.

Depuis septembre 2007, l'existence d'un réacteur nucléaire à Deir ez-Zor est une « évidence » pour les experts de la prolifération. Elle a notamment été étayée par des photos et des images satellites publiées par l'Institut pour la science et la sécurité internationale (ISIS). Comme le Pakistan et la Corée du Nord avant elle, comme l'Iran et sans doute d'autres pays de la région, la Syrie a pris le chemin de la bombe nucléaire.

L'AIEA, pourtant, a longtemps attendu avant de s'emparer pleinement du sujet, comme elle le fait cette semaine. Certains bons connaisseurs du dossier ont accusé son ancien directeur, l'Égyptien ElBaradei, d'avoir volontairement étouffé le dossier syrien, sous-estimant la réalité du programme nucléaire et publiant des rapports « inconséquents ». C'est la timidité de l'agence qui aurait convaincu les Israéliens de passer à l'acte à l'automne 2007. « Beaucoup d'États membres de l'AIEA estimaient par ailleurs que le dossier avait perdu son caractère d'urgence depuis que l'installation incriminée avait été détruite » par Tshahal, écrit le spécialiste Mark Hibbs dans un rapport du groupe de réflexion Carnegie.

Le nouveau directeur de l'AIEA est visiblement moins conciliant vis-à-vis du régime de Damas, par ailleurs déjà dans le collimateur de la communauté internationale pour la répression menée contre les opposants.

### « Des résultats concrets »

Montré du doigt de tous côtés, le régime syrien, qui a toujours affirmé que le site de Deir ez-Zor était une installation non nucléaire sans jamais en fournir la preuve, s'est finalement dit prêt, du bout des lèvres seulement, à coopérer avec l'AIEA, pour faire reculer la perspective d'une résolution. « Mais nous aimerions voir des résultats concrets », a répondu Yukiya Amano. Pour les États-Unis, qui militent depuis plusieurs mois en faveur d'une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU, une décision contre la Syrie permettrait de préserver la crédibilité de l'AIEA.

Mais le chemin vers une résolution est encore long. La Russie, mais aussi la Chine, deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, pourraient préférer offrir à la Syrie une dernière chance de démontrer sa volonté de coopérer... ■

# Kurds Believe Foreign Interference is Holding Up Article 140

By **HEMIN BABAN** and  
**HEVIDAR AHMED**  
Rudaw

Politicians admit that neighboring countries are meddling in efforts to resolve conflicts over Iraq's disputed areas but maintain that it is up to the Iraqi government to address the problem.

Adil Barwari, advisor to the Iraqi Prime Minister for Kurdistan Affairs, said Iraq's neighboring countries are attempting to kill Article 140 of Iraq's constitution, which sets guidelines for resolving territorial disputes between the Kurdistan region and Baghdad. Neighboring countries include Syria, Turkey and Iran.

But Kurdistan Parliament Speaker Kamal Kirkuki said foreign interference does not matter as long as Iraqis have the will to enforce the article.

"Those who try to eliminate this article want the situation to remain unsolved. They don't want Iraq united and developed," said Kirkuki. "If there are foreign powers preventing this process it isn't important... We should look at every option to make sure this article is implemented."

After the fall of Saddam Hussein's regime in 2003, the new Iraqi government added Article 58 —later changed to article

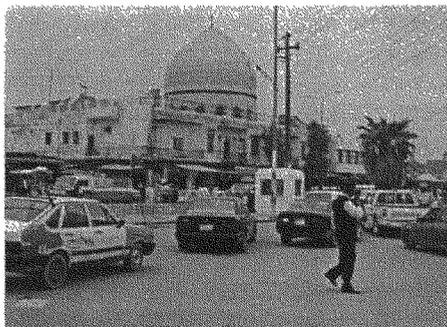
*"The federal constitution has outlined the solution for every problem,"*

140 in the permanent constitution— to Iraq's constitution to address disputes over areas that stretch along the border between the autonomous Kurdistan region and the rest of Iraq. Perhaps the most important area is oil-rich Kirkuk province, which is claimed by both Arabs and Kurds.

Narmin Osman, Vice-Chairman of the Iraqi government's Committee to Implement Article 140, agrees with the Prime Minister's advisor that Iraq's neighbors are intervening to stop implementing the article.

"The regional countries that have their own Kurdish problem do not want this article implemented and Iraq stabilized," said Osman.

According to Osman, neighboring nations fear this article because "they are concerned that the Kurdistan region will expand territorially by attaching ... disputed areas there will be the possibility of creating an independent Kurdistan that will have a strong economy."



*Kirkuk city center. Photo by Ayub Nuri*

The Iraqi constitution set a deadline of December 2007 to resolve the disputed areas, but after more than four years not much has been done. Kirkuki warned the public's patience may soon run out.

"The implementation of Article 140 has been delayed for a long time, and if it's delayed further the excuses of the government won't be enough," said Kirkuki. "Eventually people will take to the streets and call for the implementation of the article. So if anyone thinks that implementing this article will cause problems, it's actually exactly the opposite."

Kirkuki's argued that citizens are inspired by the new wave of protests that have swept the Middle East, maintaining that people living in the disputed areas will take matters into their own hands and hold the Iraqi government to account unless the matter is addressed.

"It is the era of rule of law, democracy and respect for the constitution," said Kirkuki. "The federal constitution has outlined the solution for every problem, but if it isn't implemented people will force it to happen. (Prime Minister Nuri) al-Maliki personally wants this article to be implemented. But Iraq is a complex place. It is a country only by name."

Kurds reiterate that they want everything to be solved through Article 140,

*"It's time to hold sit-ins and act like Gandhi."*

which mandates that Iraqis who were displaced in disputed territories under Saddam Hussein's regime to return to the homes. It also mandates that a census and then a public vote be held on whether a regional or federal government should govern the province. The implementation of the article has been perpetually delayed over concerns that Kirkuk's security is unstable.

In an interview with the pan-Arab Al-

Sharq Al-Awsat newspaper, Kurdistan Region President Massoud Barzani said, "If this article is dead it means the constitution is dead. And if the constitution is dead it means Iraq is finished."

Kirkuk is home to several ethnic and religious groups -- Kurds, Arabs, Turkmen, and Christians -- most of whom claim ownership of the province. However, Kirkuki believes that the majority of the residents of Kirkuk want peace.

Recently the chairman of Kirkuk's City Council, a Kurd, stepped down and the post was given to a Turkman.

"We see the Turkmen as one of us," said Kirkuki. "When we gave this post to a Turkman it was gesture of good will because the Kurds don't see anyone as a threat and most of the Turkmen want peace to prevail."

Kirkuki admitted that the neighboring countries such as Iran and Turkey as well the United States and United Kingdom and France can influence the situation, "but they say it is an Iraqi issue and Article 140 is part of the constitution, which should be respected."

Rakan Jaburi, Deputy Governor of Kirkuk, said the interference of neighboring countries in Article 140 is to be expected "because the Kurds are in charge here and that's why outside help is sought (by other groups)."

He also places blame on the Iraqi government.

"The negligence of Iraq's [government] regarding this issue is also why others are called in," Jaburi said.

Responding to those who believe that Kurds should re-take Kirkuk by armed struggle, Kirkuki said that violence is not the answer. He instead suggested peaceful measures such as peaceful protests.

"We don't want to see war and loss of lives in Kirkuk," he said. "It's time to hold sit-ins and act like Gandhi. The best option for Article 140 is to take to the streets which we can do at any time."

"You can take back Kirkuk with people. Sit on the streets, disrupt the daily life and demand your rights," he said.

Arshad Salih, a Turkman member of the Iraqi Parliament, said that Article 140 must be implemented in a way that serves the interests of the people of Kirkuk.

"If the article is implemented with flaws it is our right to seek (help) from our friends, whether they inside Iraq or outside," Salih said.

# Can the Kurds tip the scales in Syria?

Syria's Kurdish minority considers throwing its weight behind protest movement.

Hugh Macleod and Annasofie Flamand

**BEIRUT, Lebanon and BHASSAKE, Syria** — For 24-year-old Azad, a poet and political activist from Amouda, in northeast Syria, it was a single word, cried from streets on the other side of the country, that cut through the tangle of ethnic and political division that has defined Kurdish identity in Syria for generations.

“When people from Daraa [3] shouted for freedom, not for pan-Arab unity, not for liberating Palestine or for unity with Egypt and Lebanon as in the past, it pushed young Kurds in Syria to feel the same as them,” he said.

“What happened in Daraa has increased my national pride. Now, I feel more Syrian than ever.”

Stateless and suppressed under four decades of Baath Party rule and unconvinced by recent concessions to them by President Bashar al-Assad, a debate is raging among Syria's Kurds, the largest ethnic minority. The argument is over whether to throw their full weight behind the campaign to topple the regime, a weight opposition organizers hope could prove a tipping point.

On Thursday, Al Arabiya TV reported that Kurdish political parties rejected Assad's invitation to meet, due to pressure from the “Kurdish street.” Last Saturday, 12 of Syria's outlawed Kurdish parties had accepted the unprecedented invitation to meet with the president to



Some of the 3000 Syrian Kurds, supporters of outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Syrian town of Qamishli. (Ramzi Haidar/AFP/Getty Images)

discuss ways out of Syria's escalating crisis.

The rejection followed the killing of at least 25 protesters in the northwest Syrian town of Jisr al-Shughur on Saturday. After the killings, a military assault on the town on Monday resulted in the deaths of 120 security personnel, according to Syria's state-controlled media, a sharp escalation in the deaths of security forces.

Several residents of the town near the border with Turkey [4] said the deaths of security personnel had occurred after some soldiers refused to open fire on civilians and were then attacked by loyalist troops. Activists, though, have conceded there may be individual cases of residents taking up arms to defend themselves.

Thousands of terrified families fled their homes after the state media warned the military response against Jisr al-Shughur, a town of 50,000, would be “decisive.” Tanks and troops massing around the town were also reported. By Thursday, the

U.N. refugee agency, UNHCR, reported at least 1,000 Syrians had crossed the border into Turkey in the last 24 hours.

“Kurdish parties are still looking for more favorable circumstances for such a meeting [with Assad],” said a statement from the Kurdish Yakiti party, on behalf of the 12 parties who rejected Assad's offer.

## Foreigners at home

Numbering around 1.7 million, or about 8 percent of the population, Kurds in Syria have long suffered marginalization under the Baath Party. Founded on autocratic rule and an ideology that recognises only Arabs as citizens the Baath regime is fearful of Kurdish demands for greater autonomy, given the successful self-rule of Kurds in neighboring Iraq.

In 1962, a year before the Baath Party seized power in a military coup, 120,000 Kurds in Syria's north-eastern Hassake, bordering Turkey and Iraq, had their citizenship taken away from them on the grounds that

they had not been born in Syria.

“I did two years national service in the army and then my elder brother told me that I had no Syrian nationality,” said Firharad, a grandfather of 20 from a remote village near Malkiah, 60 km north-east of Hassake.

The old man broke into tears when recalling the hardships of a life spent without official papers and limited access to state-run health and education, desperate that his grandchildren would not have to repeat the experience.

“I spent my life without education, without a proper job,” he recalled. “Sometimes I got temporary work in the state sector, but I would always have to move to another job. I tried to go to Europe and the Gulf to work, but I couldn't get a passport,” said Firharad.

Two years ago, his wife died after she was refused heart surgery in the state-run Assad University Hospital in Damascus. The rejection came on the grounds she was not a Syrian citizen.

After attempting to create an ‘Arab belt’ in northern Syria by expropriating Kurdish land and gifting it to Arabs in the 1970s, the regime initiated a policy of repressing Kurdish identity.

Kurdish language and books were banned from schools, celebrations such as Nowruz, the traditional Kurdish New Year, were prohibited, and Kurdish political leaders were routinely imprisoned.

The long-term policy of dis-possession and discrimina-

tion against Kurds in Syria has left them among the poorest communities in the country, with poverty levels doubling from 40 percent to 80 percent in just three years from 2005, according to a 2008 human rights report [5] by the British Foreign Office.

Much of that drastic decline was the result a sustained drought [6] in northeast Syria which has decimating local Kurdish communities, driving tens of thousands off their land and into urban centers.

For Azad, the uprising against the repression of the Assad regime represents an opportunity to regain a heritage threatened with extinction.

"I want to sing in the Kurdish language at a Kurdish wedding party," he said. "Why should I be afraid to do that? Why should I expect security will arrest me on charges of 'splitting Syria and joining a foreign state'? I want to write in my mother tongue, so I can express my feelings and what is in my heart."

#### **Political machinations**

But Azad's revolutionary zeal has yet to be embraced by leaders of Syria's 16 notoriously fractious Kurdish political parties.

Though with plenty of good reasons to protest, the Kurdish population, which remains controlled by its political rather than tribal leaders, has yet to turn out en masse.

Every Friday several thousand Kurds protest in Qamishli, Amouda, Hassake and surrounding towns and villages, but the crowds have yet to swell the mass rallies witnessed in Sunni Arab majority cities such as Baniyas, Homs and Daraa.

"For now we have made no decision to demonstrate in large numbers," said the leader of the Kurdish party considered the most radical in Syria, who asked not to give his or the party's name.

"If we are seen to lead big demonstrations the regime will say, 'Look, the Kurds are demanding to split from Syria and establish their own state.' Then the Arab tribes will confront us."

But the reluctance of Kurds, yet, to throw their full weight behind the protest movement can also be explained by the regime's apparently successful combination of swift but minor concessions made against the backdrop of years of increased repression, a dark harbinger of what might lie ahead should the national uprising fail to topple the existing power.

For the Kurds of Syria have already had their intifada: Days of rioting and mass anti-regime protests in and around Qamishli in March 2004, following a brawl between Arab and Kurdish football fans, that led to security forces killing at least 36, mainly Kurdish residents.

What followed that unrest was five years of systematic repression. Even as Assad pledged to restore Kurdish citizenship following decisions at the June 2005 Baath Party conference, a leading Kurdish cleric Skeikh Mohammed Khaznawi was being tortured to death and security forces were rounding up almost all Kurdish political leaders.

In a November 2009 report Human Rights Watch documented [7] the arrest of 15 prominent Kurdish leaders since the 2004 uprising. Of a total of 30 Kurdish detainees interviewed, 12 said they had suffered torture [8]. Many were called in for

questioning repeatedly and banned from travelling outside Syria.

"So many Kurdish leaders are in detention that they think it's too dangerous now to protest. They have not cast off their inhibitions," said Robert Lowe, an expert on Syrian Kurds and Manager of the Middle East Center at the London School of Economics.

"Most of the 16 parties have someone in detention or awaiting trial. They know what will happen to them if they protest and think it's probably not worth it."

Syria's repression of Kurds has also been bolstered by its strengthened relationship with Turkey over the past five years, where an estimated 15 million to 20 million Kurds routinely complain of discrimination and where a decades-old separatist war by PKK Kurdish rebels has cost more than 40,000 lives.

While Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan urged Egypt's former President Hosni Mubarak to step down, from President Assad he has demanded only a increase in reforms. These statements come despite Turkey playing host to two meetings of representatives of the Syrian opposition in the past two months.

#### **Carrots after stick**

The heavy stick of arrests and repression has been complemented with some small carrots more recently: In March Kurds were allowed to celebrate Nowrouz unhindered by security forces. On April 7, President Assad decreed a restoration of citizenship to the Kurds, though it has yet to be fully implemented.

Kurdish protesters have also faced a markedly less brutal response from secu-

rity forces, which have not open fired on them as they have on protesters elsewhere in the country.

So far, to the detriment of the wider protest movement, the regime's tactics appear to be working.

"I see no need to make demonstrations which could lead to violence," said a Kurdish tribal leader, close to the delegation of Kurdish and Arab tribal leaders that met with Assad on April 5.

"We have to remember what happened in 2004, when many schools, healthcare centers and agriculture centers were destroyed. Our demands are simple and there is no need to destroy our country to get simple things."

Azad, the poet, agrees. His demand is simple too; that single word, one which may have lost its luster on older generations in the regime's torture dungeons, but which yet shines bright for the young.

"We began a new era and we will not be divided from our Arab brothers," said Azad. "We will increase our demonstrations until not only the Kurds, but all Syrians, have their freedom. We are all Syrians in the end."

*Hugh Macleod and Annasofie Flammond reported from Beirut, Lebanon with reporters in Hassake, Syria.*

# The enforcer behind Syria's crackdown

## Brother of president inspires fear as head of elite military units

BY KATHERINE ZOEPPF  
AND ANTHONY SHADID

As reports mount of defections in the Syrian military and the government staggers from the killing of soldiers and police officers in a northern city this week, President Bashar al-Assad may turn increasingly to his brother, Maher, whose elite units in a demoralized army could prove decisive to his government's survival, activists and analysts say.

Maher al-Assad heads the Syrian Army's elite Fourth Division and the Republican Guard, while wielding great influence in Syria's powerful intelligence services, analysts say. In the nearly three-month uprising, he has emerged as a lightning rod of dissent over his perceived role in the ferocious crackdown that has led to the deaths of 1,300 people, by activists' count, and the arrests of more than 10,000.

To many, Maher al-Assad's power has underscored the narrow circle his brother presides over — a circle that relies on connections of clan, family and friendship and that has proved far less tested by crisis than the ruling elite their father cultivated over three decades.

The president's brother is so much at the center of that clique that many Syrians fervently believe he is the unidentified man who is shown taking potshots at demonstrators in a sensational video now in wide circulation. Though neither the video nor the gunman's identity could be independently verified, the fact that so many Syrians believe the shooter to be Maher al-Assad is a telling insight into the power and fear he has cultivated.

According to Bassam Bitar, a former Syrian diplomat who now lives in exile in Virginia, Maher al-Assad's control of the Syrian security apparatus makes him "first in command, not second in command." Since childhood, Bashar al-Assad has had a reputation in his family as the weaker, more hesitant personality, Mr. Bitar said.

"Sometimes I think Bashar means it about reform," Mr. Bitar said. "But his brother won't take it."

In many ways, Mr. Bitar said, the relationship between President Assad and his younger brother mirrors the relationship of their father, Hafez al-Assad, with his younger brother Rifaat, who served as the government enforcer and was the architect of the 1982 Hama massacre, in which at least 10,000 were killed.

"If you look back at the uprising from '79 to '82, Rifaat was the nasty guy, the killer," Mr. Bitar said. "And now history repeats itself, and Maher is a nasty guy."



MUSTAFA OZER/AGENCE FRANCE PRESSE

**Turkey aids Syrians** A refugee outside a Red Crescent camp close to Hatay, near the Syrian border, on Wednesday after villagers fled a feared military assault.

The bloody events this week seemed to have marked a decisive moment in an uprising that has posed the gravest challenge to the family's 41-year rule.

On Monday, the government said 120 soldiers and police officers had been killed in a town called Jisr al-Shoughour by armed gangs — a common euphemism for protesters. Some residents and opposition activists said some of the soldiers had been killed by their colleagues for defecting, though it was impossible to verify either account.

If the residents' accounts are true, it would mark an extraordinary fissure in a government that has so far maintained the relative unity of the armed forces and the state in the face of the uprising. Though lower-level defections have been reported for weeks, nothing has approached the level of the bloodshed on Monday in Jisr al-Shoughour.

"Now there are clashes between the soldiers on one side and security men and young people on the other," said Omar, 28, a resident there reached by phone on Monday night. "Tens of soldiers began to stand with civilian protesters and families. The civilians are presenting first aid to some soldiers who get shot by the secret police."

Saeb Jamil, an organizer from Jisr al-Shoughour, said local people were providing logistical support to defecting army officers, helping them monitor the area and accompanying them during their patrols. He said doctors and nurses had deserted the hospital on Tuesday, fearing reprisals from government forces. Hundreds, perhaps thousands, had fled the town, he said, many making their way toward the Turkish border.

"I transferred one member of the security forces to the national hospital in Jisr al-Shoughour yesterday after he was wounded during the confrontations," Mr. Jamil said by phone. "He told us the intelligence officer ordered the forces to open fire at people, but two of them refused, and he shot them. Then the defections started."

The loss of control of Jisr al-



KHALED AL-HARIRI/REUTERS

**President Bashar al-Assad, right, and his brother Maher in Damascus in 2000.**

Shoughour would mark a surrender of territory and control for the government, and residents remaining in the town were bracing for a counterattack. One resident, who gave his name only as Ahmed, said men there were organizing checkpoints and trying to set up barricades and even dig trenches.

Taken together, they seem to have fed off longstanding grievances within the military over poor pay, wretched conditions, official neglect and low morale.

"There's a campaign in the military telling them that we have Salafis and militias all over Syria," said Wissam Tarif, head of Insan, a Syrian human rights group that has documented some of the defections, referring to militants. "When they arrive to these areas, they realize what they are facing is civilians, and of course, they start talking to each other."

Syrian infantry units tend to be made up of young men from heavily Sunni regions that are poor, rural and knit together by clan. These are the same kinds of areas that have produced the largest protests against Mr. Assad's government. Soldiers say they often have little more than bread, potatoes and ghee to eat; they earn only about \$10 a month. A well-known saying in Syria underlines the miserable life of many soldiers.

"A soldier takes care of himself," the proverb goes.

But analysts say the state treats the

conscript army almost as an appendage to the elite forces that Maher al-Assad controls.

Along with the Republican Guard, there is the Fourth Division, also based in Damascus, along with the intelligence services.

"The rest are tools," he said. "They look at the army as a tool. I think the regime is capable of managing the army. It's not under the illusion that the army is totally loyal."

Imad Moustapha, the Syrian ambassador to the United States, denied reports of defections.

"The guys who are trying to market this story are trying to insist that the army is suppressing peaceful demonstrators," he said. "The fact is, the army is engaging in fierce battles with armed criminal terrorists who have committed atrocities in Jisr al-Shoughour yesterday."

According to several Syrians who know Maher al-Assad, he is highly intel-

ligent, well organized and cruel — and he has tried to make over Syria's army and intelligence services in his own image.

According to Joshua Landis, a histori-

an of Syria who teaches at the University of Oklahoma, the Assad brothers were carefully groomed by their father for their respective roles: Bashar, the dignified leader, and Maher, the enforcer.

Their father, Hafez al-Assad, had relied heavily on his own family to consolidate power, Mr. Landis said.

"It takes a village to rule Syria — that was Hafez's great discovery," he said. "It's a family business, and there's a division of labor. And Maher is the knecapper. That's his role, and he's played it well."

# Iran without nukes

Herald INTERNATIONAL Tribune  
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

JUNE 14, 2011

The Arab Spring has revealed a bankrupt Iranian ideology. Its nuclear program is going nowhere.



**Roger Cohen**

GLOBALIST

**LONDON** Remember Iran?

I do. It's been two years since the Iranian people rose up to protest a stolen election with a bravery that stirred the world and presented Americans with a truer image of a young and highly educated nation than the old specter of the bearded Islamic zealot. The Green Movement was suppressed through barbaric violence but its example helped kindle the Arab Spring.

As Hamid Dabashi of Columbia University wrote in July, 2009: "Tehran, I believe, is ground zero of a civil rights movement that will leave no Muslim or Arab country, or even Israel, untouched." He added, "The moving pictures of Iranians flooding colorfully into the streets have forever altered the visual vocabulary of the global perception of 'the Middle East.'"

Seldom were there more prescient words.

They were quoted by Nader Hashemi of the University of Denver in a recent talk on Iran, in which he noted shared Iranian and Arab aims: "Democracy and dignity, the rule of law and respect for basic human rights, political transparency and an end to corruption."

That urge is still powerful in Iran beneath the opaque, directionless apparatus of the Islamic Republic. Iran is weak now, its ideology as tired as Osama Bin Laden's, as marginal to peoples questing to reconcile their Muslim faith and modernity in new ways.

I would probe this weakness through new approaches. But we are stuck still with the world's most paranoid relation-

ship: the American-Iranian relationship.

That's largely because there's another way to remember Iran — as the Godot of nuclear threats, the country always on the verge of producing a nuclear weapon or acquiring the "breakout capacity" to make one, but never, despite the dire warning of Israeli leaders dating back to the 1990s, doing either, preferring to dwell in the Islamic Republic's favored zones: ambivalence and inertia.

As one awaits this tortuous Godot, one might recall a forecast of a bomb by 1999 (Shimon Peres) or 2004 (Ehud Barak), or Prime Minister Benjamin Netanyahu's talk of "a messianic apocalyptic cult controlling atomic bombs," or my friend Jeffrey Goldberg's allusion in *The Atlantic* last year to a "consensus" that there is "a better than 50 percent chance that Israel will launch a strike by next July." That would be next month.

It might also be worth recalling that Meir Dagan, the former head of Israel's Mossad spy agency, declared last month that attacking Iran would be "a stupid idea." He suggested his main worry was not Iran itself but Netanyahu's suscept-

ibility to "dangerous adventure."

Dagan's concerns have surfaced as Seymour Hersh concludes in a *New Yorker* article this month that, as he put it in one interview, "There's just no serious evidence inside that Iran is actually doing anything to make a nuclear weapon."

His reporting reveals that the U.S. National Intelligence Estimate (N.I.E.) of 2007 — which concluded "with high confidence" that Iran had halted a nuclear-weapons program in 2003 — still pertains in the classified N.I.E. of 2011.

**The Islamic Republic cheers on some brave Arabs while brutalizing its own seekers of freedom.**

As a retired senior intelligence official put it to Hersh, there's nothing "substantially new" that "leads to a bomb."

In other words, Iran, epicenter of inefficiency, unable to produce a kilowatt of electricity through its Bushehr nuclear

reactor despite decades of effort, is still doing its old brinkmanship number.

Remember, Ali Khamenei, the supreme leader, is the guardian of the revolution. That is a conservative business. Breakout, let alone a bomb, is a bridge too far if the Islamic Republic is what you've vowed to preserve. Much better to gain leverage by producing low-enriched uranium — far from weapons grade — under International Atomic Energy Agency inspection and allow rumors to swirl.

So Iran, long at the top of the Washington agenda, has slid down. It's partly the Arab Spring. It's partly that you

can't keep saying the same thing.

People do begin to remember the refrain, although nobody in the large Iran-the-clear-and-present-danger school ever seems to get called to account.

They should be. The nuclear bogeyman obsession has been a distraction from the need to try to tease out a relationship with Tehran, see Iran as it is. Only the most flimsy efforts have been made, insufficient to test the waters.

Those waters are troubled. The Islamic Republic has not recovered from its convulsion of 2009. It is sickly, consumed by hypocrisy as it cheers on some brave Arabs (but not those in Syria) while brutalizing its own seekers of the freedom promised in 1979. Arabs aren't buying Iranian hypocrisy. Only Iran's command of Revolutionary Guard force and the opposition's lack of a shared goal salvage it.

Khamenei is at loggerheads with President Mahmoud Ahmadinejad, who got into such a sulk recently that he took 11 days off work, infuriating everybody. The Majlis, or parliament, is investigating Ahmadinejad for various alleged frauds including, of all things, vote-buying in 2009! Ahmadinejad was booed during his June 3 speech commemorating Ayatollah Khomeini's death. Iran is characterized by what Farideh Farhi of the University of Hawaii recently termed "administrative chaos."

That's not how you make a nuke. When remembering Iran — and it must be remembered — call the fear-mongers to account.

ELECTIONS 2011

## « L'AKP a désislamisé la Turquie »

SELAMI VARLIK, PARIS

**Que reprenez-vous des deux derniers mandats de l'AKP ?**

Je citerai trois éléments. Premièrement, l'évolution économique qui a été considérable en dix ans. Ensuite, la stabilité régionale qui est le deuxième élément positif de cette mandature. La Turquie était auparavant plutôt un facteur d'instabilité. Pensons aux problèmes avec la Grèce, la Syrie, Chypre, l'Irak et les ambitions de récupération de Kirkouk et Mossoul. Les militaires, à l'époque, tiraient bénéfice de cette situation d'instabilité. Aujourd'hui, on a un changement radical sur ce plan. Et troisièmement, l'AKP a permis une libéralisation politique du système qui s'est incarnée dans différents domaines comme, par exemple, la presse ou le droit des minorités.

**Malgré les récents débats qui ont suivi l'arrestation de deux journalistes ?**

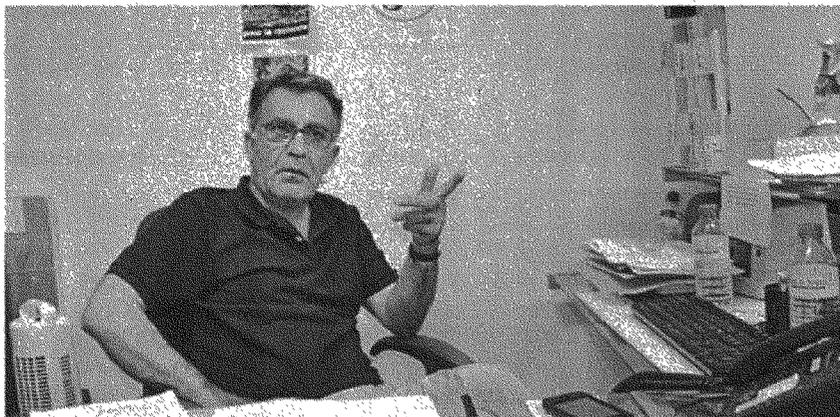
Incontestablement. Vous avez aujourd'hui à la télévision des programmes dans de nombreuses langues comme le kurde. Erdogan a également demandé pardon aux Roms au nom de l'Etat. Au même moment, en France, on expulsait des citoyens qui avaient en vérité le droit de circuler librement. Les tabous d'hier sont évoqués aujourd'hui sans problème. Jamais un chef d'Etat n'aurait pu dire qu'il y a un problème kurde en Turquie.

**Certains vous répondront qu'avec les réformes on voulait séduire l'Europe ?**

Non, ces évolutions reposent sur des dynamiques internes, qui dépassent l'AKP. D'ailleurs, paradoxalement, l'Europe n'a pas fait pression pour que la Turquie se réforme. La France et l'Allemagne ont préféré, surtout depuis Mitterrand, une politique de partenariat stratégique, que les kémalistes, les nationalistes et les militaires turcs voulaient aussi par ailleurs.

**Comment expliquer que cette évolution soit venue avec les « islamistes modérés » ? Que faisaient les kémalistes qui vantaient l'occidentalisation ?**

Avant tout, le discours kémaliste n'a rien à voir avec les droits de l'homme. Le



Hasan Basri Elmas est Maître de conférences en sciences politiques et responsable du département d'anthropologie à l'université Paris VIII de Saint-Denis. Pour Zaman France, il dresse un bilan surprenant du dernier mandat de l'AKP.

citoyen est le sujet de l'Etat dans un système de parti unique. C'était un système autoritaire et nationaliste, voire raciste. On parle très peu de cet aspect. En 1926, dans une revue officielle d'anthropologie, on expliquait avec des arguments pseudo scientifiques la supériorité de la race turque. La Turquie a commencé à briser tout ça avec l'AKP mais pas uniquement. Mais chaque mouvement d'évolution est suivi d'un mouvement de recul.

**Mais comment expliquez-vous que, vu de France, on n'ait pas vraiment cette image du kémalisme et de l'AKP ?**

A part mes amis journalistes de l'Humanité qui n'ont pas cette vision, les médias français ne se rendent pas compte que la Turquie vit une révolution tranquille, sans affrontements politiques violents. Pendant des années, les mêmes journalistes ont présenté les militaires turcs comme un rempart contre l'islamisme. Ils ont tenu le même discours pour Mubarak ou Ben Ali. Aujourd'hui, tous leur discours tombent à l'eau. Ils n'ont donc plus d'arguments. Et n'oublions pas que la France est contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

**Vous ne croyez donc pas que le bilan de l'AKP témoigne d'une islamisation ?**

Je dirais plutôt le contraire. L'islamisation de la Turquie, c'était une œuvre des militaires et c'est l'AKP qui a arrêté ce processus. Le fondement de la Constitution de 1982 c'est la synthèse turco-islamique. La laïcité des militaires était une grande démagogie. Ce sont eux qui ont

ouvert les lycées religieux imam hatip. On pensait avec les Américains que l'islam pourrait constituer un rempart contre le communisme. La grande période de l'islamisation, c'est cette époque. Ils ont fait de l'islam une doctrine d'Etat. Or, l'AKP a désislamisé la Turquie, il a réussi à se débarrasser de cette épée de Damoclès, en libéralisant. D'ailleurs, moi-même dans mes recherches et travaux, je suis profondément anti-islamiste. Je suis alévi. Il faut juste espérer que les tensions dans la région n'aient pas de conséquences négatives. Nous sommes dans une période de transition. Tant que le système ne sera pas totalement stable avec une nouvelle Constitution, il y aura des dérapages comme le problème des journalistes arrêtés.

**Sur quels principes devraient reposer cette nouvelle Constitution ?**

Elle doit avant tout reposer sur l'expression du pouvoir du peuple, sans domination. Elle doit se débarrasser de cette emprise idéologique du kémalisme et du nationalisme.

**Durant la campagne, le CHP, héritier de ce kémalisme, a essayé de séduire l'électorat kurde. Que pensez-vous de cette stratégie ?**

Le CHP a perdu historiquement. C'est un parti politique qui n'a plus de raison d'être. Sauf que vous avez des réseaux, des militants et ces gens là cherchent à exister, sans aucune cohérence politique ou idéologique. En 2009 encore, Onur Öymen, ancien dirigeant du CHP, vantait le massacre des alévis kurdes de Dersim

qui a eu lieu en 1937. Et aujourd'hui, Kiliçdaroglu vient de se souvenir qu'il est d'origine kurde.

**Vous pensez donc que l'AKP va gagner les élections ?**

Je pense que oui. Le processus politique et de nombreux milieux tirent un maxi-

mum de bénéfiques de cette situation.

**Malgré les problèmes actuels qu'il y a avec le PKK ?**

Oui, car une nouvelle perspective politique s'ouvre pour les Kurdes. C'est mieux que d'être menacés par les mitraillettes des militaires. Aujourd'hui, ils ont cette

possibilité de trouver des solutions politiques car la question kurde a toujours été un problème politique. Le PKK comme l'armée ont toujours cherché une légitimité dans un jeu d'affrontement. Ils tiraient mutuellement bénéfice de cette situation conflictuelle. Ils ne veulent donc pas de la fin de ce climat de tension car ça les ferait disparaître.

The New York Times

Une sélection hebdomadaire offerte par

LE FIGARO

11 JUIN 2011

## Irak : vendettas contre les familles d'insurgés

JACK HEALY  
et OMAR AL-JAWOSHY

KIRKOUK, Irak — Même ses parents l'admettent : Fares Aouad était un assassin. Chef des insurgés dans cette ville du Nord de l'Irak, il a enlevé des femmes et exécuté des civils, au cours des années qui ont suivi l'invasion du pays par les Américains. Puis il a disparu pour échapper à la justice, à ses ennemis et aux chasseurs de prime – 50 000 dollars (34 000 euros).

Il fallait pourtant que quelqu'un paie. À la fin de l'année dernière, son jeune frère Youssef a été enlevé, tué d'une balle dans la tête et abandonné sur un terrain vague. Pour la police, ce sont des représailles – le cadet payant de sa vie les crimes de son aîné.

Selon les chefs de tribu, un grand nombre de familles d'insurgés ont ainsi perdu certains de leurs proches ces dernières années, lorsque les Irakiens se sont tournés contre al-Qaïda et d'autres groupes terroristes. Ces agressions représentent une infime portion d'une violence généralisée, mais elles illustrent l'un des plus grands combats du gouvernement pour briser le cycle infernal des meurtres et des vendettas.

“La justice et les tribunaux ne sont d'aucune aide”, déplore Yassim al-Ajili, un chiite de Baqouba, au Nord-Est, qui a perdu deux neveux, assassinés par al-Qaïda. Il a repéré la famille responsable et rumine sa vengeance. “Je veux mettre la main sur le coupable, l'enlever, enregistrer ses aveux, et ensuite, si la justice ne fait rien, l'exécuter”, ajoute-t-il.

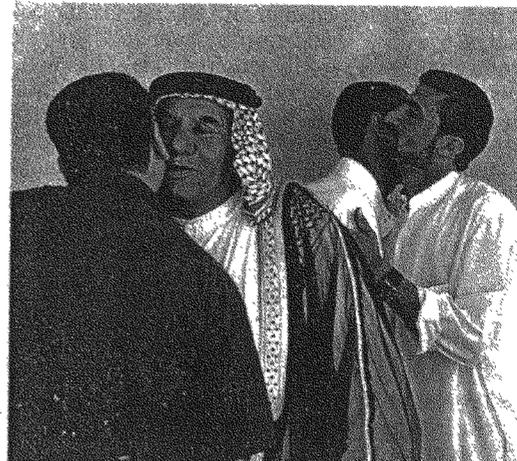
Sur les vastes étendues de la province de Diyala, les activistes n'ont eu aucun mal à recruter parmi la quantité de jeunes sunnites pauvres. Des dizaines de membres de la tribu de Youssef al-Hilan, cheik local, ont rejoint l'organisation terroriste. Ils ont fait sauter des voitures, tué des automobilistes chiites et pris le contrôle de villages entiers.

Selon les estimations du cheik Hilan, la moitié des membres de leurs familles auraient été liquidés ou forcés à l'exil par ces représailles. “De nombreuses familles ont un fils qui a rejoint al-Qaïda”, explique le cheik, qui a perdu quatre enfants dans ce type de raids. “Tout retombe sur elles. Les gens crient vengeance.”

Un membre du conseil de la province affirme que ces vendettas sont à l'origine de 5 % des meurtres enregistrés ces deux dernières années.

Ces agressions reflètent des cultures tribales profondément ancrées qui autorisent – voire exigent – de sévères règlements de comptes, où les crimes de sang se paient par le sang.

Pour Karim Mohammed Abou Hatem, l'incendie criminel de sa maison, de sa voiture et de la petite



MAX BECHERER POUR THE NEW YORK TIMES

**Le cheik Youssef al-Hilan, dont quatre fils ont été tués par vengeance, accueille des invités dans sa demeure.**

station-service qu'il tenait dans le village de Bohrouz était le prix à payer pour la collaboration de son beau-fils avec la nébuleuse terroriste.

Pour la famille Aouad, l'histoire de leurs deux aînés est une transposition de celle de Caïn et Abel à l'ère d'al-Qaïda. Fares, l'aîné, est né en 1981 et Youssef un an après. Ils ont grandi dans une ferme isolée, au sud de Kirkouk. Fares était une future star du football, adepte du culturisme. Youssef travaillait dans le bâtiment.

Après l'invasion américaine, le bruit a couru que le premier s'était rallié aux insurgés. Youssef a tenté de le convaincre de revenir cultiver la terre, et ses parents lui ont demandé de choisir : quitter l'organisation ou partir. Il est parti.

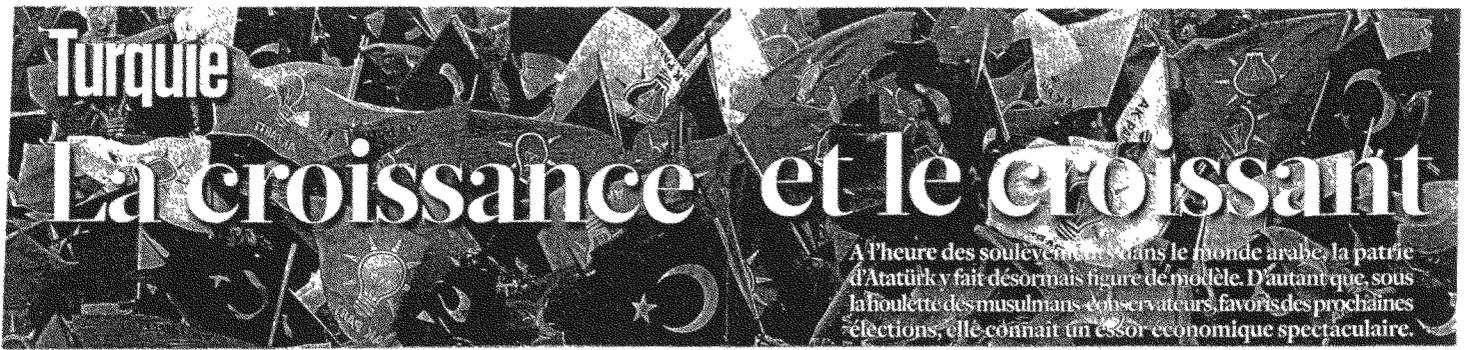
“Ce n'est plus mon fils”, déclare son père, Aouad el-Hail Abdullah. “J'ai dit aux autorités qu'elles pouvaient l'arrêter, le faire enlever ou le tuer. C'est un étranger pour moi.”

Selon les services de sécurité, Fares a rejoint le groupe Ansar al-Sounnah, affilié à al-Qaïda. Il serait impliqué dans des attentats à la bombe et l'enlèvement de ressortissants kurdes. C'est aujourd'hui le criminel le plus recherché de Kirkouk.

Le 29 novembre, alors que Youssef travaillait sur un chantier de la ville, des hommes l'ont embarqué dans un pick-up blanc. Quinze jours plus tard, on a retrouvé son corps sur un terrain vague, dans un sac à farine. Il avait été torturé et exécuté d'une balle dans la tête.

Sa famille l'a enterré et s'efforce d'oublier Fares. Mais c'est difficile. Partout dans Kirkouk, ils croisent son regard fixe sur les avis de recherche “pour enlèvement et meurtre”.

Durain Adnan a contribué à ce reportage en Irak.



Turquie

# La croissance et le croissant

À l'heure des soulèvements dans le monde arabe, la patrie d'Atatürk y fait désormais figure de modèle. D'autant que, sous la houlette des musulmans conservateurs, favoris des prochaines élections, elle connaît un essor économique spectaculaire.



DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
JEAN-MICHEL DEMETZ

**C'**est un joli pied de nez. Au moment où Américains et Européens s'alarment du niveau de leur endettement, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan annonce que la Turquie aura fini de rembourser sa dette contractée auprès du Fonds monétaire international d'ici à 2013. On pourrait même le faire plus tôt ! s'est-il vanté. Athènes qui pleure (voir page 66), Ankara qui rit : quelle revanche !

À la veille des élections du 12 juin, le chef de gouvernement, souvent brutal et hâbleur, a toutes les raisons d'afficher sa bonne humeur. L'économie vogue à un rythme de croissance sans égal au sein de l'OCDE ; à une exception près (l'Arménie),

les relations avec les voisins de la région n'ont jamais été si apaisées depuis la chute de l'Empire ottoman ; la formation politique d'Erdogan, le parti musulman-conservateur (AKP), se voit promettre par les sondages la troisième victoire consécutive depuis son arrivée au pouvoir en 2002.

La croissance et le croissant : y aurait-il un modèle turc ? En quête d'alternative, les révolutions issues des « printemps arabes » tournent, en tout cas, les yeux vers Ankara. Ancienne puissance coloniale, alliée d'Israël, indéfectible membre de l'Otan, la Turquie a longtemps suscité la suspicion de la rue arabe, droguée à un nationalisme exacerbé et souvent paranoïaque. Aujourd'hui, la voilà hissée au rang d'exemple par ces mêmes foules bluffées par la *success story* économique et l'invention de cette « démocratie musulmane ». D'autant qu'Erdo-

**FAVORI** Fort de ses succès économiques, le parti musulman-conservateur au pouvoir, l'AKP, part bien placé pour le scrutin du 12 juin (à Ankara, lors de la présentation de son programme).

gan fut un des tout premiers chefs de gouvernement à sommer le président égyptien, Hosni Moubarak, de se démettre face au soulèvement populaire ; et, à peine le raïs déchu, le président turc, Abdullah Gül, a fait le voyage jusqu'au Caire. Professeur à Oxford, l'influent Tariq Ramadan, petit-fils du fondateur des Frères musulmans, Hassan al-Banna, évoquait, il y a peu, la « fascination » des membres les plus jeunes du mouvement égyptien pour la Turquie. De retour en Tunisie, après vingt ans d'exil, le dirigeant islamiste Rachid Ghannouchi vante, à son tour, le modèle turc, discrètement loué par Ankara elle-même : par l'intermédiaire de la Fondation pour la recherche politique, économique et sociale (Seta), proche du gouvernement, des figures des printemps égyptien et tunisien sont invitées à observer la campagne électorale. Cet ●●●



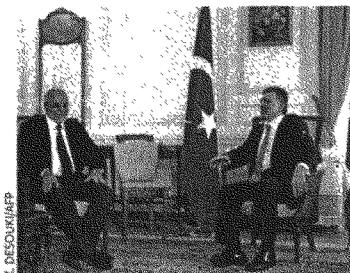
●●● intérêt se rencontrerait aussi en Algérie : le quotidien *El Watan* affirmait, voici quelques jours, que des anciens chefs de l'ex-Front islamique du salut (FIS) dissous s'étaient réunis à Düsseldorf sous la houlette d'une organisation islamiste turque afin de préparer leur retour au pays. De fait, avant même le printemps 2011, l'image de la Turquie s'était considérablement améliorée chez les voisins arabes. Selon une enquête d'opinion menée en août 2010 pour la Fondation turque des études économiques et sociales (Tesev), 66% des sondés estiment que la Turquie « peut être un modèle pour les pays du Moyen-Orient ».

Cet engouement est ambigu tant il renvoie à des éléments hétéroclites de l'expérience turque. Il n'en constitue pas moins un tournant. Pour les classes politiques arabes

commercial ouvre ; chaque week-end, 15 millions de Turcs vont flâner dans ces galeries somptueuses où se pressent les marques françaises. Hors Union européenne (UE)-Suisse, la Turquie est le troisième client de l'Hexagone, juste après les Etats-Unis et la Chine.



confiance, dû à la stabilisation du jeu institutionnel. Sous l'aiguillon de la perspective de l'adhésion à l'Union européenne, la démocratisation du pays s'est poursuivie. Longtemps dominante dans le jeu politique, l'armée a vu son rôle normalisé. Gardienne traditionnelle de la laïcité, elle accepte que le sort des urnes consacre la suprématie politique de l'AKP issu de l'islam politique. Le pouvoir civil marque des points. Une révision constitutionnelle limitant le rôle des militaires a été adoptée à une solide majorité par référendum en septembre 2010. La semaine dernière, un général quatre étoiles, inculpé pour complot, était arrêté sans qu'aucun haut gradé ne réagisse ; en 2007, il y a quatre ans à peine, l'état-major avait mis son veto à la candidature d'Erdogan à la présidence de la République.



de la région, confrontées à la pression de l'impatience populaire, les performances des entreprises turques font figure de miracle. Musclée par un afflux d'investissements étrangers depuis 2005 et aujourd'hui promue au 16<sup>e</sup> rang des économies mondiales, la Turquie affiche des indicateurs impressionnants : croissance soutenue (8,9 % en 2010), faible dette publique (40 % du PIB), boom des échanges (+ 20 % depuis janvier), stabilité du système bancaire... « Pour la première fois de ma vie, le taux d'inflation est le même qu'en Angleterre », se vantait, ce printemps, le gouverneur de la banque centrale d'un pays naguère ravagé par l'hyperinflation. La consommation explose, tirée par l'essor de la classe moyenne ; l'achat de deux-roues devrait doubler cette année. Toutes les semaines, un nouveau centre

Dopé par les événements au sud, le tourisme est, lui aussi, en plein boom. Et pas seulement sur les plages d'Antalya. En dix ans, Istanbul est passée du 40<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang mondial pour le tourisme de congrès. Les réformes libérales imposées depuis une décennie se sont révélées judicieuses : entre 2005 et 2010, le PIB par habitant a crû de 50 %. A population égale, la Turquie produit deux fois et demie plus que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc réunis.

#### La diplomatie du « zéro problème »

Ce bond en avant, appelé à se prolonger - certains experts prédisent pour les prochaines années le rythme de croissance le plus rapide des grands pays après la Chine et l'Inde -, n'aurait pas été possible sans un retour de la

#### POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET COMMERCE

En haut : le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en Arabie saoudite, lors du Forum sur l'économie à Djedda, en mars dernier. De g. à dr. : le président Abdullah Gül (à dr.) avec le dirigeant des Frères musulmans, au Caire, le 3 mars. Erdogan avec son homologue chinois, en octobre 2010 ; avec son homologue syrien ; avec le président iranien, en décembre 2010.

« Paix à l'intérieur ! Paix à l'extérieur ! » avait intimé Kemal Atatürk, dans les années 1920. L'actuel ministre des Affaires étrangères, le très pieux Ahmet Davutoglu, a trouvé un slogan pour marquer la continuité avec l'héritage du fondateur de la république laïque : c'est la diplomatie du « zéro problème ». Une expression vague qui cache mal un expansionnisme commercial sans limites. A chaque voyage officiel, les hautes autorités de l'Etat emmènent avec elles des avions bourrés de responsables de PME anatoliennes, avant-garde d'un islamo-capitalisme qui a financé l'AKP et tient désormais sa revanche sur le vieil establishment stambouliote, enrichi sur les marchés occidentaux. La semaine dernière, le président Gül se rendait ainsi au Turkménistan pour la quatrième fois en quatre ●●●

●●● ans ; au même moment, un accord de libre circulation entrain en vigueur avec la Géorgie ; et bruissaient des rumeurs d'accord prochain avec Athènes pour mettre fin au vieux différend de la délimitation de la mer Egée.

Cet activisme diplomatique tous azimuts - 12 nouvelles ambassades ont été ouvertes en Afrique depuis 2009, 8 le seront d'ici à 2012 - est payant.

Grâce aux accords de libre-échange conclus par rafales, les produits turcs de consommation courante inondent les marchés régionaux. Les feuilletons télévisés turcs sont désormais doublés en arabe. Les jeunes *pop stars* font un malheur au-delà des frontières - même si leurs fans ne comprennent pas les paroles. Dans le nord de l'Irak, sous contrôle

kurde et longtemps un sanctuaire pour la guérilla du PKK, 1 entreprise étrangère sur 2 est turque. Dans le sud, c'est la compagnie pétrolière turque TPAO qui a décroché l'autorisation d'exploiter le gisement de gaz de Siba. Cette mauvaise manière faite à Téhéran n'empêche pas Ankara d'afficher son ambition : voir tripler le volume du commerce avec l'Iran d'ici à cinq ans. Quitte, pour cela, à flatter le président Ahmadinejad et à ménager le voisin perse sur le dossier nucléaire - au risque d'irriter les Occidentaux. Pas de problème, on vous dit.

Las ! Le « printemps arabe » a contrarié le bazar turc, attaché à la stabilité. Et, une fois encore, le souci de préserver ses intérêts économiques a dicté les choix diplomatiques. Pourquoi Ankara s'oppose-t-il à une zone d'interdiction aérienne au-dessus du désert libyen ? Parce que la Libye est le deuxième marché (après la Russie) du BTP turc : 25 000 natifs d'Asie mineure y travaillent, 15 milliards de dollars

de contrats publics (ou liés au régime) sont en jeu. En Syrie, naguère pays ennemi, Erdogan avait beaucoup investi sur Bachar al-Assad, réglé le contentieux sur l'eau et fait ouvrir la route de Damas aux négociants d'Anatolie. Face à la répression féroce en cours, Ankara est aujourd'hui désemparé, partagé entre la réprobation et la crainte de voir sa frontière méridionale

craquer devant les flots de réfugiés et de Kurdes en armes.

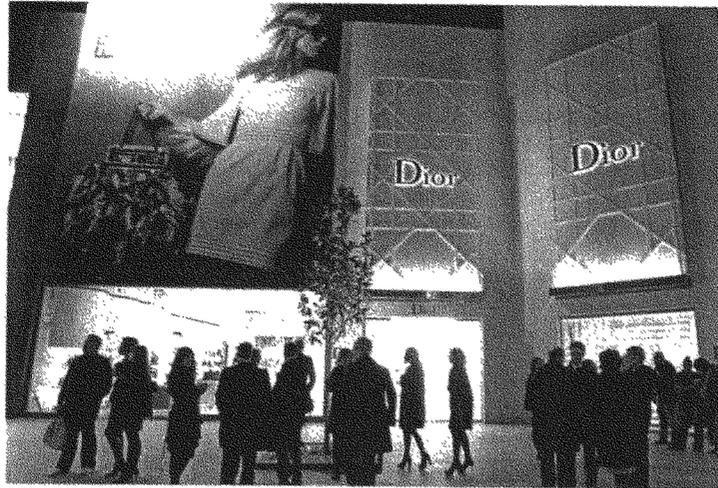
Certains diplomates européens voient dans cette nouvelle politique orientale la confirmation d'un « néo-ottomanisme » qui éloignerait Ankara de l'Occident. Une analyse rejetée par les experts locaux. « La Turquie est devenue un acteur plus autonome et influent du jeu régional, concède Sabiha Senyucel Gundogar, directrice du programme de politique extérieure à la Tesev. Mais elle n'a pas changé d'axe. Elle tend la main à la Grèce et à l'Arménie. Et 69 % des Turcs souhaitent toujours l'adhésion à l'UE. » Cette diplomatie plus indépendante - sur le modèle gaullien, dit-on à Ankara - expliquerait aussi la nouvelle sympathie de l'opinion arabe. A en croire Nuh Yilmaz, analyste à la Seta, c'est le refus turc, en 2003, de s'engager dans la guerre américano-britannique en Irak et la violente algarade publique, à Davos, en 2009, entre Erdogan et le président israélien Shimon Peres à propos de Gaza qui auraient servi

de déclic. « Les Arabes ont alors pris conscience que démocratie n'était pas synonyme d'alignement sur l'Amérique », explique-t-il.

### Neuf décennies de laïcité, soixante ans de multipartisme

Le modèle turc serait-il dès lors exportable ? Les gouvernements AKP se sont coulés dans l'héritage laïc qu'ils revendiquent aussi bien que l'opposition kémaliste. « Les élus AKP ne réclament pas l'établissement de la charia et encore moins un Etat islamique, explique Alper Dede, qui enseigne à l'université Zirve. Ils préfèrent islamiser l'environnement par un travail sur le terrain dans les associations, les entreprises, les écoles, et pour cela poussent à un desserrement du carcan étatique. » « Les débats actuels ne remettent pas en cause le principe de la laïcité mais ses contours - faut-il autoriser le voile sur les campus ? dans l'administration ?, explique Sinan Ulgen, président du think tank Edam. Nous nous posons les mêmes questions que la France d'aujourd'hui confrontée à l'islam... » A l'épreuve du pouvoir, les « musulmans démocrates », comme ils se qualifient, à l'exemple de la démocratie chrétienne allemande, ont, il est vrai, fait preuve d'un réel pragmatisme. Sachant même reculer, à l'occasion, lorsque la société civile se mobilise.

La société turque a connu neuf décennies de laïcité et soixante ans de multipartisme ; le foisonnement des médias a imposé le goût du pluralisme ; la marche inachevée vers la démocratie européenne a été progressive car encadrée par l'armée (qui met fin à l'anarchie, en 1980, par un putsch) ; la libéralisation de l'économie, enfin, a permis l'émergence d'une nouvelle classe moyenne. Tels les mezzos, qui doivent être servis sur la table en même temps, c'est la juxtaposition de tous ces éléments qui nourrit l'expérience turque. Qu'il en manque seulement un, et c'est toute la fête qui est gâchée. ● J.-M. D.



### ENRICHISSEMENT

Chaque week-end, 15 millions de Turcs arpentent les galeries commerciales, dont certaines sont très luxueuses (ici, à Istanbul).



# Cessons de diaboliser le nucléaire iranien

## Faisons confiance aux inspecteurs de l'AIEA

**N**ous avons été ambassadeurs de différents pays européens en Iran. Nous avons suivi de près la montée de la crise entre ce pays et la communauté internationale sur la question nucléaire. Le long enlèvement de ce dossier nous est inacceptable. Le monde arabe et le Moyen-Orient entrent dans une nouvelle époque. Aucun pays n'y est à l'abri du changement. La République islamique d'Iran subit la désaffection de la meilleure part de sa population. Partout, de nouvelles perspectives se dessinent. Les périodes d'incertitude sont propices aux remises en question. Le moment est venu de le faire sur la question nucléaire iranienne.

En droit international, la position de l'Europe et des Etats-Unis est moins solide qu'il n'y paraît. Elle s'incarne, pour l'essentiel, en une série de résolutions votées au Conseil de sécurité qui font référence au chapitre VII de la Charte des Nations unies, autorisant la mise en œuvre de mesures coercitives en cas de « menaces contre la paix ».

Mais où est la menace ? Serait-ce l'enrichissement d'uranium dans les centrifugeuses iraniennes ? Il s'agit certes d'une activité nucléaire sensible, menée par un pays sensible, dans une région elle-même très sensible. La préoccupation exprimée par la communauté internationale est légitime et l'Iran a un devoir à la fois moral et politique d'y répondre. Mais rien dans le droit international, rien dans le traité de non-prolifération (TNP) n'interdit en son principe une telle activité. D'autres pays que l'Iran, signataires ou non du TNP, s'y adonnent sans être accusés de menacer la paix.

Et cette activité est soumise en Iran aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Certes, ces inspections sont bridées par un accord de garanties obsolète, datant des années 1970. Mais il est vrai aussi que l'AIEA n'a jamais relevé en Iran de détournement de matières nucléaires à des fins militaires.

La « menace contre la paix » serait-elle dans l'avancement d'un programme clandestin de construction d'une arme nucléaire ? Depuis au moins trois ans, la communauté américaine du renseignement ne retient plus cette hypothèse. Son directeur, James Clapper, témoignait en février au Congrès : « Nous continuons à penser que l'Iran garde ouverte l'option du développement d'armes nucléaires... Toutefois, nous ne savons pas si l'Iran décidera

### Collectif

**Richard Dalton** (Royaume-Uni); **Steen Hohwü-Christensen** (Suède); **Paul von Maltzahn** (Allemagne); **Guillaume Metten** (Belgique); **François Nicoulaud** (France); **Roberto Toscano** (Italie), anciens ambassadeurs en Iran

*finalement de construire des armes nucléaires... Nous continuons de juger que le processus de décision de l'Iran en matière nucléaire est guidé par une approche en termes de coûts et d'avantages, ce qui offre à la communauté internationale des occasions d'influencer l'Iran. »*

Aujourd'hui, une majorité d'experts, y compris en Israël, semble plutôt estimer que l'Iran cherche à se poser en « pays du seuil », techniquement capable de produire une bombe, mais se retenant de le faire. On peut à bon droit le regretter mais rien dans le TNP, rien dans le droit international, n'interdit une telle ambition. D'autres pays que l'Iran, engagés comme lui à ne jamais se doter de l'ar-

### « L'AIEA n'a jamais relevé en Iran de détournement de matières nucléaires à des fins militaires »

me nucléaire, ont déjà atteint un tel seuil, ou sont en passe d'y parvenir. Ils ne sont pas inquiétés.

Mais, nous dit-on, c'est la mauvaise volonté de l'Iran, son refus de sérieusement négocier, qui ont obligé nos pays à le traîner en 2006 au Conseil de sécurité. Là encore, les choses sont moins claires. Rappelons qu'en 2005 Téhéran était prêt à discuter d'un plafond au nombre de ses centrifugeuses et à maintenir le taux de son enrichissement très au-dessous des hauts pourcentages d'intérêt militaire. Il se montrait disposé à mettre en œuvre le protocole additionnel de l'AIEA, autorisant des inspections intrusives sur l'ensemble de son territoire, même sur des sites non déclarés.

Mais à l'époque, les Européens et les Américains voulaient contraindre l'Iran à renoncer à son programme d'enrichisse-

ment. Et au moins dans l'esprit des Iraniens, le même objectif plane toujours derrière l'insistance du Conseil de sécurité à obtenir la suspension de toutes leurs activités d'enrichissement. Avant d'accuser ce pays de bloquer la négociation, il est temps d'admettre que l'objectif « zéro centrifugeuse opérant en Iran », a tout d'une prétention irréaliste, et a conduit à l'impasse actuelle.

Reste un dilemme assurément présent dans la tête de beaucoup de nos dirigeants. Pourquoi offrir au régime iranien une ouverture qui pourrait l'aider à restaurer sa légitimité interne et internationale ? Ne vaut-il mieux pas attendre que lui succède un régime plus présentable ? C'est une vraie question. Mais c'est peut-être exagérer l'effet de cette négociation nucléaire sur des évolutions intérieures bien plus profondes. Ronald Reagan qualifiait l'URSS d'« empire du mal ». Il a néanmoins intensément négocié avec le président Mikhaïl Gorbatchev en matière de désarmement nucléaire. Doit-on lui reprocher d'avoir retardé le cours de l'Histoire ?

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne doivent certainement maintenir la pression sur les questions de droits politiques et de droits de l'homme, mais aussi s'obliger à régler une question entêtante et urgente de prolifération. Nous réduirions ainsi une source importante de tension dans une région qui aspire plus que jamais à la tranquillité.

L'échec de la rencontre de janvier à Istanbul et le décevant échange de lettres entre les deux parties qui a suivi mettent en relief les difficultés de sortie d'un aussi long blocage. Sur la méthode, plus la négociation sera discrète et technique, plus elle aura de chances d'aboutir. Sur le fond, l'on sait déjà que toute solution se construira sur la qualité du dispositif d'inspection de l'AIEA.

Et là, où nous avons confiance dans la capacité de l'AIEA à surveiller tous ses Etats membres, Iran compris. Ou nous ne lui faisons pas confiance, et l'on se demande pourquoi conserver une organisation efficace avec les seuls pays vertueux. De fait, la première étape serait sans doute pour les deux parties de demander ensemble à l'AIEA ce qui lui paraîtrait nécessaire pour contrôler pleinement le programme nucléaire iranien et garantir de façon crédible qu'il est bien pacifique dans toutes ses dimensions. Sur la base de sa réponse, une négociation pragmatique pourrait s'engager. ■

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN TURQUIE

A Diyarbakir, l'AKP déçoit les Kurdes mais  
reste incontournable

► Chez les Kurdes, le parti islamo-conservateur du premier ministre Recep Tayyip Erdogan dispose d'une base importante mais est en concurrence avec un parti pro kurde.

► Sur le terrain, des affrontements ont eu lieu avec la guérilla du PKK.

## DIYARBAKIR

De notre envoyée spéciale

La jeep gris métallisé de Nihat file sur l'autoroute menant de Batman à Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Bien installé dans sa voiture climatisée alors qu'un soleil de plomb plonge la région dans une torpeur estivale, ce fonctionnaire d'origine kurde tire un bilan des huit dernières années passées sous le gouvernement de l'AKP (parti de la justice et du développement, islamo-conservateur). « Regardez cette route ! Une deux fois deux voies flam-

bant neuve ! C'est grâce à l'AKP ! ».

Ce père de quatre enfants poursuit sur sa lancée. « Recep Tayyip Erdogan a aussi brisé le tabou kurde en levant les interdits sur notre langue. Il a même créé une télévision publique en kurde. Ce sont des avancées indéniables ». Malgré cette série de bons points, ce supporter du premier ministre reste indécis quant au bulletin qu'il glissera dans l'urne dimanche 12 juin à l'occasion des élections législatives. « Je suis déçu sur un point. Erdogan n'a pas assez œuvré à la résolution de la question kurde. Il a même déclaré qu'il n'y avait plus de question kurde. C'est faux. Et je n'apprécie pas le style autoritaire qu'il emploie depuis quelques mois. »

Alors que tous les sondages annoncent une nouvelle victoire de l'AKP, dimanche au niveau national, l'issue de ce scrutin s'annonce plus incertaine dans la partie kurde du pays. Certes, depuis 2002, Recep Tayyip Erdogan y dispose d'une base

très solide comme l'ont encore prouvé les dizaines de milliers de personnes venues assister mercredi 1<sup>er</sup> juin à son meeting électoral à Diyarbakir. Ses supporters ont notamment été revigorés par ses nombreuses références à l'islam.

**Des membres du parti pro-kurde ont annoncé vouloir imposer l'autonomie de la région si leurs demandes ne sont pas prises en compte.**

Mais rien, en revanche, n'a été annoncé sur la question kurde. « Il n'a rien dit », reconnaît déçue Yasemin Yanbak, une comptable qui avait pris sa journée pour assister au meeting. « J'espère qu'il fera des annonces après les élections. » Attendre le scrutin et surtout le grand débat sur la rédaction d'une nouvelle constitution, c'est aussi ce que conseille le ministre de l'économie, Ali Babacan : « Nous avons des projets mais nous devons être très prudents quant au timing pour les annoncer. »

Attendre, il n'en n'est pas question en revanche pour le parti pro-kurde. Principal concurrent de l'AKP dans le sud-est, le BDP (parti pour la paix et la démocratie), espère doubler le nombre de ses députés et influencer sur le futur débat constitutionnel. Certains de ses membres ont aussi annoncé vouloir imposer l'autonomie de la région si leurs demandes ne sont pas prises en compte.

Cette formation milite aussi pour l'accession à des droits collectifs, tels que l'enseignement dans la langue maternelle pour les 12 millions de Kurdes du pays. « Ces demandes sont malheureusement qualifiées d'actes de trahison par le premier ministre », constate la députée Sebahat Tuncel. « M. Erdogan est parti en croisade contre nous, il nous qualifie de terroristes et poursuit les opérations militaires. C'est très dangereux pour l'avenir du pays. »

À quelques jours du scrutin, les affrontements verbaux entre le parti au pouvoir et le BDP sont quasi

## REPÈRES

## LES KURDES DE TURQUIE

● Les Kurdes représentent une population de 12 à 15 millions de personnes, sur 73 millions d'habitants de la Turquie. Leur fief est la ville de Diyarbakir, situé dans le sud-est. Les Kurdes sont victimes d'une violente répression du pouvoir central, avec lequel ils se battent depuis 26 ans. Le conflit qui a causé la mort de 45 000 personnes. Ils sont nombreux à soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, en prison depuis 1999. Les autorités qualifient le PKK de parti « terroriste ».

D'anciens militaires  
putschistes devant les juges

Après le général Kenan Evren, le général Tahsin Sahinkaya, répondait hier aux questions d'un procureur à Istanbul. Âgés de 94 et 86 ans, ils sont les seuls responsables encore en vie du coup d'état militaire du 12 septembre 1980. Dans les mois qui avaient suivi, des dizaines de milliers de personnes avaient été emprisonnées, 100 000 jugées par des cours martiales et 50 condamnées à mort. Un changement constitutionnel, intervenu en septembre 2010, a permis à des milliers de personnes de porter plainte contre les membres de la junte. Ces deux généraux pourraient toutefois échapper à un procès car la question de la prescription des faits n'est toujours pas réglée.

quotidiens et sur le terrain, la tension est prégnante. En mai, la mort d'une vingtaine de membres du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) a donné lieu à de larges manifestations comme à Hakkari où plusieurs milliers de personnes ont défié l'armée pour récupérer, côté irakien, les corps de membres de la guérilla. Par ailleurs,

les arrestations de sympathisants kurdes se poursuivent alors que 152 personnes, dont 6 maires et de nombreux cadres du BDP, sont actuellement poursuivies pour leurs liens supposés avec le PKK. « *Ce procès politique est un fiasco qui radicalise la jeunesse kurde* », regrette Vahap Coskun, membre du groupe d'experts Disa, basé à Diyarbakir.

De retour chez lui après une journée de travail, Nihat critique lui aussi la chape de plomb qui s'est installée sur la région mais regrette « *le manque d'alternative politique* ». « *Dans tous les cas, il faudra composer avec l'AKP. C'est lui qui tient notre destin en main* ».

DELPHINE NERBOLIER

la Croix  
8 juin 2011

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN TURQUIE

# L'AKP peut-elle ébranler le modèle laïc turc ?

- ▶ En Turquie, démocratie et islam sont compatibles.
- ▶ L'AKP veut une plus grande flexibilité dans l'application du principe de la laïcité.

### ISTANBUL

De notre envoyée spéciale

Un sondage effectué en Turquie l'an dernier par l'Institut Iksara, révélait que, parmi les électeurs âgés de 18 à 25 ans, à qui l'on demandait de se définir idéologiquement, plus d'un tiers de ceux qui soutiennent le premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son Parti de la justice et du développement (islamiste modéré), citait l'idéologie kémaliste laïque, sur laquelle est fondée la République turque.

Celle-ci serait-elle en danger du fait de l'AKP au pouvoir ? La question est récurrente. Selon Sinan Ülgen, chercheur au centre de réflexion Carnegie Europe, « *le parti au pouvoir veut apporter une nouvelle interprétation de la laïcité, afin de permettre une plus grande flexibilité à ce principe et, par exemple, permettre aux fonctionnaires femmes de porter le voile dans le cadre de leur travail, comme aux jeunes filles de moins de 18 ans* ».

Aujourd'hui, la laïcité est interprétée par la Cour constitutionnelle au cas par cas. « *Au début de l'année universitaire, le YÖK (Conseil de l'enseignement supérieur) a demandé au personnel enseignant de ne plus exclure, de ses cours, les étudiantes portant le foulard ; une initiative qui a rouvert une polémique latente, les milieux laïques faisant observer que le voile est toujours officiellement interdit sur les campus*

*du fait d'une jurisprudence de la Cour constitutionnelle, confirmée en 2008* » explique Sinan Ülgen.

L'acteur fondamental de la laïcité turque, est le Diyanet (Direction des affaires religieuses). C'est lui qui est en charge de la gestion d'un véritable islam d'État. Il contrôle notamment la formation, la nomination et les sermons des imams (fonctionnaires payés par l'État), fixe les fêtes religieuses et gère les mosquées. Directement rattachée au premier ministre, cette institution se voit allouer le septième budget de l'État et organise également l'islam turc à l'étranger.

Pourtant, le président du Diyanet s'est toujours refusé à jouer un rôle spirituel qui impliquerait notamment qu'il lance en permanence des fatwas à tonalité morale, sociale voire politique, comme peut le faire le cheikh d'Al-Azhar, en Égypte. Il s'est toujours plus considéré comme un haut fonctionnaire gérant de la religion majoritaire que comme un chef religieux à proprement parler.

À l'heure où les pays arabes sont aux prises avec leur révolution, la Turquie peut-elle se vanter d'un système unique où démocratie et islam sont compatibles ? « *Cela fonctionne, même si il y a des défauts conjoncturels comme la liberté de la presse et les questions des droits de l'homme* » affirme Sinan Ülgen.

**Aujourd'hui, la laïcité est interprétée par la Cour constitutionnelle au cas par cas.**

« *Ce qui n'ôte pas la valeur du modèle turc. Mais ce qui ne veut pas dire non plus que le modèle est répliquable dans les pays arabes. Une partie de ce modèle vient des réformes faites par Atatürk, qui a imposé la laïcité, en même temps que la volonté de s'intégrer à l'ouest et à l'Europe* » ajoute-t-il.

« *Lexemple de la Turquie montre qu'on peut être conservateur musulman comme on peut être conservateur chrétien* », renchérit Ahmet Insel, professeur à l'Université de Galatasaray qui compare volontiers l'AKP au parti républicain américain. « *Ils ont des ressemblances : conservatisme, politique économique libérale et populisme* ». Faut-il s'inquiéter d'un « *agenda caché* » de l'AKP qui voudrait transformer la Turquie en République islamique comme le proclame l'opposition turque ? « *On ne peut pas cacher un agenda après neuf ans de pouvoir. Si c'était un agenda caché, il faudrait bien qu'il sorte un jour* », souligne-t-il.

Plus personne ne nie la montée du conservatisme en Turquie comme partout en Europe. Mais, si davantage de femmes portent le foulard, l'AKP se refuse toujours à présenter des candidates voilées aux législatives du 12 juin. « *Les conservateurs se modernisent. Les jeunes filles qui ne sortaient pas de chez elles vont à l'université, même si c'est avec un foulard. Nous vivons une période de normalisation. Si 70 % des Turcs se disent pratiquants, on ne peut pas prétendre que la société turque est uniquement laïque. La question, s'interroge Ahmet Insel, est de savoir si l'islam, devenant plus visible, pourra devenir plus séculier.* »

AGNÈS ROTIVEL

# Syrian Army fires on villagers in deadly sweep

KARBELAZ, TURKEY

22 are reported killed as protesters take to the streets countrywide

BY SEBNEM ARSU AND LIAM STACK

Syrian military forces stormed through villages in the northwest on Friday, burning fields and opening fire on residents in a deadly sweep toward Jisr al-Shoughour, where days of unrest have sent more than 1,000 civilians fleeing to Turkey, residents and activists reported.

The Syrian state news agency, SANA, said troops near Jisr al-Shoughour were arresting members of "organized armed groups" as they advanced. The government has used that phrase in the past to validate its attacks on anti-government demonstrators.

By early evening, activists said thousands of troops backed by tanks were ringing the town, where the government faces one of its stiffest challenges in the widespread unrest, with reports of recent defections in the military there and civilians taking up arms against government troops after months of mainly peaceful protests.

By encircling Jisr al-Shoughour, Syria appears to be following the repressive tactics it has repeatedly deployed during the unrest challenging the government of President Bashar al-Assad.

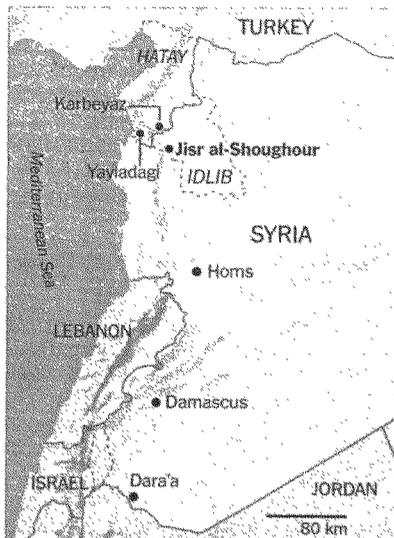
But previous efforts to pacify cities by cutting them off and eventually sending in tanks have appeared to falter. On Friday, protesters in Homs and Dara'a — which had been besieged by troops in recent weeks — returned to the streets after noon Friday Prayer.

Activists reported demonstrations in Talkalakh, Aleppo, and in the suburbs of Damascus, the capital.

At least 22 people were killed in clashes across the country on Friday, according to the Local Coordinating Committees in Syria, an activist coalition, with more than half in the northwestern towns around Jisr al-Shoughour.

People who fled Jisr al-Shoughour said it was mostly deserted, and government officials and activists agree that most of those remaining are armed. It was unclear if some of the troops who might have defected remained in the town along with armed residents.

The activist coalition said the army had begun shelling two towns, Maarrat an Numan and Jarjanaz, about 40 kilometers, or 25 miles, from Jisr al-Shoughour. It also said there was heavy gunfire in Al Sarmaneyah, a village eight kilometers from Jisr al-Shoughour, as residents burned tires in the street to slow the advance of Syrian troops.



"The army is invading the villages and burning the surrounding farms and killing people randomly," said Hozan, a spokesman for the group who declined to give his full name for fear of government retribution.

A 60-year-old Syrian man at the refugee camp in Yayladagi on the Turkish side of the border said other refugees in the camp had spoken by telephone with relatives in the villages who gave similar reports.

"They are talking about the army moving with all kinds of armed vehicles and shooting randomly" with tanks and heavy weapons, he said. "The army passed through Al Sarmaneyah, and troops are shooting everyone who comes along their way. It is terrible there."

Jisr al-Shoughour has taken on critical importance for the Syrian government and its opponents because the mass defections, if true, would be the first.

Although there have been reports of scattered desertions, activists said more than 100 soldiers there had switched sides. The government has been counting on the loyalty of its troops to quell the unrest.

For days, activists have been saying soldiers in Jisr al-Shoughour had joined the opposition after refusing to fire on civilian demonstrators. The government has steadfastly denied the reports.

Reports from the town, which remained without electricity, water and Internet access, became increasingly difficult to confirm, and even many mobile phones seemed not to be working. Rami Abdelrahman, a Syrian activist based in Britain, said that by late Friday morning, all of his contacts there and in the surrounding area were cut off.

In Qaboun, a suburb of Damascus, se-

curity forces closed the main mosque Friday, apparently in an attempt to head off protests there. The measure angered local residents, many of whom prayed nearby before returning to the main mosque to protest, and Syrian state television reported clashes between security forces and protesters.

One of the protesters, Hassan, 22, said hundreds of soldiers and security officers faced off against more than 1,000 protesters in Qaboun before opening fire. "They shot us and three or four were killed and 30 wounded," he said, adding "they want to finish us off, but they won't be able to."

In Homs, a resident reached by telephone said, "There's been a curfew since 7 p.m.; the army was going around with their speakers asking residents to stay home." Asking to be identified only as Mohammed, he said, "Gunfire started from 9 a.m. and has gone on until now. Tanks are everywhere inside the neighborhoods and military forces are using cars and Mitsubishi pickups. They put machine guns in the cars' trunks and are shooting everywhere."

It was impossible to independently confirm the reports, because Syria has kept most foreign reporters out of the country.

There was also a heavy security presence in the provincial capital, Idlib City, which was also surrounded by checkpoints.

Reports suggested that more than 1,100 people have been killed, and "10,000 or more" detained since the unrest began, Navi Pillay, the United Nations' high commissioner for human rights, said Thursday.

Speaking to reporters Friday, at the Yayladagi refugee camp, the Turkish justice minister, Sadullah Ergin, repeated a call for Syria to stop the violence against civilians. Asked if Turkey would participate in any international military intervention in Syria, Mr. Ergin said, "We don't even want to consider that possibility."

*Liam Stack reported from Cairo. Hwaida Saad in Beirut, Katherine Zoepf and J. David Goodman in New York and an employee in Damascus contributed reporting.*

# Kurds make big gains in Turkish election

By SUZAN FRASER  
Associated Press

**ANKARA, Turkey** — Pro-Kurdish candidates nearly doubled their seats in Turkey's national elections, making sure the autonomy-seeking minority's demands for greater rights get heard loud and clear in the months to come.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's ruling party was the big winner in the weekend ballot, taking 50 percent of the vote to give it an impressive mandate in its third straight term in power.

But the other story of the election was the strong gains made by Kurdish rights candidates, who needed to run as independents to get around rules requiring a party to get at least 10 percent of the vote to get into Parliament.

A total of 36 candidates backed by the pro-Kurdish Peace and Democracy Party won seats, a gain of 16 from the previous election.

Among them was Leyla Zana, a former lawmaker who spent 10 years in prison on

charges of links to Kurdish rebels that she always denied. In 1991, Zana also caused an uproar for speaking Kurdish while taking the oath of office, in defiance of rules against use of the language in official settings.

Kurdish rebels, deemed terrorists by the government, have been fighting a decades-long battle for independence in Turkey's northeast. More moderate Kurds say their main goals are to win basic rights like teaching their language in schools.

On Monday, Western poll observers said the elections were well-managed and demonstrated pluralism but that the country needed to expand media freedoms and free expression to strengthen democracy.

In particular, the delegation from the Vienna-based Organization for Security and Cooperation and the Strasbourg, France-based Council of Europe criticized the 10 percent threshold, saying it prevented Parliament from being truly representa-

tive.

Independent candidates running for the pro-Kurdish Peace and Democracy Party attracted around 60 percent of the votes in at least three mainly Kurdish provinces in the southeast and won large protest votes in some Turkish cities, such as Istanbul.

Erdogan, who has promised to replace the constitution written in 1982 under the military, said in a victory speech late Sunday that he would work with other political parties and NGOs for more laws to boost democracy and freedoms.

Kurds, who make up around 20 percent of the population of 74 million, are making more forceful demands for autonomy and the right to education in the Kurdish language. They also want the 10 percent electoral barrier lowered.

Imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, whose Kurdistan Workers' Party has led a 27-year-old insurgency, has threatened more attacks unless Erdogan's

government negotiates an end to the conflict that has killed tens of thousands of people.

"The second victors of the election were (the Kurdish party)," said Huseyin Celik, a senior ruling party official.

"But they should not regard themselves as the sole representatives of the Kurds," he said Monday, referring to a strong showing by the ruling party in some Kurdish areas.

Two candidates in prison on charges of being part of an alleged hardline secularist plot to bring down Erdogan's government were also elected.

Journalist Mustafa Balbay and Mehmet Haberal, a surgeon and founder of a university, were running on the ticket of the opposition Republican People's Party. There is debate about whether the two would be entitled to parliamentary immunity that would free them from jail.

The opposition party has criticized the trial of hundreds of alleged coup plotters as a government attempt to muzzle dissent, an allegation that the government denies.

## Meeting Between Opposition and Ruling Parties Ended Successfully

RUDAW

**ERBIL, Iraqi Kurdistan**--The five-party meeting ended successfully today between the opposition and authorities in Erbil. The authorities will respond to the opposition's proposal by Wednesday before holding a second meeting.

Today's meeting was held between the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the Gorran Movement, The Islamic Union and the Islamic Group to discuss the disputes that emerged as a result of popular demonstrations in Kurdistan in February and March.

The ruling parties and the opposition

praised the meeting as a positive attempt.

Abubakir Ali, spoke for the opposition in a press conference and said that the meeting had a good start.

"We presented our project to the authorities--a new road map to solving the problems," said Ali. "By Wednesday both the PUK and the KDP will make up their minds about it and we will discuss it in a second meeting."

Ali said that the point about dissolving or keeping the current government will be the opposition's last point of discussion.

In the same press conference, Saadi Ahmed Pira spoke for the two ruling parties and said, "The opposition has presented a new project that is different from



their earlier 22-point project and parliament's 17 points. We will deliberate on their project until Wednesday."

In response to a question about the participation of the leaders of the parties, Pira said that for now only members of the politburos meet and if arises a point of major disagreement the president of the Kurdistan region will oversee the talks."

The next round of talks is due to take place in the building of Kurdistan's parliament on June 8.

# Un journaliste a pu pénétrer dans le pays fin mai avant d'être expulsé par les autorités. Il livre au « Monde » son récit de la répression

## Deraa, ville martyre de Syrie

**C**hristian Clanet est journaliste. Entré en Syrie avec un visa de touriste (les médias étrangers sont interdits d'accès), il est arrivé, le 25 mai, à Deraa, une ville du sud-ouest du pays qui s'est soulevée à la mi-mars contre le régime de Bachar-Al-Assad avant d'être réprimée. Il y a été arrêté par deux fois brièvement, puis sommé de quitter le pays vendredi 27 mai au matin.

« Al-Balad, le quartier de la vieille ville de Deraa, dans le Sud syrien, s'est transformé en ghetto de la mort annoncée. Depuis la fin du mois de mars, il est bouclé par l'armée et ses chars. Les militaires, postés sur les toits et les balcons, abattent ceux qui tentent d'y entrer ou d'en sortir. Deraa est la mère de la contestation en Syrie, Al-Balad en est l'embryon. C'est dans ce quartier pauvre que le « printemps syrien » a germé le 16 mars. L'indignation et la colère ont soulevé ses habi-

**« Du lait ! De l'eau ! », dit la clameur, qu'essaient de couvrir des rafales d'armes automatiques tirées en l'air**

tants, après que la police militaire eut torturé une quinzaine d'adolescents surpris à taguer des slogans imitant ceux de la révolution égyptienne : « Le peuple veut la chute du régime ».

Al-Balad s'est alors enflammé et le reste de la ville a suivi. En quelques semaines, la révolte s'est étendue vers le nord, dans les villes de Lattaquié, Baniyas, Homs, Hama... et jusqu'aux faubourgs de Damas. Pour mater une révolte qui s'amplifie, le régime du président Bachar Al-Assad a voulu montrer à la nation le sort réservé à ceux qui lui résistent. Pour faire un exemple, le quartier d'Al-Balad subit une terrible répression. L'électricité, l'eau et les lignes

téléphoniques sont coupées. Sans ravitaillement possible, les stocks de lait et les aliments de première nécessité sont épuisés. La famine menace les 15 000 habitants qui y sont enfermés. Chaque jour, à l'heure de la prière du soir, des milliers de voix s'élèvent au-dessus du quartier, à destination du reste de la ville. « Du lait ! De l'eau ! », dit la clameur, qu'essaient vainement de couvrir des rafales d'armes automatiques tirées en l'air dans la ville.

En réponse à ces appels, les villageois des alentours ont tenté de briser le siège, le 29 avril, en se présentant aux portes de Deraa avec des bidons d'eau et des rameaux d'olivier pour les soldats. Selon Human Rights Watch, il y a eu ce jour-là plus de 200 morts. En regardant vers Al-Balad, les habitants des autres quartiers s'inquiètent pour leurs voisins « séquestrés » et redoutent une catastrophe sanitaire imminente. Il n'y a pas d'hôpital à Al-Balad. Les étagères des pharmacies se vident.

« Je n'ai pas vu ma famille depuis deux mois, se désespère Ali, un jeune homme de 19 ans. Elle est

enfermée dans Al-Balad. Je sais que ma mère n'arrive plus à nourrir mes deux frères et mes trois sœurs. J'aimerais leur venir en aide, mais je serai tué si je m'approche. » D'autres témoignages le confirment, comme celui d'Hassan : son

ami, avec qui il a grandi dans le quartier, a été abattu, le 18 mai, alors qu'il tentait de ravitailler sa famille.

Ali a été blessé au cou par une balle qui avait ricoché sur un mur, tirée par un sniper embusqué. « Bachar prétend que des mercenaires islamistes à la solde de l'Arabie saoudite et de l'Occident veulent s'emparer de la Syrie, dit-il en serrant les poings. Ce n'est pas vrai ! Ce ne sont pas les islamistes qui sont dans les rues, mais nous ! Nous, les Syriens de Deraa ! »

Tout Deraa vit en état de siège depuis début avril. Une ceinture de fusils-mitrailleurs, de batteries antiaériennes et de blindés l'entoure comme une forteresse, canons pointés vers l'intérieur. Les blindés ont investi les avenues. Les soldats quadrillent les rues plus étroites du centre et se postent par grou-

pe de trois à chaque embranchement. Le couvre-feu est en vigueur de 19 heures à 7 heures.

Al-Balad est situé à quinze minutes du marché aux légumes du centre-ville de Deraa. Les rues sont barrées par des murets de sacs de sable, derrière lesquels sont positionnés des soldats équipés d'une batterie d'armes lourdes. Sur les balcons surplombant le quartier sont postés d'autres soldats armés. Il est encore possible de marcher sur les trottoirs opposés aux murets de sacs de sable, mais pas sur la chaussée, réservée aux véhicules officiels. Au-delà de cette ligne de démarcation, c'est le silence.

Hussein, 20 ans, a été arrêté par la police militaire et détenu un mois dans les sous-sols de leur quartier général. L'interrogatoire, dit-il, aurait pu être « pire ». « Mon frère de 17 ans a été enlevé pendant la manifestation du 22 avril, raconte-t-il. J'ignore s'il est vivant ou s'il est mort. » Hussein explique que le stade et les écoles de la ville ont été transformés en centres de détention et que la majorité des familles de Deraa ont un des leurs empri-



Une vidéo, postée sur YouTube le 4 juin, veut montrer, selon la légende rédigée en arabe, « le massacre perpétré par les forces de sécurité ou l'armée syrienne près de la mosquée Al-Kark à Deraa et le dépôt par leurs soins d'armes et de munitions près des corps des victimes pour faire croire à une bande armée ».

sonné, mort ou disparu. Il affirme que 4 000 à 5 000 habitants sont retenus enfermés à l'intérieur du stade, situé au nord de Deraa.

En pointant du doigt les rebords noircis des fenêtres d'une maison cossue inhabitée, Hussein affirme que « c'est là qu'étaient postées deux batteries anti-aériennes », le jour de la manifestation au cours de laquelle son frère a disparu. « Nous étions au moins 15 000 manifestants, raconte-t-il.

« A Deraa, huit soldats du contingent ont été exécutés devant leurs compagnons d'armes parce qu'ils avaient refusé de tirer sur la foule. Les officiers,

eux, portent des gilets pare-balles pour se protéger des appelés »

Ahmed

Des hommes jeunes surtout. Mais aussi des parents avec leurs enfants. Les soldats se sont mis à tirer. » Il décrit des corps déchiquetés sur le bitume et le bruit des canons : « Le carrefour était couvert de sang. Je me suis réfugié sous un porche, j'entendais les blessés qui hurlaient. » De l'autre côté de la rue, des tireurs étaient en planque dans l'édifice d'un bâtiment en construction. « Il était impossible de secourir les blessés », se désole-t-il. Hussein assure qu'il a compté ce jour-là 40 corps, tombés sous la mitraille. Malgré cela, « jamais je ne renoncerais, je préfère mourir », souffle-t-il.

A Deraa, d'autres témoins parlent d'arrestations arbitraires, de

rafles, de torture et d'exécutions. Ils disent que, pour semer la terreur, les corps sont rendus, mutilés, aux familles. Pour expliquer le sort réservé à certains cadavres, un chauffeur de taxi a mimé de la main le signe du pénis tranché. L'humiliation, jusque dans la mort. Plusieurs médecins auraient été exécutés pour avoir prodigué des soins à des mutins.

Fiché comme « rebelle », Ahmed, 29 ans, est surveillé par les milices du régime qui le suspectent d'être l'un des leaders de la rébellion. D'un ton à la fois vivace et posé, il évalue les chances de succès du mouvement. « La Syrie pourrait être libérée de la dictature de Bachar Al-Assad si seulement nous pouvions mieux communiquer et nous organiser, analyse-t-il. En Syrie, les rebelles sont majoritaires. Si la rébellion éclate simultanément à travers l'ensemble du pays,

les effectifs de l'armée seront insuffisants pour tenir toutes les villes. D'autant que l'armée se fragilise. A Deraa, huit soldats du contingent ont été exécutés devant leurs compagnons d'armes parce qu'ils avaient refusé de tirer sur la foule. La colère s'insinue dans les rangs. Les officiers portent des gilets pare-balles pour se protéger des appelés. Nous ne pouvons pas neutraliser les blindés et les armes lourdes. Mais nous pouvons essayer de les faire se disperser dans tout le pays. »

La nuit est tombée sur Deraa. Brisant le silence, un chœur de voix s'élève en provenance du sud-ouest de la ville, presque aussitôt recouvert du bruit des rafales de mitraillettes. « Du lait, de l'eau ! », « Allahou Akbar », scandent les habitants d'Al-Balad, qui disent ainsi au reste de la ville qu'ils ont encore la force de vivre. »

Christian Clanet

la Croix

mardi 14 juin 2011

# En Turquie, Erdogan échappe à l'usure du pouvoir

► L'AKP, le parti de Recep Erdogan, a remporté les élections législatives pour la troisième fois consécutive.

► Le premier ministre turc va cependant devoir négocier avec l'opposition pour modifier la Constitution du pays.

ISTANBUL

De notre correspondante

Les médias turcs faisaient preuve d'un consensus peu habituel hier pour qualifier Recep Tayyip Erdogan de « maître des urnes ». En obtenant 49,9 % des suffrages lors des élections législatives, le parti du premier ministre turc, l'AKP, a engrangé sa troisième victoire d'affilée lors de législatives, et même renforcé son score. Pas d'usure du pouvoir, donc, pour cette formation issue de la mouvance islamique qui avait obtenu 34 % des suffrages en 2002 et 46 % en 2007.

« Aujourd'hui, une fois de plus, la Turquie, la démocratie et la nation ont gagné. Je le dis avec une très grande fierté : la Turquie est devenue un modèle de démocratie dans la région. Une nouvelle page s'ouvre devant nous », s'est exclamé Recep Tayyip Erdogan.

Avec 326 députés élus, le parti au pouvoir rate pourtant le coche sur un dossier de taille. Depuis des mois, le premier ministre promet une nouvelle Constitution pour remplacer le texte hérité du coup d'État de 1980. S'il avait réussi à obtenir plus de 330 députés dimanche, ce travail aurait été facilité. Désormais, il va devoir s'assurer le soutien de l'opposition pour mener à bien ce projet. Dimanche soir, devant la foule de ses partisans,

il a promis d'aller « frapper à la porte » des autres partis pour préparer une « Constitution dans laquelle tout le monde se retrouvera ».

L'opposition, justement, sort elle aussi renforcée de ce scrutin. Le Parti républicain du peuple (CHP) progresse de cinq points au niveau national et compte 23 députés de plus au Parlement. « Je félicite le parti AKP, mais il ne doit pas oublier que nous sommes là, plus jeunes, plus forts, plus nombreux », a lancé dimanche soir le nouveau leader du CHP, Kemal Kilicdaroglu.

L'autre grand gagnant de ce scrutin est sans conteste le parti pro-kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie), qui passe de 20 à 36 députés et voit entrer au Parlement des personnalités telles que Leyla Zana, figure charismatique du mouvement qui a passé dix années en prison. C'est dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde, que le premier ministre Erdogan connaît ses plus sévères revers, une partie des électeurs kurdes ayant été déçus par la timidité de la politique d'ouverture mise en place par le gouvernement à leur égard. Quant au parti nationaliste, il se maintient au Parlement avec 13 % des suffrages, mais perd 18 députés.

**Dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde, le premier ministre Erdogan connaît ses plus sévères revers.**

« L'élection de 36 députés indépendants soutenus par le BDP nous montre à tous qu'il faut résoudre de manière prioritaire la question kurde par la voie politique, via le Parlement », analyse Eyüp Can dans les pages du journal *Radikal*. Pour ce commentateur, cela passera par une nouvelle Constitution sur laquelle « un consensus est indispensable ».

Pour y parvenir, Recep Tayyip Erdogan devra avant tout adoucir le ton très dur qu'il a employé durant la campagne électorale à l'encontre de ses adversaires politiques.

DELPHINE NERBOLIER



## Plus d'un millier de manifestants à Paris pour la libération de cinq Kurdes

PARIS — 11 Juin 2011 (AFP)

**PLUS D'UN MILLIER DE KURDES**, 1.600 selon la police, 3.000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Paris pour demander la libération de plusieurs membres de leur communauté interpellés il y a une semaine en Ile-de-France.

Cinq personnes -trois à Arnouville (Val-d'Oise) et deux à Evry (Essonne)-avaient été interpellées le 4 juin lors d'une intervention menée dans le cadre d'une enquête diligentée depuis plusieurs mois par la sous-direction antiterroriste (SDAT) sur instruction du parquet antiterroriste de Paris.

Ces interpellations avaient été suivies d'échauffourées, puis de manifestations qui avaient rassemblé le 5 juin environ 1.500 personnes à Arnouville et 350 à Evry.

Ces cinq personnes d'origine kurde, dont trois cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été mises en examen cette semaine, notamment pour financement du terrorisme, et écrouées. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays.

Rassemblés place de la République samedi à Paris, les manifestants ont commencé à défiler vers 15h00 en direction de la place de la Bastille (11<sup>e</sup> arrondissement), derrière une banderole noire proclamant "Libérez nos amis".

"Il y a une tension assez forte, une colère contre le gouvernement français qui n'arrête pas de criminaliser les Kurdes. On nous colle l'étiquette de terroristes alors que, pour nous, le PKK est un parti de résistance", a expliqué à l'AFP Fidan Dogan, représentante du Centre d'information sur



le Kurdistan.

Brandissant des drapeaux kurdes et des portraits d'Abdullah Öcalan, leader du PKK, les manifestants ont également exhibé des photographies de personnes blessées, disent-ils, lors des interpellations de la semaine dernière.

"C'était violent. Les policiers sont venus avec des flash-balls, des bombes lacrymogènes. Pour nous, c'est un choc", a confié à l'AFP Maxime Tosun, président de la Maison de la culture kurde d'Arnouville.

Le PKK a décrété un cessez-le-feu unilatéral en août 2010. Il a menacé en mars d'y mettre fin, déplorant l'échec du gouvernement à dialoguer avec les Kurdes, alors que doivent avoir lieu dimanche des élections législatives.

cyberpresse.ca

18 juin 2011

## Les rebelles kurdes pourraient mettre fin à la "guerre" contre Ankara

**ANKARA, (AFP)-Les séparatistes kurdes pourraient envisager de mettre fin à leurs attaques contre la Turquie après l'appel en ce sens de leur leader en prison Abdullah Öcalan, a rapporté samedi l'agence de presse Firat (proche des rebelles).**

«La direction de notre mouvement a décidé d'évaluer l'appel de notre leader (...) et de faire connaître sa position la semaine prochaine», annoncent les rebelles kurdes dans



Le PKK a décrété un cessez-le-feu en août 2010 qu'il a prolongé jusqu'aux élections. Ce cessez-le-feu n'a cependant pas été respecté par les rebelles. Photo: AFP

un communiqué diffusé sur le site de l'agence Firat.

Lors d'une rencontre avec ses avocats en prison, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a appelé ses partisans à «ne pas activer la guerre populaire révolutionnaire» à la lumière des résultats des élections législatives du 12 juin.

Après le scrutin, M. Öcalan a envisagé un processus «constitutionnel démocratique», rejetant l'idée de lutte armée.

Le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan est sorti grand vainqueur des législatives avec 50% des suffrages.

Mais ce parti, au pouvoir depuis 2002, est condamné à plus ou moins brève échéance à chercher un règlement au conflit kurde, qui a fait 45 000 morts depuis que le Parti des travailleurs (PKK) a pris les armes contre les forces d'Ankara en 1984 pour la création d'un État kurde indépendant dans le sud-est, peuplé majoritairement de Kurdes.

Cette revendication s'est muée en demande d'autonomie au sein d'un système fédéral, défendue par la principale formation kurde, le Parti de la paix et de la démocratie (BDP), autre gagnant du scrutin.

Le bloc kurde, soutenu par le BDP, a remporté 36 députés contre 20 au Parlement sortant, un score historique.

Le PKK a décrété un cessez-le-feu en août 2010 qu'il a prolongé jusqu'aux élections. Ce cessez-le-feu n'a cependant pas été respecté par les rebelles.

**LE FIGARO**

samedi 11 - dimanche 12 juin 2011

# Les défis turcs

Didier Billion \*

le Parti républicain du peuple, parti de l'establishment kémaliste, tente depuis un an de sortir de la marginalité induite par son ancien secrétaire général. Kemal Kılıçdaroglu, son nouveau leader, y parvient en promouvant une ligne sociale-démocrate et en formulant des propositions positives sur la question kurde. Toutefois le chemin est encore long pour prétendre à l'accession au pouvoir. Le Parti d'action nationaliste (MHP), nationaliste xénophobe, est pour sa part menacé dans ses bastions traditionnels et secoué depuis plusieurs semaines par des scandales sexuels d'une dizaine de ses hauts dirigeants.

Le tableau des succès de l'AKP, brièvement esquissé, ne doit pas minimiser les zones d'ombre. Les bons résultats économiques n'ont pas réduit les profondes inégalités sociales qui persistent, voire s'aggravent. De même pour les inégalités régionales, la partie orientale du pays souffrant toujours de l'état de guerre civile larvée, frein récurrent au développement et obstacle à la résolution de la lancinante question kurde.

Au strict niveau politique, si l'AKP a promu un temps de véritables réformes démocratiques, on perçoit toutefois de sa part un raidissement autoritaire préoccupant ces derniers mois. L'élection des membres du Conseil supérieur des juges et des procureurs qui s'est traduite par la volonté de l'AKP de politiser cette institution, ou encore l'arrestation, au mois de mars, de journalistes réputés sont autant d'indices du danger que court le processus de démocratisation.

Ce raidissement vise à réduire l'électorat le plus conservateur, incarné par le MHP, à moins de 10 % des suffrages, privant alors ce dernier d'une représentation parlementaire. Si l'AKP parvient à atteindre cet objectif, il serait alors en mesure de faire adopter une nouvelle Constitution sans avoir besoin

d'en négocier le contenu avec les partis d'opposition. La démocratie turque en pâtirait incontestablement. On le voit, si la victoire de l'AKP ne fait aucun doute, les mois à venir seront riches de débats politiquement déterminants pour l'avenir du pays.

\*Rédacteur en chef de « La Revue internationale et stratégique » et directeur des publications de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

## L'éditorial



Pierre Rousselin

## Turquie : un scrutin charnière



Même si les élections de dimanche en Turquie ne comportent pas de véritable suspense, l'influence régionale d'Ankara en fait un moment charnière pour le Proche-Orient

et pour les relations avec l'Occident. L'AKP du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2002, devrait l'emporter aisément pour la troisième fois d'affilée et maintenir, si ce n'est consolider, sa majorité au Parlement d'Ankara. L'interrogation principale est de savoir si le parti dominant, conservateur et musulman, obtiendra à la Chambre une majorité des deux tiers qui lui donnerait toute latitude pour modifier la Constitution héritée du coup d'État militaire de 1980. Un succès pour Erdogan pourrait le conduire à se présenter ensuite à la magistrature suprême, dans un régime qui aurait, entre-temps, été présidentialisé. Un échec, même relatif, serait interprété comme l'annonce de la fin d'un cycle politique. Quoi qu'il en soit, les élections de dimanche sont un tribut à une stabilité retrouvée, qui conforte un succès économique largement dû aux réformes liées au processus d'adhésion à l'Union européenne, aujourd'hui dans l'impasse. La croissance enviable (9 % en 2010) et la continuité démocratique sont les deux ingrédients de l'attrait qu'Ankara peut exercer sur les pays du « printemps arabe ». Le scrutin intervient toutefois au moment où la Turquie est obligée de composer avec un environnement en plein bouleversement. Alors qu'elle misait sur son ancrage régional pour compenser ses difficultés avec l'Union européenne, voilà que les crises successives, qui atteignent maintenant la Syrie, peuvent compromettre cette stratégie. De l'issue des législatives dépendra la capacité de l'AKP d'Erdogan à s'adapter à la nouvelle donne.

À la veille des élections, l'expert décrypte les succès et les zones d'ombre de l'AKP, parti du premier ministre turc.

Demain, les citoyens turcs vont se rendre aux urnes pour participer aux 17<sup>es</sup> élections législatives organisées depuis 1945, date à laquelle leur pays a initié sa transition démocratique. Depuis lors, en dépit d'interventions militaires répétées, les évolutions s'inscrivent dans un processus de renforcement des principes démocratiques. Le cadre d'un État de droit qui fonctionne a permis à ce pays de surmonter les nombreux défis. Le résultat des élections présentes ne laisse guère de place au suspense et le Parti de la justice et du développement (AKP), dirigé par Recep Tayyip Erdogan, est assuré de remporter une troisième victoire législative avec un score proche de 50 % des suffrages exprimés.

Cette chronique d'une victoire annoncée se décrypte par de nombreux facteurs : résultats économiques brillants, le taux de croissance atteignant 8,9 % en 2010 ; gestion appréciée des nombreuses municipalités gérées par l'AKP ; affirmation diplomatique de la Turquie, désormais considérée comme une puissance régionale et internationale...

L'AKP est parvenu à exprimer les profonds mouvements de la société turque qui a favorisé l'émergence de nouvelles catégories sociales. Il s'agit notamment des « Tigres anatoliens », ces pieux entrepreneurs qui s'imposent comme un nouveau segment de la bourgeoisie turque dont les intérêts s'incarnent dans la politique mise en œuvre par l'AKP. Ces évolutions modifient les paradigmes traditionnels de la Turquie au détriment des vieilles élites kémalistes qui constituèrent la colonne vertébrale de l'édification républicaine. Le constat est particulièrement flagrant en ce qui concerne l'institution militaire dont la capacité à s'imposer dans le champ politique intérieur est désormais considérablement réduite.

Le succès annoncé de l'AKP s'explique aussi par les difficultés des partis d'opposition à s'affirmer comme alternatives crédibles. Certes,



# Egérie des Kurdes de Turquie, Leyla Zana reprend le chemin de la politique

Vingt ans après avoir fait scandale à l'Assemblée nationale à Ankara et passé dix ans en prison, la candidate du Parti pour la paix et la démocratie (BDP) va retrouver un siège de députée

## Reportage

Bismil (est de la Turquie)

Envoyé spécial

Les rafales d'armes automatiques crépitent dans le ciel et se mêlent aux youyous des paysannes qui se précipitent devant la petite mosquée du village. Dans une ambiance de fête foraine, la caravane de véhicules du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), le parti kurde, s'arrête au milieu des maisons en terre de ce petit hameau, dans la région de Diyarbakir. La candidate, Leyla Zana, descend de sa voiture. A peine a-t-elle posé le pied à terre qu'un homme se précipite une chèvre noire, ligotée, sous le bras. D'un geste sec, il égorge l'animal, plonge sa main dans le sang qui jaillit et la pose sur le front de Leyla Zana. Les youyous repartent de plus belle. Les enfants viennent l'embrasser. Les femmes l'étreignent jusqu'à l'étouffement.

« Grande sœur Leyla, lui lance une matrone au costume fleuri qui pourrait être sa mère. *Grande sœur Leyla, tu es la rose du Kurdistan!* » En campagne électorale sur ses terres, l'icône Zana est revenue en politique et déclenche une hystérie collective sur son passage. Vingt ans après avoir fait scandale à l'Assemblée nationale, en 1991, l'égérie des Kurdes de Turquie devrait y faire son retour, à l'issue du scrutin du dimanche 12 juin.

Lors de son coup d'éclat au Parlement, Leyla Zana avait 30 ans. Elle était la première femme kurde élue députée à Ankara. Cela suffisait



Leyla Zana (à gauche) en campagne électorale, le 8 juin, au siège du Parti pour la paix et la démocratie de Bitlis, dans l'est de la Turquie. JULIEN GOLDSTEIN/POUR « LE MONDE »

déjà à faire de la jeune femme de Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, emprisonné pendant onze ans et forcé à l'exil, un symbole. Pour sa prestation de serment, elle se dressa devant l'Assemblée et jura, comme chacun de ses collègues, « de protéger l'intégrité et l'indépendance de l'Etat, l'indivisibilité de la nation, et de respecter la Constitution ». Puis elle ajouta en langue kurde : « Je fais le serment de la fraternité entre les peuples turcs et kurdes. » Cette phrase et le foulard aux couleurs interdites qu'elle portait autour du cou provoquèrent le scandale escompté.

### Prix Sakharov en 1995

Leyla Zana en a payé le prix fort : déchue de son immunité parlementaire en 1994, elle fut accusée de haute trahison et condamnée à quatorze ans de prison, en compagnie de quatre autres députés. La lutte de cette jeune combattante avait ému l'opinion occidentale. Elle reçut en 1995 le prix Sakharov des droits de l'homme, mais ne fut

libérée qu'en 2004 par le gouvernement turc, sous la pression de l'Union européenne. Depuis, l'icône Zana s'était misé en léger retrait de la politique.

Vingt ans plus tard, la « question kurde » conserve toute son actualité. Le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan n'a pas réussi le pari de son « ouverture démocratique » vers les Kurdes. La guerre qui oppose l'armée turque à la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), déclenchée en 1984, continue de décimer les villages traversés par la candidate. Les mères de « martyrs » du PKK viennent pleurer sur son épaule, comme lorsque, dans les années 1980, la jeune militante menait la fronde des femmes de prisonniers politiques. Les portraits du leader du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, sont exhibés ostensiblement devant les maisons.

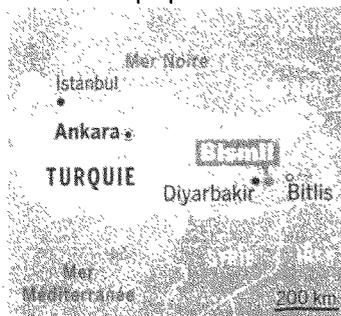
Dimanche, le soutien sera massif pour le BDP, proche du PKK. Certes, sur les routes de sa campagne électorale, Leyla Zana peut pronon-

cer librement ses discours en kurde. Ses affiches sont imprimées dans sa langue maternelle, le signe d'un assouplissement récent. Mais elle s'attache avant tout à montrer aux femmes âgées, souvent illettrées, la bonne case à cocher sur le bulletin de vote. Dans cette région, son élection est assurée.

Une trentaine de députés du BDP pourraient être élus lors de ces législatives. Tous se présentent comme candidats indépendants, pour contourner le seuil constitutionnel de 10 % qui barre l'entrée du Parlement aux petits partis. Avec Leyla Zana, le parti a ressuscité une figure historique, incarnation d'une ligne dure et véritable mythe vivant de la combattante kurde. Mécaniquement, elle continue de clamer son admiration pour Abdullah Öcalan, ce qui lui a valu neuf nouvelles procédures judiciaires et une condamnation à huit ans de prison. La semaine dernière, Leyla Zana a déclaré qu'elle « donnerait sa voix à la guérilla ». ■

Guillaume Perrier

### Zones de peuplement kurde



LE FIGARO

12 juin 2011

# Iran : la révolte suspendue

Ils étaient des millions dans la rue, il y a deux ans, pour contester la réélection d'Ahmadinejad. Aujourd'hui, ils ont tout perdu, leur rêve, leurs droits et parfois la vie.

DELPHINE MINOUI

CORRESPONDANTE AU MOYEN-ORIENT

**MOYEN-ORIENT** C'est tout ce qui lui reste. Un petit sac à dos, quelques vêtements et de l'argent en liquide. Il y a une semaine, Reza Ghazinouri a fait le grand bond : il a fui l'Iran par la frontière turque. Une traversée clandestine, de nuit, contre la somme de 1 800 dollars remise à un passeur, l'essentiel de ses économies ! « Il ne me restait plus qu'un choix : la prison ou l'exil. J'ai choisi l'exil », dit-il. Par la lucarne d'une mauvaise connexion « skype », depuis ce petit appartement de la ville de Van, où il a

## Selon Amnesty International, il y aurait eu 200 exécutions durant le premier semestre 2011

trouvé refuge, il raconte ses derniers jours téhéranais : « Le verdict final du comité disciplinaire de mon université venait de tomber : j'étais expulsé pour de bon de la faculté de sociologie. Furieux, les webzines étudiantins ont publié la nouvelle. Et là, les autorités judiciaires ont menacé de m'arrêter. Si je restais, je risquais de lourdes peines. » Son « crime » ? Avoir participé aux manifestations postélectorales, nées de la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad, en juin 2009.

L'histoire de cet étudiant de 26 ans n'est pas singulière. Comme lui, des millions d'Iraniens sont descendus dans la rue, il y a deux ans, pour réclamer leur vote. Aujourd'hui, ils ont tout perdu : le rêve d'un changement, le droit d'étudier pour certains, le droit de travailler pour d'autres - comme ces professeurs et ces fonctionnaires soudainement contraints à une « retraite anticipée ». Dans sa galère, Reza s'estime pourtant chanceux. À ce jour, une quinzaine de ses amis activistes sont derrière les barreaux - sur quelque 300 ténors de la contestation encore emprisonnés. Sans compter ces milliers d'anonymes qui s'entassent dans les geôles du pays, loin des caméras étrangères. Pression psychologique, torture, insultes... À huis clos, les nervis du régime se permettent tous les excès.

## Des sentences plus lourdes

Pour « casser l'opposition », les sentences sont de plus en plus lourdes. Réduite au silence, l'avocate Nasrin Sotoudeh a été condamnée à onze ans de prison. Le cinéaste Jafar Panahi a écopé de six ans d'emprisonnement et d'une interdiction de filmer pendant vingt

ans. Il attend toujours le verdict de son appel. Les exécutions, elles, se multiplient à une allure inquiétante. D'après Amnesty International, elles s'élèvent à près de 200 sur le premier semestre 2011 - un chiffre en augmentation par rapport aux années précédentes. Dernier exemple « choc » en date : celui de Sarah Bahrami, cette ressortissante iranienne néerlandaise, pendue, fin janvier, pour « trafic de drogue » - une « fausse accusation » selon les organisations de défense des droits de l'homme. Les activistes iraniens restent également en émoi depuis la mort, ce 1<sup>er</sup> juin, et dans des conditions particulièrement troublantes de la dissidente Haleh Sahabi. Exceptionnellement libérée de prison pour assister aux obsèques de son père, elle aurait été attaquée par des agents de sécurité, selon des témoins oculaires présents lors du cortège funèbre. Les médias gouvernementaux évoquent, eux, une « crise cardiaque ». « Aujourd'hui, le régime cherche à étouffer la moindre voix dissidente », se désole Reza Ghazinouri.

Pourtant, il y a deux ans, « l'espoir était là », concède-t-il. D'abord, celui de la réorganisation du scrutin. Et puis, après qu'Ali Khamenei, le guide suprême, eut affiché sa détermination, à conserver Ahmadinejad à son poste, celui de maintenir la pression de la rue pour faire plier le régime dans son intégralité. « Pendant de longs mois, les manifestations se sont poursuivies, malgré les coups de matraque. Parmi les protestataires, il y avait des étudiants, des femmes, des chefs d'entreprise, des ouvriers. Du jamais-vu », dit-il. La violence du régime finira par avoir raison des manifestants.

## Lutte interne au pouvoir

En février de cette année : nouveau regain d'espoir. Alors que le vent de la révolution tunisienne, puis égyptienne, déferle sur le monde arabo-musulman, les plus enhardis des Iraniens reprennent le chemin de la rue pour crier « Moubarak ! Ben Ali ! Au tour de Seyed Ali » - en référence à Ali Khamenei, numéroté un du régime. Mais les coups tombent, de plus belle. Les leaders de l'opposition, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi sont placés en résidence surveillée. Pendant ce temps, le noyau dur du pouvoir s'enferme, lui, dans une lutte interne entre conservateurs « traditionalistes » et « déviationnistes », excluant définitivement les réformistes de toute forme de débat politique. Reza, comme



**REZA GHAZINOORI**  
26 ANS  
En 2009, il avait témoigné dans nos pages de la « révolution verte » sous le pseudonyme de « Hossein ». Deux ans plus tard, il raconte à visage découvert la répression à huis clos, après avoir fui son pays il y a une semaine.



beaucoup d'autres, finit alors par renoncer à la révolte. Car il ose le reconnaître : « Je ne suis pas prêt à mourir sous les balles. » Et c'est là, peut-être la grande différence des Iraniens avec les Syriens ou encore les Yéménites - qui défient au quotidien la violence de leurs dirigeants - . « Le contexte iranien est différent. La rue arabe se bat contre des régimes souvent imposés par des coups d'État. En 1979, nos parents ont déjà fait leur révolution contre le chah. Mais ils en payent encore le prix fort, car leurs idéaux de démocratie ont été volés par un groupe minoritaire, les religieux. De plus, les protestataires des pays arabes sont souvent issus des provinces et des classes défavorisées. Ce sont des gens qui crèvent souvent de faim et qui n'ont plus rien à perdre. En Iran, notre révolte est restée très citadine et largement cantonnée à la classe moyenne, car Ahmadinejad a été suffisamment rusé pour acheter le silence des pauvres en leur offrant une multitude d'aides sociales grâce aux pétrodollars », analyse-t-il. Cependant, nuance-t-

il, « rien n'est jamais définitivement acquis ». « Regardez ce qui s'est passé, le mois dernier, lors d'un match de foot opposant, à Téhéran, une équipe saoudienne à une équipe iranienne. Les miliciens basidjis - prorégime chiite - ont aussitôt été conspués par la foule, issue majoritairement des couches populaires, dès qu'ils se sont mis à crier des slogans hostiles au pouvoir sunnite d'Arabie saoudite. Cela montre que les Iraniens, dans leur majorité, en ont ras-le-bol de la propagande que le régime nous assène depuis plus de trente ans. Sous la cendre, les braises brûlent toujours... », prévient Reza. ■

# Henri Barkey : «La réforme de la constitution turque, grand enjeu des élections »

*Dans un entretien aux Echos, Henri Barkey, professeur à l'université Lehigh (Pennsylvanie), chercheur associé à la fondation Carnegie à Washington et qui fut conseiller au département d'Etat sous la présidence Clinton, estime que le grand enjeu des élections législatives du 12 juin est la capacité du gouvernement d'Ankara de lancer une réforme de la constitution qui pourrait conduire la Turquie à adopter un système présidentiel à la Française et qui viserait aussi à résoudre la question kurde.*

**PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES HUBERT-RODIER**

**Quels sont les enjeux des élections du 12 juin en Turquie ?**

Pour le gouvernement, le principal enjeu est d'obtenir au moins 330 sièges sur les 550 au parlement et lancer ainsi une réforme de la constitution. Ce projet devra être ensuite soumis à un référendum. Car il est peu probable que l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan parvienne à 367 sièges. Un seuil qui lui permettrait de ne pas recourir à un vote populaire. La constitution de 1982 qui avait été dictée par la junte militaire au pouvoir alors, donne à l'Etat beaucoup plus d'importance qu'à l'individu notamment en matière de justice, contrairement aux pratiques d'un pays démocratique.

**La question kurde est-elle l'autre enjeu ?**

Oui ! Les conditions aujourd'hui sont relativement favorables pour pouvoir résoudre cette question. Le PKK (NDLR : Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré par Ankara comme un mouvement terroriste) a décrété un " cessez-le-feu ". De plus en plus de gens reconnaissent en outre que la minorité kurde, environ 20%, n'a pas assez de droits. En plus dans une sorte d'ironie de l'histoire, la création d'un " Etat " kurde dans le nord de l'Irak\_ la Région autonome du Kurdistan \_ a également contribué à détendre la situation du côté turc. Aux Etats-Unis, je fais cette comparaison :

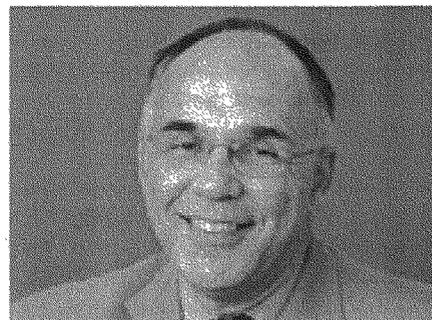
le Nord de l'Irak est devenu pour les kurdes turcs ce qu'Israël est pour les juifs américains. Cela ne veut pas dire qu'ils veulent s'y établir mais ils veulent défendre cette entité. Enfin en Turquie, les Kurdes réclament des droits : culturels, de gestion politique, de pouvoir s'exprimer dans leur langue maternelle, des écoles. Selon la constitution actuelle, il n'est en principe toujours pas possible de faire un discours politique en kurde au parlement. Mais il y a un nouveau phénomène : les Kurdes en Turquie commencent à créer des institutions séparées du pouvoir central. Si après les élections, il n'y a aucun signe positif, cela risque de tourner mal.

**Le premier ministre poursuit-il un but personnel en proposant une réforme constitutionnelle ?**

Recep Tayyip Erdogan voudrait une réforme qui permette d'instaurer un régime présidentiel calqué sur la constitution française. Car il souhaite être lui-même président de la République, élu au suffrage universel. Cela risque cependant d'être difficile de convaincre la majorité de la population d'une telle modification.

**Quelle opposition au lendemain du scrutin ?**

Il faut espérer que le principal parti de l'opposition, le CHP (parti républicain du peuple, fondé en 1923 par Atatürk, NDLR ), parvienne à avoir suffisamment d'élus pour peser politiquement notamment lors d'un débat sur la réforme constitutionnelle. Surtout que la Turquie donne l'impression d'être un pays avec un parti unique, l'AKP. Une trop large victoire d'Erdogan pourrait créer un système de " caudillo " où le chef est le seul à donner des ordres sans écouter ses conseillers. Le parti pro-kurde BDP qui a dû présenter ses candidats en indépendants pour contourner le seuil des 10% de voix nécessaires pour rentrer au parlement comme groupe, devrait faire une poussée, peut-être en obtenant 30 sièges. S'il réussit cette progression, il sera une force puissante pour la révision de la constitution et définira les contours du débat. De même les difficultés du parti d'extrême droite ultra nationaliste MHP, touché par un scandale, ont été



exagérées. Au-delà il est nécessaire que ce parti soit représenté au parlement si la question kurde y est abordée. Car sur le terrain son chef Devlet Bahçeli est le mieux à même pour contrôler les militants les plus violents et les plus extrémistes. Sinon il y a un risque de créer de graves tensions ethniques.

**Le " printemps arabe " a-t-il joué un rôle dans la campagne électorale ?**

Très peu. Car le gouvernement a tout fait pour ne pas aborder la question sauf lorsqu'il a eu des succès comme lors de l'évacuation des Turcs et de Chinois de Libye. Mais il est devenu embarrassant d'apparaître comme l'allié de régimes comme celui de Bachar Al-Assad en Syrie ou de Mouammar Kadhafi en Libye. En revanche, Erdogan a joué la carte d'Israël en accusant l'opposition d'être pro-israélienne.

**Y-a-t-il une " islamisation " de la société turque ?**

Le peuple turc ressemble beaucoup au peuple américain : il est très religieux et il l'a toujours été. Autant l'AKP (NDLR : parti islamiste modéré) est libéral quand il s'agit de l'économie, autant pour la politique, la culture et la religion, il est conservateur. Mais si l'on voit plus de signes religieux comme le port du voile dans les rues, c'est aussi parce que la bourgeoisie conservatrice anatolienne s'est installée en force à Istanbul et dans les autres grandes villes du pays. Certains aussi dans les entreprises font plus fréquemment leurs prières car leur patron est parfois proche de l'AKP. Mais fondamentalement la Turquie est un pays laïc.

**La Turquie tourne-t-elle le dos à l'Amérique et à l'Europe ?**

Pas réellement. Car ce qui fait aussi sa puissance c'est qu'elle est à la fois membre de l'OTAN et continue à discuter d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne. La Turquie aujourd'hui ne va ni à l'ouest ni à l'est, mais vers le haut. Car il existe aussi une certaine vision étroite, une sorte de nostalgie ottomane, mais cela ne veut pas dire que les Turcs abandonneront leur alliance.

**Est-ce que la Turquie, où l'ar-**

**mée a fortement dans les décisions politiques depuis des années, peut être considérée comme démocratique ?**

Aujourd'hui c'est un pays beaucoup plus démocratique. Le gouvernement Erdogan a eu beaucoup de chance car les militaires se sont aussi avérés de mauvais stratèges en s'opposant en 2007 à l'élection d'Abdullah Gül comme président de la république, mais aussi en se lançant dans une ten-

tative de coup d'Etat (NDLR : baptisée affaire Ergenekon). Les militaires turcs n'ont pas non plus compris que la société était en train de se démocratiser, devenant plus transparente. Ainsi le commandement militaire a été pris en défaut, avec des mensonges sur la mort de soldats. Cela a réduit la confiance de la population dans son armée.

**L'Orient**  
**LE JOUR**  
14 juin 2011

## La question kurde, priorité d'Erdogan après sa victoire électorale

**ANKARA**, (AFP) - Après la grande victoire électorale de son parti au pouvoir, le Premier ministre turc devra d'urgence se pencher sur la question kurde et tenter de se réconcilier avec les représentants d'une minorité devenue une force incontournable au Parlement, estiment des experts.

Le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) de Recep Tayyip Erdogan est sans conteste le vainqueur des législatives turques, qui ont eu lieu dimanche, avec 50% des suffrages.

Mais ce parti, au pouvoir depuis 2002, est condamné à plus ou moins brève échéance à chercher un règlement au conflit kurde, qui a fait 45.000 morts depuis que le Parti des travailleurs (PKK) a pris les armes contre les forces d'Ankara en 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est, peuplé majoritairement de Kurdes.

Cette revendication s'est muée en demande d'autonomie au sein d'un système fédéral, défendue par la principale formation kurde, le Parti de la paix et de la démocratie (BDP), autre gagnant du scrutin.

Le bloc kurde, soutenu par le BDP, a remporté 36 députés contre 20 au Parlement sor-

tant, un score historique.

"Le principal problème sur lequel butte la Turquie est le Sud-Est", théâtre de violences entre armée et rebelles kurdes, commente Güneri Civaoglu, du journal Milliyet.

Il souligne que le prochain gouvernement doit "par des mesures démocratiques" trouver une solution à ce dossier.

Le BDP est devenu "une force que l'on ne peut ignorer" au Parlement, même si elle doit "être consciente des limites de ses revendications", estime l'analyste politique Taha Akyol.

Confortée par une plus forte représentation au Parlement, la revendication autonomiste kurde va monter en puissance, estiment les analystes.

Un maire du BDP vient d'affirmer qu'il ne reconnaît plus les décisions des "tribunaux turcs". Les appels à la désobéissance civile se multiplient, et la violence armée, même sporadique, se poursuit.

Abdullah Öcalan, qui de sa prison, reste le chef de la rébellion, a menacé du pire à partir du 15 juin si les contacts que mènent avec lui les services de renseignements ne reprennent pas.

Et les positions respectives restent éloquentes.



"M. Erdogan est catégoriquement opposé à l'enseignement en kurde dans les écoles, principale revendication kurde", estime pour l'AFP Deniz Zeyrek, du quotidien Radikal.

Outre la revendication linguistique, les Kurdes demandent une référence à leur identité dans la nouvelle Constitution promise par M. Erdogan.

A quatre voix près (326 sièges, alors qu'il en faut 330) l'AKP ne dispose pas de la majorité requise à l'Assemblée pour modifier seul la Constitution et la faire évoluer vers un système présidentiel, comme M. Erdogan entend le faire.

Le BDP pourrait ainsi monnayer un soutien à l'AKP pour ce projet constitutionnel, contre ses revendications.

En 2009, le gouvernement avait annoncé une "ouverture démocratique" en faveur des

Kurdes, une population estimée entre 12 et 15 millions, suscitant de grands espoirs.

Mais cette initiative a fait long feu, et M. Erdogan est revenu à un discours plus classique: "Un seul drapeau, un seul pays, une seule nation", a-t-il dit lors de sa campagne.

L'état judiciaire s'est resserré: après la dissolution d'un parti pro-kurde en 2009, les arrestations d'enfants lanceurs de pierres et de centaines de militants kurdes ont ravivé la tension. Le procès du KCK, le réseau de soutien urbain du PKK, se poursuit.

"Les forces politiques n'ont d'autre choix que de surmonter leurs divergences et oeuvrer pour un compromis sur la question kurde", ajoute Deniz Zeyrek.

# Turkish premier accuses the Syrian regime of 'savagery'



A Syrian praying on Monday in a makeshift refugee camp near the Turkish border. Many of the Syrians who fled their country say they expect its government to inflict more pain.

## BEIRUT

### But Erdogan also offers to help resolve crisis as more refugees are fleeing

FROM NEWS REPORTS

Syrians streamed across the border into Turkey on Monday, finding sanctuary in refugee camps ringed by barbed wire and offering a frightening picture of life back home, where a deadly crackdown on dissent has been fueling a popular revolt.

Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has accused President Bashar al-Assad's Syrian regime of "savagery" but also said he would reach out to Mr. Bashar to help solve the crisis. Still, many of the nearly 7,000 refugees in Turkey say they expect their government to inflict only more violence and pain.

Refugees were pouring across the border to flee a crackdown that sent elite forces backed by helicopters and tanks into Jisr al-Shughour, a northern town that spun out of government control for a week. Troops led by Mr. Assad's brother regained control of Jisr al-Shughour on Sunday, and residents ran for their lives.

In Guvecci, Turkey, a Syrian refugee gave a bleak picture of life across the frontier.

"There are 7,000 people across the border, more and more women and children are coming toward the barbed wires," said Abu Ali, who fled Jisr al-Shughour. "Jisr is finished, it is razed."

Arab governments, which were unusually supportive of NATO intervention in Libya, have been silent in the face of Syria's crackdown, fearing that the alternative to Mr. Assad would be chaos. The country has a potentially explosive sectarian mix and is seen as a regional powerhouse with influence on events in neighboring Israel, Lebanon, Iraq.

A reported mutiny in Jisr al-Shughour posed one of the most serious threats to the Assad regime since protests against his rule began in mid-March. Mr. Assad has made some concessions, but thousands of people demonstrating weekly say they will not stop until he leaves power.

The Local Coordination Committees, a group that documents the protests, said government snipers have killed at least 10 people in the nearby village of Ariha in the past two days.

The Syrian government has said 500 members of the security forces have died, including 120 last week in Jisr al-

Shughour, although it has denied a mutiny. More than 1,400 Syrians have died and about 10,000 have been detained in the government crackdown, activists say.

Abu Ali, the refugee in Turkey, said

the military was killing soldiers who refuse orders to fire on protesters.

"Assad's men are killing anyone within the military, police or others who don't obey their orders blindly," he said. "They are killing those who want freedom."

In an apparent anticipation of more refugees, workers of the Turkish Red Crescent began building a fourth tent camp on Monday near the border.

A spokesman for the U.S. State Department said the United States was ready to help Turkey deal with the refugees.

Also on Monday, a cousin of Mr. Assad was banned from traveling abroad as the government investigates the violence gripping the country.

The Syrian Arab News Agency reported that the ban had been imposed on Brig. Gen. Atef Najib, who ran the security department in the southern province of Dara'a. The uprising erupted there in mid-March after the arrest of 15 teenagers who scrawled anti-government graffiti.

Judge Muhammad Deeb al-Muqatran of the Special Judicial Committee said the travel ban was precautionary for General Najib to be available for questioning.

Judge Muqatran was quoted as saying that "no one has immunity, whoever he is." (AP, BLOOMBERG)

# Turkey turns to the task of changing its Constitution

ISTANBUL

## Post-election, specifics vague on treatment of Kurds and journalists

BY ŞEBNEM ARSU

With a solid majority from parliamentary elections, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan on Monday turned to what he has defined as the main task at hand: drafting a new constitution intended to grant additional civil rights and acknowledge Turkey's ethnic diversity.

Specifics on constitutional change — especially the treatment of minority Kurds and the protection of liberties like freedom of expression — remained vague after his party, Justice and Development, had its strongest showing ever in terms of the popular vote on Sunday.

While the party won 326 seats in the 550-member Parliament, five fewer than it had held, the result leaves Mr. Erdogan 41 seats short of the two-thirds needed to impose change without the agreement of other parties and a few votes short of the 330 required to submit constitutional changes directly to the voters for a referendum.

A new constitution has been a longtime goal of both the secular and the religious ends of the political spectrum. Justice and Development argues the need to replace a basic law laid down by the military after a coup in the 1980s, while the secular opposition, uneasy about what it sees as autocratic behavior by a govern-



BULENT KILIC/AFP

Prime Minister Erdogan promised a dialogue with parties not in Parliament.

ment in power for almost a decade, seeks constitutional limits on such conduct.

Despite winning fewer seats, Justice and Development called the election a renewed mandate, having garnered

49.9 percent of the vote, according to unofficial results. But Mr. Erdogan acknowledged Sunday night outside his party headquarters in Ankara that he would need to work closely with the opposition Republican People's Party.

"We will go to the main and minor oppositions," he said. "If they accept, we will be in search of an absolute consensus and dialogue among parties outside the Parliament, nongovernmental organizations, academics and others that would have a say in this. I declare this tonight."

Mr. Erdogan made similar vows after elections in 2007, said Sibel Inceoglu, a law professor of Bilgi University. "We see this constitution as the contract with society, so it cannot afford a single-handed approach as has happened in previous reform processes," she said.

A crucial issue will be the political involvement of the roughly 14 million Kurds — about 20 percent of Turkey's population of 75 million. Under the 1982 Constitution, parties must obtain a 10 percent threshold to have formal representation in Parliament, so regional parties like Peace and Democracy, which is Kurdish, are excluded.

The European Union, which Turkey has aspired to join since talks started in 2005, strongly criticizes the continuing use of the highest election threshold in Europe and suggests a minimum around 5 percent. Despite its reformist oratory, Ankara has not changed the law.

More than 40,000 people have died since the late 1980s in the armed Kurdish separatist conflict. Although Mr. Erdogan's party has led the way in granting some cultural rights and reached out in the early years of its government, no political solution is in sight.

Justice and Development considers the Kurdish party to be the political wing of the rebels and has supported criminal inquiries against Kurdish candidates and their supporters. Hundreds of Kurdish activists have been arrested

on charges of supporting terrorism.

In a notable success, however, 36 Kurdish independent candidates running in the Southeast won parliamentary seats — including six who are in jail — increasing their representation from 24. These independents will form a caucus in Parliament, although they will not benefit from the financial support provided to parties that pass the threshold.

Mithat Sancar, a law professor at Ankara University, said Mr. Erdogan's party had "no other option than cooperating with the Kurdish party in Parliament, as the public demanded in yesterday's results."

"Mr. Erdogan either takes it on or loses control" in southeastern Turkey, he said.

Standing on the periphery of ongoing uprisings for democracy, Turkey's profile in the region and beyond has grown, with much of the credit ascribed to Foreign Minister Ahmet Davutoglu, who

won a seat Sunday, running for the first time. One of the most violent struggles, in Syria, has sent thousands of refugees spilling over the border.

But perceived weaknesses in Turkish democracy are often the subject of complaints. Many Web sites, including YouTube, for example, have been blocked in

recent years by the government, often without explanation. A recent proposal, expected to take effect in August, would block online use of specific words like "homemade" and "sister in law."

"There is a thin line between stability and democracy," Mustafa Guler, a 27-year-old computer technology consultant, said Sunday on his way to vote. "Freedom for minorities is still an issue; alcohol use is controlled by a government agency. Even leave all that aside — what can be more absurd in this day and age than to close down YouTube?"

Turkey has put more than 60 journalists in jail, according to the Turkish Press Association. Publishers who have translated books by Chuck Palahniuk and William S. Burroughs have been investigated by the police, looking into charges that the work harms public morality.

"We first have to do our homework well, then fit in the image of a model for Arab countries," said Sami Kohen, a political analyst for the newspaper Milliyet. "If the government takes up a more single-handed approach, given the results of yesterday, we not only lose our leverage as the only democratic state in the region but also hurt our own democratic tradition."

PolicyWatch Special Forum Report

## Iraqi Kurdistan and Its Neighbors: A Trip Report

The Washington Institute for Near East Policy

Featuring Michael Eisenstadt, David Pollock, and Michael Knights

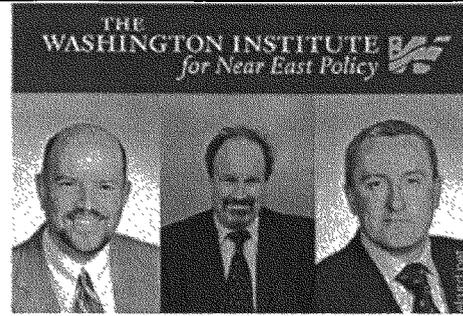
*On June 14, 2011, Michael Eisenstadt, David Pollock, and Michael Knights addressed a Policy Forum at The Washington Institute to discuss their May 17-24 research trip to Iraqi Kurdistan. Mr. Eisenstadt, the director of the Institute's Military and Security Studies Program, served with the U.S. Army during Operation Provide Comfort, the 1991 humanitarian assistance mission to the Kurds of northern Iraq. Mr. Pollock is a senior fellow at the Institute and led its 2008 study tour of Iraqi Kurdistan. Dr. Knights is a Lafer fellow with the Institute and author of *The Iraqi Security Forces: Local Context and U.S. Assistance*. The following is a rapporteur's summary of their remarks.*

### MICHAEL EISENSTADT

Comparing the Kurds encountered during Operation Provide Comfort to those living in areas controlled by the Kurdistan Regional Government (KRG) today provides several important insights. First, the KRG now enjoys vastly different relations with its neighbors. The formerly contentious relationship with Turkey has evolved into something more normal -- Ankara has extensive trade ties to the KRG and has become perhaps the most important outside actor there. And although the Kurds praised Iran in 1991 for sheltering large numbers of refugees, they now distrust the Islamic Republic and view it as a decisive behind-the-scenes player (though they produce little if any evidence to support this impression). In fact, Kurdish parties often accuse their rivals of ties to Iran as a means of discrediting them -- at least in front of American visitors. More broadly, many residents of largely Sunni Iraqi Kurdistan suspect the intentions of a Shiite Iranian regime that persecutes its own Kurdish population.

Support for the United States appears to be widespread in the KRG. In 1991, nearly all Kurds encountered were grateful for American assistance even if they had unrealistic expectations regarding the kind of relationship the United States would establish with them going forward (e.g., some hoped for the equivalent of a Marshall Plan for Kurdistan). That sense of gratitude remains today, though many KRG officials are disappointed that Washington is not forging stronger ties with them or developing KRG-specific policies independent of U.S. relations with Baghdad. Meanwhile, many Kurdish citizens are disappointed that Washington is not doing more to push the KRG toward reform.

The vast majority of Kurds also believe that if the U.S. military presence is not extended beyond this year, a major Kurdish-Arab conflict will be inevitable. Although many residents fear that Baghdad will not be willing or able to ask



Michael Eisenstadt, David Pollock, Michael Knights

Washington for such an extension, most senior KRG officials believe that a deal will ultimately be hammered out and that some U.S. troops will remain.

On the cultural level, while traditional Kurdish dress was widespread in 1991 and nearly all residents spoke some dialect of Kurdish, many also spoke Arabic. Today, traditional dress is less prevalent (especially among young people), but few young Kurds speak Arabic; Kurdish identity has grown stronger, and the cultural distance from the rest of Iraq has widened. Social relations between Kurds, Arabs, and other Iraqis defy easy categorization, however, and intermarriage is not uncommon.

### DAVID POLLOCK

The KRG is marked by several notable paradoxes. The region has registered impressive economic and infrastructural achievements over the years, with reliable electricity and spectacular hotels. And recent polls show that Kurds are reasonably satisfied with their economic situation.

Yet the KRG economy continues to suffer from serious weaknesses, including a less-than-robust work ethic, high unemployment, and an overdeveloped public sector -- the latter attributable, in part, to overreliance on oil revenue. In fact, the government employs more than one million Kurds out of a population of five million. To promote further economic development, the KRG will need to address the entrenched culture of dependence on government employment, as well as the fact that private firms in the region employ substantial numbers of foreign workers despite the high unemployment rate.

In the political sphere, the creation of the Gorran Party has been a positive development. Gorran won 25 of 111 seats in the 2009 Kurdish parliamentary elections and is a legitimate challenger and political force outside the traditional duopoly of the Kurdistan Democratic Party and Patriotic Union of Kurdistan. Significantly, opposition politics has moved into the streets, where several thousand young people protested for change between February and April of this year, expressing dissatisfaction with unemployment and corruption. Most Kurds want reform without overthrowing the system, however, so the chances of the short-lived "Kurdish Spring" turning into something more profound are slim.

For its part, the Islamist opposition -- largely represented by the Kurdistan Islamic Group and Kurdistan Islamic Union -- has joined with Gorran to participate in popular protests and advance a common political platform. Islamist parties appear to be adopting moderation as a tactic while retaining their ideology and hoping to consolidate power and guide society

in an Islamic direction.

Reacting to the current uprising in Syria, many Kurdish officials have expressed hope regarding the potential fall of "another Baathist regime." Their relationship with the rest of Iraq seems to be one of fatalistic resignation, however, as key issues remain locked in stalemate. Still, the Kurds have carved out a distinct cultural identity and political life -- a tribute to their sense of pragmatism and, hopefully, a lasting positive legacy of American involvement in Iraq.

#### MICHAEL KNIGHTS

U.S. interests are served by continued stability in areas presently under Iraqi Kurdish control. Northern Iraq is a key operating environment for terrorists moving between Afghanistan and Europe, and the KRG security services are important allies in the struggle against violent extremism. Moreover, the United States stands to gain from potential expansion of Turkish influence in the KRG at Iran's expense.

Relations between Baghdad and the KRG could determine the ultimate success or failure of the U.S. mission in Iraq. If these relations falter, Iraq may devolve into another Arab state at war with its ethnic minorities. But if the KRG is integrated into Iraq as a willing partner, the country could emerge as a true model for the region: a multiethnic, cross-sectarian, bilingual, federal democracy at the heart of the Middle East.

The United States faces a number of challenges as it seeks to cement the gains it has won at such high cost in Iraq. Electricity and oil infrastructure in the federal areas and KRG are developing in parallel rather than integrated fashion. On the security front, KRG forces and their federal counterparts engage in very little intelligence sharing despite the significant threat posed by al-Qaeda in Iraq and other actors. Since

2008, Baghdad has deliberately slowed the integration of Kurdish peshmerga militiamen into the newly formed 15th and 16th Divisions of the Iraqi army in order to pressure the KRG and reduce its access to U.S. training and equipment. Moreover, neither Kurds nor Arabs are fully in charge along the disputed internal boundary between the KRG and federally controlled areas, creating fertile ground for clashes and creating safe havens for insurgent groups.

Although the KRG has long supported U.S. policy in Iraq, Washington has directed its security assistance toward Baghdad since 2003. In the future, the United States should support KRG security forces on contentious issues such as Iraqi federal funding for the Regional Guard Brigades (Kurdish units in the Iraqi Security Forces, consisting of former peshmerga), U.S. procurement support for KRG security forces, low-cost training support for the Asayesh (an FBI-type security force), and further integration of peshmerga into the federal army.

In return, the United States should encourage Kurdish concessions on several issues, including joint training, "dual-key" control of Kurdish security forces by both Baghdad and Irbil, improved federal-KRG intelligence sharing, Arabic-language instruction for the security forces, and depoliticization of peshmerga and Asayesh forces. A U.S.-convened conference on the future of the federal-KRG security relationship - similar to that attended by senior decisionmakers from both sides in October 2006 - could advance these goals. And continuing some form of U.S. military observation mission, potentially based out of the U.S. diplomatic offices in Irbil and Kirkuk, could further facilitate and monitor federal-Kurdish security coordination.

*This rapporteur's summary was prepared by Maya Gebeily.*

---

The Washington Post June 20, 2011

---

## Kurdish rebel leader calls for cease-fire, say Turkey's parliament must draft new constitution

By Associated Press

ANKARA, Turkey — The jailed Kurdish rebel leader on Monday urged fighters to extend a cease-fire by several months to allow a new Turkish constitution to address their demands, but his followers refused to immediately rule out further attacks.

Abdullah Ocalan's word carries enormous weight with rebel commanders in the field. But the group said in a statement it was coming under attack from Turkish forces and authorities were still arresting Kurdish activists.

"Taking into consideration these developments and the ambiguous nature of the current political climate, our movement has decided to discuss and evaluate the appeal of our leader in a comprehensive manner and declare our stance during the following week," the statement from the Kurdistan Workers' Party, or PKK, said.

The rebel group, considered a terrorist organization by Turkey and the West, is fighting for autonomy in Turkey in a conflict that has killed tens of thousands of people since 1984. A Turkish campaign to grant more rights to Kurds stalled amid a nationalist backlash, but the government has promised to address the issue as part of an overhaul of the constitution.

In a message relayed to his group through his lawyers, Ocalan urged the new parliament to immediately start working on a new constitution, the rebels said. He called on PKK fighters to avoid clashes and only defend themselves if attacked.

Ocalan had previously threatened to end the cease-fire on June 15, and warned of increased violence by his rebel group unless Turkey's government agreed to negotiate an end to the conflict.

Ocalan no longer runs rebel operations since his capture in 1999, but he retains

considerable sway over the guerrillas, who are mostly in hiding in bases in northern Iraq.

The rebels also said Ocalan had met with a group of state officials on June 14, two days after Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's ruling party won a third term in office.

Last year, state officials traveled to Ocalan's prison island a few times to talk with him, his lawyers said. Turkey says it does not negotiate with the outlawed group, but has acknowledged that intelligence agents have talked to Ocalan for years.

The Kurdish minority makes up about 20 percent of Turkey's 74 million people, and has traditionally been a target of state discrimination.

L'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir à Ankara, a emporté les élections législatives hier. Le Premier ministre, qui ne cache pas ses ambitions présidentielles, va entamer son troisième mandat.

# Erdogan, le nouveau sultan turc

Par **MARC SEMO**  
Envoyé spécial à Ankara

C'était il y a un peu plus d'un an, le 23 avril 2010, jour de la fête des enfants instituée par Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République en 1923. Dans toute la Turquie ce jour-là, les charges des responsables les plus importants, gouverneurs, ministres, président de la République, sont, pour quelques instants, confiées à des élèves méritants. Dans l'austère bâtiment qui abrite les bureaux du Premier ministre à Kizilay, au centre d'Ankara, Recep Tayyip Erdogan donne son fauteuil à une écolière du primaire. «C'est toi maintenant qui as le pouvoir», lance le Premier ministre et leader du parti islamo-conservateur, au pouvoir depuis neuf ans. Puis il ajoute en souriant: «Si tu veux pendre tu pends, si tu veux couper tu coupes.» Une allusion à l'ancienne formule de déférence pour le sultan disposant du droit de vie et de mort sur ses sujets. Ses collaborateurs rient. Diffusée à la télévision, la scène scandalise en revanche tous ceux qui s'inquiètent des tendances autoritaires de l'ancien maire d'Istanbul.

**«MON» MINISTRE, «MON» PRÉFET.** Il ne s'agit certes que d'une boutade mais elle révèle aussi le rapport au pouvoir d'un Premier ministre reconduit hier pour la troisième fois consécutive dans ses fonctions. Recep Tayyip Erdogan a régulièrement annoncé que ce serait la dernière, au nom de la règle qu'il a lui-même instaurée dans le parti, limitant à trois mandats consécutifs les charges de députés. Mais le chef charismatique de l'AKP, le Parti de la justice et du développement, parti islamiste qui se présente désormais comme «*démocrate conservateur*», ne cache pas sa volonté de devenir ensuite le premier Président élu au suffrage uni-

## L'ESSENTIEL

### LE CONTEXTE

L'AKP, le parti du Premier ministre sortant, a largement remporté les législatives turques.

### L'ENJEU

Volontiers autoritaire, Recep Erdogan rêve de modifier la Constitution pour créer un poste de président à sa mesure.

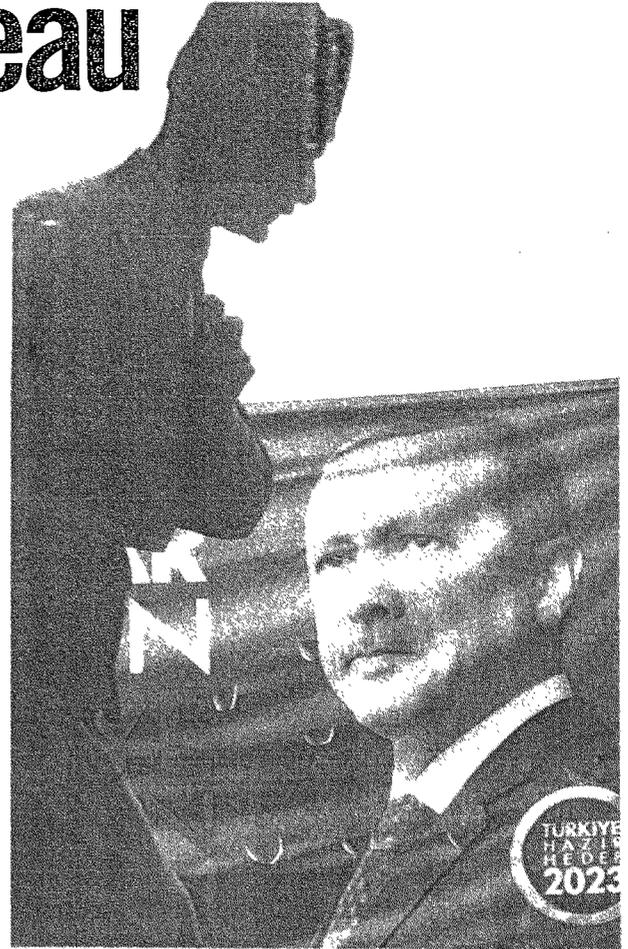
versel de Turquie. Un président doté de vrais pouvoirs comme aux Etats-Unis ou en France, ce qui implique un changement constitutionnel. Dans ses discours, il dit toujours «*mon*» ministre, «*mon*» préfet. Il aime aussi à afficher ses liens «*d'amitié*» avec des chefs d'Etat étrangers, notamment Vladimir Poutine ou Silvio Berlusconi. Ou, dans la région, avec le Syrien Bachar al-Assad, qu'il croyait pouvoir convaincre d'écouter son peuple avant de se rendre à l'évidence (lire page 4).

Recep Tayyip Erdogan, 57 ans, est assurément l'homme politique le plus puissant de Turquie depuis

Atatürk. «*Sa force est de se sentir investi d'une mission: redonner toute sa place à l'islam en Turquie et redonner à la Turquie héritière de l'empire ottoman son rang dans le monde*», explique un diplomate européen qui le connaît de longue date.

### «LA DÉMOCRATIE EST UN MOYEN, PAS UNE FIN».

Il est le fondateur du parti et son seul vrai patron. En un peu moins d'une décennie, l'«*Akparti*» – le «*parti blanc*», c'est-à-dire sans péché, comme l'appellent ses partisans – a pris en main tous les rouages de l'Etat, et fait du pays de-



Une affiche du Premier ministre Erdogan à l'arrière-plan d'un monument représentant Atatürk, vendredi, à Istanbul.

## «Il est issu d'un milieu vraiment populaire et il en joue très bien.»

Ahmet Insel directeur de la revue *Birikim*

venu la 17<sup>e</sup> puissance économique mondiale et un membre du G20, avec une économie en plein boom. Pilier du flanc sud-est de l'Otan, la Turquie s'affirme comme une puissance globale et comme acteur régional majeur. Après un demi-siècle d'attente, Ankara a finalement entamé en 2005 les négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Puis l'enlisement de ce processus a incité Ankara à regarder vers d'autres horizons. Les réformes, depuis, marquent le pas. Le bilan n'en est pas moins impressionnant. «*Recep Tayyip Erdogan a autant été transformé par l'Etat qu'il a trans-*

formé l'Etat», résume Rusen Cakir, spécialiste de l'islam politique turc, auteur d'une biographie du leader de l'AKP datant de 2002. C'est la seule hormis quelques ouvrages hagiographiques et une poignée de pamphlets. L'exercice est délicat, alors même que le Premier ministre

multiplie les plaintes contre les articles ou les caricatures lésant son «honneur». «Toute marque d'opposition lui semble quelque chose d'impie», soupire un ancien député de l'AKP. A chaque scrutin, une bonne moitié d'entre eux, voire les deux tiers comme cette année, sont exclus des listes des candidats.

La démocratie fut un choix de raison pour Recep Erdogan qui, maire islamiste d'Istanbul, expliquait encore en 1994 qu'elle «représente un moyen et non une fin». Etudiant, il avait milité à Milli Görüş (la voie nationale), l'organisation du vieux chef islamiste Necmettin Erbakan, pourfendeur des «complots de l'Occident et des juifs». Il l'a suivi dans ses partis successifs, régulièrement interdits, puis au Refah, devenu en 1995 la première force politique du pays (21,5% des voix). Il se pose

déjà en moderniste.

Le grand tournant a lieu en 1997, quand l'armée, sans même déployer ses chars, oblige Erbakan à démissionner de son poste de Premier ministre puis interdit le Refah. «Il a alors compris qu'il était impossible de défier frontalement l'Etat et qu'il fallait inventer quelque chose de neuf mêlant valeurs traditionnelles et ouverture au monde», explique Mehmet Metiner, un de ses anciens conseillers, relevant que c'est alors qu'il réalise «comment la voie européenne et les réformes qu'elle impose représentent ●●●

●●● la meilleure garantie de liberté d'expression et de développement pour l'islam politique turc». Le tournant est pris. Quatre mois de prison «pour incitation à la haine religieuse» ne l'empêchent pas de se lancer dans cette nouvelle aventure. Le parti triomphe aux élections de 2002 avec 34,3% des voix.

«Ce fut une révolution sociale avec l'affirmation d'une nouvelle bourgeoisie conservatrice et industrielle anatolienne contre les vieilles élites républicaines», souligne le politologue Soli Ozel.

En 2007, sur fond de bras de fer avec l'armée et le camp laïc, l'AKP accroît encore son avantage avec 47% des voix. «Jusqu'à-là, l'AKP était au gouvernement sans avoir vraiment le pouvoir. Depuis, Erdogan a mis l'armée au pas et changé la haute magistrature», explique l'universitaire Menderes Cinar.

#### FEMME ET FILLES VOILÉES.

Gosse de pauvres de Kasimpasa, bas quartier de la partie européenne d'Istanbul, ancien élève d'un «imam hatip» (lycée professionnel destiné à former les imams), Erdogan n'a jamais aimé Ankara, la capitale républicaine créée par Atatürk sur le plateau anatolien. Dès qu'il le peut, il revient dans son Istanbul et sa belle maison sur la rive asiatique du Bosphore. Inlassable défenseur des valeurs familiales – il compte remplacer le ministère des Droits de la femme par un ministère de la Famille –, il y vit avec sa femme Emine, toujours en foulard dans ses apparitions publiques. Il a deux fils et deux filles qui ont étudié aux Etats-Unis afin de pouvoir librement porter le voile.

Ses bureaux stambouliotes sont dans un pavillon annexe de Dolmabahçe, l'immense palais impérial

construit au milieu du XIXe. Il aime y recevoir en grande pompe les chefs d'Etat. Mais jamais il n'a oublié d'où il venait. «Il est issu d'un milieu vraiment populaire et il en

joue très bien», souligne l'universitaire Ahmet Insel, directeur de la revue *Birikim*. C'est un tribun fort en gueule, qui alterne mots savants et accents faubouriens pour parler

du quotidien difficile «des Turcs si pauvres dans un pays si riche». Chaleureux, direct, il aime à raconter

comment, enfant, il vendait des «simit» (pain en anneau recouvert de sésame) pour aider sa famille à joindre les deux bouts.

Aujourd'hui encore, il n'hésite pas à arrêter un cortège officiel pour acheter des simit à un vendeur ambulant. Diplômé d'une université de commerce, ce n'est pas un intellectuel raffiné. «Mais il pense vite et a un incroyable sens de la répartie», confie un ancien collaborateur. Avec des formules choc, parfois

douteuses. Exaspéré par les récentes critiques de la presse occidentale, il a éructé contre «le gang global» et «le capital juif». Devant les foules, il se laisse emporter par sa rhétorique comme à Cologne, en Allemagne, où devant des immigrés turcs, il fustigea «l'assimilation comme un crime contre l'humanité». Mais il excelle aussi à adapter son discours. «Il peut, en une même semaine, parler simultanément démocratie aux Kurdes, religion dans les mosquées, kéralisme à Ankara; Europe à Bruxelles et sécurité à Washington», ironise un diplomate.

Habile politique, il a toujours su reculer quand le rapport de forces

#### Exaspéré par les récentes critiques de la presse occidentale, le Premier ministre a éructé contre «le gang global» et «le capital juif».

n'était pas favorable. Saura-t-il montrer le même pragmatisme quant à ses ambitions de transformer la Turquie en République présidentielle?

Au sein de son propre parti, les réticences sont fortes. L'intelligentsia libérale, qui soutenait au début l'AKP, est vent debout. Le juriste Baskin Oran rappelle que «la République présidentielle peut être dangereuse dans un pays devenu une démocratie depuis à peine un demi-siècle». ◆

#### REPÈRES



#### TURQUIE

Population	71 341 000 habitants
Espérance de vie	72,2 ans
PIB	560 milliards d'euros
PIB par habitant	7 600 euros
Croissance du PIB	+ 8,2 %

83<sup>e</sup> sur 169 sur l'indicateur de développement humain

Sources : FMI, Pnud - chiffres 2010





14 JUIN 2011

par Reuters

## Turquie: L'armée tue 3 rebelles kurdes dans le centre du pays

**TROIS activistes kurdes ont été tués par l'armée turque lors d'une opération dans la province de Sivas, dans le centre de la Turquie, annoncent des responsables militaires.**

Cette opération, impliquant plusieurs centaines de soldats appuyés par des hélicoptères, visait un groupe d'une dizaine de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans une zone relativement éloignée de leur théâtre d'opérations habituel.

**Le dirigeant du PKK menace d'une «guerre»**

Selon les responsables de l'armée, les rebelles semblaient être

partis de la province orientale de Tunceli et se dirigeaient vers la mer Noire lorsqu'ils ont été repérés dans la région de Sivas. Les opérations militaires se poursuivaient mardi.

Il s'agit du premier incident meurtrier d'importance depuis les élections législatives de dimanche marquées par une troisième victoire consécutive de l'AKP, le parti conservateur du Premier ministre Tayyip Erdogan.

Le dirigeant du PPK, Abdoullah Ocalan, actuellement emprisonné, avait menacé le gouvernement turc d'une «guerre» s'il n'engageait pas des négociations après les élections. Ocalan avait réclamé l'ouverture du dialogue avant le 15 juin.

**LEFIGARO**

13 juin 2011

## La victoire incomplète d'Erdogan

**Vainqueur des législatives turques, l'AKP n'a toutefois pas atteint dimanche la majorité des deux tiers.**

Par Alain Barluet

Une victoire incontestable mais pas totale: n'ayant obtenu dimanche «que» 49,9% des voix aux législatives, le Parti de la justice et du développement (AKP) du premier ministre Recep Tayyip Erdogan ne pourra mener seul sa grande réforme, la mise en place d'une nouvelle Constitution. L'AKP, parti d'inspiration islamiste, au pouvoir depuis 2002, contrôlera 326 sièges au Parlement (sur 550), alors qu'en franchissant le seuil de 330 sièges, il aurait pu entreprendre la réforme en la soumettant aux électeurs par référendum.

**Le casse-tête kurde**

Aux législatives de 2007, l'AKP avait remporté 47% des suffrages et 341 sièges. L'objectif affiché par Erdogan durant la campagne, atteindre une majorité des deux tiers (soit 367 sièges), a été largement manqué. Il aurait permis au premier ministre de lancer, sans le soutien des autres partis, la réforme constitutionnelle qu'il ambitionne dans le sens d'une présidentialisation du régime, même s'il n'a pas donné de détail. Un écueil qui faisait dire, dès dimanche soir, à certains commentateurs turcs que le principal chantier politique de Recep Tayyip Erdogan était désormais caduc. Le chef du gouvernement trouve en effet face à lui le Parti républicain du peuple (CHP), principale formation d'opposition kémaliste (en progression de cinq points avec 26% des voix et 135 sièges) et aussi les

ultranationalistes du MHP (13% des voix, en retrait d'un point, et 53 sièges). L'AKP a donc échoué à «siphonner» les voix de l'extrême droite nationaliste. Cette dernière a, en revanche, réussi à attirer certains électeurs bien décidés à faire barrage à l'ambition d'Erdogan à qui l'opposition prête des penchants autocratiques.

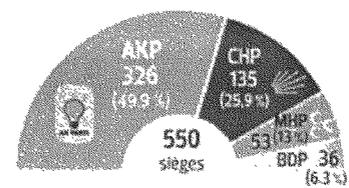
Recep Tayyip Erdogan retrouvera également sur sa route la question kurde, vieille antienne de la politique turque. En effet, le principal parti pro-kurde, le Parti de la paix et de la démocratie (BDP) est lui aussi sorti vainqueur des élections de dimanche en remportant 6,3% des votes et 36 sièges, contre 20 dans le Parlement sortant. Six militants de la cause kurde, incarcérés pour collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), en lutte armée contre les forces d'Ankara depuis 1984, ont aussi été élus. Parmi eux: Hatip Dicle, figure influente de la cause kurde, qui a passé dix ans en prison et qui disposait du soutien du BDP, et Leyla Zana, une autre figure importante de l'activisme kurde, emprisonnée elle aussi pendant dix ans.

Le BDP, dont le soutien pourrait être déterminant pour aller de l'avant vers une nouvelle Constitution, ne manquera pas de poser ses conditions à Ankara. Sa principale revendication concerne un statut d'autonomie pour les 12 à 15 millions de Kurdes (sur 73 millions d'habitants dans le pays). Alors qu'en 2007, l'espoir d'une main tendue aux Kurdes avait permis à l'AKP de faire une percée dans leurs bastions du sud-est, les promesses non tenues n'ont pas permis au parti majoritaire de réitérer l'exploit. La presse d'opposition doute de la volonté réelle de Recep Tayyip Erdogan de négocier avec ses opposants kurdes. La crise en Syrie voisine, où vit une minorité kurde (9% de la population), vient



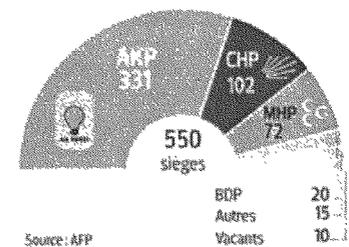
### Parlement turc

**NOUVEAU PARLEMENT**  
Résultats des élections législatives, en sièges



AKP: Parti de la justice et du développement  
CHP: Parti républicain du peuple  
MHP: Parti de l'action nationaliste  
BDP: Parti pour la paix et la démocratie

### PARLEMENT SORTANT



encore compliquer la donne. Ankara craint des répercussions transfrontalières, si Damas ne venait, en guise de représailles, à modifier sa politique kurde.

## TURQUIE : L'AKP confirme sa place de leader

Les élections ont permis au parti du Premier ministre Erdogan de progresser. Un résultat qui s'explique notamment par la personnalité charismatique du chef du gouvernement et par une campagne intelligente menée par la principale formation du pays.

Pierre Vanrie

Courrier international

"LE GRAND SUCCÈS de l'AKP s'explique de multiples façons", écrit Rusen Cakir dans Vatan. "Le succès des élections législatives de 2007 s'expliquait par l'interventionnisme de l'armée qui voulait alors empêcher à tout prix qu'un membre du Parti de la justice et du développement (AKP) [en l'occurrence Abdullah Gül] puisse devenir président de la République. L'AKP s'était alors retrouvé en position de victime, ce qui l'avait servi électoralement. Quatre plus tard, la situation est tout autre et l'AKP n'est plus en position de victime. Que, dans ces conditions, l'AKP engrange un tel succès électoral illustre donc qu'au moins un électeur sur deux est satisfait de ce parti. Les clichés caricaturaux sur un AKP clientéliste qui obtient des voix parce qu'"il a distribué des pâtes et de l'or à la population" ne permettent pas de comprendre cette progression", explique-t-il.

Selon Taha Akyol de Milliyet, cette progression s'explique parce que "l'AKP a réussi à amener vers le 'centre' de larges franges de la population qui incarnaient la 'périphérie'. Erdogan a réussi le tour de force de représenter les sentiments et les choix politiques des citoyens et des entrepreneurs issus de la province anatolienne et des faubourgs des grandes villes et de leur apporter des 'services'. Ce que l'on qualifie de 'services' est en réalité le développement économique. Que ce soit dans le domaine de la santé, du transport ou de l'enseignement, l'AKP étend ainsi l'application des services publics du centre vers cette périphérie. C'est dans ce contexte que les électeurs des zones côtières égéenne et méditerranéenne inquiets pour l'avenir de la laïcité en Turquie (et qui votaient alors plutôt pour le CHP [principal parti d'opposition à l'AKP]) ont pu constater que la laïcité n'avait pas disparue après neuf années d'AKP. Ils se sont alors intéressés aux 'services' que pouvait leur rendre l'AKP. C'est ainsi que les suffrages en faveur de l'AKP ont augmenté de façon importante notamment dans la région d'Izmir."

Ayhan Aktar, dans Taraf, estime d'ailleurs qu'avec cette élection on assiste à "la fin de la paysannerie et à la victoire des classes moyennes urbaines".



▲ Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP) - 12 juin 2011

"Désormais, 75 % de la population turque vit dans les villes. Depuis 2002, l'AKP a développé une politique économique à l'attention de ces classes sociales urbaines. N'oublions pas que l'AKP a forgé son identité au cours de son expérience municipale. Pour la première fois, un gouvernement organisait la distribution des revenus, distribuait des livres gratuitement aux lycéens et investissait dans une réforme de la santé et de la mobilité. Par ailleurs, la baisse de l'inflation a rassuré cette classe moyenne urbaine", affirme-t-il. Pour de nombreux éditorialistes de la presse turque, la personnalité charismatique du Premier ministre Erdogan est également pour beaucoup dans le succès de l'AKP.

Le Parti pour la paix et la démocratie (BDP, prokurde [vitrine légale du PKK]) est considéré également par bon nombre d'observateurs de la presse turque comme le second vainqueur de ce scrutin. Se présentant sous forme d'un bloc d'indépendants regroupés autour de ce parti afin d'éviter que le barrage électoral des 10 % ne les empêche de siéger au Parlement, le BDP a obtenu 36 sièges, contre 22 lors de la législature précédente. Kurtulus Tayiz, dans Taraf, estime que "le succès incontestable de l'AKP au niveau national est quelque peu atténué par sa performance dans les zones où les leaders politiques kurdes entendaient peser". "Par rapport à 2007, l'AKP a perdu des voix dans ces provinces du sud-est anatolien [à majorité kurde] où les indépendants du BDP ont réalisés de très bons scores."

Selon Cevdet Askin de Radikal, "l'arrivée de 36 députés soutenus par le BDP dans un Parlement turc qui va débattre

d'une nouvelle Constitution est très important dans le cadre d'une solution à la question kurde et de l'arrêt des violences, alors que le PKK a décrété un cessez-le-feu unilatéral jusqu'au 15 juin. En effet l'importance d'un tel groupe politique qui passe de 22 à 36 députés et qui de ce fait peut jouer un rôle politique important en terme de solution à la question kurde condamne le PKK à prolonger ce cessez-le-feu et à s'abstenir de toute violence."

Le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), qui oscille entre credo kémaliste et retrouvailles avec la social-démocratie, a progressé de plus de 5 points par rapport au scrutin précédent, atteignant 26 % des suffrages. Pour autant, il est au-dessous des 30 % que d'aucuns lui attribuaient comme objectif et en tout cas bien loin des 49 % de l'AKP. Certains éditorialistes tels que Eyüp Can, rédacteur en chef de Radikal, choisissent ainsi de positiver le résultat du CHP. "Le nouveau CHP, sous la direction de Kemal Kılıçdaroglu, a réalisé une avancée qu'il convient de ne pas minimiser. Certes, avec 26 %, il n'a pas répondu à toutes les attentes mais, grâce à une approche donnant davantage la priorité aux libérés, rejetant la politique du statu quo de son prédécesseur et abordant de front les vrais problèmes du pays, il a, par rapport à 2007, suscité davantage d'intérêt auprès de l'électorat turc", explique-t-il. Markar Esayan, dans Taraf, estime quant à lui que le score, jugé modeste, du CHP s'explique par un message brouillé "où le slogan d'un nouveau CHP entre en contradiction avec la présence sur les listes de ce parti d'inculpés du réseau Ergenekon qui incarne la vieille tradition hyperétatiste du CHP". Selon Asli Aydintasbas de Milliyet, le CHP n'a pas tant progressé. "Tandis que l'AKP s'adressait de façon très concrète au portefeuille des électeurs, le CHP s'adressait, lui, à leur conscience avec des sujets plus abstraits en leur parlant de démocratie et d'écoutes téléphoniques", note-t-il.

Oral Calislar, dans Radikal, fait par ailleurs remarquer que "pour la première fois, la Turquie a vécu une élection qui ne s'est pas déroulée à l'ombre de l'armée. Voilà un précédent positif dans un pays où chaque élection était soumise à l'influence des militaires."

- L'armée a pris le contrôle de Jisr Al-Chughour, provoquant un exode vers la Turquie
- Les condamnations internationales se multiplient, mais le Conseil de sécurité reste passif

New York (Nations unies)  
Correspondante

Le travail de sape opéré par la Russie et la Chine contre toute initiative au sein du Conseil de sécurité de l'ONU susceptible d'aboutir à une condamnation de Damas a porté ses fruits. Trois mois après le début des violences en Syrie, les quinze pays membres n'ont toujours pas réagi. Un projet de résolution présenté par la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Portugal, et soutenu par les Etats-

Unis, est à l'étude depuis plusieurs jours. Mais, faute de consensus, son vote n'a pu être envisagé. Ni les Russes ni les Chinois ne se sont présentés à la réunion de travail organisée durant le week-end du 11 et 12 juin par les Européens. Les perspectives d'obtenir un accord sont « sur le fil du rasoir », a déploré le ministre des affaires étrangères britannique, William Hague.

Le texte, maintes fois remanié, condamne la répression par le régime syrien du mouvement de contestation populaire sans pour autant le menacer de sanctions. « C'est la première étape », a expliqué à la presse l'ambassadeur français auprès de l'ONU, Gérard Araud. « Nous voulons envoyer un message politique aux autorités syriennes (...). Nous savons très bien, et cela a été dit par les autorités françaises, que nous n'allons pas nous engager dans des opérations militaires contre la Syrie. Le Conseil de sécurité veut faire ce qu'il peut faire, c'est-à-dire appeler les autorités syriennes à engager un dialogue politique », a-t-il précisé.

La résolution demande l'arrêt immédiat des violences et stipule que « les attaques systématiques menées contre la population civile pourraient être qualifiées de crimes contre l'humanité ». « Nous sommes bien conscients des limites de l'exercice », reconnaît un diplomate occidental, qui souligne toutefois l'importance du « calendrier » fixé par le texte, exigeant du secrétaire général de l'ONU un compte rendu dans les quinze jours suivant l'adoption, puis chaque mois par la suite.

Cet « engrenage », selon ce diplomate, ouvre la voie à de futures actions du Conseil de sécurité. La Russie et la Chine, qui, en mars, s'étaient abstenues lors du vote de la résolution 1973 autorisant l'intervention militaire en Libye, font planer la menace d'un veto. « La situation dans ce pays, de notre point de vue, ne constitue pas une menace à la paix et à la sécurité internationales », fait savoir le ministère des affaires étrangères russe. L'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil se sont joints au mouvement de résistance sino-russe.

### Espoirs brésiliens

En coulisses, les Européens tentent de ramener à la raison les trois pays émergents, par ailleurs candidats à un siège de membre permanent dans le cadre d'une réforme du Conseil de sécurité. Les plus optimistes estiment que le vote de ces trois pays obligerait Moscou et Pékin à réfléchir à deux fois avant d'opposer leur veto. Les espoirs sont tournés vers le Brésil. Depuis la prise de fonctions, en janvier, à la tête de l'Etat, de Dilma Rousseff – une femme qui connut la torture quand elle était prisonnière politique –, le Brésil se montrerait moins compréhensif à l'égard de dictatures autrefois ménagées par son prédécesseur, Luiz Inacio Lula da Silva.

Les Brésiliens ont voté la résolution réclamant une enquête du Haut Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme

sur les violations commises en Syrie. Brasilia a également soutenu celle créant un mandat de « rapporteur spécial » chargé d'enquêter sur les violations de même nature en Iran. Jusqu'ici, le Brésil s'était toujours abstenu de voter contre Téhéran.

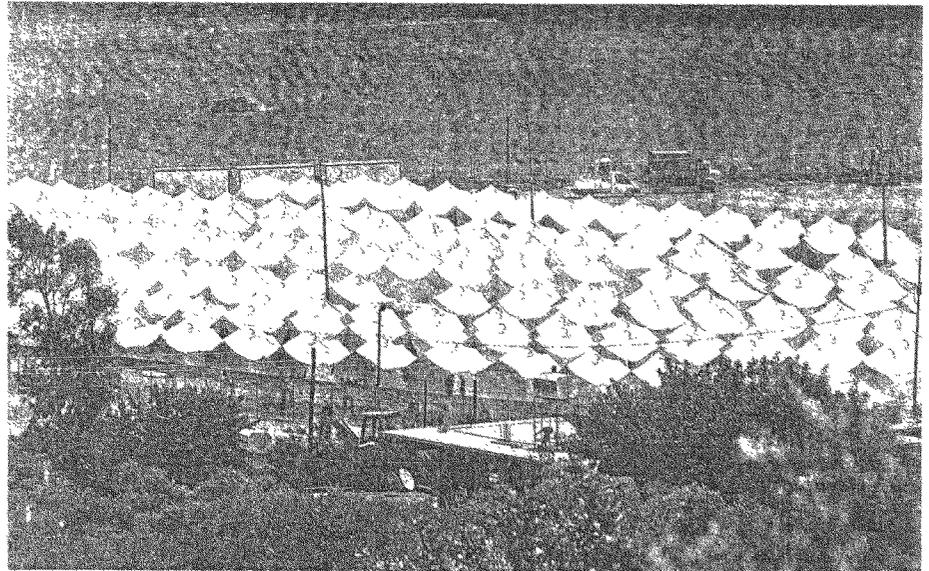
La condamnation de la répression par la Turquie pourrait « changer la donne », estime par ailleurs un fonctionnaire du secrétariat des Nations unies, en référence à la prise de position très critique du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, contre Bachar Al-Assad, qu'il appelait jusqu'ici son « ami ». Faute du soutien de la Ligue arabe, a contrario de ce qui s'était produit avec la Libye, l'appui d'Ankara contre Damas pourrait, selon lui, « faire bouger les lignes russe et chinoise ».

Dans les capitales européennes

et à Washington, le ton monte contre le régime syrien mais aussi contre l'inaction du Conseil de sécurité. La Maison Blanche a dénoncé la « crise humanitaire » provoquée par Damas. Londres et Berlin ont pressé l'ONU de prendre de façon urgente « une position claire », tandis que la France a condamné fermement la poursuite « de plus en plus brutale de la répression en Syrie » et appelé les quinze pays membres à prendre leurs « responsabilités en s'exprimant sans délai ». ■

Alexandra Geneste

# L'onde de choc syrienne, impasse diplomatique et crise humanitaire



Un camp organisé à Boynuegin, bourgade turque frontalière de la Syrie, pour l'accueil des réfugiés fuyant les assauts de l'armée de Damas. OSMAN ORSAL/REUTERS

# Seized town reflects Syrian divide

BEIRUT

## Tensions risk rupture between Sunni majority and the president's sect

BY ANTHONY SHADID

The Syrian government's retaking of a town this past weekend that had teetered beyond its control is sharpening sectarian tensions along one of Syria's most explosive fault lines: relations between the Sunni Muslim majority and the minority Alawite sect to which the family of President Bashar al-Assad belongs, residents and officials say.

Each side offered a litany of complaints about the other, according to interviews with refugees, residents and activists, suggesting, even in a small sample, deepening animosities in a country where the fear of civil war is at once real and used as a pretext for suppressing dissent. Syria is a volatile blend of Sunnis, Alawites, Christians, Kurds and others inhabiting the same land, but with disproportionate political power vested in the Alawite elite.

Jisr al-Shoughour, the town where the government used tanks and helicopters to crush what it called "armed terrorist gangs," sits in a landscape as complicated as anywhere in Syria. It is a Sunni town with an Alawite town about a kilometer, or less than a mile, to the south, interspersed with Christian and more Sunni settlements.

The military deployed forces to the country's north and east on Tuesday as hundreds of civilians displaced by the crackdown huddled in muddy olive groves near the Turkish border, where some lacked shelter and food, residents said.

The scenes on both sides of the border, a frontier stretching 836 kilometers, or 520 miles, that Syrians can cross without visas, brought yet another dimension to the three-month uprising against Mr. Assad. Unfolding on Tuesday was the repressive force of the state, with reports of more arrests, along with the consequences of thousands of lives uprooted.

"Not even my mother would recognize me," said Saeb Jamil, a Syrian who fled toward Turkey and said he was stranded with hundreds of others.

Activists and residents said tanks and soldiers were also moving east toward Deir al-Zour and Abu Kamal, a region near the Iraqi border dominated by extended clans.

The crisis of displaced Syrians, along with the relentlessness of the crackdown, has drawn growing international condemnation, thrusting Syria's leadership into some of its starkest isolation in

its four decades in power.

Turkey's prime minister, Tayyip Erdogan, a friend of Mr. Assad's, urged him yet again to end the crackdown in a telephone call Tuesday. Last week, Mr. Erdogan called the behavior of Maher al-Assad, Mr. Assad's brother, who is said to have commanded the forces that retook Jisr al-Shoughour, "brutish and inhuman," deeply angering Syrian officials.

By Monday, Turkey said nearly 7,000 refugees had fled across its border and, though it promised to care for them, the prospect of more displaced Syrians has alarmed officials there.

In Jisr al-Shoughour, one Sunni resident said he had received a text message from an Alawite friend asking whether his family was O.K. "I replied, 'My two sisters with a baby have been killed,'" said the resident, who gave his name as Mohammed. Others accused Alawite neighbors of taking part in the crackdown, some coming from the town a kilometer away.

Some suggested that those same neighbors had set up checkpoints on nearby roads, ostensibly to detain opponents of the government.

Alawites, on the other hand, shuddered at the prospect of Sunni insurgents who they believe may have helped wrestle Jisr al-Shoughour, at least momentarily, from government hands.

"I'm so worried that the country might be dragged toward a sectarian confrontation," said Aqşam Naisi, an Alawite lawyer and human rights activist in Damascus. "Jisr al-Shoughour is one example, and I hope it will be one that passes."

The prospect alarms outsiders as well and has been one reason that the United States and Arab neighbors have as a whole been reluctant to push out Mr. Assad. "The sectarian aspect, the divisions and the animosity, are getting worse," said an Obama administration official in Washington, speaking on the condition of anonymity.

"I don't think it will go away," the official added. "What happened in the northwest will only harden the Alawite feelings, harden them as a group, harden their animosity toward the Sunnis, and vice versa. It will only harden this divide."

The depth of sectarian divisions in Syria — a country no less diverse than Iraq and Lebanon, both neighbors that fought civil wars — remains in dispute, though they already have punctuated protests and crackdowns in towns like Baniyas, on the Mediterranean coast, and Tall Kalakh, near the Lebanese border, since the uprising erupted in March.

Syrian officials have suggested that militant Islamists have manipulated popular grievances and warned that the government's collapse would endanger

**"I'm so worried that the country might be dragged toward a sectarian confrontation."**

the relative security of Christians and other minorities there. Opposition activists have played down sectarian divisions, which they describe as a government ploy to sustain its four decades of rule. If anything, they say, the government has stoked tensions in a cynical bid to divide and rule.

The events in Jisr al-Shoughour are opaque — whether an armed uprising, a rebellion led by army deserters or a mixture of both.

But anger has clearly grown along with the uprising. Or, as another resident put it, "They are turning this into a sectarian battle."

The prospect of sectarian strife underlines the very ambiguity of the Syrian protests, which erupted after the arrest and ensuing torture of 15 youths in the poor southern town of Dara'a. The demonstrations quickly spread across the country, building off everything from misery inflicted by a devastating drought in the countryside to the utter unaccountability of security forces in rural regions long neglected by Mr. Assad's state.

While opposition activists and U.S. officials have portrayed the protests as largely peaceful, even they acknowledge that armed elements have carried out attacks on security forces. The government says hundreds in its security forces have died, though the number pales before the opposition's count of more than 1,300 protesters killed.

"We see the elements of an armed opposition across Syria," the U.S. official said. "In the northwest, we see it as having taken over. There are a lot of them."

"We don't really know who these armed groups are," the official added, noting that they were "religiously based, absolutely."

So far, the government has relied on its support within the military and, more important, the intelligence services; the business elite; and the country's religious minorities, namely Christians and Alawites. After recent events, Turkish and U.S. officials say they believe that some within the business elite have begun to turn against the state.

Minorities, meanwhile, are said to be growing more fearful over a government that has promised to deliver stability but instead finds itself in a protracted crisis.

In the hinterland of Jisr al-Shoughour, a predominantly Sunni region once a stronghold of the Muslim Brotherhood and known for its opposition to the As-

sad family, criticism was directed as much at Alawite neighbors as at the Syrian leadership.

Hamza, a 28-year-old day laborer, who like most people interviewed refused to provide his last name, said some neighbors from Ishtabraq had joined paramilitary forces there. Another accused the government of arming Alawite neighbors, a longstanding charge.

"People in Jisr know each other very

well, and they know the villagers around us, and we know these villagers are Alawites from Ishtabraq," another resident there said.

Human rights activists cautioned that the anger was that — just anger.

"If there is no political will on the part of the opposition to turn this into civil war, how would the dirt of the regime be turned into mud?" said Wissam Tarif, head of Insan, a human rights group. "I don't think it will turn into civil war. I

just don't see it."

But the man who received the text message on Monday from an Alawite friend of 25 years was grimmer, in words that suggested inevitability.

"As people, we don't want anything to happen between us," Mohammed said by telephone. "But the people in this regime are forcing us to hate Alawites."

Hwaida Saad contributed reporting.

Herald INTERNATIONAL Tribune JUNE 15, 2011

# Turkey's post-election challenge

How Erdogan handles his victory will determine whether Turkey fulfills its potential.

**Stephen Kinzer**

Sunday's election in Turkey was another reminder of the country's astonishing rise, which has been one of the most dramatic geopolitical stories of the last decade.

For the first 80 years of its existence as a nation, Turkey was dominated by generals and played almost no role in the world. Now it is a vibrant democracy and a major force in the Middle East, the Caucasus, North Africa, the Balkans and beyond.

The election was a triumph for Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, who has presided over his country's remarkable transformation. His party won more votes than all other parties combined, making him the first Turkish prime minister in more than half a century to win three consecutive terms.

He will naturally be tempted to take this victory as a mandate to charge ahead with his own projects. Instead he should do the opposite: curb his divisive rhetoric, adjust his authoritarian style, and seek broad support for projects that will strengthen Turkey and help calm the world's most volatile region. Syrians who are racing toward Turkey in search of refuge represent Erdogan's most immediate challenge.

Turkey has become not just a safe haven, but a model for what many Arabs would like to see their countries become. This model — a government with roots in Islam but also committed to democracy, free enterprise and good relations with Europe and the United States — represents the dream of millions of

**Turkey is poised to become one of the most successful countries of the 21st century.**

Tunisians, Libyans, Egyptians, Yemenis, Syrians, Jordanians and Palestinians.

Finding a way to stabilize the ever-more-turbulent Middle East is Turkey's most urgent task. Erdogan is obsessed with his drive

to make Turkey one of the world's 10 biggest economies (it is now 17th). This will only be possible if the Middle East is peaceful and open for business.

Besides dealing with upheaval in the Arab world, Turkey faces three other key foreign policy challenges. First is the continuing division of Cyprus between ethnic Greek and Turkish sectors. Second is the frozen conflict with Armenia, which seemed to be on the brink of resolution until Turkish and Armenian nationalists killed a promising agreement reached by both countries two years ago. Erdogan's new mandate gives him the power to overrule militants in his ranks.

Third is to rebuild relations with Israel. Erdogan has become a hero in the Middle East for his forthright denunciations of Israel's occupation of the West Bank and its blockade of Gaza. Like many Turks, he is still enraged over the murder of nine Turkish civilians by Israeli commandos who stormed a freighter bearing relief supplies for Gaza last year. His anger may be justified by the facts, but he should realize that a resumption of Turkey's good ties to Israel could be a decisive step toward Middle East peace.

Foreign policy challenges are only part of Erdogan's post-election agenda. He also needs to deepen Turkish democracy. That would require resolving the decades-old Kurdish conflict and taking concrete steps to reassure secular Turks that their country is not moving toward religious rule.

Turkey's grand project in the next couple of years will be writing a new constitution to replace the one imposed by generals three decades ago. Erdogan wants to replace the current par-

liamentary system with one built around a strong president and then run for the presidency himself.

His party did not win enough seats in Parliament to impose a constitution on its own, so if he wants to make such a radical change, he will have to propose a constitution that represents a national consensus.

That can only be reached if the constitution includes strong guarantees of free speech, rights for women, judicial independence, and cultural freedom for all ethnic and religious groups.

Such a constitution would embody the wishes of most Turks. It might also reinvigorate Turkey's stalled campaign to join the European Union. If Turkey becomes an E.U. member by the time it celebrates its 100th anniversary in 2023, that would be Erdogan's eternal legacy.

Turkey is poised to become one of the most successful countries of the 21st century, a model of Muslim democracy and a powerful force for regional peace. Whether it will fulfill its potential depends largely on how Erdogan handles the mandate he has just won.

**STEPHEN KINZER** teaches international relations at Boston University and is the author of "Reset: Iran, Turkey, and America's Future."

# New hope for Turkey's Kurds

By Gonul Tol

**T**HE surprise of Turkey's parliamentary elections on Sunday was not that the ruling Justice and Development Party (AKP) effectively won its third term of single-party rule by sweeping 49.89 percent of the national vote. The most unexpected, under-reported and encouraging aspect of this election was the 5.9 percent of national votes won by the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP). These votes, augmented by the independent candidates supported by the BDP, secure the party an unprecedented 36 seats in parliament. This ensures the Kurds a say in the drafting of a civilian constitution which holds the potential of changing the very conception of Turkey's national identity.

Drafting a civilian constitution to replace one rooted in the 1980 military coup is the most urgent task of the new parliament. Most Western commentary has focused on the risk that Prime Minister Erdogan might use the constitutional revisions to undermine secularism. But in fact a new constitution could consolidate Turkish democracy and also finally afford basic rights to the Kurds, the country's largest and most politically active minority group. The current Turkish constitution is based on a Kemalist notion of Turkish national identity, which is homogeneous and leaves no room for ethnic and religious difference. Kurds, who have been essentially considered second-class citizens since the founding of the Turkish Republic, reject the Kemalist ethno-centric definition of Turkish citizenship and demand a more inclusive understanding that recognizes Kurdish identity.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, in his first speech after the elections, promised that the new civilian constitution will embrace all of Turkey's ethnic and religious groups. The new parliamentary makeup provides the opportunity to make it so. In Sunday's elections, the AKP fell just short of a parliamentary majority necessary to unilaterally amend the constitution without support from other parties. This means that the AKP will have to cooperate with the other parties on drafting and ratifying a new constitution. The ultra-nationalist Nationalist Movement Party (MHP), Kemalist Republican People's Party (CHP), and pro-Kurdish BDP will have to come together to define a new understanding of citizenship that challenges the rigid Kemalist notion and adopt a liberal stance that acknowledges Turkey's ethnic, linguistic, religious, and cultural diversity. It is not clear whether a liberal consensus among these ideologically disparate parties will be possible. Since the MHP and the BDP are on opposite ends of the political spectrum on the issue of national identity, the AKP and the CHP will have to lead the process of building consensus.

Both the AKP and the CHP addressed the Kurdish question in their election manifestos, but define the issue as a matter of individual, rather than collective rights. This distinction is particularly observable in the context of the Kurdish language, a flashpoint in the debate on Kurdish rights and a



key theme of the Kurd's political agenda. The AKP and CHP support Kurdish demands to speak their language but oppose Kurdish being the second official language of Turkey. For Kurds, demanding the right to speak Kurdish is an important first step toward the articulation of Kurdish identity but not sufficient to guarantee the survival of the Kurdish culture on the whole. Kurdish demands for education or public services in Kurdish are part of their claim for the survival of Kurdish cultural practices and denying the collective dimension of the Kurdish question will intensify the political and ethnic isolation of the Kurds.

The BDP will play an important role in communicating Kurdish demands and shaping the new parliament's approach to the problem. With 36 parliamentarians headed to Ankara, the Kurds have a clear mandate to work toward a solution within a democratic framework. But they will not settle for a few cosmetic changes that disregard the collective nature of the issue; they want more than to be able to speak Kurdish which is already a de facto component of public life in the Kurdish majority parts of the country. People speak Kurdish in their daily interactions, in courtrrooms and in public institutions. They want these practices to become their constitutional rights and ensure the survival of their culture.

Turkish democracy is at a critical juncture and the AKP has a golden opportunity to undo decades of assimilationist policies, military coups, party closures and build the basis of a multicultural democracy. For that to happen, the AKP and the CHP have to drop their nationalist rhetoric they used throughout their election campaigns and offer a liberal alternative to the ultra nationalist MHP and the BDP. Turkey can only lead with a stronger democracy in a region where the call for freedom, equality and democracy is stronger than ever.

---

*Gonul Tol is the Director for the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute.*

# Recep Tayyip Erdogan remporte une nette victoire aux législatives turques

L'AKP du premier ministre recueille 49,9 % des suffrages, mais n'obtient pas assez de députés pour réformer seul la Constitution



M. Erdogan célèbre, au côté de sa femme, sa victoire, le 12 juin, à Ankara. UMIT BEKTAS/REUTERS

Istanbul  
Correspondance

La grande ville kurde de Diyarbakir était en liesse, dimanche 12 juin au soir, à l'annonce des résultats des élections législatives en Turquie. Les candidats soutenus par le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), le parti kurde, ont décroché 36 sièges de députés. Ils n'étaient que 20 dans l'Assemblée précédente. Le BDP a devancé le parti de Recep Tayyip Erdogan, dans les régions du Sud-Est et réalisé des scores en hausse à Istanbul.

Mais sur le plan national, sans surprise, le Parti de la justice et du développement (AKP), du premier ministre, est arrivé nettement en tête de ce scrutin, recueillant 49,9 % des suffrages. Les deux grands partis d'opposition restent en retrait. Le Parti républicain du peuple (CHP), conduit par le social-démocrate Kemal Kiliçdaroglu, progresse légèrement, à 25,9 %, tandis que le parti nationaliste (MHP) se maintient à 13 % et sauve sa présence au Parlement, finalement peu affecté par le scandale sexuel qui a poussé dix de ses responsables à la démission pendant la campagne électorale.

Le parti islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002, remporte ses troisièmes élections législatives consécutives et pourra continuer à gouverner avec une majorité stable. « C'est une victoire pour les 74 millions de citoyens turcs », a déclaré M. Erdogan, qui a salué toutes les capitales des pays arabes en révolution. « C'est aussi une victoire pour Jérusalem, pour Gaza et pour la Cisjordanie », a-t-il ajouté.

Le succès est, en apparence, plus net que les précédents pour le premier ministre. Mais il laisse un goût amer, et la joie, manifestée par ses partisans dans les rues d'Istanbul, dimanche soir, a été

plutôt retenue. L'AKP n'obtient que 325 sièges de députés, moins que les 341 obtenus en 2007 malgré un suffrage moins favorable. Le scrutin se déroule à la proportionnelle, par listes régionales.

Ces quelques sièges de différence ont leur importance, notamment pour réformer la Constitution. Le parti au pouvoir est, en effet, sous le seuil de 330 députés qui lui aurait permis de faire passer sa réforme par un simple référendum. Avec 367 sièges (soit les deux tiers des 550 sièges que compte le Parlement), cette formalité n'aurait même pas été nécessaire.

Ce résultat, inférieur à ses espérances, va obliger l'AKP à composer avec l'opposition pour réécrire la Loi fondamentale turque. Dans son discours au « balcon » du siège du parti, dimanche soir à Ankara, le premier ministre a assuré qu'il serait « le garant de tous les modes de vie et de toutes les croyances », pour répondre aux inquiétudes d'une partie des Turcs laïques. « Notre nation nous a envoyé un appel au consensus et au dialogue dans la préparation de notre nouvelle Constitution. Cette Constitution sera élaborée dans la fraternité, le soutien, le partage et l'unité », a souligné M. Erdogan, devant plusieurs centaines de ses partisans, après la confirmation des résultats. Retardée sous son mandat précédent, la réforme de la Constitution turque, rédigée par les militaires après le coup d'Etat de 1980, sera la priorité dès la rentrée parlementaire, a-t-il promis.

Le leader de l'opposition, Kemal Kiliçdaroglu, a prévenu qu'il surveillerait de près toute tentative de passage en force de la part du chef de l'AKP. « Le gouvernement affrontera un CHP plus puissant à l'Assemblée. Nous défendrons nos idées », a promis M. Kiliçdaroglu. Ses 135 sièges, obtenus principalement sur les rives de la mer Egée (ouest), ne lui permettent guère davantage.

« Cette Constitution sera élaborée dans la fraternité, le soutien, le partage et l'unité »

Recep Tayyip Erdogan

Ces derniers mois, M. Erdogan avait manifesté son souhait de faire évoluer la Turquie vers un régime présidentiel, renforçant les craintes d'une dérive autocratique

## Un succès à la majorité qualifiée pour l'AKP

**Parti de la justice et du développement (AKP)** Après le décompte de 99,7 % des bulletins, l'AKP du premier ministre est crédité de 49,9 % des suffrages aux élections législatives du 12 juin. L'AKP devrait obtenir 325 sièges. Les conservateurs vont donc devoir passer des alliances avec d'autres formations politiques pour mettre en œuvre leur projet de réforme de la Constitution. L'AKP peut former seul le prochain gouvernement. Le mandat est de quatre ans.

**Parti républicain du peuple (CHP)** Selon les projections, le CHP a obtenu 25,9 % des voix, soit 135 sièges sur les 550 que compte le Parlement.

**Parti de l'action nationaliste (MHP)** La troisième force politique du pays, le MHP, est créditée de 13,1 % et obtiendrait 54 sièges.

**Parti pour la paix et la démocratie (BDP)** Les indépendants affiliés au parti prokurde BDP auraient obtenu 6,6 %, soit 36 sièges.

du pouvoir.

Le résultat du parti kurde BDP, qui a fait élire sous son étiquette un député chrétien syriaque, des alévis (une branche hétérodoxe de l'islam), des intellectuels et des personnalités kurdes modérées, rap-

pelle aussi au premier ministre la permanence de la question kurde. Aux élections législatives de 2007, l'AKP avait fait une percée remarquable dans les régions kurdes du Sud-Est. Mais les promesses de résolution du conflit, qui a fait

45 000 morts depuis 1984, sont restées sans lendemain.

Le gouvernement a lancé une « ouverture démocratique » qui s'est soldée par un échec. « Ce que nous voulons, ce ne sont pas des canaux, des aéroports ou des ponts.

C'est la paix », explique Süleyman, un Kurde d'un quartier central d'Istanbul, qui a voté pour le candidat du BDP. Dans son discours de dimanche, M. Erdogan a assuré avoir compris le message. ■

Guillaume Perrier

Le Monde

Mardi 14 juin 2011

## Le modèle turc face à la tentation autoritaire

**R**ecép Tayyip Erdogan, le « leader du Moyen-Orient », comme l'ont surnommé ses supporters tout au long de sa campagne électorale, vient de remporter un nouveau succès. La réélection du premier ministre turc pour un troisième mandat était attendue et lui permet de battre un record de popularité et de longévité, jamais atteint depuis Mustafa İnönü il y a plus d'un demi-siècle.

Cette victoire n'en est pas moins éclatante. Avec la moitié des suffrages aux législatives du 12 juin, en progression par rapport au précédent scrutin de 2007, le Parti de la justice et du développement (AKP) de M. Erdogan a balayé ses adversaires. Au vu du bilan du parti au pouvoir, cela semble logique.

En huit années, sous la direction de ce gouvernement pragmatique converti au libéralisme éco-

nomique et sous la houlette de ce parti islamiste moderne, la Turquie s'est profondément transformée. L'inflation est quasiment maîtrisée. La croissance s'envole : près de 9 % en 2010. Le revenu annuel par habitant a plus que triplé en une décennie. La Turquie est devenue la 16<sup>e</sup> économie mondiale et la 6<sup>e</sup> en Europe.

En pleine confiance, la Turquie, éduquée, équipée et industrialisée, dont l'âge moyen de la population est de 28 ans, avance vite.

### Editorial

Et les jeunes Européens de pays en crise, tels que la Grèce ou l'Espagne, commencent à émigrer vers Istanbul, ce nouvel Eldorado aux portes d'une Europe anémiée.

Mais une telle énergie ne peut pas se satisfaire d'une démocratie

imparfaite. Les tendances autoritaires, pour ne pas dire autocratiques, du premier ministre Erdogan ont jeté une ombre sur la fin de son deuxième mandat. La démocratisation n'a pas suivi le rythme des indicateurs économiques. Les relations avec l'Union européenne sont quasiment gelées, laissant Chypre divisée.

Les critiques virulentes contre ses adversaires, ses procès contre des journalistes et son mode de gestion musclé laissent craindre une « poutinisation » du premier ministre. M. Erdogan règne en maître sur l'appareil de son parti. C'est lui seul qui a choisi les candidats députés et lui seul qui formera son nouveau gouvernement. L'ambition du chef de l'AKP est de faire évoluer Ankara vers un régime présidentiel, « à l'américaine ». A n'en pas douter, pour en occuper le premier rôle.

Pourtant, l'actuelle Constitution, lourd héritage d'un pouvoir militaire longtemps omniprésent, doit être réformée en profondeur. Une Constitution civile est attendue, notamment pour mieux répondre aux revendications culturelles et politiques des 15 millions de Kurdes, qui réclament une reconnaissance de leur identité et dont les révoltes ont jusqu'ici été matées par la force.

Cette nouvelle Constitution sera le révélateur des intentions du leader turc, qui, en raison d'une majorité trop courte de quelques sièges, devra parvenir à un consensus avec l'opposition. C'est l'occasion pour lui de retrouver le souffle réformateur de son premier mandat. Faute de quoi le fameux « modèle turc », auquel songent les pays arabes en révolution, restera un modèle inachevé. ■



## Turquie: Comploteurs présumés et Kurdes emprisonnés vont au Parlement

ANKARA, 13 juin 2011 (AFP)

LE NOUVEAU PARLEMENT turc issu des élections législatives de dimanche en Turquie aura neuf membres venant des prisons où ils sont retenus pour soupçons de complot contre le gouvernement ou collusion avec la rébellion kurde, selon les résultats publiés lundi.

Ces candidats ont été présentés sur des listes de l'opposition, un pied de nez aux enquêtes judiciaires controversées lancées ces dernières années.

Ils rejoindront les bancs du Parlement et disposeront d'une immunité. Leur procès se poursuivra.

Le journaliste d'opposition connu Mustafa Balbay et l'universitaire Mehmet Haberal ont été élus sur les listes du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), tandis que le général à la retraite Engin Alan a été élu dans les rangs du parti nationaliste MHP.

Ces nouveaux parlementaires sont accusés d'implication dans des projets de conspiration visant à renverser le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) qui a remporté une écrasante victoire dimanche, s'assurant d'une troisième législature d'affilée depuis 2002.

Environ 500 personnes -- intellectuels, journalistes -- ont été écrouées pour avoir projeté de créer par des actes violents un terrain propice à une intervention de l'armée contre l'AKP.

Toutefois, l'excès de zèle des enquêteurs a suscité des soupçons de dérive autoritaire du pouvoir, pour museler toute opposition.

Deux autres suspects dans ces affaires, le juriste İlhan Cihaner et l'homme d'affaires Sinan Aygün, qui ont brièvement été mis derrière les barreaux, ont également été élus sur une liste CHP.

Six militants de la cause kurde, incarcérés pour collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), en lutte armée contre les forces d'Ankara depuis 1984, ont aussi été élus.

Parmi eux: Hatip Dicle, figure influente de la cause kurde, qui a passé dix ans en prison.

Il disposait du soutien de la principale force pro-kurde, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) qui a présenté des candidats indépendants.

Leyla Zana, une autre figure importante de l'activisme Kurde, emprisonnée elle aussi pendant dix ans, ira elle aussi à l'Assemblée.

## Troisième victoire consécutive pour Recep Tayyip Erdogan. Le nouveau Grand Turc

Frédéric Pons

Le résultat des élections législatives permet à Erdogan d'affirmer la nouvelle ambition géostratégique de son pays, de démontrer la viabilité d'une "démocratie islamique" et d'exiger son intégration à l'Union européenne. Tout n'est pas encore totalement acquis.

Les élections législatives turques de ce 12 juin marquent une victoire sans surprise du Parti de la justice et du développement (AKP) du premier ministre sortant, Recep Tayyip Erdogan. Étant largement vainqueur du scrutin (49,9 % des suffrages), il remporte un incontestable succès personnel. C'est sa troisième victoire électorale consécutive depuis 2002. Une nouvelle fois, un Turc sur deux a voté pour lui, largement plus dans l'Anatolie profonde (centre et est du pays).

Son positionnement "conservateur démocrate" et les succès économiques de ces dernières années expliquent ce succès, autant que la remarquable organisation de l'AKP : ce parti tentaculaire (5 millions de militants) a su étendre son maillage à l'ensemble de la population, proposant une "offre globale" – politique, sociale et religieuse – à toutes les strates de la société turque, des paysans pauvres anatoliens à la bourgeoisie aisée stambouliote. Ce double discours fait de ce "parti islamiste modéré" une sorte d'ovni : à la fois libéral en économie, il est très conservateur, voire rigoriste, sur les questions de société, à l'image de la famille d'Erdogan, dont l'épouse Emine et les deux filles, sorties des meilleures universités, portent en public un foulard islamique.

La seule surprise est l'absence de majorité qualifiée. Erdogan l'espérait pour accélérer ses réformes et surtout, disent ses adversaires, pour affirmer un peu plus son pouvoir personnel. L'AKP est certes majoritaire, comme en 2007 (46,5 % des voix et 331 élus), mais il n'obtient pas les pleins pouvoirs. Les observateurs européens et le camp laïque turc s'en félicitent.

**Le retour des thèmes "impériaux ottomans" dans le débat**

Ils craignaient le renforcement du contrôle du pays par un parti, dont un certain nombre de responsables sont net-



tement moins "modérés" que leur chef.

Faute de majorité qualifiée, à quatre ou cinq sièges près (330 élus sur les 550 du Parlement), l'AKP ne pourra pas convoquer un référendum constitutionnel et modifier la Constitution à son gré. Cette déconvenue va l'obliger à nouer des alliances avec d'autres partis pour faire passer son projet de réforme de la Constitution, selon des critères "islamistes modérés". Cette Loi fondamentale avait été rédigée en 1982, à l'époque du régime militaire instauré par le coup d'État de 1980.

Au Parlement, l'AKP va cohabiter avec deux forces principales, sur la quinzaine de formations qui s'affrontaient. La plupart ont été éliminées par le seuil des 10 % des voix requis, au plan national, pour espérer être représenté au Parlement. Avec 25,9 % des suffrages et 135 sièges, le Parti républicain du peuple (CHP, laïque et social-démocrate) de Kemal Kılıçdaroglu reste la deuxième force politique du pays. Le CHP devrait camper dans l'opposition. Quelques élus pourraient en revanche être débauchés au sein du Mouvement nationaliste (MHP, 13,1 % des suffrages, 54 sièges). L'AKP avait prévu de siphonner le MHP en faisant campagne sur des thèmes "impériaux", chers à l'extrême droite. Cela n'a pas suffi. Les électeurs nationalistes ont sans doute été refroidis par le rigorisme musulman, l'autre visage des amis d'Erdogan.

Pendant la campagne, il s'est pourtant voulu rassurant, balayant le soupçon de tentation autocratique prêtée à son parti, que ses partisans appellent "le parti blanc", ce qui veut dire "sans tache". De

nombreuses dérives, observées ces dernières années, accréditent cette tentation autocratique, sinon théocratique, de la part de ceux qui se disent "sans péché" : le contrôle de presque tous les rouages de l'État après huit ans de pouvoir sans partage, de fortes pressions sur les médias, la pratique systématique de la mise sur écoute et une justice aux ordres ; la poursuite des violences contre la minorité chrétienne et les brimades à l'encontre des alévis, musulmans minoritaires (25 % de la population turque, en majorité sunnites) ; le refus d'apurer le passé douloureux sur le génocide arménien du début du XXe siècle et l'échec de la "politique d'ouverture" en direction des 15 millions de Kurdes de Turquie.

Dans un message postélectoral axé sur les thèmes du consensus et de la négociation, Erdogan a promis que la nouvelle Constitution turque serait fondée sur des principes démocratiques et plus ralistes. Il est cependant resté vague sur son intention d'instituer un régime présidentiel fort, "à la française", pour donner des pouvoirs renforcés à celui qui serait le premier président de la République turque élu au suffrage universel.

À 57 ans, Recep Tayyip Erdogan devrait logiquement occuper ce poste, à l'issue de son troisième mandat de chef du gouvernement. Le petit gamin débrouillard d'Istanbul sera alors vraiment sacré comme le nouveau "Grand Turc" (en référence à la période faste de Soliman le Magnifique, au XVIe siècle). Il a promis que ce mandat serait le dernier, en application de la règle, qu'il a lui-même fixée, limitant le premier ministre et les députés de son parti à trois mandats consécutifs.

Recep Tayyip Erdogan sait que les Turcs l'approuvent en masse quand il leur promet de redonner à la Turquie le rang dans le monde qui était le sien au temps de l'Empire ottoman, à la charnière des mondes méditerranéen et caucasien. La diplomatie turque a déjà renoué avec cette politique impériale qui signe le retour de l'"esprit ottoman", teintée d'une incontestable nos talgie dans certains cercles intellectuels turcs.

À l'exception de la nouvelle bourgeoisie anatolienne et du monde paysan, qui continuent à voter en masse pour lui, les électeurs sont nettement plus divisés quand l'AKP et Erdogan annoncent vouloir rendre à l'islam toute sa place dans la société turque, quand ils semblent assimiler toute forme d'opposition à des manifestations "impies", qualificatif très grave dans la bouche d'un musulman. Beaucoup se souviennent aussi de ses propos inquiétants lorsqu'il était le maire islamiste d'Istanbul, quand il parlait de la démocratie « comme un moyen et non une fin », ou de ses quatre mois de prison, naguère, "pour incitation à la haine religieuse".

Malgré sa conversion à la démocratie, en 1997, et son programme de gouvernement mêlant une réelle ouverture économique et les valeurs traditionnelles de l'islam, malgré de nombreuses protestations de modération et l'ancrage résolu de la Turquie au sein de l'Otan, une partie de la société turque, surtout dans l'ouest (Istanbul et la côte méridionale), redoute une insidieuse poussée totalitaire, au nom des valeurs de l'islam. Les militants laïques citent avec inquiétude cette métaphore que des islamistes livrent pour parler du türban (le voile islamique turc) qu'ils voudraient voir porté par les femmes : « Le foulard est pour la femme comme le rideau pour la maison. Une maison sans rideau est à vendre ou à louer. »

Nul ne sait évaluer exactement le sérieux de certaines formules chocs d'Erdogan, homme caméléon réputé colérique et susceptible, quand il s'en prend à la presse occidentale et fustige « le gang global » et « le capital juif », quand, en Allemagne, devant des immigrants turcs, il dénonce l'assimilation souhaitée par les autorités allemandes « comme un crime contre l'humanité ». Né dans un quartier populaire d'Istanbul, il a gardé de son enfance modeste – il vendit des petits pains dans la rue – une gouaille aux accents aujourd'hui populistes qui fait une grande partie de son succès auprès des foules.

Forte de sa tradition musulmane, de ses succès économiques et de sa stabilité politique, la Turquie tente de profiter de son image favorable pour conforter ses intérêts de puissance économique, culturelle et politique dominante dans la région. Elle sait que son expérience est suivie très attentivement dans un monde arabo-musulman en pleines turbulences. La voie turque incarne pour beaucoup une sortie honorable pour les révolutions arabes, un modèle possible de "démocratie halal" rendant compatibles l'islam et la modernité, le Coran et les libertés individuelles, une pratique sociale équilibrée réussissant à faire cohabiter les imams, les juges, les professeurs, les militaires et les journalistes.

La façon dont le pouvoir politique a su renvoyer l'armée dans ses casernes suscite beaucoup d'intérêt. Après avoir mené quatre coups d'État entre 1960 et 2002, les militaires turcs ont perdu de leur superbe. Ils sont rentrés dans le rang. Les deux gouvernements Erdogan ont réussi à supprimer la tutelle institutionnelle des généraux sur la présidence, la justice, le Conseil de sécurité nationale et les services secrets.

Ce "modèle AKP" pourrait faire florès dans les pays arabes qui se cherchent.

Erdogan parle avec fierté de son pays comme de « l'étoile polaire du Moyen-Orient ». En Égypte et en Tunisie, les islamistes revenus d'exil ne jurent que par le "modèle AKP". Il est symptomatique de constater que le Parti de la justice et du développement, au Maroc, a copié le symbole de campagne de l'AKP – une ampoule électrique. L'emblème de son équivalent marocain est une lampe à huile...

Moins touchée que d'autres pays par la crise mondiale, épargnée par les violences sociales et politiques qui paralysent ses voisins arabes, la Turquie fait valoir son taux de croissance de 8,9 %, une inflation maintenue à 6 %, son évolution "à la chinoise" qui rassure les marchés et les investisseurs. Le premier ministre Erdogan veut profiter de cette embellie économique et de cette stabilité politique pour relancer en priorité le processus d'adhésion à l'Union européenne. Promis par Bruxelles en 2004, sans cesse repoussé, il est aujourd'hui enlisé sous la pression de Paris et de Berlin, qui proposent un partenariat plutôt qu'une intégration pure et simple.

Erdogan et son équipe disent vouloir poursuivre les réformes de fond exigées par l'Union – notamment dans le domaine des libertés. La maîtrise quasi totale du pays le leur permet, sans guère d'opposition interne. Le paradoxe est qu'ils s'ouvriront ainsi les portes de l'Europe en imposant leur loi d'une main de fer.

Même si cette perspective européenne ne semble plus faire rêver les Turcs, Erdogan va maintenant exiger un engagement ferme et définitif de Bruxelles, en contrepartie de ses efforts réformistes, avant la prochaine élection présidentielle (2012 ou 2013). Pour faire de la Turquie – près de 80 millions d'habitants – le nouveau géant oriental de l'Union européenne.■



## Irak: des organisations kurdes appuient la révolte en Syrie

**SOULEIMANIYEH (Irak), 15 juin 2011 (AFP)**

**PLUSIEURS ORGANISATIONS** et personnalités kurdes irakiennes ont exhorté mercredi les autorités de Bagdad et de la région autonome kurde à apporter leur soutien à la démocratie en Syrie au moment où le régime syrien se livre à une violente répression.

"Le silence face aux crimes commis en Syrie est une honte terrible et nous demandons au gouvernement fédéral d'Irak et à celui du Kurdistan de soutenir les droits de l'Homme, la liberté et la démocratie en Syrie car il s'agit d'un devoir moral", assurent ces organisations dans un communiqué publié à Souleimaniyeh, deuxième ville de la région autonome du Kurdistan irakien.

Parmi les signataires du texte figurent le Centre démocratique pour les droits de l'Homme, le Centre contre l'usage des armes chimiques, des médias, des personnalités du monde de la justice et de la culture.

"Nous apportons notre soutien aux citoyens syriens qui aspirent à la liberté et à un meilleur avenir basé sur la démocratie et le respect des droits de l'Homme et nous condamnons la régime baassiste, sa répression sauvage et ses crimes contre l'humanité envers des manifestants pacifiques et des civils", ajoute le texte.

"Les Kurdes d'Irak ont été les victimes de la sauvagerie du régime baassiste et de sa volonté de détruire le peuple kurde. Aujourd'hui, en Syrie, les Kurdes ne sont pas traités de manière équitable par rapport aux autres citoyens", poursuit le document.

Le parti Baas a pris le pouvoir en 1963 en Syrie et en 1968 en Irak, mais les deux branches se sont rapidement brouillées. L'ancien dictateur irakien Saddam Hussein a mené une terrible répression contre la volonté d'autonomie des Kurdes.

## Irak: le gouverneur de Kirkouk exhorte les soldats américains à rester

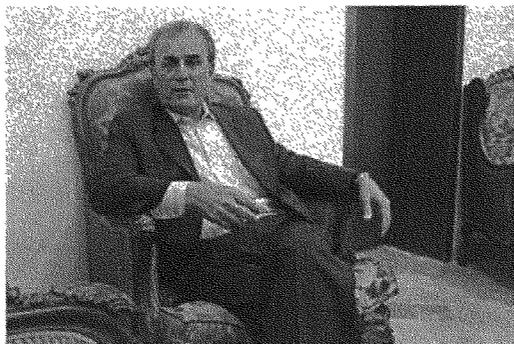
**KIRKOUK (Irak), (AFP)** — Le gouverneur kurde de la riche province pétrolière de Kirkouk a affirmé mercredi qu'il était important de prolonger la présence militaire américaine en Irak pour éviter un retour de la violence confessionnelle.

Cette prise de position tranchée, assez rare, intervient au moment où les responsables américains font pression sur leurs homologues irakiens pour qu'ils décident rapidement s'ils souhaitent le maintien d'unités américaines, dont le départ définitif est prévu à la fin de l'année.

"Maintenir des troupes américaines est important pour protéger le ciel et les frontières de l'Irak et assurer la sécurité intérieure, car nous assistons à un accroissement

de la violence et craignons un retour à la violence confessionnelle", a insisté Nejmeddine Karim dans un entretien à l'AFP.

"La situation sécuritaire volera en éclats si les forces américaines se retirent maintenant", a affirmé M. Karim, élu à la tête de la province cette année et qui dirige également le comité de sécurité du gouvernorat.



Kirkouk, au nord de Bagdad, se trouve au coeur d'une dispute entre le gouvernement central irakien et les autorités du Kurdistan, qui la revendiquent comme une partie intégrante de leur région autonome. Cette situation représente une des principales menaces contre la stabilité de l'Irak.

Environ 45.000 soldats américains sont encore postés en

Irak. Parmi eux, près de 1.200 participent à des patrouilles et postes de contrôle communs avec des militaires irakiens et des forces de sécurité kurdes à Kirkouk et dans les autres régions disputées.

"La présence américaine est très importante dans les régions disputées, notamment à Kirkouk", a affirmé M. Karim, un neurologue qui a vécu et exercé longtemps aux Etats-Unis avant de revenir l'an dernier en Irak.

La violence confessionnelle avait ensanglanté l'Irak dans les années 2006 et 2007, faisant des dizaines de milliers de morts. Si la situation s'est améliorée, les attentats à la bombe et les rapt sont encore très fréquents.

## Erol Dora, député chrétien au Parlement turc

Premier élu chrétien au Parlement turc depuis 50 ans, Erol Dora s'est engagé à se faire le porte-parole des chrétiens et des minorités en Turquie.

**U**ne élection historique : Erol Dora est le premier chrétien à entrer au Parlement turc depuis un demi-siècle. Élu dimanche 12 juin pour un mandat de quatre ans, cet avocat de 47 ans, diplômé de la faculté de droit d'Ankara, est originaire des environs de Mardin, dans la région du Tur Abdin, foyer traditionnel des chrétiens syriaques.

Durant sa campagne, il s'était engagé à se faire le porte-parole des chrétiens en Turquie et, plus largement, des minorités du sud-est anatolien.

« C'est une très bonne nouvelle pour la démocratie turque, commente Sébastien de Courtois, spécialiste des minorités religieuses en Turquie (1). Les forces politiques s'ouvrent aux minorités. Cette élection illustre une tentative de normalisation de la vie politique, sans discrimination religieuse. »

Marié, père de deux enfants, protestant évangélique, Erol Dora a travaillé pendant une dizaine d'années en Belgique (il a la double nationalité), avant de s'installer à Istanbul, dans un cabinet d'avocats, au début des années 2000.

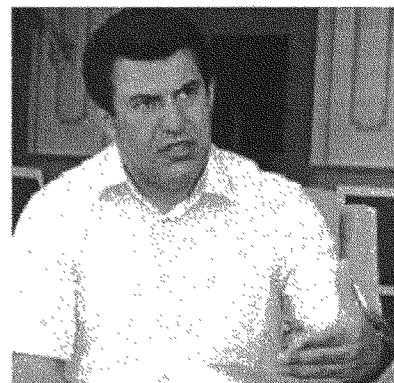
« Un homme de dialogue »

Réputé pour son sérieux, il s'est vu confier, avec trois confrères, l'épineux dossier du monastère de Mar Gabriel, haut lieu spirituel des syriens-orthodoxes.

Depuis son retour, Erol Dora encourage aussi la diaspora assyro-chaldéenne à revenir en Turquie. Il milite activement pour la défense des droits des réfugiés irakiens dans l'association chaldéenne Kader, aux côtés de Mgr François Yakan, vicaire patriarcal chaldéen d'Istanbul.

C'est ce dernier qui l'a poussé à présenter sa candidature aux législatives de dimanche dans la circonscription de Mardin. « Erol Dora est un homme franc, qui ne mâche pas ses mots, appuie Mgr Yakan. Il dit ouvertement qu'il ne faut pas nous considérer comme des étrangers ou des citoyens de seconde zone car nous sommes arrivés en Turquie avant tout le monde. Mais c'est aussi un homme de dialogue, qui se bat pour la paix entre les communautés et les religions ». Favorable à l'entrée de la Turquie dans l'UE

S'il s'est présenté en tant qu'indépendant,



Dora a obtenu le soutien du parti kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie) qui, pour la première fois, s'était ouvert à d'autres candidatures.

Pour Mgr Yakan, il est significatif qu'il ait été élu « non par les seuls syriaques ou kurdes » mais « par toutes les communautés : turque, arabe, yezidie, etc. »

Au lendemain de son élection, le nouveau député a plaidé pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

(1) *Le Nouveau Défi des chrétiens d'Orient*, JC Lattès, 2009, 240 p., 16 €.

# Les lourds dossiers de Tayyip Erdogan

El Watan/Algérie

Mohammed Larbi

Le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, qui a réussi la prouesse de décrocher un troisième mandat, attribuait aux dernières élections législatives une valeur de test. Il voulait savoir jusqu'où les Turcs étaient prêts à l'accompagner dans sa volonté de changer un régime issu du coup d'Etat de 1980 et au sein duquel l'armée exerçait un rôle majeur.

Lui-même d'ailleurs a eu à l'éprouver, ce qui l'a amené à procéder d'une manière toute particulière, jamais de front et tout en prenant l'opinion à témoin, surtout qu'il était question d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE), même si très peu y croyaient en réalité. De ce face-à-face, l'on retiendra que tout aurait pu s'arrêter peu avant les élections de novembre 2002, quand un juge de la Cour constitutionnelle, incarnation du système en place selon nombre d'analystes, en avait alors brandi la menace. Ou encore ne plus se poursuivre comme cela a failli être le cas en 2008, quand l'AKP, le parti de Erdogan, était menacé de dissolution. A croire alors que c'est ce même système qui reculait, ou encore acceptait de se réformer et non pas l'AKP qui avançait, malgré son audience aujourd'hui incontestable. C'est ce qui donne des idées à son leader, à qui l'on prête l'idée d'être le dernier Premier ministre du système parle-

mentaire actuel.

En termes de sièges, la marge est confortable, mais en termes de voix, c'est du 50-50 et Erdogan est interpellé sur ce rapport et doit donc tenir compte de l'autre moitié de la population turque qui n'a pas voté AKP.

Les nationalistes du CHP, le parti de Mustafa Kemal, le fondateur de la Turquie moderne, qui a repris des couleurs à l'occasion du dernier scrutin, veulent se faire entendre avec leur meilleur score (135 sièges) depuis 1977. Quant aux Kurdes, ils ont opéré avec beaucoup d'intelligence. Ils sont en effet partis en rangs dispersés, mais pas opposés, juste pour éviter la barre éliminatoire des 10% pour siéger au Parlement ; leur score est plus qu'appréciable et même historique avec 36 élus contre 20 dans le précédent Parlement. Il ne s'agit pas, pour eux, de faire de la figuration ou de la simple opposition.

Ils s'appêtent à défendre l'idée d'autonomie dans le cadre d'un système fédéral, ce qui est fondamentalement différent de la revendication d'un Etat kurde. Outre la revendication linguistique, les Kurdes demandent une référence à leur identité dans la nouvelle Constitution promise par M. Erdogan, partisan pendant un temps d'une «ouverture démocratique» en leur faveur, avant de revenir à un discours plus classique : «Un seul drapeau, un seul pays, une seule nation», a-t-il dit lors de

sa campagne. Un discours qui manque de constance et qui a été sanctionné par l'électorat dans de nombreuses localités du sud-est de la Turquie.

A l'inverse, les élus kurdes s'appêtent à défendre une position nouvelle, susceptible, selon eux, de régler un vieux problème face auquel même la force, surtout elle devrait-on dire, s'est avérée vaine. Elle a au contraire approfondi les divergences et coûté au pays des milliers de vies et des ressources qui auraient pu servir autrement qu'à l'entretien de la machine de guerre. Ce qui veut dire un ordre du même type et un impact certain sur les libertés et les droits de l'homme.

C'est ainsi que se situent les questions importantes de ce nouveau mandat. Un recentrage, surtout si l'on considère, comme le font beaucoup de Turcs, qu'une adhésion à l'UE n'est pas seulement hypothétique, mais improbable avec l'opposition de nombreux Etats, lesquels ne se sont pas contentés de discours puisque toute nouvelle adhésion devrait être soumise à référendum. Au moins, dit-on en Turquie avec beaucoup de sérieux, la phase préparatoire avec ces fameux critères de Copenhague (stipulant une démocratisation totale des systèmes politiques) aura été utile pour le pays. Cette fois, il s'agit d'aller encore plus loin.



## PKK: procès de 18 personnes à Paris pour financement de terrorisme

PARIS, 20 juin 2011 (AFP)

**LE PROCÈS DE 18 PERSONNES, dont des dirigeants présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), poursuivies pour des faits présumés de terrorisme et de financement de l'organisation séparatiste kurde, s'est ouvert lundi à Paris.**

Ces 18 personnes, essentiellement de nationalité turque, avaient été interpellées en France en région parisienne et en Bretagne en février 2007.

Présentées comme des membres actifs du PKK, elles sont soupçonnées d'avoir participé au financement d'attentats commis en Turquie. La justice les suspecte également de blanchiment d'argent provenant du trafic de drogue.

Ces 18 personnes et le Centre culturel kurde Ahmet-Kaya, prévenu en tant que personne morale, doivent répondre d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et financement d'une organisation terroriste.

L'affaire a été révélée par un signalement de la cellule anti-blanchiment Tracfin portant sur deux séries d'opérations de change importantes, représentant au total plusieurs centaines de milliers d'euros, selon l'accusation.

Le procès doit durer trois semaines, à raison de trois audiences par semaine, et s'achever le 6 juillet.

Parmi les prévenus figurent Riza Altun, Attila Balıkcı et Nedim Seven, respectivement considérés comme le représentant du PKK en Europe, son "secrétaire" et le "trésorier" du mouvement à l'époque des faits.

**Bloomberg**

June 16, 2011

# Kurds May Lead the Way for the Arab Spring: Meghan L. O'Sullivan



By Meghan L. O'Sullivan

As change sweeps the Middle East, euphoria has slowly given way to anxiety that the tumult will benefit extremist religious groups with anti-Western or anti-modernization agendas.

Optimists rightly point to several dynamics that may curb the influence of such groups, such as the secular nature of many of the forces that have dislodged old regimes and the relative lack of public support that extremists have thus far garnered.

Yet few have focused on another development that could help promote moderation in the region: the tentative, but growing, role of the region's Kurdish population.

Policy makers in the U.S. and Europe need to set aside their traditional way of viewing the world exclusively as a collection of nation-states; recognize the possibilities and risks behind Kurdish empowerment; and craft a strategy to encourage this pro-Western population to gain more influence in the region without provoking a backlash.

The history of the Kurds in the Middle East is a seemingly endless tale of oppression, thwarted ambitions and tragedy. Totalling more than 30 million, the Kurds of the Middle East -- who are overwhelmingly Muslim and ethnically distinct from Arabs, Persians and Turks -- have long fought for autonomy from hostile governments or even outright independence.

The hardships of the Kurds of Iraq are perhaps the most infamous, involving genocidal chemical attacks by Saddam Hussein in the 1980s. Next door in Syria, about 2 million Kurds have struggled to preserve their ethnic identity against laws banning their language, and other government acts to force assimilation. (Many had long been denied Syrian citizenship, effectively rendering them stateless, until early April when President Bashar al-Assad granted nationality to 300,000 in an effort to shore up his teetering government.)

## ACROSS THE REGION

Turkey's approximately 15 million Kurds, a small minority of which have waged a terrorist campaign against the government, claim a history of rebellion, open war and forced relocation by the Turkish military. Iran's more than 5 million Kurds enjoy more linguistic rights than in other countries, but also have clashed violently with the state.

For all their historic suffering, a series of developments may now be changing the fortune of the Kurds in fundamental ways. The Kurds in Iraq, who gained effective autonomy after the 1991 Gulf War, have reaped tremendous benefits from Saddam Hussein's fall in 2003 and the subsequent efforts to build a new political system. Kurdish parties now wield significant power in Baghdad, having been a key coalition partner of every government. A Kurd, Jalal Talabani, has been president of Iraq since 2005.

## RETAINING AUTONOMY

The Kurds maintain a high degree of political and cultural autonomy under the Kurdistan Regional Government in the north of Iraq. Although they must address issues of governance and participatory politics to maintain their momentum, their economy is booming, and any visitor to the Kurdish region of Iraq will be impressed by the public investment, infrastructure projects and new businesses visible at every turn.

Other Kurdish gains across the region are more tentative, but have the potential to be equally significant. In Turkey, Kurds may be on the cusp of the most promising moment in decades to address their grievances. This week's election brought a solid victory for the ruling pro-Islamist Justice and Development Party, or AKP. Even so, the AKP will need to find parliamentary partners in order to reach a two-thirds majority necessary to enact the sort of constitutional reforms it seeks.

Turkey's main Kurdish party, the BDP, and Kurdish independents are most likely to serve this role, giving the country's Kurds the opportunity and the leverage to resolve many of the outstanding issues related to their place in society. They have already made clear their desire for the end of military operations in the Kurdish areas of the southeast and for more political autonomy.

Depending on what happens in Syria, new opportunities may also arise for the Kurds there. Should the Assad regime fall, a political arrangement based on power-sharing among Syria's ethnic and religious communities -- much like that in post-Saddam Iraq -- would give the Kurds a real place at the table.

## POTENTIAL FOR CONFLICT

Admittedly, rising Kurdish influence also brings the possibility of further complications and even conflict. Kurds of the Middle East may decide to take advantage of the changes in the region to push for a separate state, the Kurdistan that has long been the focal point of so much Kurdish song and poetry. A push in this direction wouldn't be surprising, given the hardships endured by the Kurds and their desire

to be free of the vagaries of Baghdad, Damascus and Ankara.

Alternatively, political sophistication may come with this new power, as has been the case among Iraq's Kurds. Many of them appreciate the gains that can be realized in the context of a democratic Iraq and have weighed them favorably against the potential costs of provoking regional powers that will oppose a separate Kurdish state.

#### **A GLOBALIZATION STRATEGY**

**R**ather than feeding new clamoring for a Kurdish state, an increase in influence may lead the region's Kurds to adopt a "globalization" strategy. This approach would acknowledge the waning importance of state borders around the globe and focus on building strong cultural and economic links -- and maybe ultimately institutions -- that span political boundaries. Working toward a "virtual" Kurdistan, the Kurds of a transformed Middle East might realize many of their aspirations without incurring the ire of the region's larger powers.

The U.S. and its allies should favor this outcome, not simply because it would be good for the Kurds, but because it would be good for their own interests. Kurds, perhaps because of their dark history at the hands of extremists, tend to be moderates. While many are devout Muslims, they are more likely to favor secular government.

They are among the most pro-American populations in the Middle East, having either watched or benefited from the American-led no-fly zone over northern Iraq for more than a decade. And, if the Kurds of Iraq are any indication, they are also entrepreneurial and welcoming of U.S. and Western investment.

#### **ALLIES FOR U.S.**

**A** region where the Kurds play a role in the national politics of Iraq, Syria and Turkey and possibly carry significant economic weight as a collective group will almost certainly be more moderate and conducive to American interests than the Middle East that many see on the horizon. And if the gains of Kurds in Iraq, Turkey and Syria were to encourage Iran's Kurds to agitate against the regime in Tehran, all the better.

All this argues for Barack Obama's administration to incorporate a Kurdish angle into its new Middle East strategy. First, the U.S. should continue to encourage the resolution of outstanding issues between Baghdad and the Kurds of Iraq. In particular, a formalized law on sharing oil revenue will help cement the Kurds in the framework of Iraq by ensuring them of a portion of the country's vast resources.

#### **The Next Syria**

Second, the U.S. can be an advocate for a post-Assad political arrangement in Syria that gives some politi-

cal power to each of the country's many communities; this will be good for all Syrians, not only the Kurdish ones. While Assad might prove capable of staying in power for weeks or even months, he is likely to be added to the list of leaders unseated by the Arab Spring.

When this day comes, Syria and the region will greatly benefit from any efforts made today to map out a transitional political order. Unlike in Yemen, where the U.S. had a long relationship with a president, America isn't the likely broker in Syria. But its close ally, Turkey, is -- and should be encouraged to work in this direction.

Third, the U.S. should quietly encourage the new government in Turkey to treat its Kurdish minority generously, making such treatment a focal point in the rich and complex bilateral relationship. Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has in the past recognized the need to address the Kurdish "problem." The U.S. should support rejuvenated efforts to find an acceptable solution on an amnesty for Kurdish militants, to establish the right of Kurds to be educated in their own language, and to provide greater autonomy for the Kurdish region of Turkey.

#### **NEW REGIONAL DYNAMICS**

**F**inally, the U.S. can use its good relationships with the Kurds in Iraq to counsel pragmatism as they assess the new regional dynamics. Because of their advanced development, the Kurds of Iraq will play a leadership role for the community at large. The U.S. should continue to dissuade them from over-reaching and claiming a Kurdish state.

Difficulties in forging a new strategy for the fast-changing Middle East are compounded by the tendency of analysts to look at the world exclusively in terms of nation-states, rather than considering sub-national and transnational forces. But if policy makers take a less traditional view, they might see an opportunity to empower one of the region's more moderate, pro-American populations in a way that helps the Kurds, Western interests and freedom and prosperity in the Middle East.

---

(Meghan L. O'Sullivan, a professor at Harvard's Kennedy School of Government, is a Bloomberg View columnist. The opinions expressed are her own.)

## How Turks and Kurds see each other and Kurdish question



**COLUMNISTS**

**ORHAN KEMAL CENGİZ**

[o.cengiz@todayszaman.com](mailto:o.cengiz@todayszaman.com)

I AM CURRENTLY reading a report by the Konda research group titled *Kürt Meselesinde Algı ve Beklentiler* (Perceptions and Expectations on the Kurdish issue). The report was prepared based on interviews conducted with Kurds and Turks in 2010 with 10,393 subjects being interviewed in Turkey's 29 provinces.

The data gathered from these interviews provide extremely eye-opening information towards understanding both Turkey and the Kurdish issue. I would like to share with you some of the information made available by this report.

According to the research, 26 percent of Kurds have never received any formal education, whereas this figure is only 6.5 percent among Turks.

Approximately 16 percent of Kurds in Turkey have a Turkish member of their family while inversely (and as a result of Kurds being less in number) this figure drops to approximately 6 percent of Turks.

One out of five Kurds indicated that they have migrated from their homes as either a direct or indirect result of armed conflict in Turkey's Southeast over the past three decades.

When it comes to contact between ethnic groups, the research found that 47.4 percent of Turks (this figure is 22.1 percent in Kurds) do not want a neighbor, 53.5 percent do not want a business partner (this figure is 24.8 percent in Kurds), and 57.6 do not want a daughter-in-law (this figure is 26.4 percent in Kurds) from the other ethnic group.

An interesting picture emerged when the same questions were asked of voters who were affiliated with particular parties. Results showed 42.9 percent of Justice and Development Party (AK Party) voters don't wish for a

Kurdish neighbor, 48.8 percent don't want a Kurdish business partner and 51.7 percent of them don't care for a Kurdish daughter-in-law. The same figures for CHP supporters respectively are as follows: 38.7 percent, 43.4 percent and 47.2 percent. When it comes to supporters of the Nationalist Movement Party (MHP), intolerance peaks at an all time high with those who don't want a Kurdish neighbor, business partner or daughter-in-law being 70 percent, 68.4 percent and 60.4 percent, respectively.

The discrepancy between Kurds and Turks as to where the Kurdish problem stems from is quite interesting. While 84 percent of Kurds believe that it is a problem of provocation by foreign states, 82.7 percent believe that the Kurdistan Workers Party (PKK) is responsible, while 71.3 percent say the problem is caused by Kurds wanting to establish a separate state; 64.8 percent blame the lack of economic development in the country, while 56.3 percent say the root of the problem is that fundamental problems in Turkey are often depicted as concerning Kurds alone.

According to Kurds, on the other hand, the root of the Kurdish problem is not the PKK or the desire for a separate state; rather, 78.3 percent of Kurds say that a lack of economic development in the region is the main cause of the problem, while 53 percent say that the problem is a result of provocation at the hands of foreign states. The other answers given by participants about their perception of the problem shows significant discrepancy from the answers provided by Turkish respondents. While 63.3 percent of Kurds believe that the state treats Kurds differently, 61.2 percent say that they believe Kurds have a problem regarding their identity.

There is also a great difference between Kurds and Turks when it comes to expectations of solutions to the Kurdish problem are concerned: Turks show their highest rates of approval of solutions to ending the problem by way of providing financial development (77 percent) and a one way solution to ending terror (74 percent). While only a mere 14 percent say agree on constitutional approval of the Kurdish identity, 72 percent object to it

entirely. When it comes to the issue of Kurds gaining education in their native language, 59 percent of Turks are opposed to the idea, while 30 percent approve. Further, 52 percent of Turks object to media broadcasting in Kurdish while 35 percent approve of it. Similarly, 56 percent oppose the lifting of the election threshold, while 27 percent approve of it.

As for Kurds' expectations of a solution, they can be listed in order as; providing financial development (94 percent), state-level assistance in Kurdish traditions (89 percent), rights to broadcasting in their native language (87 percent), the constitutional recognition of the Kurdish identity (74 percent), the lifting of the election threshold (59 percent), expansive authority being granted to elected assembly (71 percent).

These are some of the results that I gathered from the report which point to the fact that levels of discrimination and intolerance are hitting an alarming level in Turkey and the will to coexist is noticeably weakening. Similarly, I think that there is a serious deficiency of empathy where Turks are concerned. The answers given by Turks indicated that Turks are still quite far off from understanding the Kurdish problem.

I think that the Turkish educational system plays a serious role in creating this lack of empathy. Unfortunately, respect towards other cultures, tolerance and putting oneself in another's shoes are not taught in Turkey. For example, it is not taught that at the end of the 19th century, a quarter of the Turkish population was comprised of non-Muslims and that Turkey was a culturally and ethnically rich mosaic. As is evident through the information provided above, I am of the opinion that there is dire need for revolution in thinking to solve the Kurdish problem. I also believe that in order for such a revolution to take place, there needs to be a serious revolution of the Turkish educational system. Otherwise, we might be forced to wait for a much longer to resolve the Kurdish issue.□

# Residents flee as Syrian tanks push north to crush protests

AMMAN

REUTERS

Thousands of Syrians fled the historic town of Maarat al-Numaan on Wednesday to escape troops and tanks pushing into the north in a widening military campaign to crush protests against President Bashar al-Assad.

In the tribal east, where 380,000 barrels per day of Syrian oil are produced, tanks and armored vehicles deployed in the city of Deir al-Zor and around Albu Kamal on the border with Iraq, a week after tens of thousands of people took to the streets there demanding an end to Mr. Assad's autocratic rule.

"Cars are continuing to stream out of Maarat al-Numaan in all directions," one witness said by telephone. "People are loading them with everything: blankets, mattresses on roofs."

Syrian forces pushed toward the town of 100,000, which straddles the main north-south highway linking Damascus with Syria's second-largest city, Aleppo, after arresting hundreds of people in villages close to Jisr al-Shoughour, near the border with Turkey, residents said.

The Syrian Arab News Agency said an army crackdown in Jisr al-Shoughour, where the government said 120 security personnel were killed earlier this month, had restored security there and thousands of people were returning.

It also said the army had found a second mass grave in the town containing the bodies of soldiers and police killed by "armed terrorist groups."

Witnesses said the fighting broke out when residents and deserting security forces attacked a police compound in Jisr al-Shoughour about 10 days ago after police killed 48 people. They said 60 police, including 20 deserters, were killed.

More than 8,500 Syrians, many from Jisr al-Shoughour, have sought sanctuary in Turkey, which has set up four refugee camps across the border, about 20 kilometers, or 12 miles, from the town.

A 36-year-old Syrian who gave his name as Ahmed fled with his wife and six children to Turkey after learning troops had arrived in Jisr al-Shoughour, near his village.

"We came here to protect our family. We're not against them," he said, referring to the security forces, "but they fight us like we were infidels."

A Turkish Red Crescent official, who requested anonymity, said more tent



Syrians in a refugee camp in Yayladagi, Turkey, on Wednesday. Turkish officials say more than 8,500 Syrians have fled to Turkey to escape violence in and around Jisr al-Shoughour.

camps were being prepared at the eastern end of the 800-kilometer border, near the Turkish city of Mardin, far from where the current influx of refugees is concentrated.

Hassan Turkmani, an envoy from Mr. Assad, visited Turkey on Wednesday for talks with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. The Turkish leader had developed a close rapport with Mr. Assad but has grown increasingly critical of his military crackdown.

Speaking to journalists before meeting Mr. Erdogan in Ankara, Mr. Turkmani said the refugees would stay in Turkey for a "short period of time."

"Soon they will be returning," he said. "We have prepared everything for them, they have started returning."

In Damascus, thousands of Assad supporters lined one of the capital's main thoroughfares and lifted a 2,300-meter-long tricolor Syrian flag, while waving pictures of the president. State media said it was a demonstration of national unity and "rejection of foreign interference in Syrian internal affairs."

Syrian rights groups say 1,300 civilians have been killed since the start of the uprising in March against President Assad, whose family has ruled Syria for 41 years.

One Syrian rights group said more than 300 soldiers and police have also been killed.

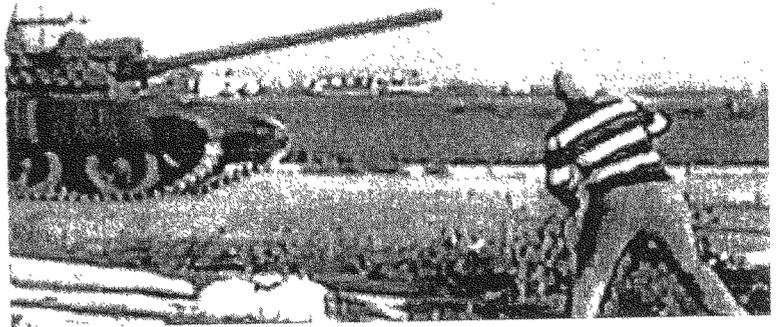
The United Nations' human rights office accused Syrian security forces on Wednesday of brutally repressing protests through executions, mass arrests and torture.

"The most egregious reports concern the use of live ammunition against unarmed civilians, including from snipers positioned on rooftops of public buildings and the deployment of tanks in areas densely populated by civilians," it said in a report to the U.N. Human Rights Council.

TERREUR, MANIPS, MENACES, TOUT EST BON

# Syrie

## La stratégie du chaos



Prêt à tout, le régime syrien mène une répression féroce, agite le spectre d'une révolution islamiste et dresse les communautés les unes contre les autres

Une nuit, les habitants de Bab Touma, le quartier chrétien de la vieille ville de Damas, sont réveillés en sursaut par des coups de feu. Le lendemain matin, ils retrouvent des douilles sur leurs terrasses. Pas de blessés, ni de dégâts. Juste une grande frayeur. Un jour, ce sont des *moukhabarat*, les agents des renseignements syriens, qui mettent en garde les curés contre un risque d'attentat à la bombe : « *Faites attention. Surveillez bien les abords de vos églises, organisez des rondes* », leur disent-ils. Une autre fois, la panique gagne Mezze 86, un faubourg de la capitale peuplé d'Alaouites et de soldats de la garde présidentielle. Les pains distribués un peu plus tôt par des inconnus auraient été empoisonnés. Là encore, aucune victime. De cette rumeur sans fondement ne subsistent que le soupçon et la peur.

Des histoires comme celles-là, il s'en raconte des dizaines aujourd'hui en Syrie, de messages anonymes, de prétendus incidents, d'avertissements qui ont pour seul effet de dresser des communautés les unes contre les autres. Tel ce militant islamiste – devenu, dans certaines versions, une foule de manifestants – qui, il y a trois semaines, criait sa haine dans les rues de Homs, à moins que ça ne soit à Djéblé, sur la côte méditerranéenne. Son slogan ? « *Les Alaouites au cercueil, les chrétiens à Beyrouth !* » Il aurait été filmé par une vidéo amateur. Problème : tout le monde en parle et personne ne l'a vu. Introuvable, tout comme les tracts censés être de la même veine.

« *J'ignore si des fanatiques ont prononcé ces paroles. En tout cas, ce*

*sont les services de sécurité et les médias officiels qui les ont propagées* », affirme le dissident syrien Burhan Ghalioun. Un jeu particulièrement dangereux dans un pays composé d'une mosaïque de peuples et de religions. « *Depuis le début de la contestation, le pouvoir tente d'attiser les clivages confessionnels et ethniques* », poursuit ce professeur à la Sorbonne, directeur du Centre d'Etudes sur l'Orient contemporain. Son but ? Confronté à la fronde d'une population majoritairement arabosunnite, il cherche à souder autour de lui l'ensemble des minorités. En premier lieu, les Alaouites, dont les Assad sont issus, ainsi que la plupart des officiers supérieurs, mais aussi les chrétiens, les Druzes, les ismaéliens, les Kurdes...

Pour ce faire, Bachar al-Assad brandit une fois de plus le spectre d'une révolution islamiste. Les dizaines, les centaines de milliers de manifestants qui continuent de réclamer jour après jour la fin de la dictature, malgré les tirs de snipers, les blindés et les hélicoptères ? Des « *bandes terroristes* », des agents « *à la solde de l'étranger* ». Quand ils les attrapent et décident, après de longs et violents interrogatoires, de les libérer, les policiers leur font signer une déclaration, toujours la même : « *Je suis sorti de la mosquée et j'ai crié "Dieu est grand"* », puis « *j'avoue appartenir à un groupe salafiste* ». Un prétexte pour exercer une répression de plus en plus effroyable : au moins 1300 morts et 10 000 arrestations en deux mois et demi de révolte, plus de 5 000 réfugiés accourus en Turquie en une semaine, des villes bombardées, ratissées maison par maison,

### CHRONOLOGIE

**10 juillet 2000.** Bachar al-Assad est élu président de la République avec plus de 97% des suffrages.

**15-18 mars 2011.** Début de la contestation du régime après un appel à la révolte lancé sur Facebook. La répression vise en premier lieu les manifestants de la ville de Deraa.

**31 mai 2011.** Al-Assad décrète une amnistie générale et libère 450 prisonniers politiques. Mais l'opposition syrienne réunie le 2 juin à Antalya (Turquie) rejette cette amnistie.

comme Jisr al-Choughour.

Les chefs baassistes misent sur la terreur soulevée par leurs massacres et leurs tortures, mais aussi sur celle que distillent plus savamment leurs agents et leurs journaux. « *Ils se présentent comme les garants de la stabilité et les protecteurs des minorités, face à un prétendu complot salafiste, et jouent sur la crainte largement partagée en Syrie d'une guerre civile à l'irakienne* », explique Marwa Daoudy, politologue au St Antony's College à Oxford.

Les contestataires s'efforcent de ne pas tomber dans le piège. Depuis le début, ils rejettent toute revendication de nature confessionnelle : « *Une, une, une, la Syrie est une* », scandent-ils jusqu'à Kamichli, en pays kurde. Sur le terrain, ils multiplient les initiatives pour calmer les esprits. Au moment de Pâques, ils baptisent leur journée de protestation « *Vendredi Saint* », en l'honneur de leurs frères chrétiens. A Lattaquié, deux imams, un sunnite et un Alaouite, échangent leur place pour prononcer le sermon du vendredi. A Douma, c'est un Grec orthodoxe, l'opposant et écrivain, Michel Kilo, qui est invité à parler à la grande mosquée de la ville.

On défile d'un bout à l'autre de la Syrie, y compris à Salamiya, le bastion des ismaéliens, ou à Al-Qrayya, le village du sultan Al-Atrach, le chef druze et héros national qui a conduit

la révolte contre le mandat français. Chez les émeutiers, on appartient à n'importe quelle chapelle. Le ●●●

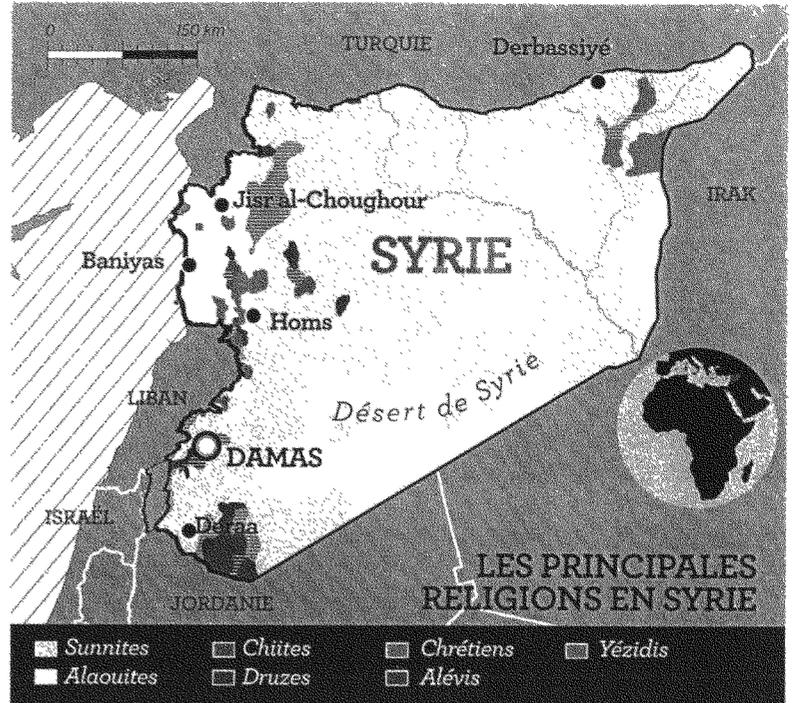
●●● jeune homme qui a détruit le 25 mars les portraits à l'effigie de Hafez et Bachar al-Assad, au-dessus du club des officiers à Homs? Un Alaouite. Les manifestants venus en masse rendre hommage à un martyr à Baniyas? Des sunnites. La victime? Un jeune chrétien. « Vous êtes tous mes enfants », a lancé sa mère à la foule.

**Malgré ces gestes**, la propagande officielle finit par porter. « Si le Doctor [Bachar al-Assad] tombe, on va nous manger sans sel », répètent en privé de nombreux chrétiens. « Ils sont terrorisés, surtout après ce qui s'est passé en Irak, assure une spécialiste des Eglises syriennes. Ils demeurent convaincus que, sans le rempart du Baas, les musulmans vont les écraser. » Leurs patriarches et leurs évêques, comme la plupart des chefs religieux en Syrie, ont fait depuis longtemps allégeance au régime. Certains n'hésitent pas à comparer dans leur homélie le président Al-Assad au « prophète Elie ». Leurs ouailles, avec les encouragements des autorités, forment des comités populaires, dressent des barrages à l'entrée de leurs quartiers.

D'autres achètent des armes, des pistolets, des fusils, n'importe quoi pour se défendre. Surtout dans les villes, à Damas ou à Alep. Dans les campagnes, ils en possèdent déjà. Ils ne sont pas les seuls. Ces derniers temps, au marché noir, à Beyrouth ou dans la vallée de la Bekaa, le prix de la kalachnikov, ce thermomètre local de la trouille, a quadruplé.

## MOTS

**Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères:** « ...Nous pensons que Bachar al-Assad a perdu sa légitimité à la tête du pays... »  
**Jay Carney, porte-parole de la Maison-Blanche:** « Une transition doit avoir lieu. Si le président Assad ne dirige pas cette transition, alors il doit se retirer. »  
**Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères:** « La situation ne représente pas, d'après nous, une menace pour la sécurité et la paix dans le monde. »



Les Alaouites, aussi, sont gagnés par la peur. « La majorité d'entre eux reprend tel quel le discours du régime », déclare l'un de leurs intellectuels. Ils se repassent en boucle la vidéo d'un milicien lynché par une foule vociférante à Hama, pendu par les pieds, à demi nu. Ils se renvoient les fatwas, les appels aux meurtres contre les « hérétiques » de « la secte d'Ali » qui circulent sur le Net. Et citent toujours les mêmes messages que leurs coreligionnaires auraient reçus par SMS: « On va vous égorger », « Votre règne est terminé ». Des officiers, dit-on, expédient leur

famille dans la « montagne », au nord-ouest du pays, qui, de tout temps, a servi de sanctuaire à la communauté. Des taxis de Lattaquié refusent dorénavant de prendre la route d'Alep de peur d'être attaqués.

**Le régime** leur distribue-t-il des armes, comme le prétendent des réfugiés parvenus en Turquie? Impossible à dire. Une certitude: plus que jamais isolé sur la scène internationale (même le Turc Recep Erdogan, l'un de ses derniers soutiens dans la région, vient de le lâcher), Bachar al-Assad semble prêt à tout pour sauver son trône. Ainsi, le 3 juin, il a tendu la main aux douze partis kurdes jusque-là sévèrement réprimés. Presque une reconnaissance des droits politiques d'une communauté qui rassemble entre 10% et 15% de la population syrienne. Son offre de dialogue est restée pour l'instant sans réponse.

Dans sa fuite en avant, le raïs n'hésite pas à défier son puissant voisin israélien. « S'il n'y a pas de stabilité en Syrie, il n'y aura pas de stabilité en Israël », a ainsi prévenu son cousin, l'homme d'affaires Rami Makhlouf, dans une interview au « New York Times », début mai. Depuis, par deux fois, des manifestants palestiniens ont été tués en essayant de franchir la ligne de ces-

## ONU: l'effet Libye

**Hasard du calendrier:** les cinq grands pays émergents - qui représentent près de la moitié de la population du globe - siègent actuellement au Conseil de Sécurité. La Chine et la Russie comme membres permanents, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud pour deux ans. Or, sauf pression extrême de Washington, aucun ne votera le moindre texte présenté par les Occidentaux dénonçant les crimes du régime syrien. Pourquoi? Chacun, certes, défend ses propres intérêts. Moscou veut conserver une base militaire en Syrie et, traditionnellement, Pékin refuse toute ingérence dans les affaires intérieures des pays, de crainte de voir un jour le Conseil s'intéresser à son

propre cas. Mais il y a autre chose: le précédent libyen. En mars, l'Inde et le Brésil ne se sont pas opposés à l'adoption de la résolution 1973 ouvrant la voie à l'intervention militaire contre les forces de Kadhafi. Or ces pays, comme d'autres, considèrent que l'Otan va au-delà du mandat, qui ne prévoyait que la protection des populations civiles et non le changement de régime à Tripoli. Ils se sentent floués. Du coup, même si les Occidentaux répètent qu'il n'est pas question d'action militaire en Syrie, ils refusent le moindre texte concernant ce pays de peur de déclencher un nouvel engrenage guerrier. VINCENT JAUVERT



13 juin : arrivée de réfugiés à proximité de la frontière turque

sez-le-feu qui sépare le Syrie du plateau du Golan occupé. C'était il y a des années les mieux gardées de l'Etat hébreu. « Damas envoie délibérément ces gens à la mort, s'écrie un ancien diplomate. Il y a des barrières militaires tout le long de la route. Par le passé, personne ne pouvait approcher sous peine de lourdes peines de prison, pas même les citoyens syriens. »

Hafez al-Assad pratiquait lui aussi la surenchère nationaliste pour justifier son pouvoir absolu, mais pas au point de risquer une confrontation avec l'ennemi de toujours. Cette fois, la manœuvre s'est retournée contre ses auteurs. Même

les Palestiniens de Syrie ne veulent plus être instrumentalisés par le régime. Le 7 juin, lors des funérailles des victimes, au grand camp de réfugiés de Yarmouk, à la lisière de Damas, les familles ont pris à partie les membres du Front populaire de Libération de la Palestine-Commandement général, un groupe inféodé au parti Baas. Bilan : deux tués dans les rangs du FPLP-CG.

Et que penser de cette supercherie dont pâtit au même moment France 24 ? Le 7 juin, comme à chaque fois qu'elle organise un débat sur la Syrie, la chaîne propose à son ambassadrice à Paris, Lamia Shakkour, d'y participer. D'habitude, il n'y a même

## EXODE

**La répression menée par l'armée syrienne à Jisr al-Choughour, près de la frontière turque (nord-ouest de la Syrie), a accéléré l'exode de réfugiés vers la Turquie; 8538 Syriens auraient franchi cette frontière. Selon l'ONU, 5000 autres auraient aussi trouvé refuge au Liban.**

pas de réponse. Cette fois, Lamia Shakkour donne son accord, via ses services. « On nous a donné son numéro de portable. Elle devait intervenir en direct sur notre canal en anglais, puis en français sur mon antenne », raconte la journaliste Vanessa Burggraf. A l'heure dite, une femme, tout émue, annonce à la surprise générale sa « démission » afin de protester contre le « cycle de violences » dans son pays. Quelques heures plus tard, Lamia Shakkour apparaît sur les écrans de la TV syrienne et dénonce une « usurpation d'identité ». La diplomate en profite pour accuser les médias français de « désinformation ».

« On a comparé les deux voix. Ce n'était effectivement pas les mêmes, poursuit Vanessa Burggraf. On s'est fait manipuler mais par qui ? » Un piratage ? Improbable. « On avait eu une conversation téléphonique, puis échangé quatre mails, avec des interlocuteurs différents à l'ambassade. Ils nous avaient même envoyé sa photo par internet. » La chancellerie, rue Vaneau, avait ensuite confirmé la nouvelle à l'agence Reuters, toujours par courriel. Pour l'opposant Salah Ayach, « il s'est agi d'une opération d'intox, montée délibérément par les services syriens » afin de discréditer une chaîne très regardée en Syrie. France 24 a porté plainte.

CHRISTOPHE BOLTANSKI

Le Monde  
27 juin 2011

# La contestation continue en Syrie en dépit des interventions de Bachar Al-Assad

Beyrouth  
Correspondante

À u discours du président Bachar Al-Assad, mêlant promesses de réformes et menaces voilées contre les contestataires, les rues syriennes ont opposé une fin de non-recevoir. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues, vendredi 24 juin, au cours d'une journée baptisée par les cyberactivistes syriens « Vendredi de la chute de la légitimité : Bachar n'est plus mon président et son gouvernement ne me représente plus. »

Damas, longtemps resté à l'écart de la révolte, a été le théâtre de plusieurs manifestations. Des vidéos amateurs en provenance des quartiers de Midane, Rukn Al-Din, Barzeh ou Kfar Sousseh montrent des

foules plus ou moins compactes scandant « le peuple veut la chute du régime ». Le discours du président Assad, le 20 juin, a été l'un des facteurs de cette mobilisation, selon un manifestant damascène joint par téléphone. « Les attentes étaient grandes, la déception est immense, dit-il. Nous avons été comparés à des "germes", comme si l'aspiration à la liberté était une sorte de maladie... Cela n'a fait qu'amplifier la colère et jeter davantage de manifestants dans les rues. »

Selon ce manifestant, les propos de Walid Mouallem, le ministre des affaires étrangères, qui avait vivement réagi, mercredi, à la décision de l'Union européenne de renforcer les sanctions à l'encontre de la Syrie ont pu également jouer. « Nous nous tournerons vers l'est,

vers le sud, vers tous ceux qui tendront la main à la Syrie. L'Europe n'est pas le monde, et la Syrie restera inébranlable », avait déclaré le chef de la diplomatie syrienne.

Le ton de la Turquie voisine, de plus en plus critique envers la répression menée par le régime syrien, avait également suscité les commentaires désapprouvés de M. Mouallem. « La Turquie est devenue très populaire, explique ce militant damascène. Outre les réfugiés qu'elle accueille sur son territoire, [Ankara] garde une position mesurée que nous considérons plus humaniste que politique. Ce que M. Mouallem a dit peut se résumer à "Les chiens aboient, la caravane passe". C'était arrogant et insultant. »

En fin de journée, les comités de coordination locale en Syrie, qui

regroupent des militants syriens à l'extérieur et à l'intérieur du pays, ont fourni une liste de 20 civils tués, pour la moitié d'entre eux à Damas et dans le faubourg de Kessoueh, par des tirs des forces de sécurité ou par des *chabiha*, milices à la solde du régime. Les autres « martyrs » sont tombés à Deraa (sud de la Syrie), à Homs et Hama (centre), selon cette même source.

L'agence de presse officielle SANA a, elle, fait état d'un mort parmi les forces de sécurité, tué « par des tirs de personnes armées dans la banlieue de Damas », ainsi que celle de quatre civils à Kessoueh et à Homs. L'armée a par ailleurs achevé son déploiement autour de Jisr Al-Choghour, près de la frontière turque, provoquant l'afflux de plus de 10 000 réfugiés en Turquie. ■

Cécile Hennion

# A talk with KDP deputy Nechirvan Barzani

By Ma'ad Fayad

**Arbil, Asharq Al-Awsat-** In his last interview with Asharq Al-Awsat just before leaving his post as prime minister of the Kurdistan Region, nearly two years ago, Nechirvan Barzani stressed that he would serve the Kurdistan Region and its people from any position he assumed. Today, as he assumes responsibility as deputy leader of the Kurdistan Democratic Party [KDP], led by Masud Barzani, president of the Kurdistan Region, he translates his promises, "urging the KDP's cadres to support the government in performing its missions to the advantage of the Kurdistan Region and its people," as he put it.

Nechirvan Barzani is currently handling thorny dossiers, particularly issues relating to merging the two administrations of Arbil and Al-Sulaymaniyah and implementing construction projects to which people still point with great interest. Previously, he had conducted a peaceful rotation of power, a precedent in Iraq's political history, when he congratulated, warmly and vehemently, his successor, Dr Barham Saleh, saying: "We are certain that we have handed power to a trustworthy man."

Barzani granted Asharq Al-Awsat another exclusive, lengthy interview in which he spoke of his leading role in the KDP, which he joined when he was barely 16 years old. He also spoke of the Kurdistan Region's government, its relationship with Baghdad, and ways of solving the Kirkuk problem. He stressed also the importance of the need for the US forces to stay in Iraq for the time being.

The following is the text of the interview:

**[Asharq Al-Awsat]** How did the so-called old guard in the KDP agree that a young man like you lead the KDP?

**[Barzani]** Those you call old guard were once young men like me when they started their struggle to serve our Kurdish people's cause at extremely hard phases of the Kurdish revolution's history. They gave much, made sacrifices, strove, and fought in the mountains. This generation and the future generation look on them as senior mentors. We will benefit much from their experience and wisdom in political action.

**[Asharq Al-Awsat]** Do you see an opportunity for a change within the KDP?

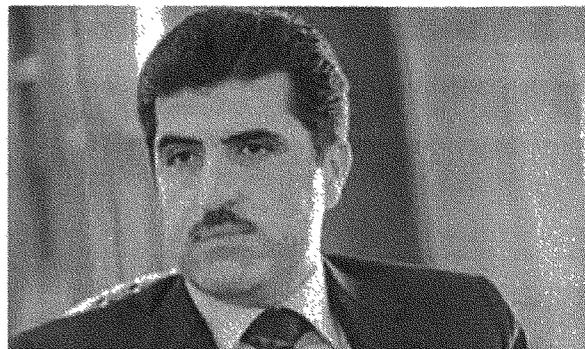
**[Barzani]** Talk of change in the KDP does not mean a turnaround in the party's march. We work together: the old generation, our generation, and those who have joined the party. We all have to adjust to the ongoing changes, not only in the KDP or Iraq, but even the positive changes taking place in the world. The KDP members, both our predecessors and the new generation, accept and understand these changes.

**[Asharq Al-Awsat]** When did you join the KDP?

**[Barzani]** I began political action through the Kurdistan Students Union outside Iraq. I was not yet 16 years old, and I have continued my activities in the ranks of the KDP in the Kurdistan Region since 1991, that is, after the Kurdistan uprising.

**[Asharq Al-Awsat]** What is the extent of intercession of the two major Kurdish political parties -- the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan [PUK] -- in the affairs of the Kurdistan Region's government?

**[Barzani]** Based on my experience as former prime minister of the Kurdistan Region, this issue has constantly been raised as though the



government could do nothing because the political parties intervened in its work. I believe that the KDP struggled in hard phases of its history for the sake of the people. Those currently serving in the government are members of both the PUK and the KDP. I certainly do not agree with the view that a political party, any political party, hampers government performance, or that it is an obstacle in performing government functions. A political party may affect the modus operandi of a government. Having served as prime minister, and in my current capacity as a leading member of the KDP, I can clarify to the KDP cadres the party's role in the political process, the nature of the government tasks, and how the party can help it perform its duties.

**[Asharq Al-Awsat]** Do you think you will succeed in performing this mission?

**[Barzani]** Certainly. The KDP displays great understanding and response, and every member hopes the government will succeed. The atmosphere is good and positive.

**[Asharq Al-Awsat]** Your peaceful rotation of power in the Kurdistan Region is regarded as ideal and a precedent in Iraq's political history. How did you accept ceding your post as prime minister of the Kurdistan Region to your successor, Dr Barham Saleh?

**[Barzani]** First, there is a strategic agreement between the KDP and our partner, the PUK. As for me, I have not been, and am still not, interested in high posts as much as I have been interested in the services I can offer to the people. It is a source of pride for me that when I quit my post as prime minister, I was at the height of my popularity, and I handed over my post to a strategic partner. In fact, I handed over power to Dr Barham Saleh, who is a leading figure in the party to which we are linked by a strategic bond. I am certain that I handed over power to a trustworthy man. In addition, there is a strong bond of fraternity and friendship between me and Dr Saleh. I believe that the tasks, which I left incomplete while prime minister, will be completed by Dr Saleh.

**[Asharq Al-Awsat]** Since you mention the deep relationship between you and the prime minister of the Kurdistan Region, how far does this relationship contribute to advancing the government functions and implementing its programs?

**[Barzani]** Before he came to the Kurdistan Region to assume the post of prime minister, Dr Barham Saleh was representative of the Kurdistan Region to Baghdad. And through the posts he held in Baghdad -- deputy prime minister in the Iyad Allawi's government; minister of planning and development in the Ibrahim al-Jaafari government; and deputy prime minister in the first term of Prime Minister Nuri al-Maliki's government -- Dr Saleh succeeded in playing a [useful] role as much as available opportunities and circumstances permitted. When he assumed the post of prime minister of the Kurdistan Region, he consolidated the rules of work the foundations of which I laid. We should realistically assess the government's performance through the past two years. Dr Saleh gave great support to the policies I devised in the formation of the fifth government in the Kurdistan Region.

**[Asharq Al-Awsat]** This means you are satisfied with the performance of the government of your successor, Dr Barham Saleh. Do you think

**this government will win extension of its term for two more years?**

**[Barzani]** We have not yet discussed this issue at the KDP meetings, all rumors notwithstanding. When the appropriate time comes, we will evaluate the government's performance and decide what will be in the interest of the Kurdistan Region and its people. I want to repeat that we have not as yet discussed this issue.

**[Asharq Al-Awsat]** If Dr Barham Saleh's government does not win extension of its term, will you be the next prime minister?

**[Barzani]** Up to this day, we have not discussed this issue.

**[Asharq Al-Awsat]** Based on your well-known candor, are there two governments in the Kurdistan Region: One ruling Arbil and Dahuk and another ruling Al-Sulaymaniyah? Or are there one government ruling the entire Kurdistan Region?

**[Barzani]** The situation is not as you portray it. If you ask me whether all the effects and obstacles of both administrations have been removed, I would say this is not true. There are still steps that must be taken to unify everything, even those relating to minor matters. I will give you two examples: The first is about the peshmerga forces, which we are seeking to completely unify. We have not yet accomplished this task. The second relates to the Asayish rule (internal security), which the Kurdistan Region's president recently signed. The process began with unifying the peshmerga forces. Our goal is to take important and firm steps to ensure a solid and permanent unification. When we end with this issue, we will act to unify all administrations. We have taken practical steps toward this goal. This process has begun and will continue until we achieve our goal.

**[Asharq Al-Awsat]** Do your meetings with the prime minister of the Kurdistan region take place on a partisan basis as meetings between two allied political parties, or on a government basis?

**[Barzani]** A few days ago, a meeting took place between the two parties' political bureaus. The meeting was chaired for the PUK by Barham Saleh and for the KDP by me. That meeting was a partisan one. Several other amicable meetings take place to exchange views or experiences. Our communications take place almost daily.

**[Asharq Al-Awsat]** It is a well-known fact that you assumed the post of prime minister of the Kurdistan Region under circumstances that were described as extremely complicated, and involved overlapping and intertwining between the two administrations of Al-Sulaymaniyah and Arbil. You succeeded in performing your duties in a distinguished manner. Are you worried about your achievements?

**[Barzani]** I think I started my work at a phase that was the most difficult. There was a huge lack of confidence between the PUK and the KDP. I am honored to have been assigned the task of rebuilding confidence between the two political parties. Frankly speaking, were it not for the support I received from the PUK, I would not have succeeded in playing that role and achieving the mission of merging [the two administrations]. The support I received from the Iraqi President, Jalal Talabani, was constant and unlimited. I would say for history that the PUK members, who were in my government, worked earnestly to remove the [bad] effects of the two administrations. We worked together as a team, not in my capacity as an individual, and stood up to challenges. I will absolutely never forget the role played by Omar Fattah, who was deputy prime minister, and who was succeeded by Imad Ahmad. Both were members of the PUK. They played important roles in rendering the government's work successful. As for me, at the meetings of the Council of Ministers, I did not think this minister was a member of the KDP, of the PUK, the Communist Party, the Islamic Union, or the Islamic Group. I felt that the two major political parties were one integrated team working together to serve the interests of the Kurdistan Region and its people.

**[Asharq Al-Awsat]** You may remember that in our latest interview just before you left your post as prime minister, you said that you were not interested in high posts and would serve the Kurdistan Region and your people in any position you might assume. Do you think you are capable of doing that through your new responsibilities as deputy leader of the KDP?

**[Barzani]** There is no doubt that a political party work differs from any other. I would say in jest that members of the KDP leadership believe that if they have to give every member one copy of the KDP's bylaw, they think they would have to give me more than one copy, because they believe I did not approve of that bylaw, or that I need someone to remind me of its existence.

**[Asharq Al-Awsat]** Have you perused the KDP's bylaw?

**[Barzani]** Certainly. The problem is that major responsibilities devolved on the KDP. After all, it is a grand old party and its struggle and historical and revolutionary roles are remarkable. The KDP's responsibilities and importance are not solely limited to the Kurdistan Region, but also extend to all Iraq. I think I will play an important role in leading the KDP.

**[Asharq Al-Awsat]** Were you concerned about the situation in the Kurdistan Region in the wake of the demonstrations that were staged in Al-Sulaymaniyah?

**[Barzani]** I would not say that what happened in Al-Sulaymaniyah did not impact the situation there. I cannot describe what happened as agitation by the masses in the Kurdistan Region. When several thousand people take to the streets in demonstrations, we should listen to their demands and know what they want. Yet what I think is that the political parties in Al-Sulaymaniyah asked their masses to take to the street. This is how things began, but did not turn into a state of agitation by the masses throughout Al-Sulaymaniyah or the Kurdistan Region. The demonstrations were limited. In my view, the political parties wanted to emulate what happened in some regional Arab countries, and to seize the opportunity to agitate the masses. However, they did not succeed. As for demonstrations, I must say that the people have a right to demonstrate, and the authorities have to pay attention to the people's demands. I must stress here that we did not seize power in the Kurdistan Region, but came to power through democratic elections. The voters who elected us are the only ones who have a right to remove us from power. The opposition has a right to consider assuming power, but has to avoid violence and come to power through the ballot boxes in a democratic way. I think there were miscalculations on the part of the opposition, which entertained stirring up the masses. However, that did not happen. The opposition seems to have imagined that the demonstrators would garner international support, but that did not happen. In addition, the people here were not a party to the [opposition plans].

**[Asharq Al-Awsat]** How do you view the current negotiations between the authorities and the opposition in the Kurdistan Region?

**[Barzani]** We hope these negotiations will reach good results. The door is open to the opposition to play a role in the Kurdistan Region's government, and to join it to contribute to achieving reform. There is an opportunity for the opposition and the decision is up to it; it is welcome. If it wants to remain as opposition, this will be its option, and we welcome its position. We have so far held two meetings with the opposition for dialogue, and we hope this rapport and positive attitude will continue in the negotiations.

**[Asharq Al-Awsat]** What do you think of the future situation in the Kurdistan Region?

**[Barzani]** There are yardsticks for evaluating the situation. According to these yardsticks, we are optimistic about the future of the Kurdistan Region.

**[Asharq Al-Awsat]** There are remarkable diplomatic activities in the Kurdistan Region; do you think this is due to stability and security there? How do you view these activities?

**[Barzani]** It is only natural that the embassies in Baghdad should have consulates and diplomatic offices in the rest of Iraq, and the Kurdistan Region is one of the Iraqi regions. Stability and Security certainly provide economic opportunities in the Kurdistan Region. Add to this the Kurdistan Region's role in the political process in Iraq as a whole. These are the key reasons that encourage opening more Western and Arab consulates in Arbil. We will encourage other countries to open consulates

in the Kurdistan Region.

**[Asharq Al-Awsat]** During your term as prime minister of the Kurdistan Region, you tried hard to establish balanced relations with the federal government in Baghdad. did you succeed in your efforts?

**[Barzani]** There are several issues that we must resolve with Baghdad once and for all. Since we are in the same country, we have to solve these problems through dialogue, and put everything on the table. Regrettably, up to now, none of these problems have been radically solved.

**[Asharq Al-Awsat]** So these problems are still standing?

**[Barzani]** Certainly.

**[Asharq Al-Awsat]** This leads us to another question on the reasons for the Kurds' support for Nuri al-Maliki to stay in power?

**[Barzani]** It is wrong to hold Al-Maliki fully responsible for the crisis. He bears part of the responsibility. What greatly concerns us is Iraq's stability. We do not think of part of the crisis, but of the Iraqi crisis as a whole. We are well-known for having great capacity for endurance. We do not make our decisions extemporaneously or hastily. Let us be realistic, Al-Maliki is not wholly to blame for the crisis; there are also the parliament and the Council of Ministers. Affairs in Iraq are complicated, and cannot be viewed as simply as that.

**[Asharq Al-Awsat]** Do you bank on reviving President Masud Barzani's initiative for solving the political crisis in Iraq?

**[Barzani]** His Excellency President Masud Barzani has made major efforts to solve what can be solved of the political problems in Baghdad. I believe that he will continue his sincere efforts with all Iraqi parties to ease the crisis, reach good results, and solve the problems. What he is currently doing is holding dialogue with all parties to work out a mechanism for emerging from this crisis.

**[Asharq Al-Awsat]** Arbil has turned into a Mecca for most of the Iraqi political forces. They come to meet with the Kurdish leaders, primarily President Masud Barzani. This means that the Kurds are serving as a balancing act in the political process after they were once viewed with suspicion as seeking secession?

**[Barzani]** President Barzani and I do not see Iraq as two states, but as one state. All people are partners in Iraq, not outside it. Therefore, we will continue our serious efforts to bring about and consolidate stability and work for the Iraqi people's prosperity. The Kurdistan Region's president is interested in this issue, and has often done all he can toward this goal. He played a key role in the formation of the government, and he is now striving to bring the views of all parties closer to solve pending problem in Baghdad. Those who speak of the Kurds as separatists use this as a pressure card to further their political purposes. We have publicly decided to remain part of Iraq. After all, secession is not an issue that can be concealed. We have decided to abide by the Iraqi Constitution, which is the arbiter. As a people, we have a right to enjoy the right to self-determination, for we are not Arab, Persian, or Turks; we are Iraqi Kurds, and have voluntarily decided to live within this homeland in accordance with the Constitution.

**[Asharq Al-Awsat]** This is because you are Iraqis?

**[Barzani]** Of course, we are Iraqis, and this is our country and homeland where we have lived for thousands of years.

**[Asharq Al-Awsat]** How do you view the future situation in Iraq?

**[Barzani]** The Iraqi leadership should have a strategic vision for Iraq and its future. If the political leaders want to create problems, there are thousands of small problems that may become obstacles in the way of political action, such as who will assume the post of prime minister in this or that government, and who will assume this or that post? I believe that the political leadership's horizon and vision should be broader. Iraq is rich in its manpower and natural resources, and its people are smart. The country has an important strategic location, and opportunities are available for

everyone – Shiites, Sunnis, Arabs, Kurds, Turcoman, Christian Chaldeans and Assyrians, Azaydis, and Sabiah – to live in prosperity. We have to transcend this phase and not remain hostages to posts and ministerial portfolios. Otherwise, Iraq will have no future.

**[Asharq Al-Awsat]** Are you optimistic about solving the Kirkuk problem?

**[Barzani]** I think that if Article 140 of the Iraqi Constitution is fully implemented, the Kirkuk problem can be solved. I will be frank with you: The Kirkuk issue will not be solved by one party banging on the table and saying Kirkuk is part of the Kurdistan Region, or for the other party to bang on the table and say Kirkuk is not Kurdish but belongs to Baghdad administration. This is not a solution to this problem. I think this problem has two aspects: First, we do not see genuine efforts being made by Baghdad and the United States to solve the Kirkuk issue, and, second, the United Nations is not helping us to solve it as required. Some believe that we want Kirkuk for its oil wealth and to secede from Iraq. Everyone knows that there is a great deal of oil in the Kurdistan Region's territories. I think if Iraq wanted to solve this problem once and for all, it would act to share the revenues and enact a law on oil wealth-sharing. This is the key to the first step toward solving the Kirkuk problem. Then comes the role of the judiciary and law to solve the problems of the revenues of houses and ownership of properties. In fact, this problem was not complicated as it has become. Were there a genuine will for action, we would reach solutions satisfactory to everyone.

**[Asharq Al-Awsat]** How do you view the issue of withdrawal of the US troops?

**[Barzani]** Before answering this question, the political parties in Iraq should consider this issue very realistically. They have to answer this important question: Is Iraq capable, in terms of training, arms, defense, and tactical preparedness, of doing without the US forces? The evident objective and practical answer to this question leads us to decide whether or not Iraq needs the US forces to stay in Iraq. I think this issue must not be placed only on the shoulders of the Iraqi prime minister to be used politically by other parties against him. We should be realistic. They say in public that we do not need the US forces to stay in Iraq, but behind closed doors, and at bilateral meetings, they emphasize that Iraq needs the US forces to stay. In fact, as Iraqis, we currently need the US forces to stay. The day will come when the US forces should leave Iraq after our forces have completed their preparedness in terms of training, arms, and sufficient preparation. The military command should present to the National Assembly a comprehensive report on the level of preparation of the Iraqi forces. Afterwards, the political leadership will make a decision on this issue. I hope that all Iraqi political parties will not engage in one-upmanship over this issue.

**[Asharq Al-Awsat]** Do you feel worried if the US forces withdraw?

**[Barzani]** Certainly. We do not say this as Kurds only, but as Iraqis. We are concerned for all of Iraq, and this issue concerns the future of Iraq.

**[Asharq Al-Awsat]** Do you feel you are more preoccupied now than when you were prime minister?

**[Barzani]** No. I now feel that I am under less pressure than when I was prime minister. My responsibilities were greater as government work at the beginning was hard, particularly building premises of the ministries, enacting laws, and unifying the two administrations of Arbil and Dahuk. In 2004, no one spoke of corruption and reform; the people were talking of security and stability. Thanks to the efforts of the peshmerga and the security agencies, we provided security. We then moved to construction and providing services, such as water and electricity. This was only natural as our people deserve many services because they suffered much from deprivation for many years. Today, as culture, education, freedom, and sound vision prevail, the people are demanding reforms. This is an indication of the people's growing awareness and progress.

**[Asharq Al-Awsat]** So you have more time to give to your private life?

**[Barzani]** Certainly. Apart from the political party meetings, I devote my time to my family life, I exercise, travel, and read much.

**the guardian**

18 june 2011

## Turkish democracy can rise to the Kurdish challenge

**With a new civilian constitution, Turkey may be able to show the world that full democracy is possible in an Islamic country**

*Yavuz Baydar*

Last Sunday's elections in Turkey, won with a sweeping victory by the ruling Justice and Development (AK) party, brought the country much closer to conclusively tackling two major challenges: finding a solution to the chronic, and traumatic, Kurdish conflict; and replacing the restrictive constitution with a new, civilian one.

With an 88% turnout, the voters managed to shape a parliament where the female deputy rate increased to 15%, comparable to France and the US Congress. This means the conditions are now ripe for facing these challenges, and completing what can be called the "deepening of democratisation" – the final phase of a process strongly influenced by negotiation with the European Union.

But there have been two winners of the elections, not one. The AK party consolidated its power base, but the Kurdish "independent" candidate list, in effect representing the BDP – the political wing of the PKK – almost doubled its seats (from 20 to 36).

It is apparent that both challenges require fair play from both sides: AK enjoys massive public confidence as a key player in the transformation of Turkey, and the driver of the transition to democracy. Clearly, the very existence of the Kurdish conflict, involving in varying degrees some 14 million Kurds in the country, is a powerful reminder of the inevitability of a new constitution, since the current one is in full denial of their existence and demands. So after the elections Turkey will be watching an interesting tango for two, with an extremely difficult choreography.

In order to understand the picture let us look closer at these two winners.



A Kurd throws a molotov cocktail during a clash with riot police in Istanbul on the anniversary of the capture of Abdullah Ocalan. Photograph: Bulent Kilic/AFP/Getty Images

The AK party – with a clear identity as "post-Islamist", and a globalist-pragmatist coalition around it – is now the choice of every second voter. No other party in Turkish history has managed to stay in power three times in a row, let alone increasing its vote, as it did on Sunday by 25%. Remarkable success indeed.

The Kurdish "independent" list managed to turn the elections into a choice between voting for the list of its radical demands (linked with Kurdish identity and collective rights) and voting for what it sees as "parties of the system". Although it could not raise its vote, it stands solid as an interlocutor of the former. Results show that the Kurdish vote in the country was shared almost 50:50 between AK and BDP.

Communication between the two parties are now vital if a peaceful solution is to be found – by no means an easy task. It will involve tough issues such as a ceasefire with PKK fighters (some 7,000 in the mountains of Turkey and Iraq), disarmament, a general amnesty and, certainly, placing Abdullah Ocalan – the jailed PKK leader – under house arrest.

That will have to go hand in hand with the main challenge facing the victorious AK party: a new constitution. The parts of this constitution hardest for Recep Tayyip Erdogan, the victorious prime minister, to "sell" to the Turkish majority will be those dealing

with language, education, citizenship and decentralisation. Although the BDP sounds uncompromising in its demands on the language and citizenship, many Kurds say they would be happy with a draft that does not inject their identity into it, so long as it does not refer to any nationalism.

The hardest task, however, will be to design a model for decentralisation of power, a necessity for today's Turkey. But what model should be used? Germany, Canada, Spain? Nobody seems to know, and for the public this is a very sensitive area. The gap between Kurds and Turks threatens to widen on this hot issue.

If there is common will in the new parliament for replacing the constitution, the country will finally be able to liberate itself from the chains of the military coup of 1980. This step is a precondition for Turkey to become part of the EU as a full member, as well as a true model for the entire Arab world, struggling for a free order with an eye fixed upon Turkey.

In essence, it is also what this election was about: showing the world that a fully fledged democracy, free from internal conflicts, is possible in an Islamic country – given that the tranquil, pious masses are "left alone", free from the mechanisms of tutelage or tyranny.



## Turquie: Le PKK réclame la fin des opérations militaires pour reconduire sa trêve

ANKARA, 20 juin 2011 (AFP)

**LES REBELLES KURDES** de Turquie ont posé lundi comme condition pour reconduire leur trêve unilatérale un arrêt de opérations militaires et la reconnaissance de leur chef emprisonné, Abdullah Öcalan, comme interlocuteur pour un règlement de la question kurde.

Dans un communiqué diffusé par l'agence Firat News, considérée comme le porte-voix des rebelles, la direction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) demande que "le Premier ministre (...) annonce publiquement l'arrêt des opérations militaires et policières".

Deuxième condition du PKK pour prolonger sa trêve, qui en principe, s'est achevée le 15 juin: "Le Parlement turc doit lancer un appel au leader du peuple kurde, Abdullah Öcalan, pour qu'il joue son rôle dans la recherche d'une solution au problème kurde".

Ces conditions n'ont aucune chance d'être acceptées par les autorités tur-

ques, selon les observateurs.

"L'établissement d'une trêve durable n'aura lieu qu'avec un arrêt des hostilités de part et d'autre", ajoute le PKK, sans cependant brandir la menace d'attaques imminentes.

Le PKK avait décrété un cessez-le-feu le 13 août 2010, et il a prolongé sa trêve deux fois.

Les combats dans le sud-est anatolien, théâtre de la rébellion du PKK, ont diminué considérablement depuis le début de la trêve. Des combats sporadiques se poursuivent cependant dans les zones kurdes de la Turquie.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait lancé en 2009 une nouvelle initiative visant à résoudre le problème kurde, mais le projet a fait long feu.

M. Erdogan a remporté haut la main les élections législatives du 12 juin, et le conflit kurde est considéré comme l'une des questions prioritaires que son prochain gouvernement doit affronter.

## Turquie: un député kurde privé de son siège de député

ANKARA, 22 juin 2011 (AFP)

**LES AUTORITÉS TURQUES** ont retiré à un important militant kurde le siège qu'il avait remporté aux élections législatives du 12 juin, arguant de la confirmation d'une condamnation pour "propagande terroriste", a annoncé l'agence de presse Anatolie.

Hatip Dicle, qui est actuellement en détention préventive pour une autre affaire, devait sortir de prison en raison de son élection au parlement dans la circonscription de Diyarbakir (est), la plus grande ville de cette région à majorité kurde. Cette élection devait en effet lui octroyer une immunité parlementaire.

Mais le Haut conseil des élections a décidé mardi soir que M. Dicle n'était pas éligible, arguant d'une condamnation à 20 mois de prison pour des propos relevant de la loi antiterroriste.

La décision a été justifiée par le fait que la condamnation avait été maintenue par la Cour d'appel seulement quatre jours avant les élections, après la

confirmation des listes de candidats pour le scrutin.

Hatip Dicle avait été condamné pour un discours qualifié de "propagande pour une organisation terroriste armée", référence au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre l'autorité centrale depuis 1984.

M. Dicle faisait partie des 36 candidats qui ont été élus en qualité d'indépendants, mais avec le soutien du parti pro-kurde BDP (Parti de la paix et de la démocratie), une formation considérée comme proche du PKK.

Hatip Dicle, 57 ans, avait fait partie des premiers nationalistes kurdes à enlever un siège au parlement, en 1991.

Ces députés avaient été arrêtés en 1994 après l'interdiction de leur parti pour liens avec le PKK, passant 10 ans en prison. Parmi eux se trouvait Leyla Zana, la passionaria kurde, qui a également été élue le 12 juin.

Hatip Dicle est retourné en prison en 2010, dans le cadre d'une enquête portant sur de présumées branches urbaines du PKK.



## Les députés kurdes nouvellement élus vont boycotter le parlement turc

DIYARBAKIR (Turquie), 23 juin 2011 (AFP)

**LES DÉPUTÉS KURDES** élus lors des législatives du 12 juin ont annoncé jeudi à Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien peuplé de Kurdes, qu'ils allaient boycotter le Parlement turc pour protester contre l'invalidation de l'élection de l'un d'entre eux.

La décision du BDP risque d'attiser les tensions entre Ankara et la communauté kurde alors que les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte depuis 1984, ont présenté des conditions drastiques pour renouveler un cessez-le-feu décrété unilatéralement en août 2010.

Un porte-parole des 35 députés kurdes a dénoncé jeudi la décision prise mardi par le Haut conseil des élections (YSK) d'invalider l'élection de Hatip Dicle, leur 36e élu, critiquant une mesure de "manoeuvrisme et d'obstruction" visant à empêcher une résolution pacifique du conflit kurde, qui a fait quelque 45.000 morts.

"Nous n'irons pas au Parlement tant que le gouvernement et le Parlement n'auront pas pris des mesures concrètes pour remédier à cette injustice et offrir des opportunités pour une résolution en ouvrant la voie à des politiques démocratiques", a déclaré le député Sefarettin Elçi.

M. Elçi s'adressait aux journalistes à Diyarbakir après une réunion extraor-



dinaire du Parti pour la paix et la démocratie (BDP).

Les nouveaux élus kurdes, enregistrés comme indépendants, sont en fait des membres du BDP qui n'ont pas pu les présenter sous ses propres couleurs en raison d'un seuil électoral de 10% au niveau national qui aurait empêché leur élection.

M. Elçi a appelé le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la

mouvance islamiste) au pouvoir à "rendre immédiatement le siège volé à son propriétaire".

Le siège de M. Dicle a été attribué à une candidate de l'AKP, qui dispose désormais de 327 députés sur 550.

Le Parlement doit se réunir mardi pour une cérémonie de prestation de serment.

Le YSK a décidé mardi soir d'invalidier l'élection de Hatip Dicle, élu à Diyarbakir, au motif que celui-ci n'aurait pas du participer au scrutin en raison d'une condamnation pour "propagande terroriste".

Hatip Dicle a été condamné à 20 mois de prison et cette condamnation a été maintenue par la Cour d'appel seulement quatre jours avant les élections, après la confirmation des listes de candidats pour le scrutin.

Ce vétéran de la politique kurde, qui est actuellement en détention préventive pour une autre affaire, aurait du sortir de prison après son élection, celle-ci devant lui octroyer une immunité parlementaire.

Hatip Dicle, 57 ans, avait fait partie des premiers nationalistes kurdes à enlever un siège au parlement, en 1991.

Ces députés avaient été arrêtés en 1994 après l'interdiction de leur parti pour liens avec le PKK, passant 10 ans en prison. Parmi eux se trouvait Leyla Zana, la passionaria kurde, qui a également été élue le 12 juin.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays. Il a posé lundi comme conditions pour reconduire un trêve unilatérale décrétée le 13 août 2010 un arrêt des opérations militaires et la reconnaissance de son chef emprisonné, Abdullah Öcalan, comme interlocuteur pour un règlement de la question kurde.



22 juin 2011

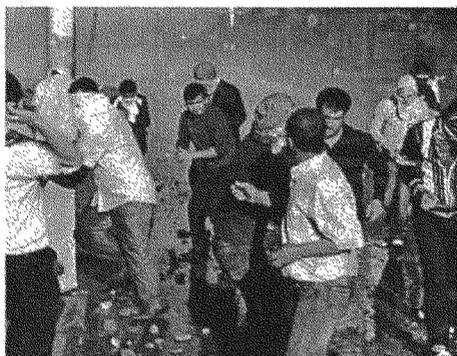
## En Turquie, les militants kurdes protestent contre l'invalidation de l'élection d'un député

Par RFI Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

La récente invalidation de l'élection d'un militant kurde lors des dernières législatives le 12 juin a provoqué la colère des militants kurdes ce mercredi 22 juin 2011, qui ont appelé au boycott du Parlement et prévenu d'un risque de nouvelles violences.

Quelque 2 000 Kurdes ont participé à un sit-in à Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien, peuplée en majorité de Kurdes, pour protester contre la décision prise mardi soir par le Haut conseil des élections (YSK) d'invalidier l'élection de Hatip Dicle, élu dans cette même ville.

Retourne-t-on vers des élections législatives anticipées en Turquie ? C'est la question qui agite le landerneau politique local, après le nouveau coup de tonnerre du Haut conseil électoral.



Plusieurs milliers de Kurdes en colère manifestaient jeudi 21 avril 2011, pour la quatrième journée à Diyarbakir.(AFP)

La décision des juges fait suite à un premier verdict d'interdiction de candidature prononcé à une semaine du scrutin du 12 juin dernier à l'encontre de six députés indépendants, mais soutenus par la formation pro-kurde BDP, dont

Hatip Dicle.

Face au tollé soulevé alors, et dans l'urgence, le Conseil était revenu sur sa décision, et avait levé ces interdictions, laissant Hatip Dicle être élu en toute régularité. Mais les Juges expliquent aujourd'hui ne l'avoir laissé sur les listes électorales que par manque de temps, alors qu'en fait, son casier judiciaire n'étant pas vierge, il ne remplissait pas les conditions nécessaires, d'où le retrait à posteriori de son mandat électif annoncé mardi soir.

Le BDP, qui a soutenu les 36 candidats indépendants élus dans l'espoir de former un groupe parlementaire, appelle ses poulains à ne pas prêter serment, et donc à laisser vides leurs sièges au Parlement. Ce qui pourrait nécessiter de convoquer un nouveau scrutin et susciter de nouvelles tensions entre la mouvance kurde et le reste de la classe politique.



## Explosion d'une mine dans l'Est de la Turquie : 2 policiers tués

ISTANBUL, 22 juin 2011 (Reuters)

DEUX AGENTS de police ont trouvé la mort mercredi lors de l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans l'Est de la Turquie, ont rapporté les chaînes de télévision turques.

L'explosion, qui n'a pas été revendiquée, a eu lieu dans un petit village près de la ville de Nazimiye dans la province de Tunceli dans l'Est du pays.

Selon les mêmes sources, plusieurs policiers et militaires appuyés par des hélicoptères avaient été dépêchés en renfort sur les lieux de l'explosion.

Les rebelles kurdes et leur parti sont généralement tenus pour responsables par les autorités turques de ce genre d'attaques, essentiellement dans cette région où ils sont très actifs.



Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) avait posé lundi comme condition pour prolonger le cessez-le-feu, l'arrêt immédiat des opérations militaires et la reconnaissance de son chef, Abdullah Öcalan, comme interlocuteur pour un règlement de la question kurde.

JUNE 18-19, 2011

# Syrian forces again turn deadly fire on protesters

BEIRUT

BY ANTHONY SHADID

Tens of thousands of people protested in Damascus's suburbs and three of Syria's five largest cities Friday, in a weekly show of defiance against President Bashar al-Assad. Campaigners said at least 19 people were killed.

Security forces fired on protesters in Homs, one of Syria's most restive locales, and the police and protesters fought in Deir al-Zour, a large city in the east. But thousands of people were permitted to demonstrate in Kiswa, a town south of Damascus, and carry banners that read "Leave!" and "The People Want the Fall of the Regime."

Some opposition figures had speculated that the government might try to bring down the weekly death toll, which rose past 100 on Friday, in anticipation of a speech that Mr. Assad is expected to give as early as Sunday. Syrian officials have portrayed the address as significant, though many in the opposition said their expectations were low.

As the day wore on, the toll approached the 22 who were killed the previous Friday.

"We want freedom and dignity but not under President Bashar," said a 30-year-old farmer in Kiswa who gave his name as Abdel-Rahman. "He keeps promising for three months on reforms but all we see is more killing and suffering."

The government's crackdown has forced thousands of refugees across the northern border with Turkey, and on Friday its repercussions spilled across the southern border with Lebanon, when a grenade exploded near hundreds of people protesting against Mr. Assad's government in the city of Tripoli. Three people were killed there, including a soldier, the police said.

The clash erupted in a part of the northern Lebanese city that has often witnessed clashes between Sunni Muslims and Alawites, a minority heterodox sect that serves as the backbone of Mr. Assad's rule.

The crackdown has brought international condemnation of the Syrian leadership, which has held power for more than four decades.

Diplomats have spoken of growing pressure on Mr. Assad to take steps that have proven largely superficial, and Syrian officials have suggested that a more serious dialogue might ensue with opposition figures.



A street demonstration Friday in Tripoli, Lebanon, to support protesters in Syria, whose government is under growing pressure to begin serious talks with opposition figures.

On Thursday, in a symbolic but humiliating episode, the country's richest businessman, Rami Makhlouf, a cousin of Mr. Assad and a reviled figure in the country, was forced to announce that he was quitting business and devoting himself to charity.

"You can't do charity with the millions you stole from us," read a banner Friday during a protest of hundreds of people in Zabadani, a town on the outskirts of Damascus.

Since the start of the uprising in mid-March, the government and opposition have cast it in a different light. At times, government officials have acknowledged some of the protesters' demands as legitimate, while insisting that armed groups have hijacked the movement.

The opposition says the government is exaggerating the threat posed by armed groups and contends that the demonstrations are overwhelmingly peaceful.

Syrian state television said that a policeman was killed Friday and that more than 20 were wounded when armed groups opened fire on them. It said six police officers were also wounded when gunmen attacked a police station in Deir al-Zour.

Nawaf al-Bashir, an opposition figure in the city, said security forces killed two civilians there and wounded nine people.

The government has barred most foreign journalists from reporting in Syria, and it was almost impossible to recon-

cile the typically contradictory accounts.

Campaigners said the worst violence on Friday occurred in Homs, Syria's third-largest city and a center of the uprising, and the province of Idlib, a conservative Sunni Muslim region in the north that military forces have sought to return to the government's control.

Syrian forces also swept into the northern town of Ma'arat al-Noaman, activists said.

Tanks and helicopter gunships moved into the town, not far from the Turkish border along a busy highway to the capital, Damascus, news agencies reported. There were no immediate reports of clashes or casualties, the reports said, as many residents had deserted the town in recent days.

Much of the military's recent operations have been focused closer to the border with Turkey, prompting thousands of Syrians to cross in search of refuge. Hundreds are also clustered on the Syrian side in makeshift camps.

In one camp, in a plum orchard, the refugees grew increasingly anxious as security forces drew closer, with attacks on two nearby towns on Thursday.

But they also remained defiant, with about 200 of the refugees staging a protest Friday against the government of Mr. Assad. They raised a banner — "We Hate You. Get Away."

Liam Stack contributed reporting from Khibet al-Jouz, Syria.

# Speculations Over Kurdistan's Security Posts

RUDAW

**ERBIL, Iraqi Kurdistan** – Masrour Barzani, the chief of the Kurdistan Protection Agency, Parastin, will likely head Iraqi Kurdistan's intelligence services while the security agency will be run by the Patriotic Union of Kurdistan, Sozan Shahab, head of Parliament's Kurdistan bloc told Rudaw.

The region's two ruling parties – the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)

are dividing up the powerful posts, but according to Shahab Kurdistan region's President Massoud Barzani may oversee the national security agency until a leader is appointed. The PUK's candidate for the security agency has yet to be decided, she said, but "it is expected that Masrour Barzani will run national security".

Currently, the PUK and KDP each have their own security and intelligence agencies. Opposition groups and citizens pushing for reform have demanded that the agencies merged and be placed under the government's jurisdiction.

Legislation passed last month by Parliament groups Kurdistan's national security under one umbrella that includes a security agency, military intelligence and both Zanyari, PUK's intelligence services, and Parastin, KDP's intelligence services. It will be overseen by Kurdistan's president.



Announcing the first phase of reforms in Kurdistan last week, Barzani endorsed the law to reorganize "security in Kurdistan to serve the people and provide security for them," he said.

It is not clear as to when the security chiefs will be officially appointed or when the agencies will merge.

For Kurdistan's security agency, Shahab said at the moment all eyes are on two PUK candidates: Interior Ministry deputy Jalal Sheikh Karim and Sulaimani province security chief Hakim Qadir.



ALJAZEERA.NET  
JUNE 13, 2011

# Turkish PM 'to govern for all' after poll win

Erdogan's AK party wins election but fails to get enough seats to unilaterally rewrite country's constitution.

Al Jazeera

Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) has won a third term in parliament, winning nearly 50 per cent of the vote in the country's general election.

But the AKP, led by Recep Tayyip Erdogan, the country's prime minister, fell short of its target of 330 seats on Sunday, which would have allowed it to press ahead with its plans to unilaterally rewrite the country's constitution.

In a victory speech before thousands of flag-waving supporters in the capital Ankara, Erdogan pledged "humility" and said he would work with rivals.

"People gave us a message to build the new constitution through consensus and negotiation," he said.

"We will discuss the new constitution with opposition parties. This new constitution will meet peace and justice demands."

Erdogan said a new constitution, replacing one introduced under martial law in 1982, was needed to make Turkey more democratic and to enhance individual freedoms.

Celebrating crowds, waving Turkish and AKP flags, gathered outside the party's headquarters in Ankara, where Erdogan addressed supporters.

Crowds also gathered in Istanbul's main Taksim Square to watch the speech on big screens, Al Jazeera's Ayse Alibeyoglu reported from the scene.

Turkey's booming economy during the

AKP's decade-long stewardship, as well as the country's heightened international profile, had been seen as Erdogan's main strengths going into Sunday's vote.

### Consolidating power

Opponents say the AKP wants to write the constitution to consolidate its grip on power, and say Erdogan wants to introduce a system with more executive powers for the president - a role they accuse him of coveting.

Erdogan's socially conservative party won 49.9 per cent of the vote, with the main opposition Republican People's Party (CHP) getting 25.9 per cent, and the Nationalist Movement Party (MHP) 13 per cent.

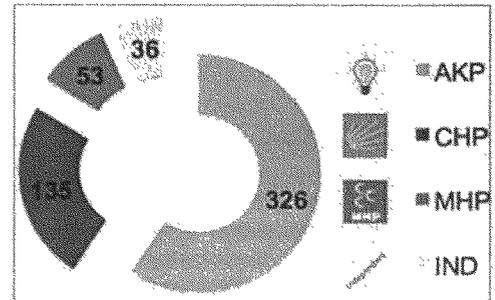
Independent candidates, representing the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) in the Kurdish-majority southeast, polled 5.9 per cent of votes.

Under Turkey's electoral system, a party must gain at least 10 per cent of the national vote to win seats in the National Assembly.

Final results indicate that the AKP will have 326 seats in the new parliament, the CHP 135, the MHP 53, and independents 36.

### 'End of long marathon'

Kemal Kilicdaroglu, the leader of the CHP, who voted in Ankara, said: "We have come to the end of a long marathon ... There is a good mood. There is a democracy feast".



Turkish parliament seat breakdown

The CHP, a secularist centre-left party, had built its election campaign on pledges of democratic reform, arguing that the AKP was turning Turkey into a "police state".

Sex tapes forced 10 leading members of the MHP to quit the election race, prompting speculation over whether the party could slip under the 10 per cent threshold.

Voters cast their ballots in transparent plastic boxes, rather than traditional wooden boxes, for the first time - a measure introduced to prevent allegations of fraud.

Istanbul will be represented by 85 deputies in the new parliament, while Ankara gets 31 seats. Many of Turkey's less populated provinces will be represented by a single deputy.

Seats are awarded on the basis of proportional representation, with each party gaining a number of seats in each district based on its share of the local vote.

LE FIGARO

22 juin 2011

# Irak : les attentats contre les institutions se multiplient

## Des négociations auraient été engagées en coulisses pour le maintien d'une partie des GI.

FATMA KIZILBOGA  
BAGDAD

**MOYEN-ORIENT** La politique de l'autruche observée par le gouvernement irakien prend désormais une tournure alarmante. À tel point que le vice-président Tareq al-Hachémi a préconisé hier la « mise en place rapide » d'un « comité spécial d'investigation afin d'analyser les failles sécuritaires ». Il ne faut pas « ignorer les violences, comme cela s'est déjà produit dans le passé », a-t-il insisté. Un énième appel à la prise de responsabilités, émis dans l'une des plus hautes sphères de l'État qui peine à se faire entendre par un gouvernement embourbé dans une crise politique sans fin.

Cette déclaration a été rendue publique quelques heures après deux attentats à la voiture piégée survenus dans la ville de Diwaniya, située à 150 kilomètres au sud de Bagdad. Les derniers bilans des autorités locales faisaient état d'au moins 27 morts et de 30 blessés, majoritairement des policiers en charge de la sécurité du quartier résidentiel du gouverneur de la province à majorité chiite d'al-Qadissiya, Salam Alwan Hussein. Un scénario qui tend à se reproduire de manière inquiétante. Pas plus tard que la semaine dernière, une explosion similaire devant le conseil provincial de Diyala avait conduit à une prise d'otages à l'intérieur des bâtiments. L'attentat, revendiqué par l'État islamique d'Irak, s'était soldé par la mort de 8 personnes et 17 blessés.

« Je crains franchement que cela ne soit que le début d'une longue série d'attaques spectaculaires », analyse le

responsable d'une entreprise de sécurité anglaise. « La situation va en s'empirant, et les doutes à propos de la capacité des forces armées irakiennes à assurer seules la sûreté du pays après le départ des militaires américains semble se confirmer », poursuit cet ancien membre des forces spéciales britanniques, présent en Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003.

### Vif débat

Programmé pour la fin de l'année, le retrait total des quelque 46 000 soldats américains encore présents en Irak fait l'objet d'un vif débat au sein de la classe politique, majoritairement opposée à toute prolongation de la présence des GI. La question devrait être prochainement débattue au Parlement, devant lequel le premier ministre, Nouri al-Maliki, présentera son rapport sécuritaire. Une formalité, selon un diplomate européen, qui affirme que les négociations ont déjà été engagées en coulisses. « Le débat entre les différentes formations politiques se poursuit. Al-Maliki répète qu'il respec-

tera le vote des députés, mais au même moment, le maintien de 20 000 soldats américains a quasiment fait l'objet d'un accord avec Washington », précise l'homme, qui souhaite garder l'anonymat.

Car l'avenir sécuritaire d'un Irak en pleine reconstruction préoccupe aussi les représentations diplomatiques et les investisseurs étrangers. Pour la seconde fois en moins d'un mois, un convoi de l'ambassade de France a été victime d'un attentat lundi. Le même mode opératoire a été utilisé. Un engin explosif, placé sur le trajet entre la résidence de l'ambassadeur et les locaux de la chancellerie, a été déclenché au moment du passage des véhicules blindés. Selon le ministère de l'Intérieur irakien, sept Irakiens qui se trouvaient sur place au moment de l'explosion ont été blessés.

Au mois de décembre déjà, les autorités bagdadiennes avaient annoncé avoir déjoué un projet d'attentat à la voiture piégée qui visait l'ambassade. Récemment, les ressortissants français ont été mis en garde contre un risque élevé d'enlèvements et d'attentats. ■

6  
mois  
avant le retrait  
programmé des GI

Des policiers examinent le site d'un attentat à la voiture piégée, lundi à Bagdad.

BASAR/LANDOV  
/MAXPPP



# Le discours de Bachar Al-Assad déçoit et les manifestations continuent en Syrie

**Beyrouth**  
Correspondante

La tension est devenue palpable dès l'apparition du président Bachar Al-Assad sur l'écran de télévision. Pour écouter le raïs, resté silencieux depuis deux mois, cette famille syrienne de Beyrouth – qui souhaite garder l'anonymat car plusieurs de ses enfants sont encore au pays – avait fermé le magasin de légumes qu'elle possède le temps du discours, lundi 20 juin. Entre la montée des pressions internationales et la répression d'une révolte qui ne montre aucun signe d'essoufflement, chacun pensait ici que ce discours allait être décisif.

A la tribune de l'amphithéâtre de l'université de Damas, flanquée d'une rangée de drapeaux syriens, le président a eu un mot pour « chaque mère et chaque famille qui avait perdu un être cher » et pour « l'âme des martyrs ». Il a reconnu que la Syrie était à un « tournant de son histoire » et a mis en garde contre une crise, qui pourrait durer des mois ou des années, et contre l'« effondrement de l'économie ». Mais lorsqu'il a évoqué les « saboteurs » et le « complot » menaçant la Syrie, ajoutant qu'il n'y aurait « pas de réformes dans le chaos », la tension a laissé place à des claquemets de langue mécontents.

« C'est incroyable ! Après trois mois de manifestations, après l'intervention de son armée, après tous les morts, il persiste encore dans son aveuglement, s'emporte le père de famille. Qu'est-ce qu'il attend ? Un suicide collectif ? » Lui-même n'a jamais été un opposant. D'abord inquiet de la participation de ses fils aux manifestations, il a basculé dans le camp de la contestation après l'arrestation de son aîné à Damas, il y a trois semaines. Depuis, il soutient « le mouve-

Le président syrien a promis un « dialogue avec des personnalités » et dénoncé « les saboteurs »



Dans l'amphithéâtre de l'université de Damas, lundi 20 juin, le président syrien Bachar Al-Assad a notamment annoncé des élections législatives pour le mois d'août. SYRIAN TV/AFP

ment de ces jeunes courageux » et s'est même mis à Facebook, encouragé par ses enfants.

Depuis le début de la révolte syrienne, les autorités de Damas n'ont cessé de s'accrocher à la thèse conspirationniste. Dans son discours de lundi, le président Assad a cependant fait une différence entre ceux des manifestants « qui ont des besoins et des exigences justes, que l'Etat a le devoir d'écouter » et les « saboteurs qui exploitent la majorité du bon peuple syrien ».

Il a aussi promis d'instaurer un « dialogue » dès les prochains jours avec une « centaine de personnalités ». « Ce dialogue est une initiative cruciale pour l'avenir de la Syrie », a assuré le raïs. Il a même envisagé une révision de la Constitution qui pourrait mettre fin à la prééminence du parti Baas, au

pouvoir depuis 1963, et annoncé des élections législatives pour le mois d'août.

Mais dans le salon beyrouthin de cette famille syrienne, la déception est si grande que personne n'a vraiment porté attention à ces propositions. « Cela aurait peut-être été acceptable il y a trois mois, mais qui, aujourd'hui, peut encore croire à ses promesses, réagit le père en haussant les épaules. Il nous promet de grandes réformes depuis son arrivée au pouvoir [en juillet 2000]. Dans le contexte actuel, il aurait dû parler concret. Ce discours est désespérant. »

En écho à ses paroles, des images de Syrie en provenance des villes de Deraa, Idlib, Hama, Homs et de plusieurs banlieues de Damas montrent, sur Internet, de nouvelles manifestations, alors que le discours présidentiel vient à peine de s'achever. « Bachar est un menteur ! », « Pas de dialogue possible, Le peuple veut la chute du régime ! », crient des manifestants. Sur certaines vidéos, les contestataires s'attaquent à coups de chaussures à des portraits du raïs.

« Le discours du président n'est que répétition des précédents, avec des promesses qui ne se matérialisent pas, des menaces voilées, des accusations directes ou sous couvert d'un supposé complot », ont réagi dans un communiqué les comités de coordination locale en Syrie, qui regroupent un réseau de militants syriens à l'intérieur et à l'extérieur du pays. « Il a feint

d'ignorer, en outre, les crimes de l'appareil sécuritaire qui a commis des actes de meurtre et de mutilation et emprisonné des manifestants et des activistes, dont nous ignorons jusqu'à ce jour le sort qui leur est réservé. » « Quant à ce soi-disant appel au dialogue, poursuit le communiqué, nous le considérons comme une manœuvre pour gagner du temps, aux dépens du sang syrien. »

« Dans le contexte actuel, il aurait dû parler concret. Ce discours est désespérant »

Un réfugié syrien à Beyrouth

Les réactions des chancelleries étrangères n'ont guère été plus enthousiastes. Washington a réclamé des « actes » plutôt que des « mots ». « M. Assad a accusé des investigateurs étrangers sans reconnaître que son propre peuple est tout simplement écœuré par le régime », a déclaré Victoria Nuland, porte-parole du département d'Etat américain. La Turquie, confrontée à un flux de réfugiés syriens à ses frontières, a critiqué le manque de clarté de Bachar Al-Assad, appelant le président syrien à s'engager de manière « beaucoup plus claire et nette » vers un système démocratique. ■

Cécile Hennion

## Pour Alain Juppé, « le point de non-retour a été atteint »

L'Union européenne (UE) pourrait renforcer d'ici à vendredi ses sanctions à l'encontre du régime syrien, ont indiqué, lundi 20 juin, plusieurs diplomates européens. Certains d'entre eux ont appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à faire de même, critiquant la menace d'un veto russe. Le président Bachar Al-Assad ainsi que 22 membres de son gouvernement et de son entourage sont actuellement visés par des gels d'avoirs et des interdictions de voyager en Europe. Ces sanctions sont jugées

insuffisante par l'opposition syrienne et plusieurs pays européens, dont la France, qui souhaitent un durcissement.

Les Vingt-Sept ont en outre imposé début mai un embargo sur les armes à destination de la Syrie. « Certains considèrent qu'il est encore temps pour le régime de s'amender et d'engager un processus de réforme », a déclaré, lundi à Luxembourg, le chef de la diplomatie française, Alain Juppé. « Pour ma part, a-t-il ajouté, j'en doute. Je crois que le point de non-retour a été atteint. »

# Iraq's Kurds content to wait for their state

by James Calderwood  
*The National - UAE*

**E**RBIL, IRAQI KURDISTAN  
Masrou Barzani, the son of the President of the Kurdistan Region, says he eventually wants to hold his father's position as the elected leader of Iraqi Kurds.

"I have my own ambitions," Mr Barzani said of becoming president of the region and leader of the Kurdish Democratic Party (KDP). "I want to work for my people however I can."

If he does, Mr Barzani will continue a tradition that began with his grandfather, Mustafa Barzani, over half a century ago. Mustafa Barzani was the president of the KDP and his military campaigns for independence have led many Kurds to consider him the founder of the Kurdish national movement.

After Mustafa's death in 1979, his son, Massoud, now 64, succeeded his father and in 2005, the National Assembly chose him as the president of the semiautonomous region in the north of Iraq. Kurds confirmed the family's popularity in 2009 when Massoud was elected with more than 69 per cent of the vote.

"I will do it if my people want that, but I would never impose myself," said Masrou Barzani, 42. He made the comments in Erbil last week during an exclusive interview with *The National* to discuss the challenges facing Kurds in Iraq and throughout the region.

Mr Barzani is a former member of the Kurdish military and a graduate of American University in Washington, DC. He is a leading member of the KDP and chief of the Kurdistan Region Security Protection Agency.

He said he hopes the Kurds one day will have their own independent state.

"If I tell you that you can find a Kurd that doesn't have a

dream of having his own state, I think I wouldn't be telling you the truth," he said. "And I think the Kurds deserve to have their own independent state, like any other nation."

"There are 40-plus million Kurds living in the world. Why wouldn't they have their own country?" he asked.

He said he wants to change "the mentality of people whom we live with to accept the Kurds as equals. We don't want to be above, but we don't want to be below any other nation."

The vast geographic region inhabited by Kurds he said, is surrounded by countries that have an interest in keeping it divided - the Turks, the Persians and the Arabs. Mr Barzani said they talk about the region "as if the Kurds don't even exist".

He said an independent Kurdish state "cannot survive unless we come to an understanding with one or more of our neighbours".

Iraq, Turkey, Iran, and Syria all have large Kurdish minorities. Mr Barzani said authorities in those countries "are all looking at what is happening in Iraqi Kurdistan very carefully" to determine if their Kurds will press for more autonomy. He said that because the countries have oppressed Kurds over the years "they're very sensitive of any success the Kurds could have anywhere".

"We have to maintain the balance of keeping good relations with the neighbouring countries, but also trying to prosper and move ahead," he said.

The Iraqi Kurdistan region's security, economy and internal politics are under the control of the local government, while the federal government in Baghdad is responsible for Iraq's military, financial and foreign policies.

Iraqi Kurds "are happy with what we have right now", he said. Pressing for complete



Masrou Barzani, director of security and intelligence in Iraqi Kurdistan, is the son of Kurdistan's current president, Massoud Barzani, and the grandson of Mustafah Barzani, seen as the 'father' of Kurdish nationalism.

*Lee Hoagland / The National*

independence now would be a mistake, he said.

"If, for instance, tomorrow we declare independence and nobody in the world wants to deal with us, what good would that do?"

The region has an abundance of natural resources, Mr Barzani said. "We have [minerals], we have gas, we have - you name it," he said, but if nobody wants to do business with an independent Kurdistan, then it will not survive. "We don't want to be isolated; we don't want to live here without being a part of the international community."

Mr Barzani said that if the Kurds were patient and diplomatic, they stood a better chance of reaching their goals. "We think what we can accomplish peacefully; it can never be accomplished by using violence. And as the Kurds, we have always tried to refrain from conducting terrorist activities."

Even during the former Iraqi president Saddam Hussein's campaign of mass murder against the Kurds, Mr Barzani said, they did not resort to terrorism. "We don't believe that innocent civilians should become the target, because we are victims. We

know what being a victim means."

Mr Barzani said every country in the region "has oppressed the Kurds in a unique, creative way". Turkey prevented Kurds from using their native surnames and language. Iran has kept Kurds out of high positions in government. Syria had the "ridiculous" policy of denying its Kurdish residents citizenship, until the recent protests erupted.

"It's changing in Turkey. It's definitely changing here in Iraq, and we hope it can change elsewhere too," he said. Kurds will feel that they are treated equally when they can go to their own schools, speak Kurdish without fear of being imprisoned, take any position in government and freely run in elections.

Mr Barzani said the world was not yet ready for an independent Kurdistan but "I think we are doing our part and now it is the turn of the international community to respond to its conscience and say, 'OK, maybe we are wrong, maybe the Kurds deserve more.'"

# The Kurdish issue will enable Erdogan to make history

OPINION

MEHMET ALI BIRAND

Hurriyet Daily News

Every person has a passion for not being forgotten.

Because we know we are all mortals, we dream of being remembered in the future. All through our life, those who have the means, always try to leave something permanent. Some build apartment buildings and name them after themselves; another erects a mosque and name it. Others make donations and try to have streets and avenues named after them.

I am sure you have similar passions.

I wonder awfully, what is Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's passion?

Politicians have a much greater opportunity to be recorded in history. Because their countries have the power to change history.

As a matter of fact, nowadays, when one looks at Erdogan's balance sheet of eight years, whether you like it or not, one can very clearly see that he has transformed Turkey.

I wonder if he would like to stay this way. Or maybe, would he want to become one of these leaders who rewrites history?

If we look at his general policies of the past eight years and his speeches during the election campaign, the prime minister does have dreams.

He does not hide it. That is to say, he says he has not finished his job.

What are these dreams, I wonder?

Is it to create two new cities for Istanbul, or make the channel?

Or to complete the new crazy projects he has promised?

Or maybe, it is to increase the 50 percent vote ratio to 75 percent and run for presidential elections and be elected with a record percentage

of votes.

No crazy project and no vote ratio make history

No, no & None of these are good enough to go down in history.

They will make people be remembered from time to time. They remain individual statistics.

Do you now remember who it was that opened Istanbul's main traffic arteries; who it was that changed the city's composition at first; who it was that made the bridges? These leaders will be remembered from time to time but they will remain in statistics and yellow pages of books.

Erdogan's situation is much different.

The prime minister has a huge opportunity in his hand. And that is, the Kurdish issue that has made Turkey bleed for years.

Erdogan's huge chance lies in a balancing with the Kurds

Also, Erdogan, again whether you like it or not, has made a fine tuning in that same Turkey. He has transformed the country and tried to make a balance between the conservative segment and the secular segment. If this transformation stays within balance and actually settles in, nobody can stop Turkey.

But, this is not enough.

The principal matter that would change Turkey's fortune and course is the Kurdish issue.

This is where Erdogan's chance comes from.

A very critical milestone has been reached in the Kurdish issue, which has been blocking the way forward for this country.

For the first time, things have started falling into place and the probability of a solution has increased.

- The Kurds have selected their own representatives. Even though they cannot launch policies on their own and are stuck between Kandil and Imrali, the Peace and Democracy Party, or BDP's, self-esteem has been established.

- Imrali believes life cannot go on like this and time has come for a solution. He wants to gain the

maximum he can and get out of this. He shows, with all of his attitudes that he is in favor of a solution.

- Kandil very well knows the armed struggle has now come to an end and it cannot continue this way for years. They are also tired and prefer to get away from this turmoil with honor, and if necessary, continue the struggle in the political platform.

The key is at Erdogan's pocket

From whichever angle one looks, domestic circumstances, international circumstances and the attitude of the Kurds, they all show that a solution is very near.

Only if Erdogan acts with courage. He should act, not like a politician who is after daily ratings, but as a leader who wants to be recorded in history. Moreover, he had clearly demonstrated this stance before in the Cyprus issue, in the relations with the military and several other subjects.

Now, it is trial time.

Will Erdogan remain in statistics and certain segments of history, or will he take his place in history and become one of those unforgettable leaders by facilitating advances in the Kurdish issue and making the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, come down from the mountains?

The key is in the prime minister's pocket.

He has the support of the public; he is in control of his party. A significant portion of the public is ready for a solution. He is going through the last term of his political life as a prime minister. He will not be a politician any more.

In other words, the situation is right; the gears are compatible with each other.

Let us see how he uses this key.

Will he be able to give this golden opportunity to us as a gift? Or, will he continue the vicious circle and cause Turkey to lose dozens of more years?

# Open for business: Turkey's bankers tap into Kurdish boom

*The National / UAE*  
by James Calderwood

**ERBIL** // At the first branch of the Turkish VakifBank in Iraq, the manager sits proudly in his office under a portrait of Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey.

But while Atatürk coveted the oil-rich territory of northern Iraq when he founded Turkey, the banker Yesur Meylani has not come to occupy land. In fact, he is a Kurd - one of more than 21,000 Turks who have moved to Erbil, many in the hope of tapping into the booming cross-border trade.

With a long history of tension with Kurds in Turkey and a volatile Iraqi border, Turkey might not seem like the ideal business partner for the semi-autonomous Kurdistan region. But against all odds, the relationship is growing.

"The politics and the economics are feeding each other," Mr Meylani said.

VakifBank, which has about 650 branches in Turkey, opened in Erbil in February "because of the good relations between Turkey and Kurdistan and also because of the volume of trade", he said.

Turkey's export volume to Iraq was US\$7.5 billion (Dh27.5bn) in 2010, about 70 per cent of which was focused on Iraqi Kurdistan. Much of the trade is carried on trucks that squeeze through the only official border crossing between the two countries at Ibrahim Khalil - around 1,500 in each direction every day.

Aydin Selcen, the consul general at the Turkish consulate in Erbil, said: "The business volume that we have with this region, the Iraqi Kurdistan region, is equal to what we have for Syria, Lebanon, Jordan combined." said When the consulate opened at one of Erbil's new office blocks in March 2010, it became Turkey's third consulate in Iraq.

Iraqi Kurdistan has 16 Turkish schools and two Turkish hospitals, and more than half of the foreign companies registered in the region - 741 in total - are from Turkey, Mr Selcen said. He said trade is "going to increase drastically" as Ankara pushes to reach its target of \$25bn of trade annually with Iraq.

One of the main drivers of the economic relationship is Turkey's thirst for energy to fuel its expanding economy, alongside its desire to diversify suppliers - Russia now provides about 70 per cent of the country's natural gas.

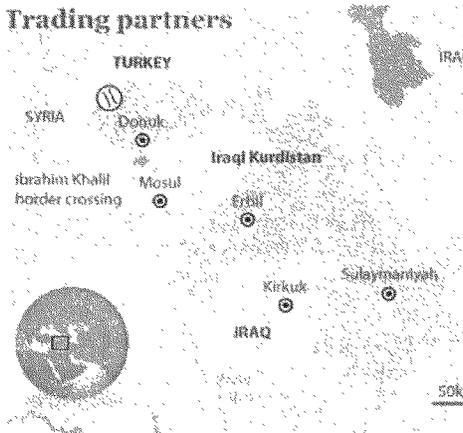
"What they produce now in natural gas can satisfy one quarter of what we need. So if you add the undiscovered oil and gas resources to already existing ones, it's for sure an interesting destination for our companies," Mr Selcen said.

But while cross-border business is flourishing, the Kurdish militants known as the Kurdistan Workers' Party, or the PKK, continue to damage relations. The group, which is designated as a terrorist organisation by several states including the US, has a stronghold in Iraq's remote northern mountains. The guerrillas use the base to launch attacks on Turkey, and the Turks have bombed the rugged terrain, targeting the PKK.

Mr Selcen said counter-terrorism is one of the most important issues of co-operation between the two countries. He said there has been progress, "but this is such a sensitive issue that, of course, we are asking for more".

Masrouf Barzani, the chief of the Kurdistan Region Security Protection

## Trading partners



Agency, said the PKK operates in "harsh terrain" near the borders of Iraq, Iran and Turkey: "It's difficult for Turkey to control it. It's difficult for Iran to control it and it's definitely difficult for us to control it."

"We've been telling the Turks that we don't think military solutions are the best solutions. We believe that peaceful solutions are going to last and that's what we support and I think they understand that now."

Mr Barzani said: "Trade and economic relations is helping the relationship, because before that there was more tension between the Kurdistan region and Turkey, with the Turks and the Kurds in general."

Ako Shwani, a history professor at the University of Sulaymaniyah, said the Turks have a history of oppressing the Kurds, but



*Yesur Meylani is the manager of VakifBank, a Turkish bank that is opening up branches in Iraq. (Lee Hoagland / The National)*

they are changing tack to improve their human rights record in a bid to join the European Union.

Iraq has about 4.5 million to 6 million Kurds; Turkey has 14 million, according to the CIA World Factbook. Mr Shwani said the Turkish government fears that Iraqi Kurdistan's success could inspire Turkish Kurds to push for independence.

"We have a parliament and a government, and the region's greater degree of autonomy is not good in the Turkish mind," he said.

Locals suspect that Turkey is sending its secret police into Iraqi Kurdistan to gather information, he said. "We don't hate the Turkish people, we hate the Turkish regime."

In the Souk al Kabeer, or the big market, at the foot of Erbil's hulking citadel, merchants are taking advantage of the security in the region. The winding corridors teem with shops selling fabrics, perfumes and food; street hawkers polish shoes and sell pirated DVDs with titles such as The Fall of Baghdad.

"We're happy to trade with Turkey," said a Turkmen shop owner who gave his name as Mohammed. "Ten years ago, there were only locals here, but now there are people from everywhere and there's very little poverty."

Yousef Yaseen, a Kurdish graduate of Erbil University whose family owns five gold shops in the souk, agreed that locals are pleased to see Turks settling in the city.

Some of the Kurds do not support the PKK "troublemakers", he said. "There are a lot of Turkish companies here. It's a good thing."

Aswat al-Iraq  
20 june 2011

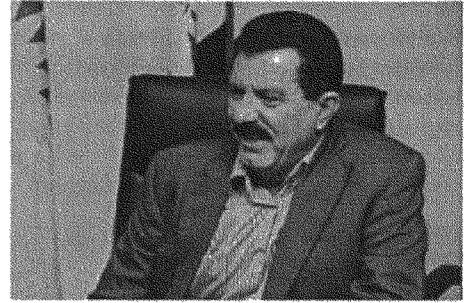
## Iraq's Kurds reserve right to have their own State among 22 Arab states:Kurdish Party leader says

BAGHDAD / Aswat al-Iraq: Iraq's Kurds reserve the right to have their own state among 22 Arab states, Deputy Secretary-General of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of two Kurdish parties ruling north Iraq's Kurdistan Region, Kosrat Rasoul said on Monday.

"Iraq's Kurds reserve the right to have their own independent state, as our presence in Iraq is much older than the presence of the Arabs," Rasoul told al-Sharq al-Awsat (Middle East) newspaper,

adding that "there are 22 Arab states; so, why shouldn't there be a Kurdish state, linked with balanced relations with its neighbors?, and it is the right of our people to dream of their own state, being the right of peoples for self-determination."

Rasoul said: "the issue of announcing a Kurdish state depends on the developments in the Region, stemming from the position of Kurdistan Parliament and the scope of the commitment of all Iraqis to their Constitution," adding "so long as



there is a constitution, linking us with Iraq, we are not worried about our situation."

THE WALL STREET JOURNAL. JUNE 22, 2011

## Ban on Kurdish Lawmaker Ignites Row

By MARC CHAMPION

ISTANBUL — A decision to bar an elected Kurdish candidate from Turkey's parliament triggered protests and warnings of "chaos" from a top Kurdish politician on Wednesday.

Turkey's High Election Board ruled late Tuesday that Hatip Dicle, one of 36 Kurdish-backed candidates to win a seat in elections June 12, wouldn't be allowed to enter parliament due to a prior conviction for spreading terrorist propaganda.

The decision inflamed passions among Turkey's large ethnic Kurdish minority, after an election campaign that featured attacks by Kurdish terrorists and a toughened stance from Prime Minister Recep Tayyip Erdogan toward Kurdish demands for greater language and political rights as he sought nationalist votes.

"This decision has openly shown what the state's real approach and understanding of a solution to the Kurdish problem is," Ahmet Turk, a former Kurdish party leader who was also elected to parliament on a ticket backed by the Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, said in televised remarks Wednesday. "This is a decision that will draw Turkey into chaos," Mr. Turk said.

Two policemen were killed in an explosion Wednesday while driving

in the Eastern province of Tunceli, the state-run Anadolu Ajansi reported. No group had claimed responsibility by afternoon, but the banned Kurdish Workers Party, or PKK, is active in the area.

A sit-in protest was under way in the main Kurdish city Diyarbakir on Wednesday to protest the decision to bar Mr. Dicle, the Firat news agency reported. A Facebook campaign was under way to organize a demonstration in Istanbul in the evening, though it wasn't clear how large that would be.

Under Turkish law, anyone convicted of a terrorism-related charge can't enter parliament. Mr. Dicle lost an appeal against his 2010 conviction earlier this month. However, Kurds and many human-rights lawyers argue that Turkish terrorism laws are unduly broad.

Mr. Erdogan began an initiative during his last term in office aimed at resolving Turkey's long-running Kurdish problem. A war between Turkish security forces and the PKK that started in 1984 has claimed up to 40,000 lives. But there was widespread disappointment among Kurds as Mr. Erdogan appeared to backpedal on the initiative in the face of nationalist opposition within Turkey.

The government is expected to make resolving the Kurdish issue a high priority in its new term, amid

reports Mr. Erdogan will create a minister-level portfolio to deal with the issue in his new cabinet. Analysts say unrest in Syria, which borders Turkey's Kurdish regions, also has increased the urgency of resolving the Kurdish problem.

If Mr. Dicle remains barred from parliament, the runner-up in Diyarbakir would take his seat. The BDP's only rival in Diyarbakir is Mr. Erdogan's ruling Justice and Development Party, or AKP, although it wasn't clear Wednesday who would get the seat.

Prior to the June 12 elections, the election board also announced that it was barring seven Kurdish candidates from running, but then reversed its decision on six of them under pressure.

Ten days after the poll, the election board and courts are still deciding whether to release from jail nine elected candidates, including Mr. Dicle and five others backed by the BDP, to take up their seats in parliament. The three non-BDP candidates a former university rector, a journalist and a retired general are awaiting trial on charges of taking part in terrorist conspiracies to bring down the government.

Mr. Turk had warned that all 36 Kurdish-backed candidates would boycott the new 550-seat parliament if Mr. Dicle wasn't reinstated. But Altan Tan, also elected on a BDP-backed ticket in Diyarbakir, said in a phone interview that no formal decision had been taken and a discussion was under way over "the pros and cons, and the consequences" of a boycott.

# Iran's president snared in a risky game

CAIRO

## Ahmadinejad is trying to extricate himself from feud with supreme leader

BY NEIL MACFARQUHAR

President Mahmoud Ahmadinejad of Iran, seeking to repair a widening and politically reckless rift with the country's supreme leader that is leaving him isolated and embattled, recently portrayed their relationship as "father and son."

Conservative clerics, convinced that the ambitious, messianic president remains determined to supplant them, rebuked Mr. Ahmadinejad for elevating his own station.

"The relationship with the leader of revolution should be the relation between the guide and the guided," Mojtaba Zolnour, the supreme leader's representative to the Revolutionary Guards, growled in a speech in Qom, Iran's religious center. "What does it mean to say that my relation with the leader is like the relation of a son to his father. This is nonsense. This is deviant discourse!"

An unusually public battle has escalated since April between two men long seen as ideological soul mates: Mr. Ahmadinejad and the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Web sites supportive of the president have been closed down and hecklers managed to drown out some of his speech to mark the anniversary of the death of Ayatollah Ruhollah Khomeini, the leader of the revolution that overthrew the shah in 1979.

Much blame for the split is directed at Esfandiar Rahim Mashaei, Mr. Ahmadinejad's chief of staff and a former head of the Cultural Heritage and Tourism Foundation, who is portrayed in the Iranian media as a font of corruption.

Former staunch conservative allies among the clergy, in Parliament and in the military have abandoned the president in droves, voicing allegiance to Ayatollah Khamenei while labeling the presidential circle a "Deviant Current."

Fundamentally, the fight conforms to a pattern of presidential politics that has troubled the Islamic Republic since the 1979 revolution. The system allows for two presidents, one divine, one democratic. The divine embodied in Ayatollah Khamenei holds most power levers, controlling the military, the judiciary and the state broadcasting services.

The divine leader is also permanent, while elected presidents can serve for a



OFFICE OF THE IRANIAN SUPREME LEADER, VIA THE ASSOCIATED PRESS

Ayatollah Ali Khamenei, left, Iran's supreme leader, and President Mahmoud Ahmadinejad at a religious ceremony in May. Their unusually public battle has escalated since April.

maximum of eight years. Mr. Ahmadinejad's predecessors — Ali Hashemi Rafsanjani and Mohamed Khatami, who also clashed with the supreme leader — have gradually faded from view.

Mr. Ahmadinejad is determined to avoid their fate, and that, say Iran experts, sparked the current showdown.

"The game they are playing now is Ahmadinejad trying to politically maneuver himself to gain more power, while Khamenei tries to contain him," said Mustafa el-Labbad, director of Al Sharq Center for Regional and Strategic Studies in Cairo. "It is a struggle motivated by politics and economics, being presented by some as an ideological and spiritual struggle."

It started in April, when Mr. Ahmadinejad tried to fire Heydar Moslehi, the intelligence minister, and the supreme leader ordered him reinstated.

Mr. Ahmadinejad pouted at home for 11 days, returning only after the supreme leader signaled that he could be replaced.

Mr. Ahmadinejad was elected twice using Ayatollah Khamenei's machine. But the Iran experts said he wanted to build his own patronage system away from intelligence snooping to elect candidates in the 2012 parliamentary elections and, most important, in the 2013 presidential race. Mr. Mashaei is often named as a likely presidential candidate, though he demurs.

He and Mr. Ahmadinejad are suspected of helping to license private banks and to shift government contracts away

from the Revolutionary Guards to finance their political goals, said Mehdi Khalaji of the Washington Institute for Near East Policy.

By openly contradicting the supreme leader in April, Mr. Ahmadinejad provoked many to turn against him. Since then he has been engaged in a running skirmish over every cabinet appointment, including the oil minister, the sports minister, the foreign minister and his deputy. Mohammed Sharif Malekzadeh, the deputy foreign minister, lasted barely three days, resigning Tuesday amid the uproar.

In late May, Parliament voted to investigate charges that the Ahmadinejad government had engaged in vote-buying during the 2009 election, reportedly at the rate of \$80 a person — for nine million people.

The fact that the Green Movement — whose massive protests over that election were violently suppressed — alleged widespread fraud in that very vote was ignored.

Former allies in Parliament like Ruhollah Hosseinian now complain that Mr. Ahmadinejad spread "despair and bewilderment" among his adherents.

In creating a vision of an Iran less dominated by clerics, Mr. Ahmadinejad has evoked Iranian nationalism, redolent of pre-Islamic Persia, and holds that Shiite Muslims do not need the clergy to

engage with the Hidden Imam, a messiah-like figure whom Mr. Ahmadinejad predicts will return soon.

## Syrian foreign minister assails new E.U. sanctions

BEIRUT

BY NADA BAKRI

The Syrian foreign minister denounced Europe for imposing new sanctions on top military and government officials in Damascus, saying in a nationally televised news conference that the sanctions were "targeting the livelihood of the Syrian citizens" and "tantamount to war."

Foreign Minister Walid Moallem spoke the day after the European Union issued sanctions against four Syrian companies linked to the armed forces and officials believed to be involved in the brutal crackdown against protesters seeking to end four decades of rule by the Assad family.

In May, the United States imposed sanctions on President Bashar al-Assad and six other senior officials in Syria. The European Union followed suit a few days later.

Both the United States and the European Union imposed further sanctions — including more measures focused on Mr. Assad himself — as the Syrian crackdown grew in intensity. But officials there are thought to be more concerned now with Europe's steps, given its proximity to Syria and its closer economic ties.

On Sunday, Mr. Assad delivered his third speech since the protests began in mid-March, calling for a national dialogue and promising vague reforms. Some opposition figures said there were positive elements in the speech, though many denounced them as coming too late and not going far enough.

On Wednesday Mr. Moallem warned against foreign meddling and threats to shift Syria's orientation away from the West, reversing initiatives Mr. Assad had planned before the unrest that called for Turkey to serve as the country's gateway to Europe. "We will forget that Europe is on the map," Mr. Moallem said. "And we will turn to the east, to the south and all directions that extend a hand to Syria. The world is not

only Europe, and Syria will remain steadfast like always."

The foreign minister also said that despite mounting foreign pressure on Damascus over the crackdown — from both friends like Turkey and foes in Europe and the United States — he was confident that there would be no international intervention.

Syria has suffered international isolation for years, only to re-emerge as crises subside. But the sanctions adopted by Europe and the United States have isolated it more deeply than ever. Even Turkey, long reluctant to criticize its southern neighbor, has sharpened its condemnations, testing the friendship that Mr. Assad has built with Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

In his speech, Mr. Moallem made several appeals to Turkey to rethink its position. "I don't want to analyze the Turkish reasons," he said, "but I tell some friends to reconsider their decisions. We want the best relations with Turkey."

He also denied that Iran and Hezbollah, the Shiite Lebanese militant group, had intervened to help Syria crush the anti-government protests. Some opposition figures have asserted that foreigners have participated in the crackdown that has stretched across the country. Mr. Moallem also accused Al Qaeda of being behind some of the violence in Syria, pointing to what he said was a certain style to the killings of security personnel and soldiers.

President Assad said Sunday that he would introduce political changes and he invited Syrians for a dialogue. But his political opponents dismissed the promises, and violence continued after the speech with more killings and arrests.

Human rights groups have said that at least 1,300 civilians have died in Syria since the uprising started and that thousands have been jailed without charges. The government asserts that hundreds of its security forces have been killed.

Then there is the matter of djinns. Several aides arrested in recent weeks have been charged with evoking secret spirits and dabbling in dark arts. Traditionalist clerics abhor the president.

"They don't like his suggestions that he alone is so close to the Hidden Imam. The connotation that he has a privileged position is religiously problematic," said Vali Nasr, author of "The Shia Revival." "They don't like his messianism, they don't like his meddling in religious affairs, they see his populist folksy brand of Shiism as a threat."

Mr. Ahmadinejad once suggested that Ayatollah Mohammed Mesbah Yazdi, not the supreme leader, was his spiritual guide, and the ayatollah returned the favor by declaring his 2005 election victory a "miracle." But Mr. Mesbah Yazdi declared in an interview with the weekly Shoma in May that the president was bewitched by his chief of staff. He has called presidential aides "garbage" and the "greatest danger to Islam."

Past fights pitting Ayatollah Khomeini against elected presidents stayed mostly private. "They tried to remain behind the curtain," said Mr. Khalaji, whereas Mr. Ahmadinejad excels in the street fighter school of politics. "The same way he talks about Israel and the United States is the way he talks about his domestic opponents."

But Ayatollah Khamenei would find it difficult to break with Mr. Ahmadinejad entirely, experts believe.

For one thing, the men appeal to the same constituency — ordinary, poorer Iranians — so the supreme leader risks alienating his base. For another, pushing Mr. Ahmadinejad into open opposition would create further instability within a system still shaky after the democracy protests of 2009.

"If he leaves the government with a solid base of support and ends up sitting in the Parliament or sitting at home throwing hand grenades, he is going to be difficult to manage," Mr. Nasr said.

Some analysts suggested Mr. Ahmadinejad might try to escalate the confrontation with world powers over Iran's secretive nuclear program to try to prevent his own early demise.

The tug-of-war will probably continue at least through parliamentary elections next March, with Mr. Ahmadinejad's allies quite likely to be disqualified from running.

If the fight becomes too pronounced, then Ayatollah Khamenei might move to impeach the president. Some of his allies have already invoked the impeachment of President Abulhassan Bani-Sadr in 1981 after he clashed with Ayatollah Khomeini.

As Mr. Nasr sees it, "The issue is going to become, Is this the end of the Ahmadinejad era or is there life for his brand of politics and his group beyond the presidency?"

Artin Afkhami contributed reporting from Washington and Lara El Gibaly contributed from Cairo.

du 23 au 29 juin 2011

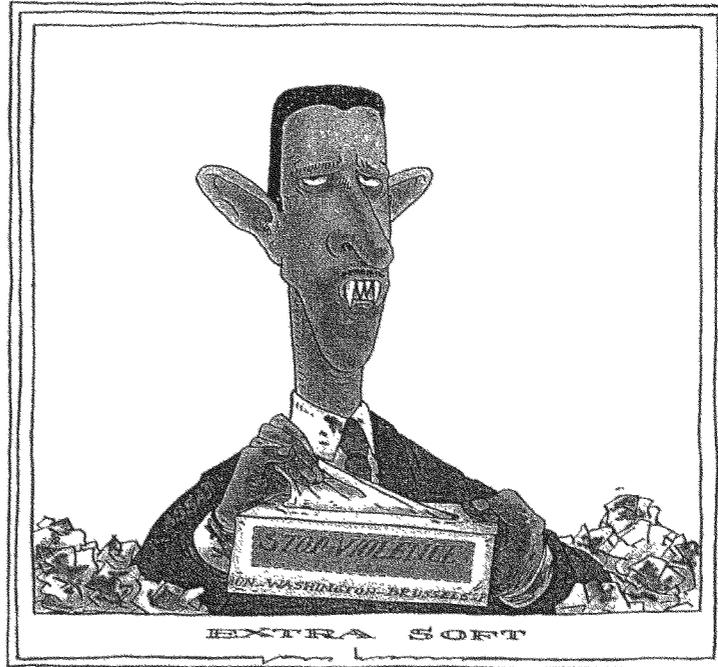
Devant l'apathie des régimes arabes face à la répression, en Syrie, le peuple syrien va suivre l'exemple de la Libye et réclamer une intervention étrangère.

Al-Ittihad (extraits) Abou Dhabi

**A** moins d'être dénué de toute humanité, on ne peut rester indifférent au sort du peuple syrien, qui subit jour après jour un véritable massacre. Pourtant, les pays arabes ne paraissent pas concernés et se comportent comme si cela se passait sur une autre planète. Alors que la répression se poursuit dans d'innombrables villes et villages, n'épargnant même pas les enfants, les gouvernements arabes ont l'air de regarder ailleurs. Le régime assiège la ville de Jisr Al-Choughour, dans le nord-ouest du pays, et ne laisse pas d'autre choix à la population que le chemin de l'exode par-delà la frontière turque. Malgré cela, les Arabes restent silencieux.

La seule voix qui s'élève pour condamner fermement ces massacres est celle de la Turquie, pays qui n'est pas arabe et qui a pourtant de puissants intérêts économiques et stratégiques en Syrie. De son côté, l'Union européenne se préoccupe, elle aussi, de la situation et a fait des déclarations sans ambiguïté au sujet du régime. De même, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni et a tenté de prendre des résolutions susceptibles de dissuader le régime de poursuivre dans la voie de la répression sanglante. Dans les grands pays occidentaux, les organisations de défense des droits de l'homme, les médias et la société civile exercent des pressions considérables sur leurs gouvernements respectifs afin de les pousser à prendre position. Seuls les gouvernements arabes restent cois. Ces derniers se trouvent donc dans le même camp que la Russie et la Chine, qui ont pris position contre le peuple syrien en menaçant d'user de leur droit de veto pour empêcher le vote d'une résolution contraignante. C'est ainsi qu'a été adopté un texte à minima, dépouillé de toute sanction concrète. L'une des premières versions de cette résolution faisait référence à la très prudente déclaration de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), qui avait exprimé son "inquiétude" concernant la Syrie. Le but était d'obtenir le soutien de l'OCI. Or celle-ci est aussitôt montée au créneau pour refuser la résolution sous cette forme, expliquant qu'elle ne voulait pas légitimer une intervention occidentale en Syrie.

# L'incroyable silence des Arabes



↑ Bashar El-Assad. Ultradoux. Dessin de Bertrams paru dans De Groene Amsterdammer, Pays-Bas.

Cela veut dire que les dirigeants arabes et musulmans abandonnent le champ de la diplomatie et des mesures concrètes aux pays occidentaux, qui demeurent donc les seuls appuis de la population civile syrienne. Cela aggrave le hiatus entre l'immobilisme arabe, d'un côté, et les discours tonitruants contre les interventions militaires occidentales de l'autre. Quant aux opinions publiques arabes, elles finissent par appeler de leurs vœux ces interventions, motivées par des pressions morales, mais évidemment aussi par des intérêts bien précis. Cela va de soi et il n'y a pas lieu de se faire la moindre illusion là-dessus. Il n'y a que les "forces de la résistance et du refus" [les mouvements radicaux anti-occidentaux] qui font semblant de le découvrir et de s'en étonner à chaque fois. En réalité, elles feraient mieux de s'interroger

sur les facteurs qui préparent le terrain à ces interventions, leur donnent de la légitimité et poussent les populations à les saluer.

Ce qui se passe généralement, de la Bosnie-Herzégovine jusqu'à la Libye et la Syrie, en passant par le Kosovo, c'est que l'intervention étrangère est le seul moyen d'arrêter le massacre. Que les appels au secours du peuple réprimé coïncident avec les intérêts des puissances étrangères n'y change rien. Il n'y a pas de quoi prendre de grands airs et se croire particulièrement perspicace lorsqu'on a compris que l'intervention de l'Otan en Libye s'explique, entre autres, par les richesses pétrolières et par la position géographique de ce pays aux portes de l'Europe. Toutefois, la question que nous devons nous poser est la suivante : quelle alternative avons-nous à proposer à une population menacée de mort ? Lancer des slogans anti-impérialistes n'est décidément pas d'une grande utilité. Ce n'est pas non plus une alternative convaincante à une intervention occidentale qui a au moins réussi à empêcher le régime de Tripoli de mettre à exécution son intention de massacrer une partie de sa propre population.

**Khaled Hroub**

**La question que nous devons nous poser : quelle alternative avons nous à proposer à une population menacée de mort ?**

# A l'heure du nettoyage ethnique

**La répression que mène le régime syrien dans les régions sunnites proches du territoire alaouite, berceau des Assad, fait craindre le pire.**

**Now Lebanon** *Beyrouth*

**A** quoi joue le régime syrien alors que l'armée se prépare à donner l'assaut contre son propre peuple ? Une réponse simple – et légitime – consiste à dire qu'il s'agit d'un mouvement de répression de masse. Toutefois, la ferme condamnation de ces brutalités par des hauts responsables turcs mi-juin nous apporte d'autres éléments de réponse.

L'essentiel des opérations de répression ces dernières semaines a été mené par des unités majoritairement alaouites [branche du chiisme à laquelle appartient la famille des Assad] aux ordres de Maher El-Assad, frère de l'actuel président et commandant de la garde prétorienne du régime. Leurs attaques se sont concentrées sur deux fronts : après s'être fixée sur Tall Kalakh et Arida, près de la frontière avec le Liban, l'armée s'est tournée vers Jisr Al-Choughour, près de la frontière turque. Dans le même temps, l'armée et les forces de sécurité syriennes ont progressé sur une voie parallèle, le long de la route allant de Homs à Alep. Les dernières attaques ont été dirigées contre Maaret Al-Naamane, entre Hama et Alep, dans le nord du pays.

Les témoins de ces opérations font état d'un mode opératoire similaire. L'armée entoure et bombarde une ville ou tire sur les manifestants en accusant les habitants d'appartenir à des "groupes armés". Dans plusieurs villages, la population – majoritairement sunnite – a préféré prendre la fuite ou a été chassée avant l'arrivée des soldats et des forces de sécurité, alors que des bandes de militants alaouites sèment la terreur dans la région. A Jisr Al-Choughour, des réfugiés racontent les viols, les pillages et le saccage des récoltes. Si vous avez bonne mémoire, cela vous rappellera peut-être les méthodes utilisées pendant les guerres en ex-Yougoslavie. A l'époque, l'armée yougoslave – à majorité serbe – et le régime de Slobodan Milosevic soutenaient divers groupes paramilitaires, notamment la garde des volontaires serbes de Zeljko Raznatovic, plus connu sous le nom d'Ar-

kan. Opérant en étroite collaboration avec l'armée, ces groupes ont procédé au nettoyage ethnique de régions entières en Bosnie et en Croatie afin de créer un territoire contigu à majorité serbe.

## Déplacements de populations

Assistons-nous à la même stratégie en Syrie ? Difficile à dire. Il est toutefois intéressant de regarder une carte du nord du pays, où se concentrent les populations alaouites, notamment dans la région montagneuse de Jabal Ansariya qui s'étire sur un axe nord-sud de la frontière turque aux collines surplombant la plaine d'Akkar au Liban. Si l'on trace une ligne imaginaire entre Tall Kalakh et Jisr Al-Choughour, on voit qu'elle longe le bord oriental de ce massif montagneux où commence la plaine en direction de Homs et Hama. Pour renforcer ce foyer alaouite, le régime d'Assad doit tenir cette ligne, notamment à ses extrémités nord et sud, représentées par Tall Kalakh, Jisr Al-Choughour et Arida [poste-frontière avec le Liban].

Au fil du temps, les alaouites ont migré vers la plaine, s'installant à la périphérie de villes à majorité sunnite comme Homs et Hama, ainsi que d'autres villes de Syrie. Le régime a tout intérêt à reprendre le contrôle de la route reliant Homs à Alep pour se maintenir au pouvoir. Toutefois, si le gouvernement raisonne en termes de géographie communautaire, ce corridor serait aussi la première ligne de défense alaouite le long d'une ligne de fracture sunnites-alaouites. On peut légitimement arguer que la stratégie du régime ne vise en rien à établir un mini-Etat alaouite, objectif probable d'un nettoyage ethnique. Après tout, le contrôle des villes d'Arida, Tall Kalakh et Jisr Al-Choughour pourrait s'expliquer par la simple volonté de tenir des points d'intersection potentiellement dangereux avec les régions sunnites voisines du Liban et de la Turquie. Ce raisonnement soulève toutefois trois interrogations : pourquoi le régime attise-t-il autant les tensions sectaires en jouant la carte de la division entre sunnites et alaouites alors que les manifestants cherchent à éviter toute forme de communautarisme ? Pourquoi l'armée, les agences de sécurité et autres forces non régulières ont-elles cherché à semer la panique, notamment chez les sunnites, provoquant des déplacements de populations durables ? Enfin, pourquoi le régime

a-t-il fourni des armes aux villages alaouites, comme l'affirment une majorité de témoins ?

Les déclarations des responsables turcs la semaine dernière, ainsi que celles de représentants américains, témoignaient d'une véritable inquiétude devant les possibles retombées sectaires de la stratégie d'Assad contre son opposition. Les craintes d'Ankara sont légitimes car, si la Syrie était morcelée en plusieurs petits Etats ethniques, la Turquie se retrouverait face à une entité alaouite à côté de sa province de Hatay (que les Syriens appellent Alexandrette et où vivent entre 300 000 et 400 000 alaouites) et pourrait également craindre que les Kurdes de Syrie ne déclarent leur indépendance, ce qui pourrait lui créer des difficultés avec sa propre minorité kurde.

Si le régime d'Assad ne mène pas une campagne de nettoyage ethnique à grande échelle, ses opérations autour de Jisr Al-Choughour et de Tall Kalakh y ressemblent fort. Peut-être s'agit-il d'une double stratégie, notamment dans les plaines autour de Homs, Hama et Alep : premièrement, essayer de garder le contrôle de la situation au sol en menant des opérations offensives dans les régions à majorité sunnite ; et deuxièmement, si cette tactique échoue et que le régime se trouve menacé, poser les bases d'une stratégie défensive afin de former une zone de protection pour les alaouites.

Cette solution présenterait de nombreux problèmes. Les alaouites sont dispersés sur tout le territoire, et les villes côtières – qui pourraient être intégrées à un Etat alaouite – abritent de fortes majorités sunnites. Pour l'instant, rien n'indique que la famille Assad ait renoncé à garder la main sur le pays. Un certain nombre d'incidents dans le Nord-Est laissent toutefois penser que le régime raisonne en termes communautaires et mène une stratégie sectaire. Seul le temps et la poursuite du mouvement insurrectionnel permettront d'élucider ce mystère. **Michael Young**

## TURQUIE : Les Kurdes menacent de boycotter la nouvelle Assemblée

La Haute Commission électorale turque vient d'invalider l'élection de quelques députés élus lors du scrutin législatif du 12 juin. Parmi eux, le cas du Kurde Hatip Dicle soulève de nombreuses questions.

Pierre Vanrie

Courrier international

OUTRE quelques inculpés du procès Ergenekon issus du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste) et du Parti de l'action nationaliste (MHP, extrême droite), c'est surtout l'invalidation de l'élection de Hatip Dicle, élu kurde de Diyarbakir, proche du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, prokurde [vitrine légale du PKK]), qui fait couler beaucoup d'encre. Ce dernier était en effet inculpé depuis 2007 pour incitation à la violence. A la suite de cette décision, les 36 élus indépendants proches du BDP ont décidé de ne pas siéger dans la nouvelle Assemblée. Si cette décision devait être maintenue, elle ne serait pas sans conséquences sur le processus d'élaboration d'une nouvelle Constitution prévue après ce scrutin.

La une du 24 juin 2011 "L'Assemblée nationale issue des élections du 12 juin ne devait-elle pas rédiger une nouvelle Constitution ?" s'interroge un Cengiz Candar indigné dans Radikal. "Cette nouvelle Constitution ne devait-elle pas surtout permettre d'ouvrir la voie à une solution à la question kurde, qui constitue tout de même le problème numéro un du pays ? Ce processus peut-il aboutir sans la contribution des 36 élus proches du BDP ? Un texte, à la rédaction duquel n'auraient pas participé des person-

nes élues – avec les pires difficultés – par les Kurdes serait-il légitime, quel que soit son contenu, aux yeux de millions de Kurdes ?"

Le quotidien prokurde Özgür Gündem annonce ainsi en première page que les élus indépendants proches du BDP ne siégeront pas dans la nouvelle Assemblée tant que leur élu évincé ne sera pas rétabli dans ses droits. L'éditorialiste d'Özgür Gündem, Hüseyin Ali, critique au passage le Parti pour la justice et le développement (AKP, au pouvoir) : "Pendant des années, l'AKP a critiqué les décisions de justice estimant qu'elles étaient plus politiques que juridiques. En Turquie, le système judiciaire a toujours été au service du courant politique dominant. Chaque fois que cela concerne les Kurdes, les décisions sont en leur défaveur. Lorsque la justice s'en prend à l'AKP, ce parti considère que 'c'est politique' mais, lorsque cette même justice s'en prend aux Kurdes, tout d'un coup celle-ci devient 'juste' et 'indépendante'. En fait, l'AKP, après être devenu le courant dominant au sein de l'Etat turc, s'est transformé en défenseur numéro un de toutes les institutions officielles."

Ahmet Altan, dans Taraf, se demande d'ailleurs pourquoi le Premier ministre Erdogan, que le "système" avait également empêché de participer aux élections de 2002 à la suite de sa lecture d'un poème polémique, ne fait pas preuve de



plus d'empathie avec Hatip Dicle. L'éditorialiste de Taraf considère que la tentative de l'AKP de prouver que les deux affaires ne sont pas comparables est "un peu pathétique". "Le Premier ministre avait exprimé ses idées en lisant [en 1997] un poème [et avait été condamné et empêché de participer aux élections de 2002], Dicle a fait de même [en déclarant en 2007 que, si l'armée attaquait le PKK, celui-ci se défendrait]. La ressemblance entre les deux situations est-elle vraiment si difficile à percevoir ? Est-ce parce qu'il ne veut pas ressembler à un homme politique kurde qu'Erdogan nie cette réalité ? Ou alors est-ce parce que désormais il n'est plus un 'exclu' du système ?"



## Un soldat turc tué par des rebelles kurdes

ANKARA, 27 juin 2011 (AFP)

DES REBELLES KURDES ont attaqué un véhicule militaire dans l'est de la Turquie, tuant un soldat et en blessant trois autres, a annoncé lundi l'agence de presse Anatolie.

L'attaque a été menée par des rebelles du Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK) dans une zone rurale de la province de Van, selon la même source.

Les rebelles du PKK, en lutte depuis 1984, ont présenté récemment de strictes conditions pour renouveler un cessez-le-feu décrété unilatéralement en août 2010.

Le mouvement rebelle exige un arrêt des opérations militaires et la reconnaissance de son chef emprisonné, Abdullah Öcalan, comme interlocuteur pour un règlement de la question kurde.

# Kurds Call for Boycott of Turkish Parliament



Newly elected Kurdish lawmakers announced Thursday they would boycott Turkey's parliament, infuriated over an electoral board decision to strip one of them of his seat.



Supporters of the Peace and Democracy Party (BDP) carry an election banner of independent Kurdish candidate Hatip Dicle during a protest against the election board in Diyarbakir on June 23, 2011. Photo: Reuters

By **MARC CHAMPION** And **AYLA ALBAYRAK**

**I**STANBUL—Turkey's main ethnic Kurdish party said Thursday it would boycott the country's Parliament, setting the scene for a possible mass by-election and renewed unrest in the country's turbulent South East.

The decision added to market concerns over imbalances in Turkey's otherwise strong and fast-growing economy, as the country's central bank again left interest rates on hold Thursday in the face of rampant imports and credit growth. The Turkish lira to fell to a new two-year low against the dollar on the news.

The boycott by the Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, came after Turkey's High Election Board ruled late Tuesday that Hatip Dicle wouldn't be allowed to enter Parliament because of a prior conviction on charges of spreading terrorist propaganda. Mr. Dicle was one of 36 Kurdish-backed candidates to win a seat in elections June 12.

"The [ruling Justice and Development Party, or AKP] administration should at once return our rights," said BDP legislator-elect Serafettin Elci, in a televised party statement. "Until we see a concrete step taken we will not go to parliament."

Altan Tan, a senior BDP politician confirmed in a phone interview that this meant either all 36 winning BDP candidates would go to Parliament, or

none at all. "The AKP should return this stolen deputy's seat," he said.

The election board and courts have to decide whether to release from jail nine elected candidates, including Mr. Dicle and five others backed by the BDP, so they can enter Parliament.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's ruling AKP won a third sweeping election victory on June 12, a result widely welcomed in the business community after years of strong economic growth. But on Thursday, political tensions rose as both the BDP and the main opposition Republican People's Party, or CHP, saw winning candidates potentially barred from participating in Parliament.

"These people have not been convicted of anything. There is no obstacle for them to enter Parliament," CHP leader Kemal Kilicdaroglu said of two of the winning parliamentary candidates from the party, whom a court ruled Thursday must stay in jail where they are awaiting trial on terrorism-related charges.

The BDP raised its representation in Parliament to at least 35 from 22 in the latest election. But tensions around Mr. Dicle's seat are heightened by plans to redraft the country's constitution that will involve a tight battle for votes in Parliament and pressure from Kurds to secure more political and language rights, analysts say.

The election board Thursday awarded Mr. Dicle's seat to a ruling Justice and

Development Party, or AKP, candidate who lost her son to an attack by Kurdish Workers Party, or PKK, militants. The AKP now has 327 seats in Parliament, bringing the party one vote closer to the 330 it needs to draft the new constitution alone and put it to a referendum for approval.

Analysts held out hope Thursday that a deal would be found to avoid a Kurdish boycott, but the AKP appeared to dig in. A spokesman for the ruling party said at a news conference that the BDP should respect the election-board decision, participate in Parliament and stop making threats.

On Tuesday, another BDP leader had warned of "chaos" if the Dicle decision wasn't reversed.

Economists said a Kurdish boycott could prove worrying for investors and markets. Since 1984, a war between Turkish security forces and the militant Kurdish Workers Party, or PKK, has claimed up to 40,000 lives in fighting and terrorist attacks, crippling the economy of the southeast. Fighting has slowed as the PKK announced unilateral cease-fires and the government launched a political initiative to resolve the conflict.

"If the BDP does not enter Parliament, the streets will get very restless and Kurdish politics will be run from the streets," said Vahap Coskun, general-secretary of the Diyarbakir Institute for Political Social Research, in a phone interview Thursday.

If the BDP lawmakers don't take their

seats when Parliament is sworn in Tuesday, then under Turkish election laws a by-election will have to be held for those posts within three months. The AKP is the BDP's only rival in the southeast.

Under Turkish law, no one convicted of a terrorism-related charge can enter

Parliament. Mr. Dicle lost an appeal against his 2010 conviction earlier this month. Kurds and many human-rights lawyers argue that Turkish terrorism laws are unduly broad.

The three jailed non-BDP candidates—a former university rector, a journalist and a retired general—are awaiting

trial on charges of taking part in terrorist conspiracies to bring down the government. On Thursday, a Turkish court ruled that journalist Mustafa Balbay and former Baskent University rector Mehmet Haberal shouldn't be released. Both were elected on CHP tickets. Mr. Balbay's lawyer told reporters he would appeal

THE HUFFINGTON POST JUNE 20, 2011

## Assad Speaks, the Protests Continue -- and the Kurds Come Into Play



**Dr. Josef Olmert**  
(Adjunct Professor, American University's School of International Service)

**P**resident Bashar Assad gave his first speech in two months to a carefully selected gathering of dignitaries at the University of Damascus, but it was not a game changer. As soon as the speech ended, thousands thronged the streets in many Syrian towns, including suburbs of the capital, chanting their displeasure with the leader. Bashar Assad repeated the old allegations about conspiracies inspired by unspecified countries, but the old goods seem to have no effect anymore. The uprising continues and with it the merciless crackdown.

In recent days the protest and the retaliatory indiscriminate killings took place in the heavily Kurdish northeast region of Syria. A book published some years ago by K. Yildiz referred to the Kurds of Syria as "the forgotten people". Not anymore. The Kurdish population of Syria numbers two million, and mainly in the Jazeera region along the borders with Turkey and Iraq, separated from their ethnic brothers through the artificial demarcation of boundaries in the aftermath of the First World War and the demise of the Ottoman Empire.

A large population of Kurds has resided for generations in the big cities, including Damascus and Aleppo. In fact, members of this group played a significant role in the early history of independent Syria. The first three military dictators of Syria, Husni Zaim, Sami Hinawi and Adib Shishakli were of Kurdish descent. Yet the Kurds of the Jazeera were always a thorn in the side of the Syrian state, maintaining their traditional way of life. The Ba'ath regime, coming to power in 1963, decided to resolve this problem by initiating a policy of Arabization of the Jazeera. The prominent Kurdish historian Ismet Cheriff Vanly wrote in the late 1960's about attempts at ethnic cleansing of the Kurds, but the Ba'ath regime failed.

Northeast Syria is still mainly Kurdish, so the regime enforced an iron-fist policy there, while neglecting completely its economic development. The inevitable results were poverty, near starvation due to the dwindling water resources, mass immigration to the big cities, and inevitably growing Kurdish political radicalization.

In 1986 and 2004, there were violent outbursts of angry Kurds, which were typically quelled by the use of brute force. The Kurds may have been forgotten but they were not quiet. While Syria repressed its own Kurdish population, it encouraged, for many years, subversive anti-Turkish activities by Kurdish elements from the Kurdish Workers Party (PKK), operating from its territory. This Ba'athi dangerous game came to an abrupt end in October 1998, when Hafiz Assad capitulated to a Turkish ultimatum and removed the PKK from its territory, including their leader, Abdallah Ocalan, who surprisingly enough found himself in a Turkish jail some weeks later...

Now, the Kurdish question seems to get back to the limelight, as the Syrian regime loses its grip over large parts of the country. The Kurds of the Jazeera were slow to react to the uprising in Syria. They are Sunni Muslims as most of the protesters are, but they constitute a distinct ethnic minority, and this is the prime motivation for their behavior. They remembered that their past protests against the regime failed to elicit support among the Sunni Arabs, and they preferred sitting on the fence, but the ongoing protest and the increasing likelihood of collapse in Damascus, finally brought them to the streets. The killings in Deir A Zor and in Qamishli will not stop their protest, as the killings in the rest of Syria will fail to put an end to the uprising there.

With that happening, the Kurds are going to play their traditional role in Middle East politics -- that of the inevitable victims of geopolitical circumstances. The Turks are increasingly worried about the Kurdish situation in Syria, and they are openly threatening to intervene there militarily, while the PKK has intensified its operations in Turkey itself. That is not good news for the oppressed Kurds of the Jazeera, which can expect no sympathy from the Syrian regime. This is a classic situation of being between the hammer and the anvil, something that is not new for the Kurds, who continue to be the largest ethnic minority in the Middle East without an independent state of its own.

This is a tragedy, and not the least of the tragedies that befall upon Syria, something that Bashar Assad's latest speech did nothing to stop.

## TESEV report: Current paradigms not valid in solving Kurdish problem

YONCA POYRAZ DOGAN

**I**STANBUL - A fresh report prepared by an acclaimed journalist for the Turkish Economic and Social Studies Foundation (TESEV) defends the idea that current paradigms are not able to meet today's demands to solve the Kurdish problem.

Cengiz Çandar explained on Friday while presenting his research on a panel that a military option is out as the military and state authorities themselves told Çandar in their interviews for the study that the problem cannot be solved by military actions. According to the information that we learned from upper-level government officials, before a democratic opening was planned in 2007, the military authority's opinion was asked regarding whether or not they will be able to end the [Kurdistan Workers Party] PKK militarily and when the answer was not clearly positive, preparations for an opening started, Çandar stated in his report, titled *Down the Mountain -- How Can the PKK be Disarmed? The Kurdish Question Freed from Violence*.

Çandar also stated that clichés such as the Kurdish problem and the PKK or the terrorism problem are not the same and the Kurdish problem should be handled independently from the PKK problem are not true. This is not a valid idea anymore because without addressing issues related to the unrivaled and single authority of the PKK's Abdullah Çalın, without the PKK being disarmed, it is impossible to solve the Kurdish problem, Çandar said in reference to the leader of the PKK who is currently serving a life sentence in prison.

Another point that Çandar makes is groundbreaking for Turkey, as it is controversial, since he introduces the concept of insurgency into the terminology dealing with the PKK, which is always referred to as terrorist by the Turkish authorities and media as it is also listed as a terrorist groups by the United States and the European Union.



Cengiz Çandar (from R to L), Aysel Tuğluk, Sezgin Tanrikulu and Galip Ensarioglu spoke at TESEV's panel discussion.

Çandar makes a reference to the study *How Insurgencies End* by Ben Connable and Martin C. Libicki, who make a distinction between an insurgent organization and a terrorist organization. In that study the researchers see terrorism as a tactic. In that regard, the Irish Republican Army (IRA) has been defined as an insurgency, while the Real Irish Republican Army has been defined as a terrorist because the former accepted to end armed struggle through negotiation while the latter did not and continued armed activities. In this definition it is noticeable that the distinction between insurgency and terrorist organization is subjective. Using the same subjective preference for the PKK would make it easier to find ways for leaving the mountain, Çandar states in the report, which also refers to the study *Insurgency and Counterinsurgency in the 21st Century: Reconceptualizing Threat and Response* by Steven Metz and Raymond Millen for the Strategic Studies Institute in the United States.

In addition, Çandar explained that state authorities have always maintained a dialogue with Çalın, but that now there needs to be a process of deliberations and Çalın's authority over the PKK should be channeled toward exerting efforts to bring PKK fighters down from the mountains. Çandar -- who interviewed about 40 people including state and government officials, such as the president of

Turkey, the minister of justice and the minister of interior affairs, PKK executives, Çalın's lawyers, representatives of civil society organizations and political parties -- offers a series of recommendations towards a solution that TESEV states could simultaneously be accepted by the parties, which are politically, socially and ethnically different:

-- *The first step towards a resolution is to create a climate of mutual trust between the government and the PKK. The precondition for such trust would mean that the majority of the defendants charged in the Kurdish Communities Union (KCK) case (a trial of people accused of being affiliated with the PKK), particularly the elected mayors, ought to be released and the case must be dropped.*

-- *The climate of trust between the sides is only possible once disarmament takes place. Therefore, the PKK's state of inaction must be maintained. In order to consolidate this state of inaction, the operations and attacks on the PKK by the Turkish Armed Forces (TSK) and other security forces must be stopped. The suspension of operations by the state can be achieved only if the military authority is subordinate to civilian authority and only if the civilian authority embraces this approach.*

-- Another significant step necessary to show that it is possible for the Kurdish people to engage in politics openly and legitimately, along with dropping the KCK case, is the allowing the most accurate and broadest possible Kurdish representation in Parliament, which would also give people a reason to come down from the mountains and disarm. However, in order for such conditions in which Turkey's domestic peace and the PKK becoming Turkish can be achieved, the state must lower the election threshold to less than 10 percent. This is also a democratic necessity, independent of the Kurdish question.

-- The listed steps towards a possible solution to the Kurdish problem would be insufficient and inefficient unless accompanied by mandatory legal changes. First of all, a new constitution must be written which should include a new definition of citizenship. Moreover, the next important problem that must be solved is to find a satisfactory solution for the broad Kurdish demand for a right to

be educated in their mother tongue.

-- The new constitution and legal reforms should aim to grant Kurds a new status in Turkey. The hope that Kurdish people can gain a new status is also a consensus among the Kurdish people who are not a part of the PKK or are even against the PKK and its ideology. In accordance with this, Turkey should do away with its reservation on the Council of Europe's Charter of Local Self-Government.

-- The people who were interviewed before the report was compiled have all agreed on the fact that calan is a very significant political actor who can play the role of partner for the solution. As a result, any change that is to be made to the status of calan's detention conditions, in the long and short run, cannot be considered separate from the solution to the Kurdish problem and the disarmament of the people in the mountains. Changes in calan's situation could range from improving detention conditions in the short-term to ca-

lan's release in the medium-term. Interviewees seem to agree upon house arrest for calan.

-- A gradual implementation of amnesty is commonly recognized as a possible step towards ruling out the fighters up in the mountains factor both by government officials and administrators of the PKK as well as Kurds who are in opposition to the PKK who were interviewed for the report. In order to stop the PKK armed forces and to demilitarize the Kandil Mountains, amnesty is necessary. Of course, in order to achieve ultimate social peace a progressive implementation of amnesty must not only be applied for the current members of the PKK but also for all the other thousands of people who have left the PKK and were forced to live abroad and/or people who have been criminally investigated/persecuted due to their participating in protests.

**AKnews**

Agency of Kurdistan for News

## Syrian Kurds strike deal with opposition Arab parties

Brussels, June 27, 2011 (AKnews) - by Roni Alasor

**SYRIA'S KURDS have struck a deal with the country's opposition Arab parties about a future, post-Assad Syria, says a Kurdish party official.**

The news comes following a meeting between 11 Kurdish parties in Syria and Arab opposition leaders in Damascus to discuss the current uprising and the country's future.

Mustafa Abdulsalam, the Democratic Union Party's (PYD) European coordinator told AKnews that there was consensus on the need for radical reforms.

"The arabs agreed that there would be a pro-democracy movement where the rights of the Kurds would be taken into consideration and that national and democratic changes needed to be made," he said.

"For private reasons, the conclusion of the meeting was not disclosed officially, but the Kurds of Damascus signed an 8-point agreement with the (opposition) Arabs."

The agreement includes the recognition of Kurds as Syrian citizens and their history respected, with the Arabs and Kurds working side-by-side for the future well-being of the country, the Kurdish politician concluded.

Since March 15, nation-wide protests against the 40-year Baathist rule in Syria have continued despite a bloody crackdown by the Syrian authorities.

International human rights groups say that more than 1,300 people have been killed to date, and over 10,000 arbitrarily arrested.

Under the Baath party rule, hundreds of thousands of Syrian Kurds were stripped of their Syrian citizenship.

Against the backdrop of the snowballing public protests against his regime, the Syrian President recently pledged to re-issue Syrian nationality documents for around 300,000 of the country's Kurds.

Observers believe that Assad's promise however was an attempt to deter the country's two to three million Kurds from adding fuel to the uprising.

The Baath party has unilaterally ruled Syria for four decades during which time any form of political opposition has been outlawed.

The Kurds have been one of the fiercest opponents of the Syrian regime since the Baath Party took power nearly half a century ago. Headed by Bashar al-Assad's father, Hafez, in 1963, the Baathists imposed an emergency law that effectively suspended most constitutional protection for the country's citizens.

There are no accurate statistics on the numbers of Kurds in Syria, but unofficial figures suggest there are between two and three million, accounting for 10-17% of the country's population.

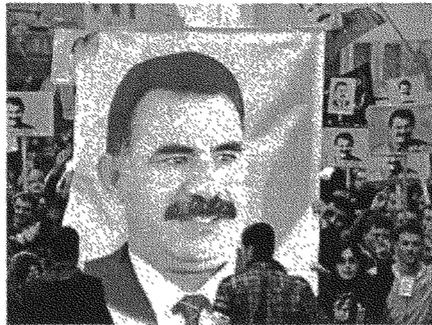
## Turquie: le chef emprisonné du PKK fait des offres de paix

ANKARA (AFP) - Öcalan, qui conserve son influence sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) malgré sa détention, a soumis trois "protocoles" à des responsables turcs qui l'ont rencontré le mois dernier sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest), a déclaré Murat Karayilan, le numéro deux du PKK.

Les propositions comprennent des réformes constitutionnelles pour accorder une autonomie régionale et une éducation en langue kurde ainsi que des "conditions pour une exclusion complète de la violence et un désarmement sur la base d'un pardon mutuel", a indiqué M. Karayilan, cité par Milliyet.

Öcalan a aussi demandé une levée de son isolement --il ne peut rencontrer que sa famille et ses avocats-- "de sorte que le processus fonctionne correctement", selon le dirigeant kurde, interrogé par Milliyet dans son quartier général des monts Kandil, dans le nord de l'Irak.

"La délégation officielle qui a rencontré Öcalan le mois dernier n'a pas rejeté ces protocoles. Ils ont dit qu'ils allaient les



*Le chef emprisonné des rebelles kurdes de Turquie Abdullah Öcalan a transmis à Ankara des propositions pour mettre un terme à 26 ans de conflit meurtrier, a affirmé un des leaders de la rebellion dans un entretien publié lundi par le quotidien Milliyet. (c) Afp*

transmettre à l'Etat et au gouvernement (...) Nous attendons une réponse", a ajouté M. Karayilan.

Ankara a accordé ces dernières années des droits culturels aux Kurdes --télévi-

sion en kurde, cours privés de kurde-- mais est hostile à une autonomie régionale de l'est et du sud-est anatolien, de peuplement kurde.

L'Etat turc a des contacts sporadiques avec Öcalan, condamné à la prison à vie en 1999.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays. Le conflit kurde en Turquie a fait quelque 45.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984, selon l'armée.

M. Karayilan a estimé qu'une "fenêtre d'opportunité" s'était ouverte avec les législatives du 12 juin et l'élection de 36 militants kurdes.

Il a cependant déploré comme "un coup sévère aux attentes" des Kurdes l'invalidation d'un des élus, en raison d'une condamnation pour "propagande terroriste", et le maintien en détention provisoire de cinq autres.

### AFP Trois rebelles kurdes tués lors de combats dans l'est de la Turquie

ANKARA, 28 juin 2011 (AFP)

TROIS REBELLES kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors de combats avec les forces de sécurité dans l'est de la Turquie, a rapporté mardi l'agence de presse Anatolie.

L'accrochage s'est produit près du village de Burnak, dans la province

montagneuse de Tunceli, selon un communiqué du gouvernorat de Tunceli cité par Anatolie.

Les rebelles ont présenté récemment de strictes conditions pour renouveler un cessez-le-feu décrété unilatéralement en août 2010. Ils exigent un arrêt des opérations militaires et la reconnaissance de leur chef emprisonné, Abdullah Öcalan, comme interlocuteur pour un règlement de la question kurde.

Celui-ci a transmis le mois dernier aux autorités des propositions pour mettre fin au conflit comprenant une autonomie régionale pour le sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes, une éducation en langue kurde et une amnistie pour les rebelles, selon les déclarations d'un de ses lieutenants à la presse.

### AFP Irak: manifestation de Kurdes syriens à Erbil contre le régime de Damas

ERBIL (Irak), 27 juin 2011 (AFP)

QUELQUE 300 Kurdes de Syrie ont manifesté contre le régime de Damas, lundi à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, a constaté un journaliste de l'AFP.

Réunis devant un siège de l'ONU, ils arboraient des banderoles sur lesquelles était écrit "Pas de négociations avec le régime" et "agissons pour une Syrie démocratique et parlementaire et pour la reconnaissance du droit des Kurdes".

Ils portaient des drapeaux kurdes et syriens d'avant la prise du pouvoir en

1963 par le parti Baas et scandaient "Pars Assad, le peuple ne veut plus de toi", "Le peuple veut la chute du régime", "Liberté pour le peuple syrien".

Les manifestants ont remis une lettre au bureau de l'ONU dans laquelle ils demandent au Conseil de sécurité "d'adopter une résolution condamnant le régime d'Assad pour crime contre l'humanité commis contre son peuple".

"Les Kurdes font partie du peuple syrien et nous demandons nos droits selon la Constitution et la liberté pour l'ensemble du peuple syrien", a déclaré Ibrahim Bahlawi, 24 ans, un des organisateurs de la manifestation.

Le président syrien Bachar al-Assad a promulgué le 7 avril un décret accordant la citoyenneté à des habitants d'origine kurde, qui en étaient privés depuis près d'un demi-siècle dans le nord-est du pays,

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), depuis le début de la contestation en Syrie à la mi-mars, 1.342 civils ont été tués ainsi que 343 policiers et soldats.

# En Turquie, le maintien en détention de plusieurs députés indigné l'opposition

Le parti kurde BDP a décidé, en représailles, de boycotter le Parlement élu le 12 juin

Istanbul  
Correspondance

La séance inaugurale du nouveau Parlement turc, issu des élections législatives du 12 juin, promet d'être houleuse, mardi 28 juin dans l'après-midi. Le maintien en détention provisoire de plusieurs députés élus sous différentes étiquettes a provoqué la colère des partis d'opposition, mobilisés depuis une semaine.

Le président de la République, Abdullah Gül, a appelé tous les partis politiques à prendre part à la cérémonie d'ouverture, prévue mardi. « Le seul endroit pour une solution, c'est le Parlement. Je conseille à tous les partis qui ont obtenu des sièges à l'Assemblée de travailler ensemble sur le terrain du droit et de la démocratie, en prenant en compte tous les segments de la société », a déclaré M. Gül, samedi.

En dépit de cet appel, le parti kurde légal, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) – dont cinq députés ont été maintenus en détention et un autre, Hatip Dicle, déclaré inéligible –, a annoncé son intention de boycotter le nouveau Parlement. Depuis une semaine, les manifestations se succèdent, dans les régions kurdes de l'est du pays et à Istanbul,

violemment réprimées par la police. « Nous n'irons pas au Parlement tant que le gouvernement n'aura pas pris des mesures concrètes pour remédier à cette injustice et offert des opportunités pour une résolution en ouvrant la voie à des politiques démocratiques », a justifié l'avocat Serafettin Elçi, député BDP à Diyarbakir (sud-est).

Dimanche, la demande de remise en liberté de Gülser Yildirim et d'Ibrahim Ayhan, tous deux élus le 12 juin, a été rejetée par le tribunal de Diyarbakir. La veille, trois autres

« 78 000 votes exprimés en faveur d'Hatip Dicle ont été volés »

Altan Tan  
député du BDP (kurde)

élus kurdes avaient reçu la même fin de non-recevoir. La justice a refusé de faire jouer l'immunité parlementaire, malgré un précédent en 2007. Sebahat Tuncel, accusée de liens avec la guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) avait été libérée de prison pour pouvoir siéger.

Cette fois, accusés de collusion

avec une « organisation terroriste », le KCK – l'organisation civile de soutien présumé au PKK –, les élus restent en détention provisoire. Au total, six députés du BDP, sur les 36 élus du parti, seront tenus éloignés des bancs de l'assemblée. Hatip Dicle a vu son élection purement et simplement annulée la semaine dernière par le Haut Conseil des élections (YSK).

Une décision inacceptable pour Altan Tan, député du BDP : « 78 000 votes exprimés en faveur d'Hatip Dicle ont été volés. Son mandat a été usurpé. Nous demandons à cette députée, placée par l'AKP, de ne pas prendre son siège au Parlement », exige-t-il. Le siège de M. Dicle a été récupéré par Oya Eronat, élue pour le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir. Cette femme est la mère d'un étudiant tué en 2008 dans un attentat commis par le PKK à Diyarbakir. M. Tan réclame également l'engagement « sans délai » du gouvernement à lancer une réforme de la Constitution pour résoudre la crise institutionnelle.

Les deux grands partis d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP) – kémaliste – et le Parti nationaliste (MHP) ont assuré qu'ils participeraient à la séance inaugurale

du Parlement.

Deux élus du CHP, le journaliste Mustafa Balbay et le médecin Mehmet Haberal, ainsi que le général à la retraite Engin Alan, élu pour le MHP, tous accusés d'avoir participé à un complot contre le gouvernement, ont été également maintenus en détention par la justice.

Jusqu'à présent, le parti du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'abrite derrière une justice prétendument « indépendante » pour refuser de condamner les abus de pouvoir des juges. « L'AKP a-t-il conscience d'avoir été attiré dans un piège ? », se demande l'universitaire Ihsan Dagi, dans le quotidien progouvernemental Zaman, qui parle de « sabotage judiciaire ».

« Le piège consiste à rendre l'AKP incapable de proposer une nouvelle Constitution et de résoudre la question kurde », affirme-t-il. A moins que le parti au pouvoir ne fasse un autre calcul ? Il ne lui manque que quatre sièges pour obtenir la majorité qualifiée (330 sièges) qui lui permettrait de réformer la Constitution sans consulter l'opposition. ■

Guillaume Perrier



## Irak: la province de Kirkouk décide d'acheter de l'électricité au Kurdistan

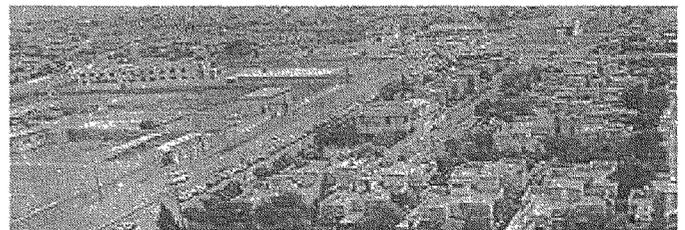
BAGDAD, 28 juin 2011 (AFP)

LA RICHE PROVINCE pétrolière de Kirkouk a commencé à acheter de l'électricité à la région autonome du Kurdistan, a annoncé mardi son gouverneur, après une querelle au début de l'année avec Bagdad au sujet des coupures de courant.

En janvier, cette province, située dans le nord de l'Irak et qui produit plus d'électricité que la quantité qui lui est allouée par Bagdad, avait brièvement interrompu l'approvisionnement au réseau national. Elle avait repris après avoir obtenu du gouvernement un accroissement de 50% de sa consommation ce qui laisse quand même la région sans électricité durant près de 12 heures par jour.

« Nous avons signé un contrat pour régler le problème des coupures d'électricité à Kirkouk durant l'été en achetant 200 mégawatts par jour à un fournisseur privé au Kurdistan », a affirmé à l'AFP le gouverneur Rakan Saïd al-Joubouri.

Il a précisé qu'il reçoit déjà ce mois 100 mégawatts et que la quantité va



doubler à la fin juillet. Le contrat a été signé avec Ahmad Ismail, un des principaux fournisseurs privés au Kurdistan.

Il a précisé que Kirkouk négociait actuellement avec lui pour payer 0,06 USD par kilowatt soit environ 85 millions de dollars par an. La somme sera prélevée des revenus des « pétrodollars », car selon un accord avec Bagdad, la province perçoit du gouvernement central 1 dollar pour chaque baril exporté. La région exporte environ 14 millions de barils par mois.

Le président de la région autonome du Kurdistan Massoud Barzani a affirmé dans un communiqué mardi espérer que cet accord calmerait les souffrances des habitants et a réitéré son désir de voir cette province rattachée à sa région.

« Je comprends très bien vos souffrances en matière d'électricité et d'autres services », a-t-il dit avant de répéter son désir de voir « le retour de cette région au Kurdistan ».

# Dreaming and fighting, the Kurdish guerillas who say 'to be free you must accept suffering'

The National / UAE

James Calderwood

**QANDIL MOUNTAINS //** Shamal Bishir does not think of himself as a terrorist. The fresh-faced, sturdy 27-year-old Kurd sees himself as part freedom fighter and part utopian: a man struggling to build a new society for himself and his people.

He has come a long way to be here. Two years ago he left his family in Sweden to join the Marxist guerrillas of the PJAK, the Party for Free Life in Kurdistan. He had been involved in fund raising for the group among the Kurdish diaspora in Europe when he decided he wanted to do more.

Now he spends his days in military training or out on patrol among the soaring peaks and lush, green valleys of the Qandil mountains in Iraqi Kurdistan, near the borders with Iran.

Members of the group shy from questions about their military activities, but reveal details of their other tasks. Shamal has used his language skills as a translator.

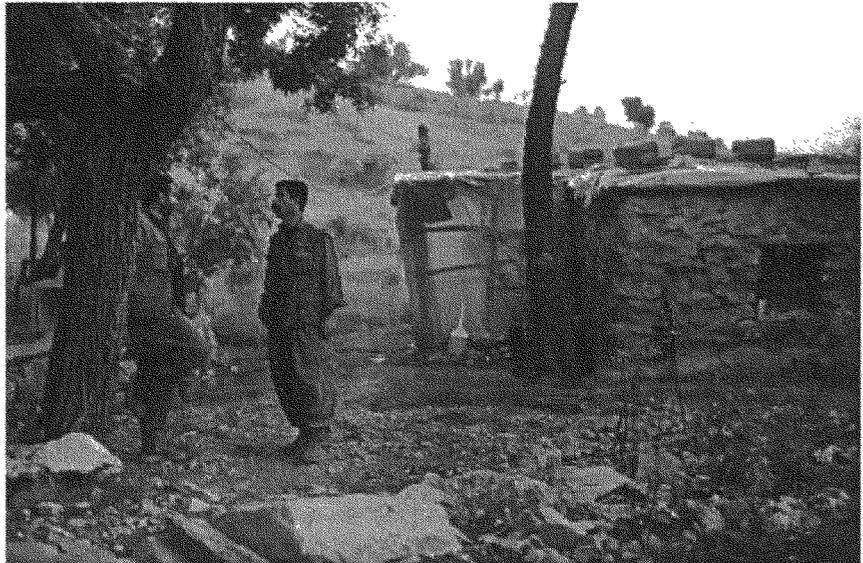
Shamal's dream is not only of "total decentralisation of power" to Kurds in Iran, but also a region built on socialist principles.

At times, when the Iranian air force attacks the high valleys and mountain passes, he shelters with his fellow guerrillas among the local farmers in their stone houses in the hamlets cut into the valley sides.

"To reach freedom in the Middle East, it takes suffering," Shamal says, his utopian ideals intact despite two tough years in the mountains.

Some in the outside world, however, would view Shamal simply as a terrorist. The PJAK is the sister organisation of the PKK, the Kurdistan Workers Party, which has been responsible for untold deaths and many outrages in Turkey.

It claims to operate only in the Kurdish region of Iran and only against military targets. Iran classifies the group as a terrorist organisation, and, since 2009, so does the United States. "The PJAK is controlled by the leadership of the PKK and receives orders and personnel from the main organisation," according to a State Department spokesman.



Shamal Bishir (left) and Shirzad Kamangar, members of the guerrilla group PJAK (Party of Free Life in Kurdistan), at the group's base in Iraq, from which it launches what it calls 'defensive' military campaigns in Iran.

But PJAK leaders contend that unlike the PKK, they never target civilians or engage in random violence. And it appears there is no evidence they ever have.

PJAK's claim that it has never harmed civilians "has been reluctantly endorsed by the Iranian government; although it describes PJAK as a 'terrorist group,' it has never accused them of attacking civilians", according to the Jamestown Foundation, a Washington, DC foreign-policy research group.

The guerrillas, however, accuse the Iranian government of arbitrary arrest, torture, execution and cultural assimilation of the world's second largest Kurdish population after Turkey. Iran is home to almost 7 million Kurds.

The PJAK'S estimated 3,000 members (the organisation does not reveal details of its numerical strength) undergo two months basic military training and its armed wing, the East Kurdistan Defence Forces, regularly conducts missions across the Iranian border.

Iranian Kurds are the majority of the members, while Kurds from Turkey, Iraq, Syria and the diaspora are also among the ranks, the group says. It claims that Arabs, Baluchis and even Persians have also joined its cause to establish a "radical democracy" in Iran.

The group believes authoritarian rule has ruined Iran's development and that decentralising power to the country's eth-

nic groups is the solution.

It calls for a "peaceful and democratic solution" to the Kurdish issue and advocates freedom of speech and assembly. It says Tehran must recognise the country's diverse linguistic heritage, release political prisoners and annul the death penalty.

The PJAK says it has more than 100 stone huts studded across the rolling mountains.

Outside one hut, Shirzad Kamangar, a member of the co-ordinating committee, sets out the organisation's creed: "We believe in socialism's ideas: equality, freedom and society without any kinds of classes," he says.

When not engaged in military activities, the guerrillas could be confused with some kind of hippy commune.

As Mr Kamangar spoke, three women volunteers dig through the soil to build an irrigation channel for a vegetable patch and spices, which they dry on sheets in the sun. The group extracts what it can from nature, including electricity via a hydroelectric generator, and imports rice, cigarettes and technology.

The mostly vegetarian diet is sometimes complemented with the meat of wild boars that they kill.

"We don't see the nation-state as our solution. It can't realise our goals," Mr Kamangar said.

The organisation believes in establi-

shing a "democratic confederacy" in Iran, a government where all strands of society, including women and youths, are involved in the democratic process.

Mr Kamangar admits that the PJAK and the PKK are "friends" but claims that the two are entirely separate, although they share the same leader, the imprisoned Abdullah Ocalan, because he is the "leader of all the Kurds".

However, the PKK's base also is in the Qandil mountains and visitors have to cross a PKK military checkpoint to reach PJAK territory.

Although the PJAK is now proscribed by the US as a terrorist organisation, in the past, American politicians and journalists - and the government in Tehran - have accused Washington of providing it with covert support to enable it to operate

against Iran.

The PJAK denies the claim. "Not only the funding but also the heart and the life of the movement are from Kurdish people all over the world," Mr Kamangar said.

There have also been accusations that the government of Iraqi Kurdistan gives tacit approval for the PJAK bases in its region.

Khalid-Saeed Twafiq, a political-science professor at Salahaddin University, agrees that the border region is difficult to control, but added that Iraqi Kurds believe it is the regional government's moral responsibility to provide refuge for oppressed Kurds from anywhere in the world.

"Kurdish people who feel in danger and cannot go abroad come here. It's open for them," Mr Twafiq said.

The PJAK says 324 of its members are in Iranian prisons, seven have been executed by Iran and another 10 are on death row. Others killed in bombardments have been buried in a graveyard on the mountain slopes. The death toll has made the guerrillas weary but they remain unbowed.

They adhere to a strict code of military readiness, shun marriage and alcohol, patrol the punishing mountains and often sleep in the wild.

"I've lost so many friends," said one of the guerrillas, who asked to remain anonymous, "but we are all fighters here.

"The people don't like fighting," he said, "but it's like when you disturb a sleeping dog."

## Denial of releases spark more protests, clashes

Independent deputies Güler Yildirim and Ibrahim Ayhan will stay in prison after a Diyarbakir court refuses to release them, creating more controversy

ISTANBUL - Hurriyet Daily News

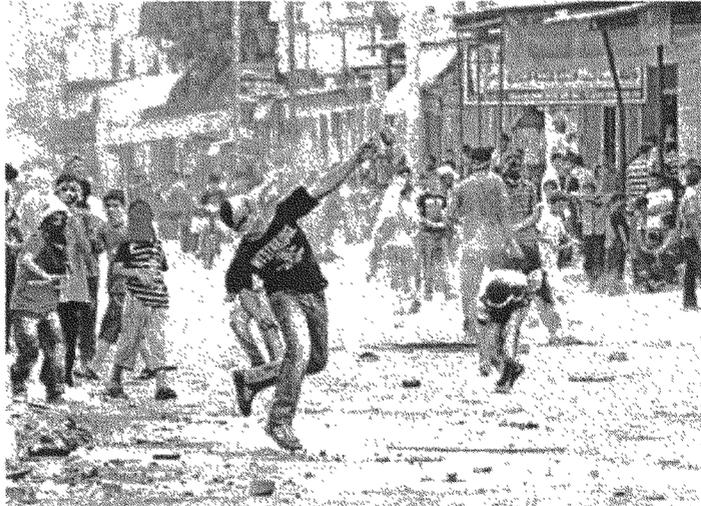
Independent deputies Güler Yildirim and Ibrahim Ayhan will stay in prison after a Diyarbakir court refuses to release them, creating more controversy

The court decisions taken over the weekend, which meant that the BDP-backed independent deputies who are in prison pending trial will not be released, led to protests and clashes all around the country, especially in the southeastern provinces where the deputies were elected from in the June 12 general elections. AA photo two arrested independent candidates politicians facing terrorism charges will not be allowed to enter Parliament this week after a Diyarbakir court rejected requests for their release Sunday.

Güler Yildirim and Ibrahim Ayhan will stay in prison after the Diyarbakir Court for Serious Crimes refused to release them. The pair are accused of being members of the Kurdistan Communities Union, or KCK, the alleged urban wing of the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK.

On Saturday, the court rejected requests to release Selma Irmak, Kemal Aktas and Faysal Sariyildiz, three other KCK suspects that also won seats in Parliament during the June 12 election.

The five are among a total of six Kurdish politicians who are awaiting trial on terrorism-related charges that won in Southeast Anatolian provinces as independent candidates backed by a pro-



The court decisions taken over the weekend, which meant that the BDP-backed independent deputies who are in prison pending trial will not be released, led to protests and clashes all around the country, especially in the southeastern provinces where the deputies were elected from in the June 12 general elections. AA photo

Kurdish bloc led by the Peace and Democracy Party, or BDP.

On Tuesday, the Supreme Election Board, or YSK, unanimously voted to strip independent deputy Hatip Dicle, the sixth candidate arrested in the KCK case, of his deputyship due to a recently upheld terror conviction.

The PKK is listed as a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

### No immunity

The court rejected the applications for Yildirim and Ayhan's release on Sunday on the grounds that the terror-related charges against the pair fall beyond the scope of rights granted by parliamentary immunity. The court also said the depu-

ties could tamper with evidence, put pressure on witnesses or flee if they were released, Anatolia news agency reported Sunday.

The 30 colleagues of the KCK six who were also elected in the June 12 election announced Thursday in Diyarbakir that they would boycott the legislature in protest at the controversial ruling to strip Dicle of his seat.

Last week, judges rejected similar requests to release Republican People's Party, or CHP, deputies Mustafa Balbay, a journalist, and Mehmet Haberal, an academic, as well as the Nationalist Movement Party, or MHP's, Engin Alan, a retired general. All three have been arrested as part of the Ergenekon coup-plot probe.

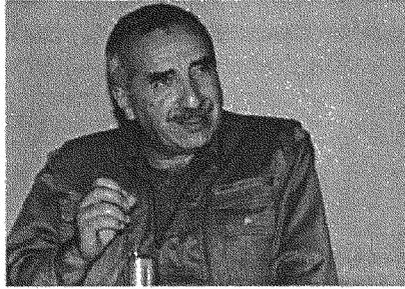
## Veto on Dicle is 'reason for war,' senior PKK leader says

ISTANBUL - Hurriyet Daily News

A decision by the country's top election board to prevent a pro-Kurdish deputy from entering Parliament will be perceived as an act of war, according to a senior leader of the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK.

A veto by the Supreme Election Board, or YSK, on independent candidate Hatip Dicle's right to enter Parliament is a reason for war, Murat Karayilan told the pro-Kurdish F1rat News Agency on Friday.

A decision by the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, to boycott Parliament until Dicle is allowed to enter the legislature is very right. There was nothing to do more than that.



Murat Karayilan

This decision of YSK is actually the decision the Turkish government made to control Kurdish politics, set them down, to give a do not go too far, you cannot cross the lines, we can block you message and to weaken the will of Kurdish politics and subdue, he said.

In that respect, the unanimous decision they made by taking the [Democratic Society Congress] DTK's call into consideration is very right, he said.

The veto verdict of the YSK against Kurdish politics can be considered a reason of war. If the Turkish government will not attempt to clear away this huge injustice and fix it, this will be an announcement of war to our people, Karayilan said.

Although Arinç and Sahin suggested that there was a possible formula to allow Dicle in, this was only their personal opinion, Karayilan said. Because, a couple hours later, [AKP official] Bekir Bozdogan who made a more official explanation on behalf of the AKP, [ended the possibility]. Obviously there was a contact with Erdoan and an announcement of this explanation was needed.

So according to me the decisive speech is going to be Bekir Bozdogan's, not Bulent Arinç or M. Ali Sahin's, he said.

## The Kurdish problem is no joke



Hurriyet Daily News  
NURAY MERT

Turkey's Kurdish "problem" is no joke. First of all, let's face it. The newborn political crisis, which was triggered by the decision of the Supreme Election Board, or YSK, to strip some new elected MPs of eligibility to join the Parliament, cannot simply be explained away by "carelessness" of the judiciary. Sorry, but all attempts, which desperately seek to portray the problem as a judicial one, hopelessly seem over defensive of the governing party.

The problem concerning the Kurdish MP's who are barred from Parliament because of their ongoing court cases and current detention, is of a different nature than the case of the other three MP's who are elected as the Republican People's Party, or CHP, and the Nationalist Movement Party, or MHP, MP's. That is not to say the decisions concerning the latter case are just and fine. Yet, the decision concerning the CHP and MHP MP's is only a matter of justice and of fair game. In the case of the Kurdish MP's, on the other hand, it is hard to avoid the interpretation of the decision as an expression of the Justice and Development Party, or AKP, government's general attitude concerning the Kurdish problem.

The AKP government has not been shy recently to show its strength in every aspect of Turkish political life and it has been rather proud to shed its shadow on every major institution. So much so, some supporters of the government find themselves in very difficult positions on occasions trying to give the appea-

rance of democracy. After a very bitter and confrontational election campaign against the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, and its politicians, it does not sound convincing to claim that the AKP is unpleasantly surprised by the decision of the YSK. Finally, nobody can plausibly explain the eagerness of the AKP's "MP in waiting," Oya Eronat who hastily applied for her MP certificate very early in the morning following the announcement by the YSK, as simply based on her personal ambition.

Most importantly, the recent political crisis does not seem to be confined to the limits of the Parliamentary politics. The supporters of the BDP are highly "politicized Kurds" who have high expectations of the new Parliamentary term. The BDP has the same social base with the Kurdish armed struggle who fought for independence for long a time. As the armed struggle elevated the expectations of the increasingly politicized Kurds also started to be shaped by the social mood that has been exhausted by confrontation. This is how the "Kurdish political movement" (as one may call it, in general) ended up changing its orientation from independence to democratic coexistence and formulated a peaceful solution under the name of "democratic autonomy." Yet, it is a demand for "political status," no less.

In short, the solution of Kurdish problem can only be started with an honest debate and negotiation of this request. The recent crisis, which started with the decision concerning Hatip Dicle, is only the tip of the iceberg. In fact, the governing party is not trying to diminish the Parliamentary power of the BDP by indirectly using the judiciary as some claim (as against those who try to put the blame on the judiciary). The government is trying to avoid starting an honest debate and negotiation by lowering the stakes.

Hatip Dicle is a symbolic name for the Kurdish political movement. From the beginning, it is obvious that even if he is the only one who is being barred, there will be a crisis since Kurds would feel humiliated. Nobody can claim this is an "accidental crisis." It is rather the beginning of a very risky power game.

## PKK claims responsibility for killing of two policemen

Erbil, June 25, 2011 (AKnews)-By Abdul Qader al-Wandawi

THE KURDISTAN Workers' Party (PKK) has claimed responsibility for a bomb attack on a Turkish police vehicle that killed two policemen in Tunceli city (Dersim) on Wednesday.

Firat news agency, which is close to the PKK, claimed a statement for the forces said that the Turkish policemen were targeted in response to the killing of three militants in the Amranla city on June 14.

The group had previously denied responsibility.

"We are not aware of the explosion in Dersim today, and we do not know who has carried out the attack," PKK foreign relations official Ahmed Deniz said on Wednesday.

Following the killings, Turkish Interior Minister Osman Gunes accused the PKK of being behind the attack which he described as a "declaration of war".

The bombing in Dersim city, which Turkish media sources said was a remotely detonated bomb attached to a police vehicle, came just days after the imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan declared an extension of a ceasefire announced earlier this year.

Last Monday, the PKK said in a statement it would extend the cease fire on two conditions: the inclusion of Ocalan in the resolution of the Kurdish Issue, and a public pledge from the country's leaders to end military operations against the outlawed party and commit to a peaceful reconciliation.

The PKK launched a guerrilla war against the Turkish state in 1984. Three decades of war have cost over 40,000 lives.

The PKK has declared 8 unilateral ceasefires over the years, but the Turkish state - which along with the US and the EU lists the organization as a terrorist group - has refused to enter into negotiations.

**THE WALL STREET JOURNAL** JUNE 28, 2011

## Attack Kills Turkish Soldier as Kurds Warn of 'War'

By **MARC CHAMPION**

**I**STANBUL—One day after the leader of the outlawed Kurdish PKK guerrilla movement warned that Turkey could soon return to "war" with its Kurdish minority, the group killed a soldier and seriously wounded three others.

Fighters from the PKK, or Kurdish Workers' Party, carried out the ambush Monday in the town of Saray, close to Turkey's border with Iran, Anadolu Ajansi, Turkey's state news agency reported, citing the governor of Van province.

The PKK didn't claim responsibility.

The attack came as Kurds continued to protest a decision by Turkey's High Election Board last week that barred from Parliament one of the 36 candidates supported by the main Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, in June 12 national elections. Hatip Dicle's seat was transferred to the ruling Justice and Development Party, triggering a Kurdish boycott of the Parliament.

Lower-court decisions over the weekend refused bail to five other Kurdish candidates awaiting trial on terrorism-related charges. While not barred from Parliament—meaning their seats wouldn't

be transferred to other parties—the court rulings mean those five candidates couldn't be sworn in when the new session convenes for the first time Tuesday.

"We now have two options, a democratic constitutional solution or a revolutionary people's war," PKK leader Abdullah Ocalan said in a statement dated Sunday, which his lawyers said he gave to them when they made a weekly visit to his jail on an island close to Istanbul on Friday. He called the election board decision a "conspiracy" against Kurds. Mr. Ocalan has been in a Turkish prison since 1999 and communicates through his lawyers.

"As for the first road, it is necessary to put into practice the solution to the Kurdish question. The government knows what it should do in order to get this started. As for the second road, clearly if no practical steps are taken the people will start their revolutionary war," he said.

In the statement, Mr. Ocalan gave the government until July 15 to respond to proposals he said he has given it, aimed at resolving the conflict, which has claimed as many as 40,000 lives since 1984. Fighting has calmed significantly in recent years, as the PKK gave up demands for independence and sought political autonomy within Turkey instead. The group has announced a series of unilateral

cease-fires and says sporadic attacks such as Monday's are in retaliation for Turkish security-force operations against the PKK.

The government hasn't acknowledged negotiating with Mr. Ocalan. The PKK is listed as a terrorist organization by Turkey as well as the U.S. and the European Union.

The government says last week's election-board decision to bar Mr. Dicle from Parliament was purely judicial. In response, however, the BDP has said its candidates will boycott Parliament altogether. Lawyers for Mr. Dicle said Monday they had lodged an appeal against the decision at Turkey's Constitutional Court.

Mr. Dicle was among six Kurds elected while in jail, but his case differed from the others in that he already had been convicted on a prior charge of conducting terrorist propaganda, excluding him from Parliament under Turkish law. Three non-Kurdish candidates in jail awaiting trial on terrorism-related charges—two from the main opposition Republican People's Party and one from the nationalist National Movement Party—also were refused bail.

On Friday, the PKK's acting leader Murat Karayilan told the Kurdish Firat news agency that the decision on Mr. Dicle's candidacy was "cause for war." The PKK also on Friday claimed responsibility for an attack two days earlier, in which two Turkish soldiers were killed.



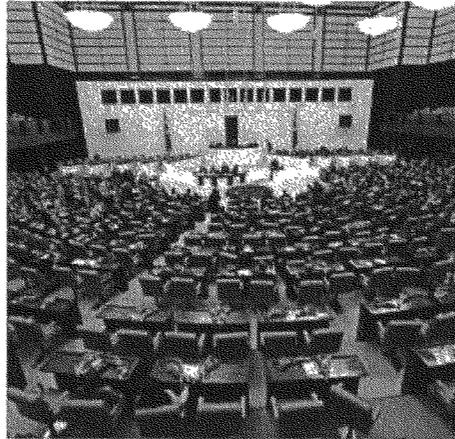
## Turquie : les députés de l'opposition refusent de prêter serment

Par MARC SEMO

La séance inaugurale du Parlement turc, élu le 12 juin, a été boycottée par la principale force de l'opposition de gauche et par les députés kurdes. Dominée pour la troisième fois consécutive par l'AKP, le parti issu du mouvement islamiste de Recep Tayyip Erdogan (50% des voix), cette législature s'annonce sous de mauvais auspices.

### Pourquoi ce boycott ?

Les 135 députés du CHP (Parti républicain du peuple) ont emboîté le pas des 35 députés kurdes du BDP (Parti pour la paix et la démocratie), qui avaient pris cette décision pour protester contre l'invalidation pour «propagande terroriste» de l'élection d'Hatip Dicle, une des figures de proue emprisonnée du mouvement kurde. Le refus de plusieurs tribunaux, contre la jurisprudence habituelle, de remettre en liberté six autres nouveaux élus kurdes a encore accru la rage du BDP. Le même problème s'est posé pour deux députés du CHP, le journaliste Mustafa Balbay et l'universitaire Mehmet Haberal, emprisonnés pour leur rôle présumé dans un complot visant à



déstabiliser le pouvoir de l'AKP. «Tant que nos camarades députés seront empêchés de prêter serment, nous, élus du CHP, ne prêterons pas serments non plus», a martelé Kemal Kilicdaroglu, président du parti jadis fondé par Mustapha Kemal, en annonçant cette décision sans précédent.

### Que révèle cette crise ?

Certains éditorialistes proches de l'AKP assurent que le Premier ministre est tombé «dans un piège judiciaire». L'indépendance de la justice turque est pourtant très théorique. «L'AKP s'est

piégé lui-même en ne menant pas jusqu'au bout la réforme du code pénal ou de la loi antiterroriste», souligne Ahmet Insel, universitaire et chroniqueur au quotidien Radikal, rappelant que «la question des libertés individuelles est l'enjeu politique central des prochaines années». Avant même ce nouveau triomphe électoral, Erdogan était de plus en plus critiqué pour son autoritarisme croissant et beaucoup s'inquiétaient d'une «poutinisation» du régime, alors qu'il souhaite l'instauration d'une république présidentielle.

### Que va faire le Parlement ?

Le grand défi pour le nouveau Parlement est l'élaboration d'une constitution afin de remplacer celle imposée après le coup d'Etat militaire de 1980. L'AKP a raté de peu la majorité référendaire (330 sièges sur 550) qui lui aurait permis d'élaborer seul un projet à soumettre à référendum. Au soir de sa victoire, Erdogan annonçait : «Nous allons agir dans le consensus.» C'est ce que souhaitent les Européens comme les organisations de la société civile turque. Mais cela commence mal, à moins d'un geste fort de Recep Tayyip Erdogan pour débloquer la situation.



## Turquie: la justice refuse de libérer trois élus kurdes

ISTANBUL, 25 juin 2011 (AFP)

**UN TRIBUNAL turc a rejeté les demandes de libération de trois militants kurdes élus au parlement, détenus en attente de leur procès où il devront répondre d'actes liés au terrorisme, a rapporté samedi l'agence Anatolie.**

Selma Irmak, Faysal Sariyildiz et Kemal Aktas, accusés d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont remporté leurs sièges de députés aux élections du 12 juin comme candidats indépendants du sud-est anatolien à majorité kurde.

Le PKK, considéré comme un groupe terroriste par Ankara et par une partie de la communauté internationale, a pris les armes en 1984 dans le sud-est de la Turquie, allumant un conflit responsable d'environ 45.000 morts.

Le principal mouvement politique kurde de Turquie, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), a soutenu les candidats indépendants.

La justice a rejeté les demandes des trois élus, considérant que l'accusation d'actes de terrorisme n'entrait pas dans le cadre de l'immunité parlementaire, selon Anatolie.

Le tribunal a également expliqué le rejet des demandes de Selma Irmak

et Kemal Aktas du fait de leurs "exigences pressantes légalement infondées", se référant à leurs requêtes continues d'assurer leur défense devant la cour en langue kurde.

Au début de la semaine, les juges ont refusé la même requête de deux intellectuels et d'un général à la retraite, qui ont été élus au parlement depuis leur prison sous l'étiquette des deux principaux partis d'opposition.

Le journaliste Mustafa Balbay, l'universitaire Mehmet Haberal et le général à la retraite Engin Alan son incarcérés, accusés d'être impliqués dans de supposés complots visant à déstabiliser et renverser le gouvernement.

Neuf personnes ont été élus députés depuis leur prison, tandis que l'un d'entre eux, Hatip Dicle, une figure du mouvement kurde, s'est déjà vu retirer son siège après avoir été reconnu coupable d'acte lié au terrorisme.

Samedi, sa demande de remise en liberté a été rejetée.

La séance d'ouverture du nouveau parlement turc risque d'être tendue la semaine prochaine après qu'une trentaine de juristes kurdes eurent annoncé jeudi qu'ils boycotteraient cette législature pour protester contre l'éviction très controversée de son siège de Hatip Dicle.

En 2007 la Turquie avait pourtant connu un précédent avec la remise en liberté d'une militante kurde élue députée, dont les procès s'est poursuivi après sa libération.

# La peur sécessionniste retarde la paix avec les Kurdes



LALE KEMAL

loglu@todayzaman.com

**ALORS** que la question du statut des Kurdes se repose à l'occasion de la nouvelle Constitution, celle de 1921 prévoyait déjà une autonomie en Turquie. Pour la chroniqueuse Lale Kemal, la « phobie de la désintégration turque est l'un des principaux obstacles » à la résolution de la question kurde.

**L**a Constitution de 1921 stipulait l'autonomie pour les Kurdes mais cela reste un secret de polichinelle. Cette réalité a été censurée par la déformation de l'Histoire officielle, en particulier dans les textes contenant les remarques du fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal. Les documents authentiques, tel que la conférence de presse d'Atatürk dans la ville d'Izmit en 1923, cite Mustafa Kemal parlant des paramètres d'autonomie tels qu'ils étaient stipulés dans la Constitution de 1921. Mais depuis, la Turquie dirigée par les militaires et résolument laïque a poursuivi des politiques qui ont systématiquement déformé les faits, non seulement sur la question kurde, mais aussi dans beaucoup d'autres domaines, trompant le public et les empoisonnant avec des informations erronées. Cet endoctrinement a, entre autres, créé une perception dangereuse et fautive dans la reconnaissance des droits des Kurdes.

## LE « DOUBLE ETAT » TURC

Ainsi, l'interdiction de parler et d'apprendre leur langue mènerait par

exemple la nation turque à la désintégration. Incompétents et corrompus, les hommes politiques étaient soumis à la pression de l'armée avec laquelle ils ont collaboré par intérêt. Par conséquent, cette lutte contre le PKK qui a duré presque 26 ans a été laissée aux mains des militaires et a continué à produire des morts. Un rapport récemment publié par le TESEV, la Fondation des études économiques et sociales turques, un think tank libéral basé à Istanbul, a révélé que le problème sous-jacent dans l'échec d'une solution aux problèmes kurdes a été l'absence d'un Etat turc unifié. Il s'agit du système de « double Etat » composé d'une part, par des bureaucrates nommés par les militaires, ayant toujours leur mot à dire dans les affaires politiques de la Turquie, et d'autre part, des autorités élues, mais impuissantes à gouverner la nation. Et c'est l'existence d'un tel système qui a empêché le fonctionnement d'un Etat unifié. Cengiz Çandar, un éditorialiste turc, auteur du rapport TESEV à propos des Kurdes nouvellement libérés, cite la conversation d'un haut-fonctionnaire avec Abdullah Öcalan, le chef du PKK, emprisonné depuis 1999. « Il n'y a donc eu aucune difficulté à avoir des pourparlers avec Öcalan. Mais le problème est en nous-mêmes [la Turquie]. Nous n'avons pas encore été en mesure d'agir comme un seul Etat », a déclaré ce fonctionnaire, d'après Çandar. Les réformes démocratiques de ces dernières années ont bien fait pencher la balance en faveur des autorités élues tout en affaiblissant le système de la tutelle militaire. Cela a permis au gouvernement d'entreprendre des politiques pour résoudre la question kurde ainsi que la question du PKK. Toutefois, l'endoctrinement du

public par l'Etat concernant la question kurde a été difficile à effacer à court terme. La « phobie de la désintégration » turque est l'un des principaux obstacles dans la réponse à certaines revendications, comme leur droit à l'apprentissage de la langue kurde dans un système autonome reconnu.

## UNE AMNISTIE POUR DÉPOSER LES ARMES

Dans son dernier rapport, Çandar diagnostique à juste titre que l'existence du PKK est le résultat des questions kurdes non résolues. A partir de ce constat, nous pouvons parvenir à la conclusion que l'Etat qui ne parvient pas à élaborer les politiques nécessaires à la résolution du problème du PKK, ne parviendra pas à en saisir l'essence. Des mesures tels que l'introduction d'une amnistie générale ou la mise en résidence surveillée d'Öcalan, seraient des éléments de base qui permettraient au PKK de déposer les armes. L'échec de la Turquie face au soulèvement kurde armé a donc compliqué la situation. Cette négligence a également incité les Kurdes à présenter des demandes radicales qui ont rendu la situation plus difficile. Les suggestions faites par Çandar dans son rapport TESEV comprennent une redéfinition de la citoyenneté dans la nouvelle Constitution qui vise à donner un nouveau statut aux Kurdes. Le rapport décrit notamment Öcalan comme un associé très important assumant le rôle de partenaire dans la recherche d'une solution à ce problème, selon les termes de Çandar. C'est difficile à dire mais actuellement, ni le gouvernement, ni les Turcs en général ne sont assez mûres pour reconnaître les droits des Kurdes. Quatre-vingt dix ans plus tôt, ces droits avaient été reconnus par la Constitution de 1921, mais suspendus par un Etat craignant la désintégration.



## Irak: une ancienne ministre du Logement blessée dans un attentat

KIRKOUK (Irak), 28 juin 2011 (AFP)

Dézéhi a été blessée mardi par une grenade jetée contre sa voiture à Touz Khourmatou, à 175 km au nord de Bagdad, a indiqué la police.

"La voiture a pris feu et elle a été blessée ainsi que son chauffeur. Elle a été transportée à l'hôpital de Kirkouk", a précisé la police.

Ministre dans le premier gouvernement dirigé par Nouri al-Maliki (2006-2010), elle appartient à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

L'ANCIENNE ministre de la Construction et du Logement Bayane

## Iraqi Kurdish leader boosts power to disputed city

Saad Abdul-Kadir, Associated Press

The president of Iraq's semiautonomous Kurdish region said Wednesday he is giving free electricity to the oil-rich northern city of Kirkuk, where he wants to wrest control from the central government in Baghdad.

President Massoud Barzani of the Kurdistan Regional Government promised to give the residents there about three additional hours of electricity each day, which is to be doubled to six hours next month.

Baghdad already supplies Kirkuk with about eight hours of power daily, according to Electricity Ministry spokesman Musab al-Mudaris. That's about what most Iraqis get as well.

Barzani said he wanted to give the city more electricity to alleviate the sufferings of the residents even a little, until all of the disputed lands are returned to the Kurdistan region.

Barzani stressed he is determined to help Kirkuk's citizens.

Electricity shortages are a key complaint of Iraqis, who have limited cold water and air conditioning during the searing summers.



Located 180 miles (290 kilometers) north of Baghdad, Kirkuk sits at the heart of disputed lands that the Kurdish region and Iraq's central government each want to control. Kurds, Arabs and Turkomen are competing to claim Kirkuk and its lucrative oil reserves as their own.

The dispute is one of the simmering flashpoints that U.S. officials fear could boil over into war when American troops leave at the end of the year as scheduled.

In other developments in Iraq, a court sentenced the wife of a slain top al-Qaida leader to life in prison on terror charges.

A statement issued Wednesday by

the country's Supreme Judicial Council said the wife of Abu Omar al-Baghdadi confessed to handling finance and suicide vests for al-Qaida.

Al-Baghdadi and the other top al-Qaida in Iraq leader, Abu Ayyub al-Masri, were killed during a joint Iraq-U.S. operation last year in what was seen as a major blow to the group.

Also, the brother of a Shiite politician who was slain by insurgents after trying to bar Sunni candidates from running in last year's elections has also been killed, police and hospital officials said.

Jamal al-Lami, a Baghdad businessman, was shot and killed on Wednesday just a month after his brother Ali al-Lami was assassinated by al-Qaida in Iraq.

Ali al-Lami headed the Accountability and Justice Commission, which weeded out Saddam Hussein loyalists from the parliamentary ballot.

Critics said his blacklists mainly targeted prominent Sunnis who challenged the Shiite-led government.

### REUTERS

## Turkish soldier killed in Kurdish rebel ambush

ISTANBUL - Jun 27, 2011 - (Reuters) - by Seyhmus Caka

A TURKISH SOLDIER was killed and three others wounded in an ambush by Kurdish separatist rebels close to Turkey's border with Iran late Sunday, security sources said.

Tension is rising in the mainly Kurdish southeast region of Turkey after a pro-Kurdish party threatened to boycott parliament. Kurdish rebels killed two Turkish police officers last week in the eastern province of Tunceli.

The Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), which won 36 seats in a June 12 vote, said it would not attend parliament unless an elected deputy is allowed to take his seat.

Turkey's election board last week disqualified Hatip Dicle due to a past conviction for spreading "terrorist propa-

ganda."

The move, which has sparked street protests in Kurdish areas, could force a by-election.

Three newly elected BDP candidates protested with scores of others in central Istanbul Sunday. Stone-throwing protesters clashed with police who used tear gas and water cannons to disperse them. Authorities detained 40 people.

The Kurdistan Workers Party (PKK) ended a six-month cease-fire in February and declared what it calls an "active defence" stance, whereby its fighters will defend themselves if under threat but will not stage attacks.

A PKK insurgency, seeking an independent Kurdish area in the southeast, began in 1984. More than 40,000 people have been killed in the conflict, the majority of them Kurds.

# Feud threatens a hard-won peace in Iraq

RAMADI, IRAQ

BY JACK HEALY AND YASIR GHAZI

This palm-lined city along the Euphrates, once a deadly stronghold of the insurgency, has been hailed as one of Iraq's greatest turnaround stories, the first major urban area where militants were driven back and life slowly returned to shattered neighborhoods.

But a rift has opened in recent weeks between local leaders of the Sunni-dominated area and Iraqi soldiers who serve here but answer to leaders in Baghdad's Shiite-led government. Residents have accused Iraqi Army units of shooting civilians, meddling in local politics, raiding homes with little justification and detaining residents indefinitely.

The distrust, highlighted by public protests and calls for the army to withdraw, has challenged the durability of security gains in Ramadi and across the huge western reaches of Anbar, the main Sunni province and a crucial proving ground for Iraq's stability. The tensions also highlight the disputes that seem to be spreading across the country and seem likely to linger long after the last American soldiers leave: conflicts of local autonomy versus national con-

## Locals accuse Iraqi Army units of violence and meddling.

trol, sectarian power struggles and fierce debates over who, in the end, should be entrusted to keep Iraqis safe.

In mid-June, hundreds of residents filled the streets of the predominantly Sunni holy city of Samarra, in Salahuddin Province in central Iraq, to demand that a unit of Iraqi troops leave.

In Ramadi, resentments came to a boil this month after Iraqi soldiers shot and killed a local police captain who had fought alongside U.S. Marines against Sunni insurgents fighting under the banner of Al Qaeda in Iraq. The Iraqi Army said he had been trying to flee an arrest warrant on terrorism charges, but tribal leaders and local politicians said the charges were trumped up and called him a hero whose death demonstrated the impunity of security forces in the area.

The Iraqi soldiers who guard checkpoints and rumble through the streets in camouflaged Humvees say they are preserving a hard-fought and fragile peace in Anbar. The Iraqi Army is one of the country's most trusted institutions,

but many local leaders have come to see the soldiers as heavy-handed occupiers with little concern for the community — a charge once lobbed at U.S. troops.



Sunni tribal leaders gathered in Ramadi to protest the killing of Hamid Ahmed Shahab, a local police commander, by the Iraqi Army.

"The army is interfering in schools and vegetable markets," said Sheik Faisal Hussein Essawi, one of several tribal leaders who have organized protests calling for the soldiers to withdraw. "They are everywhere. The city is turning into a military camp."

Officials with the Anbar Operations Command, an Iraqi force that oversees security in the province, defended the army's role. They said that the corrupt and incompetent local police had failed to prevent bombings and pursue militants in cities like Ramadi and Falluja, forcing Iraqi soldiers to move in over the past eight months.

Anbar's fate is critical both to Iraqis and the departing American forces. According to iCasualties.org, 1,335 U.S. service members were killed here, as well as untold thousands of Iraqi civilians, soldiers and members of the U.S.-backed Awakening militias that fought Al Qaeda in Iraq.

At least 3,200 American troops remain, though they have largely pulled out of the cities and focus on training Iraqi security forces and helping local leaders and commanders address flaws in security.

Violence edged higher as the latest tensions flared. This month, insurgents planted four explosives at a police commander's house outside of Falluja, killing four of his relatives. Days earlier, suicide bombers killed 15 people in an attack on security forces in Ramadi.

Col. Louis J. Lartigue of the U.S. 4/3 Advise and Assist Brigade in Anbar said the increase appeared to fit a pattern of

spikes and lulls in attacks. He said he was encouraged that local politicians and military leaders were at least sitting down to discuss their differences.

"When they do have these problems, they come forward to figure out what the best way ahead is," he said. Control of Iraq's cities is a central issue in a country where two-thirds of the people live in urban areas. As Iraq stabilizes, army units are supposed to withdraw and focus on weak points in national defense, like border security, and cede the cities to the national and local police.

After protests erupted in Anbar, the army acquiesced to some of the residents' demands, saying it would withdraw troops from the center of Ramadi. But an official with the Anbar Operations Command, who asked not to be named because he was not authorized to speak with reporters, predicted a surge in violence if soldiers were relegated to their bases or to patrolling Iraq's vacant western borders.

"We'll put the police back in charge, and you'll see what happens," he said. "If they see someone's relative is a terrorist, they won't report it." He said the Iraqi Army had pursued only legitimate targets and fired only on suspects who posed a threat.

But local leaders seethe over what they call the Iraqi military's excessive use of force. Maj. Majid Salim, a deputy police chief, said army troops did not coordinate arrests with the local police and had destabilized security by eroding the relationships among residents,

tribal sheiks and security officials.

In October, Iraqi troops killed a 12-year-old girl and an elderly man in a raid to arrest a former security officer suspected of terrorism. Two months ago, soldiers shot and killed a driver in what the local police called a dispute over where the man had parked his car. Security officials said they had a warrant for his arrest.

And this month, a truck carrying Iraqi soldiers drove to the farm of Hamid Ahmed Shahab, a local police commander, to arrest him on a 2009 terrorism warrant, which U.S. officials confirmed was valid. When Mr. Shahab bolted for his car, soldiers shot him in the back.

The Iraqi Army would not specify the

charges against Mr. Shahab, but they said they had found two guns in his car. The Iraqi military official called his killing "the right thing" to do.

But his death deepened the distrust and discord between military officials and tribal leaders and touched off several protests. Mr. Shahab's relatives said the Iraqi Army had killed a brave police captain who had lost two brothers to Qaeda attacks, then joined U.S. forces to hunt down insurgents in 2007.

Two marines who fought among the palm groves and irrigation canals of the village of Juayaba, just outside Ramadi, confirmed the relatives' version of events, saying that Mr. Shahab — also known as Abu Ali — had played a criti-

cal role in leading a tribal revolt against Al Qaeda that gained momentum and spread.

"He basically created this revolution on his own," said Capt. Thomas P. Daly, who chronicled his tour in Anbar in "Rage Company," a memoir. "I can name terrorists that this guy killed. This dude hated Al Qaeda. He hated them with a passion."

"He was instrumental in the success of that area," said Capt. Craig A. Trotter. "A true Iraqi hero for his people."

*Two Iraqi employees of The New York Times contributed reporting from Anbar Province.*

Herald INTERNATIONAL Tribune  
JUNE 28, 2011

# Opposition gathers in Damascus



Syrian opposition figures meeting publicly in Damascus on Monday. Speaker after speaker insisted that the revolt could end only with Mr. Assad's surrender of absolute power.

BEIRUT

## A rare public meeting doesn't answer whether Assad wants dialogue

BY ANTHONY SHADID

Scores of opposition figures met publicly Monday in Damascus for the first time since Syria's anti-government uprising began, in an officially sanctioned gathering that underlined the changes

the rebellion has wrought in Syria as well as the challenges ahead in breaking a cycle of protests and crackdowns that has left hundreds dead.

The gathering was remarkable foremost for its rarity — a public show of dissent in a country that has long conflated opposition with treason. But it also cut across some of the most pressing questions in Syria today: whether a venerable but weak opposition can bridge its longstanding divides, whether the government is willing to engage it in real dialogue, and whether it can eventually pose an alternative to the leadership of President Bashar al-Assad.

The meeting offered no answers, but in speech after speech, the opposition insisted that the three-month revolt could end only with Mr. Assad's surrender of absolute power.

One of the organizers, Louay Hussein, said the meeting of 190 figures would explore a vision for "ending tyranny and ensuring a peaceful and safe transition to a desired state, one of freedom, democracy and equality."

The meeting was in the works for weeks, and though government officials had signaled that they would not oppose it, the figures themselves spent days try-

ing to find a location in the capital that would set aside fears of government retaliation and host them. In the end, Syrian state television, long a tool of relentless propaganda, covered the meeting.

Some activists abroad have criticized the gathering as suggesting that the government was willing to engage in dialogue and tolerate dissent, even as its army and security forces press on with a crackdown that has seen them deployed from one end of Syria to the other. The Local Coordination Committees, which has sought to speak on behalf of youthful protesters, was not in attendance and has yet to make a public statement on the meeting itself, though it has refused dialogue as the violence continues.

"They contacted me but I refused the invitation as long as the atmosphere is not right," said Hassan Abdel-Azim, a veteran party leader and opposition figure in Syria. "What kind of dialogue can you have in the midst of a security crackdown?"

Even some organizers — among them the economist Aref Dalila and the activist Hajj Yassin Hajj Saleh — decided at the last minute not to participate.

"Unfortunately, what I have seen on television is a silly scene," Mr. Saleh said by phone. "That's my impression, so I guess I made the right decision."

But the meeting still drew some of the most prominent opposition figures in Damascus — men like Louay Hussein, Anwar al-Bunni and Michel Kilo, who have served time in prison for their outspokenness against one of the region's most authoritarian governments. Mr. Hussein had said that no government representatives would be invited, though dozens of security men were seen circulating outside the hall.

In the meeting, convened at the Semiramis Hotel, dissidents went to

lengths not to claim to speak for the protesters, whose demands have grown in intensity in past weeks.

"We are meeting here today to put a plan forward to solve the current crisis," said Fayeza Sara, an opposition figure who attended. "We are not saying we are representing protesters. We are not angry at those who criticized us for holding this meeting."

So far, Mr. Hussein and others have said they will not enter into dialogue with the government as long as its forces persist in firing on peaceful protesters. But even they acknowledge that the crisis seems to be taking a dangerous turn, as the government grows more isolated, elements of an armed insurgency emerge and the economy staggers.

"There are two ways forward," Mun-

### Dissidents go to lengths not to claim to speak for the rebellion.

zer Khaddam, another opposition activist, said at the meeting. "The first is a clear and nonnegotiable move toward a peaceful transition to democracy, which would rescue our country and our people. The alternative is a road that leads into the unknown and which will destroy everyone."

He warned that those following the latter "would go to hell."

In a speech last week, just his third to the country since the uprising began in mid-March, Mr. Assad offered what he described as a national dialogue. On Monday, the Syrian press agency said that dialogue would begin July 10 and that "all factions, intellectual personalities and politicians" would be invited, even though many dissidents have vowed to stay away as long as the crackdown persists. It reiterated a point Mr.

Assad made in his June 20 speech: The agenda would include possible amendments to the Constitution, which enshrines the ruling Baath Party's monopoly on power.

In the past week or so, the government has sought to improve its image, as it endures some of the deepest isolation in its four decades in power. Syrian media have acknowledged the protests and allowed some foreign journalists into the country. But in the street, where demands have escalated, Mr. Assad's moves have been met with skepticism and anger. No dialogue, some have chanted, with "tanks of the regime."

But the government's opponents have also struggled to find their voice.

An opposition abroad, without set leaders or programs, has sought to unify its ranks in meetings in Turkey and Europe, with mixed success. Many activists who claim to speak on behalf of the street remain in hiding, fearful of arrest and torture. And deep fears persist inside Syria over the influence of the Muslim Brotherhood, which fought a bloody battle with the government that culminated with the events in Hama in 1982, when government forces massacred at least 10,000 people and perhaps more in the city.

Some diplomats have looked to the Monday meeting as offering at least the potential for a more unified opposition that could deal with the government.

"Every step that helps bring together an opposition is a positive step," said Burhan Ghalioun, a Syrian scholar and director of the Center for Contemporary Oriental Studies at the Sorbonne in Paris.

*Reporting was contributed by Hwaida Saad and Nada Bakri from Beirut, and a New York Times employee from Damascus.*

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
JUNE 29, 2011

## Iran claims ability to produce even longer-range missiles

TEHRAN

THE ASSOCIATED PRESS

A senior Iranian Revolutionary Guard commander said Tuesday that his country had the ability to produce missiles with an even greater range than the medium-range missiles now in its arsenal.

But Amir Ali Hajizadeh, commander of the Guard's Aerospace Force, also said that Tehran would not manufacture such missiles because Israel and U.S. bases in the Gulf are already within reach.

"There is no threat from any country to us other than the U.S. and the Zionist regime," Mr. Hajizadeh was quoted as saying by the semi-official Fars press agency. "The range of our missiles has been designed on the basis of the distance to the Zionist regime and the U.S. bases in the Persian Gulf region."

The remarks were made as Iran conducted a second day of large-scale military maneuvers, part of 10 days of war games that are the country's latest show of force amid a standoff with the West over Iran's disputed nuclear program.

Mr. Hajizadeh said Tehran's arsenal included missiles with a range of about 2,000 kilometers, or 1,250 miles, that were specifically designed for Israel and U.S. targets. The two missiles in Iran's possession that have such a range are the Shahab-3 and the Sajjil.

He said Iran "possesses the technology" to manufacture missiles with a range greater than 1,250 miles, but said "we have no intention to produce such missiles." He did not elaborate.

The Revolutionary Guard, which is in charge of Iran's missile program, kicked

off the war games on Monday by unveiling underground missile silos, saying that medium- and long-range missiles stored in them are ready to launch if Iran is attacked. The silos are widely viewed as a strategic asset for Iran in the event of a U.S. or Israeli strike on its nuclear facilities.

Western intelligence reports say Iran is seeking to acquire the capability to produce intercontinental missiles with a range of up to 6,000 kilometers, a claim Iran has denied.

Mr. Hajizadeh said some U.S. bases in Iraq and Afghanistan were as close as 120 kilometers from Iran's borders and could easily be hit by Iran in case of an attack.

As part of the 10 days of military exercises, Iran on Tuesday also fired 14 missiles, including Shahab-1, Shahab-2, Shahab-3 and the Zelzal missile.